

**L**E droit est aussi essentiel à toute société que la santé à tout homme.

Les récents procès de MM. les abbés Pinaud et Salenave ont particulièrement choqué par leur sévérité. Que faut-il en penser ?

En premier lieu ils nous donnent enfin l'occasion de connaître des documents et des prises de position essentiels tenus cachés par les autorités de la Fraternité Saint Pie X et qui montrent leur détermination dans la conduite qu'ils lui imposent. Ces documents sont donnés en première partie du présent ouvrage. Cela nous permet de savoir ce que nous avons à affronter pour demeurer fidèles.

Viennent ensuite l'essentiel du procès de M. l'abbé Salenave et toutes les pièces du procès de M. l'abbé Pinaud.

Des commentaires et explications permettent à toute personne, même non juriste, de bien comprendre ce qui s'est passé et ce qui est en cause. La défense de M. l'abbé Pinaud est particulièrement éclairante.

**Prix : 16 €**

Abbé François Pivert    Actes des procès des abbés Salenave et Pinaud

**Abbé François Pivert**

# **Quel droit pour la Tradition catholique ?**

**Actes des procès  
des abbés Salenave et Pinaud**

**Présentation  
Textes  
et commentaires juridiques**

**Autoédition**

## L'auteur

M. l'abbé François Pivert, né en 1952 dans une famille de juristes, entra au séminaire d'Écône après avoir obtenu sa maîtrise en droit.

À la demande du Supérieur de District, il fonda le service des affaires canoniques pour la Fraternité Saint Pie X en France à la tête duquel il demeura pendant dix-neuf ans.

Il est membre de la Commission Saint-Charles-Borromée fondée à la demande de Mgr Lefebvre, dont les compétences juridiques s'étendent sur toute la Fraternité Saint Pie X sous la présidence de Mgr Tissier de Mallerais.

Ceci l'amena à exercer les fonctions de juge, d'avocat et de promoteur de justice, soit dans le District de France, soit ailleurs à la demande de Mgr Fellay et de Mgr Tissier de Mallerais, à donner de nombreuses consultations et à enseigner lors de sessions sacerdotales de formation juridique.

Il est l'auteur de plusieurs livres dont *Des Sacres par Mgr Lefebvre... un schisme ?* (épuisé) aux éditions Clovis et a édité récemment *Mgr Lefebvre, nos rapports avec Rome*.

Depuis vingt ans il prêche des retraites au Moulin du Pin.

**Abbé François Pivert**

# **Quel droit pour la Tradition catholique ?**

**Actes des procès  
des abbés Salenave & Pinaud**

**Présentation  
Textes  
et commentaires juridiques**

Autoédition



### Correctif

Nous avons écrit que Mgr Lefebvre avait accepté le nouveau Code de droit canonique dans l'accord signé le 5 mai 1988, mais qu'on ne pouvait rien en inférer puisqu'il dénonça rapidement cet accord. Ce n'est pas exact.

Le texte qu'il avait lui-même soumis au Cardinal Ratzinger nous livre sa position exacte. Il y écrivait « Compte tenu de ce qui est dit au n° 3, nous promettons de respecter la discipline de l'Église et donc les lois disciplinaires contenues dans la Code de Droit Canonique promulgué par le Pape Jean-Paul II. » Le n° 3 stipule : « À propos de certains point enseignés par le Concile Vatican II ou concernant les réformes postérieures de la liturgie et du droit qui nous paraissent difficilement conciliables avec la Tradition, nous nous engageons à avoir une attitude positive d'étude et de communication avec le Siège Apostolique, en évitant tout polémique. »

Dans la rédaction finale, si l'incise « Compte tenu de ce qui est dit au n° 3 » fut supprimée et le texte remanié, le n° 3 fut intégralement maintenu. Or il est clair par lui-même. Mgr Lefebvre applique les mêmes critères au Code qu'au Concile et à la nouvelle liturgie. Or il n'a jamais accepté ceux-ci. On ne peut donc pas dire qu'il ait accepté le Code nouveau.

## Définition de quelques termes

**Canonique** : Qui pose une règle, un ensemble de règles, d'après un mot grec signifiant règle. Ce terme n'est utilisé que dans le langage ecclésiastique et on ne prend donc pas la peine de préciser qu'il s'agit du droit de l'Église quand on parle de droit canonique. On dit aussi droit canon.

**Droit canonique** : droit de l'Église.

**Canon** : Décret, règle concernant la foi ou la discipline, article du code de droit canonique.

**Code de droit canonique** : recueil des lois de l'Église. Le premier fut rédigé par saint Pie X et publié en 1917 par son successeur Benoît XV. Jean-Paul II publia un nouveau code en 1983 pour mettre le droit de l'Église en conformité avec le concile Vatican II.

\*

**L'Ordinaire** : le supérieur d'un prêtre ayant sur lui juridiction, le plus souvent son évêque. Dans la Fraternité Saint Pie X, les supérieurs majeurs sont les ordinaires des prêtres.

**Supérieur majeur** : celui qui possède la juridiction sur les membres de sa société religieuse. Dans la Fraternité Saint-Pie X, ce sont les supérieurs de district et le Supérieur Général.

**Juge** : Magistrat investi de la puissance publique chargé de rendre la justice en appliquant les lois.

**Promoteur de justice** ou promoteur tout court : C'est, en droit ecclésiastique, l'équivalent du procureur en droit français. Sa fonction est de travailler à faire établir la vérité du droit et, à travers elle, la justice dans, l'intérêt de la société. En droit pénal il est donc l'accusateur.

**Avocat** : Auxiliaire de justice. Sa fonction est de travailler à faire établir la vérité du droit et, à travers elle, la justice, du point de vue de son client.

**Procédure** : Ensemble des règles et des formes qu'il faut observer pour avancer dans l'établissement de la vérité juridiquement certaine.

**Suspense** : Acte par lequel est interdit à un prêtre tout ou partie de l'usage de ses fonctions sacerdotales. Le prêtre est alors dit *suspensus*, suspendu. La *suspense a divinis* est la plus grave puisqu'elle interdit tout acte sacré du pouvoir d'ordre.

\*

**Commission Saint-Charles-Borromée** : une des commissions voulues par Mgr Lefebvre avant sa mort et mises en place par son successeur, pour pallier la défaillance des congrégations romaines. Elle doit donner des réponses sur plusieurs problèmes de droit canonique, elle élabore la réforme de *Ordonnances* de la Fraternité Saint-Pie X, elle juge en dernier ressort de la validité des mariages. On ne sait pourquoi, le Supérieur Général lui a dénié de juger en matière pénale.

**Cor Unum** : bulletin officiel interne par lequel la Maison Générale communique avec tous les membres de la Fraternité Saint-Pie X.

**Menzingen** : Hameau où se situe la Maison Générale de la Fraternité Saint-Pie X. Désigne par raccourci la Maison Générale elle-même, c'est-à-dire le Supérieur Général et les membres de son conseil.

**FSSPX** : Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X.

**Chapitre Général** : Organe suprême de la Fraternité Saint Pie X et de la plupart des congrégations religieuses. Il élit le Supérieur Général et ses assistants. Il règle les questions ou les problèmes les plus importants de la congrégation. Ses décisions s'imposent à tous, y compris au Supérieur Général. Ses membres sont désignés sous le terme de « capitulants ».

## Chapitre 1

# La position du problème



Chers Amis lecteurs,  
prêtres et laïcs,

Depuis deux ans la Tradition est gravement troublée et des prêtres s'en prennent au Supérieur Général.

Au-delà du problème de fond, les conditions extérieures de cette opposition sont peu ordinaires et étonnent plusieurs d'entre vous. C'est le cas quant à MM. les abbés Mathieu Salenave et Nicolas Pinaud au sujet desquels beaucoup s'interrogent.

Le procès qu'ils ont accepté et subi est désormais achevé. Il est donc normal de prendre connaissance de la sentence.

C'est normal parce que toute sentence a pour objet de dire le droit et, ce faisant, de dirimer la controverse. Sa publication doit ramener la paix au milieu de ceux qui furent troublés.

L'avocat étant un auxiliaire de justice chargé de collaborer à l'établissement de la vérité, je publie donc ci-après, en tant qu'avocat de M. l'abbé Pinaud, la sentence qui vient de le frapper.

Abbé François Pivert

Toutes les notes seront de nous en tant qu'avocat et éditeur des textes, sauf indication contraire.

## Sentence du juge

Voici le texte intégral de la sentence portée contre M. l'abbé Pinaud.

\*

**Précepte pénal  
pris à l'encontre de M. l'abbé Nicolas Pinand,  
prêtre, membre de la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X**

Au Nom de Notre-Seigneur Jésus-Christ. Amen.

Nous, Abbé Henry Wuilloud, Juge, et avec le conseil des Abbés Pier Paulo Petrucci, assesseur, et Vincent Quilton, assesseur,

**ATTENDU EN FAIT QUE :**

1. les autorités de la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X ont constaté que de nombreuses actions séditeuses ont été entreprises après le Chapitre Général de 2012 et particulièrement contre la Maison Générale ;
2. par décision du 18 mars 2013, le Supérieur Général de la FSSPX a érigé un tribunal ecclésiastique pour enquêter sur certains faits et documents qui menaçaient gravement le bien commun de la FSSPX ; en effet il revient à l'Ordinaire (de par son pouvoir de juridiction) de réprimer les délits qui concernent leur société (sic) et conséquemment d'enquêter à leur sujet (can. 335 et 2220 ss. du Code de droit canonique de 1917 (CIC-17) ; can. 391, 1315 et 1399 du Code de droit canonique de 1983 (CIC-83) ;



3. la procédure suivie par le Tribunal pour juger de la présente affaire est une procédure pénale administrative au sens des can. 1933 § 4 CIC-17 et 1342 § 1 CIC-83 ;

4. les attaques contre le bien commun et les conséquences graves qui s'ensuivaient (multiplication de courriers anonymes, appels publics à la sédition, calomnies graves et suspicion jetée dans les rangs de la société, collusion avec des groupuscules politiques) ont conduit à enquêter sur les activités de certains membres, en particulier après que l'un d'entre eux ait avoué avoir entretenu un site Internet sans autorisation ; lors d'une réunion le 24 juin 2013, le Tribunal a examiné les documents fournis et a retenu ceux obtenus dans la boîte électronique d'un certain Charles Corday, qui se révéla être le pseudonyme de M. l'abbé Rioult, alors membre de la Fraternité Saint-Pie X ;

5. en date du 31 juillet 2013, le Tribunal a notifié son acte d'accusation à M. l'abbé Pinaud, lequel a produit sa défense écrite le 20 août 2013 ;

6. le 19 octobre 2013, M. l'abbé Pinaud a comparu devant le Tribunal pour répondre de ses actes ; à cette occasion, il a fait valoir sa défense en lisant un document daté du 11 octobre 2013 ;

#### CONSIDÉRANT QUE :

1. le document du 28 février 2013 intitulé « LETTRE OUVERTE À MGR FELLAY » signé « Trente-sept prêtres du District de France » présente un caractère séditieux puisque son objet consiste à pousser le Supérieur Général à la démission et constitue un délit contraire au can. 2344 CIC-17 et 1373 CIC-83, lesquels prévoient : « *Celui qui, directement ou indirectement aura couvert d'injures [...] son propre Ordinaire, en public, dans les journaux, discours ou libelles, et celui qui excite des préventions ou des haines contre les actes, décrets, décisions, sentences des mêmes personnes, doit être contraint par l'Ordinaire, non seulement à la demande de la personne offensée mais même d'office, fût-ce au moyen de censures, à donner la satisfaction voulue, et être frappé d'autres peines ou pénitences convenables, proportionnellement à la gravité de la faute et à la réparation du scandale.* » et « *Qui excite publiquement ses sujets à la contestation ou à la haine contre [...] l'Ordinaire à cause d'un acte du pouvoir ou du ministère ecclésiastique, ou bien qui incite les sujets à leur désobéir, sera puni d'interdit ou d'autres justes peines.* » ;

2. M. l'abbé Pinaud, par l'approbation du contenu et les corrections qu'il y a apportées, s'en est ainsi et de fait rendu complice ; il a coopéré de manière formelle et immédiate à la Lettre ouverte à Mgr Fellay ;

3. le fait que M. l'abbé Pinaud dise : « *ce document est nettement meilleur car plus méchant et plus précis* », bien qu'il relève de l'opinion privée, n'échappe pourtant pas au jugement, car il s'agit d'un indice clair et probant qui permet de qualifier l'acte de coopération posé par M. l'abbé Pinaud ;

4. M. l'abbé Pinaud ne pouvait ignorer qu'il s'agissait d'une lettre ouverte ;

5. même si M. l'abbé Pinaud n'approuve pas le caractère anonyme, le délit n'en est pas moins constitué ;

6. en outre, M. l'abbé Pinaud n'a montré aucun regret dans cette affaire ; bien plus, il n'a eu cesse de formuler des critiques à l'encontre de ses Supérieurs ; dans sa dernière défense, il allait jusqu'à dire : « *en raison des nombreuses concessions qu'elle a fait au Concile et aux réformes conciliaires inacceptables, à elle seule, la Déclaration doctrinale du 15 avril 2012 constitue un péril pour la foi qui légitime la révolte, car cette Déclaration doctrinale n'est pas un texte "minimaliste", comme l'a écrit Mgr Fellay dans l'éditorial de Cor Unum n° 102.* » ;

EN CONSÉQUENCE condamnons M. l'abbé Pinaud à une peine médicinale de suspense de tous les actes relevant tant du pouvoir d'ordre que du pouvoir de juridiction (can. 2278 ss. CIC-17 et 1333 CIC-83). La levée de cette censure réservée devra se faire conformément au droit (can. 2245 CIC-17 et 1355 CIC-83).

Un recours hiérarchique avec effet suspensif (can. 1353 CIC-83) peut être interjeté contre la présente décision dans un délai de quinze jours utiles à compter de la notification de la présente décision (can. 1630 § 1 CIC-83). En outre, la peine est suspendue tant que dure le délai de recours.

Fait à Rickenbach, le 28 octobre 2013

Abbé Henry Wuilloud, Juge ad hoc  
Abbé Lukas Weber, Notaire ad hoc

## Commentaire

Comment faut-il prendre cette sentence ?

### Tout jugement est un raisonnement

Tout jugement juridique est d'abord un jugement intellectuel, c'est-à-dire un **raisonnement** qui, pour être juste, doit être vrai et **probat**, c'est-à-dire conduit selon les règles de la logique. On ne dira jamais assez que la loi, les normes et les jugements – tout ce qui dit le droit – sont dans l'intelligence et la raison, non dans la volonté. Ce qui est dans la volonté, c'est le respect qu'on leur porte.

Voici en effet le canon 1552 : « Sous le nom de jugement ecclésiastique on comprend la discussion et la définition devant un tribunal ecclésiastique d'une controverse que l'Église a le droit de connaître. »

Pour ce faire, tout jugement commence par un résumé de la situation, sans prendre aucunement parti, en rapportant les conclusions des parties en cause : l'accusateur, le ou les accusés, la ou les victimes (canon 1874). Ce résumé contient la question à laquelle il faudra répondre, telle qu'elle fut définie au début du procès, ce qui le détermine précisément (canon 1873, 1959, 1726 et suivants). Par exemple : « Par tels et tels actes, l'accusé s'est-il rendu coupable du délit de ... » Il y a quelquefois plusieurs questions.

Vient ensuite la discussion avec les motifs (canons 1873, 1874).

Pour établir un délit, il faut établir deux éléments : la réalité des faits matériels et que, en les posant, leur auteur s'est consciemment et volontairement opposé aux lois.

Tout jugement commence donc la discussion par l'exposé des lois concernées. Si plusieurs délits sont en cause, on aura autant de paragraphes dans l'exposé du droit, mais il faudra alors soigneusement contre distinguer les faits pour ne pas tomber dans l'amalgame.

Ensuite les faits sont établis dans leur consistance matérielle, puis est établi leur caractère délictueux. À chaque fois un raisonnement permet de parvenir à la claire évidence.

Vient enfin ce qu'on appelle le dispositif, c'est-à-dire les dispositions prises (canons 1873 et 1874). Il y en a quatre. Tout d'abord la définition de la culpabilité, son ampleur, etc. ou de l'innocence de l'accusé, c'est-à-dire la réponse aux questions posées initialement. Si l'accusé est déclaré coupable, on définit alors la peine. Mais celle-ci est également le fruit d'un raisonnement : pourquoi, dans les peines encourues, c'est-à-dire définies par le droit, celle-ci et non celle-là. Pourquoi telle durée. Etc.

Après la peine, la réparation du tort commis. Par exemple, s'il s'agit d'un dommage matériel commis volontairement, le juge va l'estimer, établir les frais annexes, le mode de réparation, l'époque, etc. On comprend bien que cela ne peut pas être laissé à la liberté du coupable qui risque d'offrir trop peu et mal, mais qui pourrait aussi, sous pression de la victime, être conduit à offrir trop. Il en va de même pour un dommage spirituel dont le juge doit déterminer la juste réparation.

Quatrième disposition : les mesures de protection qui ne sont pas toujours nécessaires et ne concernent pas notre affaire.

C'est triste à dire, mais voilà tout ce qu'on ne trouve pas dans la sentence qui condamne M. l'abbé Pinaud. Et qu'il s'agisse d'un décret pénal (ce qu'on appelle en droit des États une ordonnance) n'y change rien. Tout jugement est une démonstration, même s'il est pris sous forme d'ordonnance. Cette méthode est en effet universelle. Le canon 1875, par exemple, applique ces règles même aux décisions avant la sentence finale.

Pour illustrer la méthode que nous suivons, voici les avertissements de Bossuet au Grand Dauphin :

*« Ce défaut d'attention vous fait maintenant confondre l'ordre des paroles ; mais si nous laissons vieillir et fortifier cette mauvaise*



*habitude, quand vous viendrez à manier, non plus les paroles, mais les choses mêmes, vous en troubleriez tout l'ordre. Vous parlez maintenant contre les lois de la grammaire ; alors vous mépriserez les préceptes de la raison. Maintenant vous placez mal les paroles, alors vous placerez mal les choses ; vous récompenserez au lieu de punir ; vous punirez quand il faudra récompenser : enfin vous ferez tout sans ordre... »*

### Valeur et autorité des jugements

Un jugement dit le droit et définit ce qui doit être tenu par tous. L'obéissance lui est due comme à toute décision de l'autorité. Il faut donc appliquer à notre attitude envers les jugements ce que la morale dit de l'obéissance.

Pour cela, il faut vérifier deux éléments : que l'autorité était bien compétente pour porter le jugement, c'est-à-dire qu'elle a agi dans son domaine, et puis qu'elle a bien respecté les ordres donnés par l'autorité supérieure, c'est-à-dire les lois. Saint Thomas d'Aquin l'enseigne expressément dans sa Somme théologique, II II q 104 a 5.

En outre, ce que nous venons d'écrire sur le caractère intellectuel de tout jugement, qui est un raisonnement, montre que l'obéissance qui lui est due doit être éclairée. La première réaction face à un jugement doit donc être de le lire et de le comprendre.

Un jugement s'appuie sur deux données : le droit et les faits. Les faits ne sont ordinairement pas vérifiables par ceux qui lisent le jugement, qui n'ont pas le dossier en mains et qui n'ont pas à l'avoir, car ils ne sont pas juges. On doit donc les prendre tels qu'ils sont exposés par le juge. Il peut cependant arriver que l'exposé des faits soit manifestement erroné et que toute personne informée puisse s'en apercevoir naturellement.

La seconde donnée d'un jugement, ce sont les lois sur lesquelles il s'appuie, c'est pourquoi le jugement est vicié quand les lois n'ont pas été respectées, que ce soient les lois de fond ou celles des formes nécessaires pour lui donner valeur. Le vice est ordinairement corrigé par les voies légales de recours, mais, dans des cas particulièrement évidents, le simple lecteur du jugement peut le percevoir et doit en tirer les conséquences, c'est-à-dire obéir plutôt au supérieur qu'au juge qui lui est subordonné. Il y a là un

respect dû envers le supérieur qui a donné les lois et veut les voir appliquées par tous.

Or le supérieur du juge est ici, pour certaines lois Dieu même, et pour les autres lois l'Église par laquelle le Christ établit son règne. En effet, même les sujets du juge doivent veiller au respect de la royauté du Christ.

Il faut également rappeler la loi naturelle et le droit des gens<sup>1</sup> ainsi que les principes généraux du droit, qui ne sont formalisés dans aucun texte parce qu'ils sont au-dessus de tout texte. C'est l'honneur des peuples civilisés de les reconnaître.

Habituellement cela ne fait pas difficulté, mais, en nos temps troublés où la Révolution a réussi à pénétrer jusque dans l'Église et jusque dans les principes mêmes de la pensée, par le nominalisme, l'idéalisme et toutes les horreurs de ses philosophies diaboliques, il arrive de plus en plus souvent que même ces principes les plus élevés soient violés.

Enfin, dernière loi, quasi naturelle, le jugement est un acte de la raison, conduit nécessairement selon les règles de la raison, c'est-à-dire la logique. C'est pour bien le manifester que toutes les législations, y compris celle de l'Église, exigent que le raisonnement soit clairement exprimé, clairement vérifiable. Ainsi, un jugement qui serait contradictoire en ses diverses parties ne serait pas un jugement et serait nul. De même s'il n'était pas motivé, c'est-à-dire si le raisonnement qui permet d'arriver à la conclusion n'était pas rapporté.

C'est grâce à leur raisonnement que les jugements font jurisprudence, c'est-à-dire qu'ils éclairent les situations semblables et mettent de l'ordre dans toute la société et pas seulement dans le cas qu'ils doivent trancher. C'est le raisonnement que les *jurisperiti*, comme on dit en droit romain, les experts en droit, analysent et commentent dès que paraît un jugement marquant. Par là s'instaure un travail fructueux, car les juges lisent ces commentaires.

Il était nécessaire de bien établir ces principes pour montrer que, en commentant le jugement condamnant M. l'abbé Pinaud, nous ne nous appuyons pas sur notre esprit propre, nous ne cherchons pas à faire prévaloir

<sup>1</sup> Droit des gens : droit reconnu par toutes les nations civilisées.

notre volonté. Nous ne sommes ni désobéissant, ni révolutionnaire, ni subversif, bien au contraire nous ne cherchons que l'obéissance au Christ-Roi et aux autorités établies pour le faire régner. Mais, lorsque ces autorités le contredisent, notre devoir est alors de ne pas obéir à ceux qui désobéissent, de défendre les droits et l'honneur du Christ-Roi, de protéger ceux qui veulent lui demeurer fidèles. C'est dans cet esprit que nous allons entrer dans notre commentaire littéral qui vous permettra à vous aussi, cher lecteur, d'honorer le Christ-Roi et de défendre son règne.

### Commentaire littéral

#### *Précepte pénal*

*pris à l'encontre de M. l'abbé Nicolas Pinaud,  
prêtre, membre de la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X*

*Au Nom de Notre-Seigneur Jésus-Christ. Amen.*

*Nous, Abbé Henry Wuilloud, Juge, et avec le conseil des Abbés  
Pier Paulo Petrucci, assesseur, et Vincent Quilton, assesseur,*

#### *Attendu en fait que :*

*1. les autorités de la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X ont constaté que de nombreuses actions séditeuses ont été entreprises après le Chapitre Général de 2012 et particulièrement contre la Maison Générale ;*

Première faute : l'action est qualifiée avant même que la discussion commence !

*2. par décision du 18 mars 2013, le Supérieur Général de la FSSPX a érigé un tribunal ecclésiastique*

L'érection du tribunal ne relève pas du fait, mais du droit. Sa mention ne saurait venir dans le présent paragraphe intitulé « attendu en fait que », mais en tout début du jugement, car c'est ce qui donne aux juges leur autorité et leur compétence.

C'est d'autant plus important que les plus grandes imprécisions sur la nature du tribunal et de l'instance ont entaché les discussions. À certains moments les juges se déclarent constitués en tribunal, à d'autres on a un juge et deux assesseurs selon la procédure administrative. Quelle valeur pourra-t-

on attribuer à une sentence dont les fondements juridiques ne sont pas clairement établis ?

Poursuivons la lecture du jugement :

*pour enquêter sur certains faits et documents qui menaçaient gravement le bien commun de la Fraternité Saint-Pie X ; en effet il revient à l'Ordinaire (de par son pouvoir de juridiction) de réprimer les délits qui concernent leur société (sic) et conséquemment d'enquêter à leur sujet (can. 335 et 2220 ss. du Code de droit canonique de 1917 (CIC-17) ; can. 391, 1315 et 1399 du Code de droit canonique de 1983 (CIC-83) ;*

### Le code moderniste est illégitime

Il n'est pas légitime de citer les deux codes, c'est l'un ou l'autre. Tout code fait un ensemble : se saisir des bribes du code traditionnel sans reprendre ce qui les accompagne nécessairement est une injustice. C'est oublier l'unité de tout code, car toutes les règles se tiennent et se confortent. On ne peut procéder à des découpages, car cela dénature nécessairement le système juridique.

Puisque c'est l'un ou l'autre, doit-on alors prendre le nouveau ?

Dans la *Lettre ouverte aux catholiques perplexes*, au chapitre 21, Mgr Lefebvre n'hésitait pas à parler des « **errances du nouveau droit canon, pour ne pas dire ses hérésies.** »

Et ailleurs Mgr Lefebvre affirme :

*Ce changement de conception de la Mission de l'Église a eu comme conséquence de corrompre le Droit Canon et le Droit public de l'Église et d'en énerver les principes fondamentaux.*

*L'autorité ecclésiastique perdant de vue sa véritable fin, prend nécessairement la voie des abus de pouvoir et de l'arbitraire.*

*Les promulgations des lois sont douteuses, falsifiées. Les droits de la défense ne sont plus respectés. Les procédures ne sont plus conformes au droit. C'est l'injustice qui prend la place de la justice.*



*Les principes élémentaires de morale et de droit rappelés si clairement par le Pape Léon XIII dans son Encyclique Libertas praestantissimum nous apprennent que dans ces cas l'autorité perd son droit à l'obéissance.*

*Dans ce cas ce n'est pas mépriser l'autorité que de ne pas lui obéir, c'est au contraire lui rappeler le respect qu'elle doit avoir de l'autorité qu'elle a reçue de Dieu et qui l'oblige à agir selon le droit établi par Dieu.<sup>2</sup>*

Ces affirmations sont tirées d'une lettre de Mgr Lefebvre au cardinal Seper. Elles sont donc réfléchies et officielles. Certes, elles précèdent de cinq ans la publication du nouveau Code et ne le concernent pas directement, mais elles définissent bien l'esprit des modernistes en matière juridique.

Et encore :

*La réforme du droit canon n'est que le quatrième acte des effets de l'œcuménisme dans Vatican II. C'est en quelque sorte le dernier livre qui était encore à changer pour mettre le droit canon au diapason du Concile, et cela je pourrais demain vous citer les discours du pape lui-même qui se trouvent dans la Documentation Catholique. Le droit canon nouveau n'est autre chose, dit le pape, qu'un effort pour mettre en langue canonique l'ecclésiologie de Vatican II. [...] Alors, qu'est-ce que nous devons penser de cela ? Eh bien, c'est que **ce droit canon est inacceptable**. Il n'y a pas de nouvelle ecclésiologie dans l'Église. On ne va pas donner une nouvelle définition à l'Église ! Alors on s'est trompé pendant 2 000 ans ? L'Église ne savait pas ce qu'elle était pendant 2 000 ans ? Tout à coup, la voilà devenue œcuménisme, collégiale, communion. Communion de quoi, de qui, avec qui, avec quoi ?<sup>3</sup>*

Nous donnerons plus loin, page 65, plus en détail le jugement de Mgr Lefebvre sur ce nouveau Code, mais ce que nous venons de rapporter devrait suffire pour que les autorités de la Fraternité Saint-Pie X ne jugent

pas les fils et héritiers de Mgr Lefebvre en leur appliquant ce code que Mousseigneur déclare inacceptable.

Pour le comprendre, il faut savoir que la loi est une mesure, dit saint Thomas d'Aquin.<sup>4</sup> On l'applique aux actes humains pour déterminer ceux qui sont conformes à la justice et ceux qui ne le sont pas.

À cela s'oppose le personnalisme, qui se détourne du bien commun. C'est la philosophie qui aboutit aux droits de l'homme. Dans le personnalisme, l'autorité est définie comme un service, c'est-à-dire une gestion de la vie commune, et non plus par rapport à Dieu.

Or, tout le code moderniste est personnaliste. Il fut rédigé pour harmoniser le droit de l'Église avec les démocraties modernes dans la suite de Vatican II qui avait mis l'Église, sa doctrine, son comportement, en accord avec l'humanisme moderne. Il suffit de se référer au discours de Paul VI à la fin du Concile et à l'acte de promulgation du code moderniste par Jean-Paul II.

Ce code moderniste ne cherche plus le règne de Notre Seigneur, il favorise n'importe quel « épanouissement » individuel. L'autorité a pour fonction de « gérer » les rapports d'individus au sein d'une société où chacun va selon son inspiration. C'est pourquoi elle y est définie comme un service. Inutile de dire que la vie devient vite impossible et que, très rapidement, l'autorité gestionnaire doit taper du poing sur la table pour obtenir un semblant d'ordre.

Le mariage également est défini de façon personnaliste dans le code moderniste, comme une association de deux personnes vivant en commun, ce qui s'oppose à la vraie définition de la famille dans laquelle les enfants sont formés à servir le Christ-Roi. Le quasi mutisme des évêques contre les unions homosexuelles n'est pas étonnant. Quand le mariage est défini comme une communauté de vie et d'amour, il devient difficile de le refuser aux homosexuels.

Si nous insistons ici sur la corruption de la famille dans le code moderniste, c'est pour montrer que ses erreurs ne portent pas seulement sur la collégialité et l'œcuménisme. Toute la vie chrétienne est pervertie.

<sup>2</sup> Lettre de Mgr Lefebvre au Card. Seper, 13 avril 1978.

<sup>3</sup> Mgr Lefebvre, Conférence, Écône, le 14 mars 1983.

<sup>4</sup> Somme th. I II, 90, 1.

De même en ce qui nous concerne, le code moderniste privilégie en droit pénal les procédures dites administratives au lieu des procédures juridictionnelles. Vu l'importance pour notre sujet, il est nécessaire de donner quelques explications.

Le droit traditionnel de l'Église reconnaît deux voies pour punir les délits : le jugement judiciaire rendu dans un tribunal avec les garanties de la procédure, ce qui est la voie ordinaire, et le décret pénal rendu par l'évêque seul, (canon 1933). Cette dernière voie étonne les mentalités modernes et, pourtant, elle est parfaitement légitime, car la division entre pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire n'est pas la nôtre. Les rois de la fin de l'Ancien Régime en France utilisaient les lettres de cachet et c'était légitime. Dans certains cas le droit traditionnel de l'Église permet à l'évêque d'infliger des peines aussi graves que l'excommunication sans débat et sans entendre au préalable le condamné. C'est normal.

Le problème n'est pas là, il est dans l'objet de ces mesures : le droit, objet de la justice. Le code traditionnel rappelle bien que ces mesures prises par décret pénal ne sont possibles que pour les cas **certain**s (canon 1933), c'est-à-dire hors de doute et auquel un débat n'apporterait rien, si ce n'est du trouble. Ces cas sont analogues au flagrant délit. Mais dès que le cas est douteux, l'évêque doit chercher la vérité et c'est le but des procédures judiciaires avec ministère d'un avocat et débats devant un tribunal.

Le code moderniste, lui, connaît les procédures pénales administratives (canon 1342) et les judiciaires. Nous ne dirons rien de celles-ci, mais les premières, contrairement aux apparences, ne sont pas la transcription des décrets pénaux du code traditionnel. La dénomination de procédure administrative indique bien qu'on est plus dans l'administration telle qu'elle est couramment conçue aujourd'hui que dans la justice, c'est l'autorité gestionnaire, comme nous l'avons écrit plus haut.

Certes, le code moderniste semble favoriser la défense de l'accusé parce qu'il parle plus de droits que de devoirs, mais en réalité il recule les limites de l'arbitraire. Il le fait en permettant de juger des cas compliqués et peu clairs par la voie administrative, c'est-à-dire qu'il supprime alors les garanties de la procédure, la rigueur qu'elle impose dans la manière d'avancer vers la vérité. Permettre de prendre une décision sur un cas obscur ou élucidé sans rigueur, voilà l'arbitraire.

La sentence devient alors le moyen de donner une apparence de droit à une décision déjà prise ou une apparence d'objectivité à une décision de circonstance.

Ces faux procès ressemblent beaucoup aux discussions démocratiques des administrés qui n'acceptent pas une décision administrative : on fait une enquête, on « dialogue », on atermoie, mais en définitive l'administration fait toujours ce qu'elle veut.

À l'opposé, le code traditionnel est le fruit d'une expérience multiséculaire d'ordre où chacun peut être heureux de servir l'Église et Notre-Seigneur. Ayant sa source dans l'autorité de Jésus-Christ, il conforte la miséricorde par la justice et réciproquement. Tout cela a disparu avec le code moderniste. On taille à la serpe dans la vie des hommes.

Voici le canon qui ouvre la section pénale du code traditionnel (can. 2214 § 2), non repris dans le code moderniste :

*Qu'on ait devant les yeux l'avertissement du concile de Trente en sa session XIII, ch. 1 : « L'évêque et les autres ordinaires se rappelleront qu'ils ont été établis comme pasteurs et non pour frapper et qu'ils doivent être à la tête de leurs sujets non pour les dominer, mais pour les aimer comme des fils et des frères. Qu'ils travaillent à leur faire craindre les mauvaises actions par leurs exhortations et avertissements afin que s'ils commettent une faute ils ne soient pas obligés de les contraindre par les peines. Si cependant leurs sujets en venaient à pécher du fait de la faiblesse humaine, ils devront conserver les préceptes de l'apôtre saint Paul de les reprendre, supplier, réprimander en toute bonté et patience, car souvent pour corriger, la bienveillance est plus efficace que l'austérité, l'exhortation plus que la menace, la charité plus que l'autorité. Lorsque la gravité du délit exige l'emploi de la verge, on unira la rigueur à la mansuétude, la justice à la miséricorde, la sévérité à la douceur, si bien que la discipline, salutaire au peuple et nécessaire, soit maintenue sans rudesse et que les coupables s'amendent par correction ou, s'ils ne reviennent pas à résipiscence, que les autres soient détournés du vice par l'exemple salutaire du châtiment. »*

Ce canon est long, un des plus longs du code, c'est en dire l'importance. Il domine tout le droit pénal de l'Église, il insuffle un esprit, il vient tout droit du cœur sacré de Jésus.

Mais il a disparu du code moderniste. Pour une législation qui prétend favoriser les accusés...

Non, il faut le dire hautement :

**On ne restaure pas plus l'ordre dans l'Église avec le nouveau Code qu'on ne restaure la piété avec la nouvelle messe.** C'est ce que constatait déjà Mgr Lefebvre :

*Je fais un rapprochement entre ce nouveau Code de droit canonique et toute la réforme liturgique, ainsi que Bunigni le dit dans son livre Les principes fondamentaux du changement de la liturgie. « La voie ouverte par le Concile est destinée à changer radicalement l'assemblée liturgique traditionnelle, [...] Il faudra une longue éducation pour que la liturgie devienne une action de tout le peuple de Dieu. » [...]*

*C'est donc bien le même esprit qui a animé le changement du droit canonique et celui de la liturgie : le peuple de Dieu, et l'assemblée qui fait tout. [C'est la mentalité démocratique qui aboutit toujours en tyrannie. Remarque de l'éditeur.] C'est la même chose quant au prêtre. C'est un simple président qui a un ministère, comme les autres ont aussi un ministère, au sein de l'assemblée. Notre orientation vers Dieu a également disparu, et cela vient des protestants [...]*

*C'est vraiment la ruine de toute la pensée catholique.*<sup>5</sup>

Malgré ces avertissements clairs et d'autres encore de la Commission Canonique Saint-Charles-Borromée, le code moderniste a été déclaré légitime par Mgr Fellay dans sa déclaration doctrinale du 15 avril 2012. Il n'y a donc pas à s'étonner que le code moderniste soit désormais imposé à la Fraternité Saint-Pie X dans les jugements pénaux. Rien n'a été dit officiellement, on présente cela comme allant de soi. Par contre on peut s'étonner que, appliquant le code moderniste, les juges osent citer le code traditionnel. Le résultat est sous nos yeux, et la suite le rendra parfaitement clair.

*3. la procédure suivie par le Tribunal pour juger de la présente affaire est une procédure pénale administrative au sens des can. 1933 § 4 CIC-17 et 1342 § 1 CIC-83 ;*

Le juge fait mention du canon 1933 § 4 du code traditionnel, alors en voici le texte : « La pénitence, le remède pénal, la suspension, l'interdit, à condition que le délit soit certain, peuvent être infligés par mode de précepte extrajudiciaire. »

À condition que le délit soit certain. Donc ce canon non seulement ne permet pas, mais même interdit les procès « administratifs » extrajudiciaires qui viennent d'être menés à l'encontre de MM. les abbés Pinaud et Salenave. En effet, la preuve que les délits n'étaient pas certains, c'est qu'il a fallu deux cent quarante jours, des interrogatoires, des défenses, des réponses aux défenses avant de pouvoir juger.

Quant au canon 1342 § 1 du code moderniste, il énonce : « À chaque fois que de justes causes font obstacle à la tenue d'un procès judiciaire, la peine peut être infligée par décret extra judiciaire. »

Quelles sont, dans le cas qui nous occupe, les justes causes qui font obstacle à la tenue d'un procès judiciaire ? S'il y en avait, il fallait les énoncer. Un juge qui ne prouve pas sa compétence rend des jugements sans autorité et, donc, nuls. Mais même Rome agit ainsi aujourd'hui. Il n'y a plus de droit. C'est le règne de l'arbitraire.

Poursuivons la lecture de la sentence :

#### *4. les attaques contre le bien commun*

Six mots sont écrits et, déjà, il faut nous interrompre. Qu'est-ce que le bien commun ? Pour le dire autrement : quel est le trésor commun à tous les membres de la Fraternité Saint-Pie X, dont ils se savent héritiers tous ensemble ? La foi ? Ils l'ont en commun avec tous les chrétiens. C'est l'héritage de Mgr Lefebvre, qui se résume en ceci : servir le Christ-Roi.

Alors, Messieurs du Tribunal, la première chose à faire est de nous dire, dans votre jugement-décret, quelles furent les attaques contre l'héritage de Mgr Lefebvre, contre le service du Christ-Roi.

Mais, si c'étaient des attaques contre l'autorité, alors elles étaient des attaques contre l'autorité, pas contre le bien commun. Certes, attaquer l'autorité peut mettre en danger le bien commun, mais, si l'un est au service de l'autre, l'un n'est pas l'autre. Confondre autorité et bien commun est grave, car cela confère une sorte d'infailibilité au chef. En effet, il n'est jamais permis de s'opposer au bien commun, tandis que, dans certains cas, il est

<sup>5</sup> Mgr Lefebvre, conférence à Turin, 24 mars 1984.

permis et même nécessaire de s'opposer au chef, principalement quand il détruit le bien commun. Identifier le bien commun avec le chef ne permet plus de s'opposer à celui-ci. On doit alors admettre tous ses jugements, tous ses actes, au nom de la prudence du chef que les inférieurs n'ont pas. Imposer aux inférieurs ce faux principe, c'est les rendre complices de la destruction de leur propre société par absorption du bien commun dans la personne du chef. C'est la définition de la tyrannie. Comme l'écrivait Mgr Lefebvre, on jette dans la désobéissance par obéissance.

### Les pouvoirs et les devoirs du chef

Qu'on nous comprenne bien, nous ne nions pas l'autorité du Supérieur Général de la Fraternité Saint-Pie X. Il peut notamment ériger de plein droit un ou des tribunaux, de même que les supérieurs de district. Nous reconnaissons aussi qu'il peut prendre seul certaines décisions, même graves. Nous reconnaissons même qu'il n'y a pas, en raison des circonstances, de recours contre ses décisions juridiques — étant saufs les droits supérieurs du Chapitre Général. Nous admettons que des peines de suspense a divinis puissent être prononcées légitimement, par lui ou par les juges qu'il institue.

Son autorité de suppléance est une véritable autorité, même si elle s'exerce de façon spéciale, ce dont il n'y a pas à traiter ici.

Mais il y a cependant à cela des conditions. Le Supérieur Général, comme tout prince, est chef de ses frères au service de la société, pour le bien de celle-ci. Il ne fait pas ce qu'il veut de la société : il l'a reçue du fondateur, en a la garde et doit la transmettre plus forte, plus vive, mais inchangée dans son identité. C'est pour cette raison que le premier titre du pape est « serviteur des serviteurs de Dieu ».

Pour nous, l'héritage confié à la garde du Supérieur Général est évidemment celui de Mgr Lefebvre, qui voulut lui-même qu'on inscrivît sur sa tombe : « Tradidi quod et accepi, ce que j'ai reçu, je l'ai transmis. »

Or, le respect de cet héritage est garanti par les lois. Tout étudiant en première année de droit apprend dans son cours d'histoire du droit que la monarchie française était fondée sur le principe du respect, par le roi, des

lois héritées de ses prédécesseurs, ce qu'on appelle « principe de légitimité »<sup>6</sup>.

La première condition de l'exercice de son autorité par le Supérieur Général est le respect des lois, tant celles de l'Église que celles de notre congrégation, la Fraternité Saint-Pie X. Faute de cela, le Supérieur subvertit l'ordre qu'il est chargé de maintenir, comme nous le verrons avec saint Thomas d'Aquin dans la suite de ce procès.

La seconde condition est évidente, mais mérite d'être rappelée dans l'horrible crise que traverse l'Église. C'est la défense de la foi. Pas seulement le respect, la défense.

Or, il est certain que les réactions de plusieurs prêtres de la Fraternité Saint-Pie X sont la conséquence directe des démarches faites par Mgr Fellay en vue d'un accord avec Rome et des justifications publiques qu'il en a données. Affirmer cela ici n'est pas anticiper sur notre démonstration telle qu'elle apparaîtra dans les actes du procès que nous allons donner ci-après. Non, ce lien est une évidence. C'est donc dès le début de la sentence que les juges auraient dû énoncer cette réalité qui éclaire toute l'affaire, au lieu de commencer directement en affirmant une subversion.

La troisième condition, enfin, de l'exercice de son pouvoir par Mgr Fellay est de tenir compte de la conjoncture de la Tradition et, à l'intérieur de celle-ci, de la Fraternité Saint-Pie X. La crise nous prive en effet du recours à une autorité supérieure d'expérience. Pas de congrégations romaines pour donner la solution d'une crise, pour apporter leur expérience multiséculaire, pour ouvrir à nos supérieurs les trésors de la jurisprudence romaine consignée dans leurs bibliothèques et leurs archives. Pas d'avis extérieur, ni supérieur. Et cela alors que tout s'écroule.

Alors, dans une telle situation, un Supérieur Général ne peut avancer qu'avec crainte et tremblement.

\*

---

<sup>6</sup> Voir à ce sujet l'excellent livre de Bernard Basse, *La Constitution de l'Ancienne France*, éditions DMM.



Poursuivons donc :

*et les conséquences graves qui s'ensuivaient (multiplication de courriers anonymes, appels publics à la sédition, calomnies graves et suspicion jetée dans les rangs de la société, collusion avec des groupuscules politiques)*

Quel mélange ! Les lettres ne sont pas des conséquences, elles sont le vecteur, le moyen des attaques. Les appels, les calomnies et suspicions ne sont pas des conséquences, ils sont les attaques, pour autant qu'il y ait calomnie, sédition et attaques, et en se rappelant les remarques sur le bien commun.

Que vient faire ici cette affirmation de collusion avec des groupuscules politiques, gratuite, étrangère à l'affaire ? Où les juges ont-ils vu une telle collusion ? Et quels sont les critères pour dire qu'un groupe politique soit mauvais ou anormal, ou inconvenant ?

Nous verrons plus loin dans l'acte d'accusation une référence concernant non M. l'abbé Pinaud, mais M. l'abbé Rioult, à un homme qui semble ne pas plaire aux juges. Mais ce n'est pas un homme politique et il n'a formé aucun groupe. C'est un universitaire. Il ne saurait donc y avoir collusion<sup>7</sup>. Cet homme, c'est M. Faurisson, que je ne connais pas, mais qui énonce par exemple : « Ce que je vous suggère seulement, c'est d'ouvrir les yeux. Regardez comment on peut chercher à tromper les gens, et à faire dire aux mots ce qu'ils ne disent pas. Jamais [mes opposants] n'ont accepté le débat que j'ai proposé. Au lieu de cela, je suis couvert d'insultes et je suis traîné en justice. Pour moi en tant que chercheur, je ne dois faire plaisir, ou déplaire, à personne. Je ne dois me préoccuper ni de Pierre ni de Paul. De toute façon, il faut dire la vérité. Il ne faut pas la cacher. Par-dessus tout, je crois qu'il faut avoir du respect pour la vérité, et pour la recherche de la vérité. C'est en tout cas mon devoir, et je crois que mon devoir, c'est le vôtre aussi. »

*ont conduit à enquêter sur les activités de certains membres, en particulier après que l'un d'entre eux ait avoué avoir entretenu un*

<sup>7</sup> Collusion : Entente secrète en vue de tromper ou de causer préjudice. (Larousse)

*site Internet sans autorisation ; lors d'une réunion le 24 juin 2013, le Tribunal a examiné les documents fournis et a retenu ceux obtenus dans la boîte électronique d'un certain Charles Corday, qui se révéla être le pseudonyme de M. l'abbé Rioult, alors membre de la Fraternité Saint-Pie X ;*

*5. en date du 31 juillet 2013, le Tribunal a notifié son acte d'accusation à M. l'abbé Pinaud, lequel a produit sa défense écrite le 20 août 2013 ;*

*6. le 19 octobre 2013, M. l'abbé Pinaud a comparu devant le Tribunal pour répondre de ses actes ; à cette occasion, il a fait valoir sa défense en lisant un document daté du 11 octobre 2013 ;*

Et la première défense d'août avec la réponse de l'accusateur en date du 26 septembre, ne comptent-elles pas ? Il fallait synthétiser ici les arguments de ces documents, seuls capables de définir l'objet du jugement, de même qu'il fallait rapporter les dispositions du document constituant le tribunal, seul capable de donner une légitimité au juge et à ses décisions.

Pas une seule fois les arguments de M. l'abbé Pinaud ne sont cités. Il n'y a donc pas la discussion exigée par le droit et la raison pour parvenir à la définition. D'où viendra la réponse, alors ?

#### CONSIDÉRANT QUE :

*1. le document du 28 février 2013 intitulé « LETTRE OUVERTE À MGR FELLAY » signé « Trente-sept prêtres du District de France » présente un caractère séditieux puisque son objet consiste à pousser le Supérieur Général à la démission*

C'est un peu court, jeune homme ! aurait dit Cyrano de Bergerac. Il faut établir que demander la démission soit séditieux, surtout quand il s'agit d'un supérieur élu. De plus, est-ce tout ce que le juge a à reprocher à M. l'abbé Pinaud ? Tant de pages d'accusation, nous le verrons, tant de temps – deux cent quarante jours – pour ne retenir que cela : la demande de démission !

Faut-il en conclure que le reste n'existe pas ? Ou qu'il n'est pas délicieux ? Ou que cela ne concerne pas M. l'abbé Pinaud ?

*et constitue un délit contraire au can. 2344 CIC-17 et 1373 CIC-83, lesquels prévoient : « Celui qui, directement ou indirectement aura couvert d'injures [...] son propre Ordinaire, en public, dans les journaux, discours ou libelles, et celui qui excite des préventions ou des haines contre les actes, décrets, décisions,*

*sentences des mêmes personnes, doit être contraint par l'Ordinaire, non seulement à la demande de la personne offensée mais même d'office, fût-ce au moyen de censures, à donner la satisfaction voulue, et être frappé d'autres peines ou pénitences convenables, proportionnellement à la gravité de la faute et à la réparation du scandale. » et « Qui excite publiquement ses sujets à la contestation ou à la haine contre [...] l'Ordinaire à cause d'un acte du pouvoir ou du ministère ecclésiastique, ou bien qui incite les sujets à leur désobéir, sera puni d'interdit ou d'autres justes peines. » ;*

Voici un gros pavé de droit jeté sans analyse, sans discussion, sans référence à la jurisprudence, sans commentaire de juriste.

*2. M. l'abbé Pinaud, par l'approbation du contenu et les corrections qu'il y a apportées, s'en est ainsi et de fait rendu complice ; il a coopéré de manière formelle et immédiate à la Lettre ouverte à Mgr Fellay ;*

Complice. Quel complice ? *Mandans*, en donnant des ordres ; *consiliens*, en conseillant ; *approbans*, en approuvant ? Complice de la rédaction, de la diffusion ? Le professeur de morale, accusateur et conseiller, aurait pu rappeler au juge que, faute de précision, son argumentation serait assez faible.

La coopération n'étant pas précisée, le caractère formel de la complicité n'est pas défini. Un ingénieur qui travaille aux plans d'une arme de guerre coopère formellement à la définition de l'arme, éventuellement à sa fabrication. Aucunement à l'usage moral qui en sera fait, c'est-à-dire l'usage dans une guerre juste ou injuste. Ces manques de précision dans le jugement sont graves puisque c'est ce qui va fonder la condamnation.

*3. le fait que M. l'abbé Pinaud dise : « ce document est nettement meilleur car plus méchant et plus précis », bien qu'il relève de l'opinion privée<sup>8</sup>, n'échappe pourtant pas au jugement, car il s'agit d'un indice clair et probant qui permet de qualifier l'acte de coopération posé par M. l'abbé Pinaud ;*

<sup>8</sup> **Note dans le document.** Et non du for interne (cf. défense de M. l'abbé Pinaud du 11 octobre 2013, p. 2).

Reprenons un par un les énoncés de ce paragraphe.

Si l'appréciation *relève de l'opinion privée*, elle ne saurait constituer un délit public. De quel for<sup>9</sup>, c'est-à-dire de quel tribunal, relève-t-elle alors ?

*Elle n'échappe pas au jugement.* C'est certain, mais il faudrait préciser de quel jugement il s'agit : intellectuel ? moral ? juridique ? fait par qui ? Seul le jugement juridique est ici légitime.

*Il s'agit d'un indice clair et probant.* Mais un indice de quoi ? Probant de quoi ?

De plus, comment un indice permet-il de porter un jugement juridique certain et fondé ? Les indices, même multiples, clairs et "probants" ne constituent pas une preuve et sont seulement matière à présomption selon les termes du canon 1825 : « La présomption est la conjecture probable d'une chose inconnue établie soit par la loi, soit par un homme à partir d'indices. » Le canon 1828 édicte : « Que le juge ne conjecture pas de présomptions en dehors de celles établies par la loi, si ce n'est à partir d'un fait certain et déterminé, directement en rapport avec l'objet de la controverse. » Des éclaircissements et explications sont donnés par exemple dans Naz IV, 501, trop longs pour être rapportés ici. Tout cela montre que, vraiment, le raisonnement est un peu court.

Enfin, derniers mots de ce paragraphe, l'acte de coopération peut être *qualifié*. Alors soit. Les règles de bonne logique exigent un attribut, un prédicat comme on dit en logique. Or le prédicat est ici absent. L'acte peut être qualifié, mais sa qualification n'est pas donnée. On ne peut donc rien conclure.

*4. M. l'abbé Pinaud ne pouvait ignorer qu'il s'agissait d'une lettre ouverte<sup>10</sup> ;*

<sup>9</sup> For, *nom masculin*. Mot latin qui signifie tribunal.

<sup>10</sup> **Note dans le document.** « Nous savons que l'on nous reprochera de ne pas respecter les formes en vous écrivant ainsi publiquement [...] Et à quoi bon vous écrire en privé, quand on sait qu'un confrère... » (Lettre ouverte à Mgr Fellay).

Depuis quand savoir est-il approuver ? Cette lettre est un projet, approuvé comme projet. C'est M. l'abbé Rioult qui en a fait un acte public. Il faudrait prouver que M. l'abbé Pinaud a connu et approuvé, ou connu et encouragé la diffusion publique. Là encore cette affirmation qui ne prouve rien nous incite à nous interroger et à consulter les pièces mêmes.

5. même si M. l'abbé Pinaud n'approuve pas le caractère anonyme, le délit n'en est pas moins constitué ;

Voilà qui s'appelle passer muscade et éviter la discussion. Elle était pourtant bien nécessaire.

6. en outre, M. l'abbé Pinaud n'a montré aucun regret dans cette affaire ; bien plus, il n'a eu cesse de formuler des critiques à l'encontre de ses Supérieurs ; dans sa dernière défense, il allait jusqu'à dire : « en raison des nombreuses concessions qu'elle a faites au Concile et aux réformes conciliaires inacceptables, à elle seule, la Déclaration doctrinale du 15 avril 2012 constitue un péril pour la foi qui légitime la révolte, car cette Déclaration doctrinale n'est pas un texte "minimaliste", comme l'écrit Mgr Fellay dans l'éditorial de *Cor Unum* n° 102. » ;

Mais M. l'abbé Quilton, dans sa réponse du 25 septembre, écrit : « Contrairement à ce qu'allègue M. l'abbé Pinaud, notre tribunal ne juge pas des opinions privées des confrères, mais des délits définis par le droit. C'est pourquoi, les jugements péremptoires et illégitimes portés à l'encontre des Supérieurs par la plaidoirie en la cause ne relèvent pas directement de ce procès. »

Alors ?

Mais l'essentiel est qu'on en arrive enfin au fond : le péril pour la foi. C'est le fond, et le juge ne l'examine pas, ne dit pas le droit à son sujet !

Si M. l'abbé Pinaud avait tort de voir un péril pour la foi dans la Déclaration du 15 avril 2012, pourquoi ne pas rétablir la vérité en montrant l'absence de danger ? S'il avait raison, alors ses actions pour conjurer le péril devenaient légitimes, au moins sur le fond, et même nécessaires puisque la foi est le premier des biens et doit toujours être défendue, bien plus doit être proclamée à chaque fois qu'elle est en cause. Dans ce cas il n'y aurait plus que la manière de défendre la foi qui aurait été éventuellement fautive. Cela change quand même l'appréciation des actes posés.

Arrivés là, la suite ne nous intéresse plus guère, mais on y découvre une dernière faute du juge qui vient établir un caractère très particulier de cette sentence.

*EN CONSÉQUENCE* condamnons M. l'abbé Pinaud à une peine médicinale de suspense de tous les actes relevant tant du pouvoir d'ordre que du pouvoir de juridiction (can. 2278 ss. CIC-17 et 1333 CIC-83). La levée de cette censure réservée devra se faire conformément au droit (can. 2245 CIC-17 et 1355 CIC-83).

Cette conclusion vient bien confirmer le caractère exorbitant<sup>11</sup> de cette affaire.

1. La levée devra se faire conformément au droit. La belle affaire ! C'est justement au juge qu'il appartient de dire ce que le droit exige. Sinon on n'aurait pas besoin de juges et chacun se ferait justice soi-même. Ne pas le faire, c'est introduire l'arbitraire. En outre, le Supérieur Général a délégué des juges pour ne pas avoir à juger soi-même, mais comme ceux-ci déclarent que la censure est réservée, c'est-à-dire réservée à l'Ordinaire qui seul peut en absoudre, cela signifie que, après avoir bel et bien condamné, les juges rendent le condamné à la discrétion du Supérieur Général à qui on laisse l'entière liberté de prolonger la peine.

2. Peine médicinale, peine vindicative, il convient de donner quelques précisions pour bien comprendre ce dont il s'agit.

La peine vindicative a pour but de réparer. Ainsi la prison, l'amende, la publication du procès dans les journaux, etc. réparent, quelles que soient les dispositions du condamné.

La peine médicinale a pour but de pousser le condamné à reconnaître moralement ses torts. Elle est propre au droit de l'Église et n'existe en droit pénal français qu'en ce qui concerne les mineurs. (Belle législation du droit français, soit dit en passant, à caractère éducatif et paternel, fruit d'un réel esprit chrétien, même si l'esprit socialiste des démocraties modernes tend à la détourner de son but, hélas.)

<sup>11</sup> Exorbitant : qui sort de son orbite.

Ici, l'objet de la condamnation, au-delà des actes dits subversifs, est le désaccord de M. l'abbé Pinaud sur la Déclaration doctrinale d'avril 2012. C'est en toutes lettres dans la sentence. C'est donc là-dessus qu'il devra plier. Il devra s'engager à donner une confiance absolue au Supérieur Général. Jusqu'où ? L'acte d'accusation et le dernier entretien avant la sentence, ainsi que les dispositions de la sentence contre M. l'abbé Salenave, révéleront parfaitement quelle soumission est attendue du condamné.

Vu le caractère laconique du jugement sur ce point, et comme il faut bien savoir de quoi il retourne, il sera nécessaire de prendre connaissance de ces pièces.

*Un recours hiérarchique avec effet suspensif (can. 1353 CIC-83) peut être interjeté contre la présente décision dans un délai de quinze jours utiles à compter de la notification de la présente décision (can. 1630 § 1 CIC-83). En outre, la peine est suspendue tant que dure le délai de recours.*

*Fait à Rickenbach, le 28 octobre 2013<sup>12</sup>*

*Abbé Henry Wuilloud, Juge ad hoc  
Abbé Lukas Weber, Notaire ad hoc*

\*

Voilà, notre commentaire est achevé, il ne reste plus qu'à conclure.

Ce jugement n'est pas rationnellement construit, plusieurs points manquent pour une claire démonstration, plusieurs prescriptions du droit ne sont pas respectées. Il ne peut donc prétendre à être un jugement juridique, tout lecteur attentif peut le constater.

<sup>12</sup> C'est donc après huit mois, très exactement deux cent quarante jours, d'assignation à résidence dans un pays dont il ignorait la langue, que M. l'abbé Pinaud a enfin reçu le jugement du Tribunal établi par Mgr Fellay, sachant qu'il a encore fallu dix jours pour qu'on le lui communiquât le 8 novembre.

La conclusion est inévitable, un tel jugement est nul, d'une nullité irrémédiable.

Nous rappelant cependant que l'avocat est un auxiliaire de justice chargé de collaborer à l'établissement de la vérité, nous nous en voudrions de ne pas exposer ce qu'aurait dû être la solution de ce problème.

Cette affaire, nous venons de l'écrire, repose en premier sur un élément doctrinal. C'était par le Chapitre de 2012 qu'il devait être réglé. Or il ne le fut pas. Comment juger, alors, les réactions face à un problème que même le Chapitre n'a pas résolu ? On a là le vice fondamental de cette affaire.

Car, sans vouloir pénétrer dans les secrets du Chapitre, on sait ce qui s'y passa. Plusieurs prêtres et au moins un évêque y allaient dans le but de rétablir la rectitude doctrinale sur laquelle tout repose. Mgr Williamson avait envoyé ses observations à chaque capitulant dans le même but. Mais, en définitive, rien ne vint. Et c'est là que le Supérieur Général commit une grave faute en ne demandant pas que soit mené le débat jusqu'à arriver à une réponse certaine.

Car on pourra penser ce que l'on veut de la déclaration finale du Chapitre, elle donne des conditions concrètes pour la reprise des discussions avec Rome, mais elle n'a pas réglé le problème doctrinal.

Oui, là est bien le vice fondamental des procès de MM. les abbés Salenave et Pinaud. Il fallait purger ce vice avant de commencer le procès. Les choses auraient été alors claires.

Il serait déjà anormal de laisser M. l'abbé Pinaud à son triste sort devant tant d'injustice, mais ce procès et celui de M. l'abbé Salenave dépassent leur cas. Étant donnés leurs liens avec les événements graves qui troublent la Fraternité Saint-Pie X, ils nous concernent tous. En tant qu'auxiliaire de justice et membre officiel de la Commission Saint-Charles-Borromée, c'est mon devoir que d'éclairer mes confrères et les fidèles qui font confiance à la Fraternité Saint-Pie X. Cela d'autant plus que ces procès révèlent des documents importants qui sont par nature publics et qui ne peuvent demeurer cachés. Le lecteur en sera juge.

## **Chapitre 2**

# **Des règles procédurales bien étonnantes**



## Un tribunal d'appel « imparfait »

Ce texte fut remis par la Maison Générale aux capitulants du Chapitre Général de 2006.

\*

### FSSPX Chapitre Général 2006

#### ANNEXE I

##### *La difficulté*

La Fraternité se trouve actuellement dans une situation ecclésiastique injuste et anormale, ayant été « condamnée », « sanctionnée », « supprimée » et « rejetée » par Rome au seul motif de sa fidélité intégrale à la foi catholique. De ce fait, sans qu'il y ait responsabilité ou faute, soit de la Société, soit de ses supérieurs, soit de ses membres, les relations normales avec la hiérarchie ecclésiastique sont, sinon totalement détruites, du moins gravement perturbées. Ceci entraîne de nombreuses conséquences fâcheuses, dont une en particulier sur laquelle nous voudrions nous arrêter : l'impossibilité d'un recours à Rome lors d'un problème, d'une difficulté, d'un conflit quelconque entre un membre et la Société.

Lorsqu'un membre d'une Société ecclésiastique telle que la nôtre entre en difficulté avec sa Société, il dispose d'abord de recours internes de droit : s'il est en conflit avec son prieur, il peut recourir au supérieur de district ; s'il est en conflit avec le supérieur de district, il peut recourir au Supérieur général.

Dans une situation normale, s'il entrerait en difficulté avec le Supérieur général, il pourrait (selon les normes du droit, évidemment) recourir aux instances romaines (congrégations, tribunaux, etc.). Ce serait simplement lorsqu'il aurait épuisé tous les moyens légitimes de recours romains qu'il serait obligé de « se soumettre ou se démettre », puisque le Siège romain est l'ultime recours dans l'Église catholique. « *Prima Sedes a nemine judicatur.*<sup>13</sup> »

Comme nous l'avons dit, ce recours à Rome est pour le moment impossible : premièrement et fondamentalement, parce que ce recours est illicite actuellement, Rome étant occupée par les modernistes ; deuxièmement et accidentellement, parce que ce recours est irrecevable actuellement, Rome estimant que la Fraternité n'a plus d'existence canonique. Si donc un membre entre en conflit avec la Société en sorte que, son recours étant remonté jusqu'au Supérieur général, la décision de ce dernier lui paraît injuste ou anormale, il ne reste plus à ce membre que la ressource de « se soumettre ou se démettre ».

Ce membre a souvent l'impression d'avoir été l'objet d'une grave injustice, notamment parce qu'il lui semble n'avoir pas pu défendre et expliquer son cas de façon convenable, dans un environnement juridiquement satisfaisant. Et les autres membres, témoins de départs de confrères avec lesquels ils peuvent avoir des liens d'estime, de travail, d'amitié, peuvent, sans avoir pourtant l'intention de les suivre dans cet abandon de la Fraternité, être troublés en raison de cette impossibilité de recours, et de certains procédés, en soi légitimes, qui peuvent paraître manquer quelque peu d'équité.

La question que l'on se pose est la suivante : est-il possible d'améliorer cet état de fait, malgré la situation injuste et anormale qui nous est imposée par Rome, et sans introduire toutefois dans notre Société un germe de subversion et de ruine de l'autorité ?

### *Principes de solution*

Pour répondre à cette difficulté réelle, l'idée serait d'instituer dans le sein de la Fraternité une sorte de tribunal d'appel, tribunal d'un genre tout à fait particulier que l'on peut qualifier de tribunal « imparfait ».

Mais, tout d'abord, éliminons une solution fausse, subversive et destructrice de l'autorité : celle d'instaurer un tribunal d'appel qui ne serait pas Rome et qui se situerait au-dessus du Supérieur général (type « tribunal de la Tradition », « tribunal des évêques traditionnels », etc.), et donc qui « jugerait » le Supérieur général. Un tel tribunal dénierait au Supérieur général sa prérogative essentielle, celle d'être l'autorité suprême (dans le respect des saints canons) de la Société.

Si donc on envisage une forme de tribunal d'appel, celui-ci ne peut se situer qu'au-dessous du Supérieur général. Voilà pourquoi la « sentence » de ce tribunal ne peut avoir une autorité autre que celle du Supérieur général, et c'est pourquoi il faut qualifier ce tribunal « d'imparfait », puisqu'il n'est pas en mesure de prononcer une sentence par lui-même, mais seulement d'apporter au Supérieur général, seule autorité valide, des éléments d'appréciation sous forme juridique, que le Supérieur général utilisera à sa convenance.

### *Description du tribunal « imparfait »*

Pour mieux faire comprendre la chose, décrivons ce que pourrait être un tel tribunal. Nous nous plaçons, évidemment, dans l'hypothèse où les difficultés que représente un membre dans la Société sont remontées jusqu'au jugement du Supérieur général, qui a statué. Le membre n'accepte pas cette décision, et la situation va aboutir, pour ce membre, à une exclusion de la Fraternité.

À ce moment, dans des conditions définies, avec l'autorisation du Supérieur général, ce membre serait convoqué devant ce tribunal « imparfait » (qu'au demeurant on peut intituler « commission », ou tout autre nom plus neutre que « tribunal »).

Le membre pourrait recourir à l'assistance d'un avocat, selon des conditions juridiques définies à l'avance. Il pourrait également se défendre lui-même. Il pourrait enfin intervenir dans sa défense, conjointement à son avocat.

Le membre pourrait proposer l'audition de témoins, et déposer auprès du tribunal toutes les pièces qu'il jugerait utiles.

Le Supérieur général, qui serait « partie » (en un sens spécial, puisqu'il serait par ailleurs l'autorité par laquelle agirait le tribunal), ne paraîtrait pas, mais se ferait représenter par un avoué, qui apporterait au tribunal les pièces, réponses et éclaircissements nécessaires.

<sup>13</sup> Personne ne peut juger le Saint-Siège.

Un procureur serait chargé de défendre l'intérêt de la Société mise en péril par les agissements de ce membre.

Le tribunal serait collégial. Ses membres seraient désignés selon une procédure juridique définie et garantissant l'impartialité (tirage au sort, etc.). Il serait bon que ce tribunal représente l'ensemble de la Fraternité (par exemple, trois juges : un membre très ancien ; un membre plus jeune mais ayant encore connu le Fondateur ; un membre récent). Cependant, pour que la procédure puisse respecter efficacement les règles canoniques, il serait nécessaire que le président du tribunal soit un canoniste.

Le tribunal mènerait enquête. Il interrogerait, autant de fois qu'il le jugerait nécessaire, le membre, l'avoué du Supérieur général, les témoins qu'il jugerait utiles et ceux proposés par les parties, voire pourrait recourir à quelques experts si besoin est. Il ferait produire les pièces utiles et les examinerait. Il écouterait les exposés (« plaidoiries ») du procureur, de l'avoué du Supérieur général, de l'avocat du membre et, si celui-ci le souhaitait, du membre lui-même.

Bref le tribunal réaliserait tous les actes juridiques nécessaires à une pleine connaissance de la vérité.

### *Le verdict*

Viendrait alors le moment du verdict. Mais, puisque la seule vraie autorité est celle du Supérieur général, le tribunal ne serait pas en mesure de proposer un verdict faisant autorité. C'est pour cette raison que le tribunal est qualifié d'imparfait : parce que, s'il fait toute l'enquête judiciaire, il ne prononce toutefois pas un réel verdict.

Le tribunal soumettrait donc au Supérieur général un document en deux parties. La première partie serait un exposé de l'affaire, qui attirerait l'attention sur les points dignes d'être spécialement pris en considération. La deuxième partie consisterait en des suggestions et recommandations pour résoudre, s'il se peut, l'affaire.

Afin de conserver la totale liberté du Supérieur général, ce document serait soumis à un secret absolu. Seul le Supérieur général en prendrait connaissance (assisté de son Conseil, si le droit de la Société l'exige) et il en tirerait les conclusions et conséquences qu'il estimerait justes, sans devoir en rendre compte à quiconque.

### *Les avantages*

Un tel tribunal « imparfait » ne résoudrait évidemment pas, en son fond, la difficulté que crée l'impossibilité de recourir à Rome. Mais il tendrait à en atténuer certaines conséquences fâcheuses.

Du côté du membre en difficulté, celui-ci aurait l'impression d'être écouté et pris en considération, d'avoir le temps de s'exprimer et de s'expliquer, de pouvoir produire les documents ou les témoins dont il a eu l'impression qu'ils étaient jusqu'ici balayés d'un revers de main par l'autorité.

L'apparat judiciaire, avec son formalisme et sa solennité, aurait le grand avantage « d'objectiver » les choses, de les dépassionner, de casser la confrontation directe entre l'autorité et le membre, trop souvent chargée de passion (au moins du côté du membre).

Par ailleurs, lorsque le membre devrait s'expliquer publiquement, en forme juridique, devant un tribunal collégial, impartial et non impliqué précédemment dans l'affaire en cours, ses arguments apparents, gonflés de passion et d'illusion, se dégonfleraient au moins en partie. Ce serait pour lui l'occasion de reprendre contact avec le réel et – qui sait ? – de revenir à de meilleurs sentiments (surtout s'il a le sentiment d'avoir été écouté : souvent, beaucoup de choses s'apaisent par ce simple biais).

Du côté du Supérieur, celui-ci pourrait, sans se déjuger ni mettre en péril son autorité, prenant appui sur le travail d'un tribunal qu'il aurait lui-même suscité, faire au membre (que l'on espère au moins en partie apaisé) une nouvelle proposition, que le membre, s'il a un minimum de bonne volonté, pourrait accepter sans « perdre la face », au motif du travail du tribunal.

Enfin, pour les autres membres de la Société, savoir que le membre en difficulté aurait été longuement et sérieusement entendu, que des suggestions auraient été faites au Supérieur général sur son cas, qu'éventuellement le Supérieur général aurait fait une nouvelle proposition, entraînerait (malgré la douleur de voir partir un membre, et peut-être un ami) une plus grande tranquillité d'âme, car chacun aurait l'impression que tout aurait été tenté pour éviter cette extrémité douloureuse.

Ce schéma n'est qu'une simple suggestion : on peut très bien imaginer d'autres modalités d'organisation de ce « tribunal imparfait ». Par exemple, on pourrait concevoir que, lorsqu'il y aurait conflit entre un supérieur de district et un membre (ce qui devrait être l'échelon normal de la résolution des conflits), l'affaire passe devant le « tribunal imparfait » avant toute

intervention et décision du Supérieur général, de façon que la décision de ce dernier repose sur une analyse contradictoire en forme procédurale.

L'essentiel n'est pas le fonctionnement pratique du tribunal, mais son idée même : une forme judiciaire et procédurale qui ne se situerait ni au-dessus de l'autorité du Supérieur, ni à côté, mais sous elle, par elle et pour l'aider à mieux remplir sa tâche.

Par ailleurs, même si le temps a été trop court pour le réaliser dans le cadre de cette note, il serait bon de rechercher, dans le droit canonique, les points d'appui et les analogies qui permettraient de fonder un tel « tribunal imparfait » sur des pratiques parallèles ou similaires, et d'y garder l'esprit de l'Église.

Salvo meliore iudicio<sup>14</sup>.

Fin de la reproduction du texte *Un tribunal d'appel « imparfait »*.

\*

Ce document affirme à juste titre que l'appel à Rome est impossible et que, par conséquent, il ne peut y avoir d'instance ou de tribunal au-dessus du Supérieur Général. Cela repose sur le fait que nous ne pouvons nous faire juger par le code et les lois modernistes, ni par des modernistes qui ne partagent pas nos convictions de foi. C'est la raison pour laquelle Mgr Lefebvre avait demandé que fût instituée la Commission Saint-Charles-Borromée entre autres, pour suppléer les congrégations romaines défaillantes.

On me permettra de rapporter le fait suivant. Le mariage d'un traditionaliste dont je m'occupais venait d'être annulé de façon ouvertement inique par l'officialité<sup>15</sup> de Paris. J'avais projeté d'en appeler à Rome et je m'en ouvris à Mgr Lefebvre qui me répondit : – Ah, Monsieur l'Abbé, il est très important d'expliquer nos positions à vos confrères. – Bien, Monseigneur,

<sup>14</sup> Sous réserve d'un meilleur jugement.

<sup>15</sup> Officialité : tribunal ecclésiastique dans un diocèse. Ce sont les officialités qui déclarent ordinairement les nullités des mariages.

comptez sur moi. Et pour mon affaire à Rome ? – Oui, il est très important que vos confrères comprennent vraiment le bien fondé de nos positions canoniques. – Oui, Monseigneur, je le ferai. Et pour mon affaire à Rome, je compte agir ainsi et ainsi, qu'en pensez-vous ? – Il faut bien expliquer cela à vos confrères. – Excusez-moi, Monseigneur, je comprends maintenant que vous ne voulez pas que je porte l'affaire à Rome. – Eh oui, Monsieur l'Abbé, que voulez-vous faire à Rome ? Comment faire juger nos affaires par ces gens-là ?

C'était début 1985 ou 1986, plutôt 1985 je crois.

C'est donc à juste titre que le document énonce qu'on ne peut en appeler à Rome. Malgré cela, il ne résout pas le problème et, bien plutôt, l'aggrave. Pourquoi et comment ?

Tout d'abord, en affirmant qu'un membre puisse être en conflit avec l'autorité. C'est une conception de droit moderne, qu'on retrouve partout dans la mentalité démocratique. La vérité de l'Évangile et de l'Église, c'est que, lorsque l'autorité s'exerce droitement et dans son domaine, elle commande et doit être obéie. Cela est tellement vrai que le droit traditionnel prévoit que dans de nombreux cas, quand il s'agit du ministère apostolique ou du bien de tous les fidèles, les recours à l'autorité supérieure ne sont pas suspensifs, c'est-à-dire, qu'on doit obéir sans attendre le résultat du recours.

Mais cela ne permet pas l'arbitraire au supérieur. Nous avons dit ci-dessus ce qu'il en était. (Page 26, *Les pouvoirs et les devoirs du chef*.) C'est là que ce document pêche gravement : il n'est pas objectif. De là à justifier l'arbitraire...

Tout d'abord, comment attendre le procès devant le tribunal d'appel (parfait ou « imparfait », peu importe) pour demander à l'intéressé de présenter son affaire « dans un environnement juridiquement satisfaisant », de produire ses preuves, de présenter ses témoins ? Si c'était nécessaire, c'est-à-dire si la cause n'était pas claire et évidente, c'était dès le début qu'il fallait l'éclaircir. S'il ne l'a pas fait, alors le supérieur a tranché sans rechercher la vérité objective. Si, au contraire, la vérité objective a été clairement et légitimement établie, une fois devant le supérieur de district, une deuxième fois devant le supérieur général, pourquoi y revenir ?

Ensuite, le document ne distingue pas entre l'opposition injustifiée au supérieur – et alors le sujet n'a qu'à se soumettre et non à se démettre – et celle qui repose sur la nullité juridique de la décision prise.

Cette nullité peut venir de ce que le supérieur a violé la loi ou de ce que la foi ou la morale sont en cause. Si l'injustice est évidente et si l'affaire regarde le bien commun, comme ce fut le cas pour l'éviction de Mgr Williamson par exemple, l'opposition est alors justifiée, elle est souvent un devoir, et le supérieur doit en tenir compte. Le numéro du *Courrier de Rome* de novembre 2013 rapporte un bel exemple d'une telle opposition d'un évêque au pape, simplement parce que celui-ci ne respectait pas la justice.

Dans ces cas, pourquoi exclure a priori la légitimité d'un recours auprès des évêques de la Tradition, par exemple ?

Si le supérieur ne veut entendre raison, il ne reste plus qu'à être fidèle contre lui et non à se démettre. La Providence y pourvoira, car elle bénit toujours la fidélité, elle maudit toujours l'infidélité. Certes, c'est une grave responsabilité pour l'inférieur qui tient une telle attitude. C'est pourquoi il eût mieux valu que le document édictât des règles pour éviter d'avoir à en arriver là, plutôt que d'affirmer que le Supérieur a toujours raison, y compris dans les temps troublés que nous connaissons.

C'est à cause de cette mauvaise conception du pouvoir du supérieur, vu de façon absolue, que le texte ne propose que des fausses solutions au problème : « Un tel tribunal ne résoudrait pas, en son fond, la difficulté. » Du coup, on en est réduit à chercher des impressions : « Le membre en difficulté aurait l'impression d'être écouté. » Mais on le juge d'avance : ses arguments ne sont qu'apparents, gonflés de passion et d'illusion. Si vraiment c'est le cas, que le Supérieur Général ait le courage d'affirmer son bon droit, comme le faisait Mgr Lefebvre, plutôt que de faire semblant avec un verdict qui n'en est pas un et que le principal intéressé ne connaîtrait même pas. Ce n'est pas le secret absolu qui donnera l'impression de l'objectivité.

Enfin, par rapport aux membres de la Société, il s'agit encore de donner l'impression. Cela n'inspire pas confiance envers l'autorité de savoir que des affaires graves seront traitées ainsi.

Pourquoi aller chercher des faux-semblants alors que le code traditionnel offre tout ce qu'il faut : si le cas est clair, le supérieur de district tranche et un recours – suspensif ou non selon la matière – est ouvert auprès du Supérieur Général ; si le cas n'est pas clair, le supérieur de district confie l'affaire à un tribunal qui juge en son nom selon les procédures voulues par

l'Église et qu'il peut présider s'il le souhaite.<sup>16</sup> Puis, s'il le faut, l'appel est porté devant le tribunal d'appel que le Supérieur Général peut présider, toujours selon les procédures propres aux tribunaux.

On nous objectera peut-être que ce texte *Un tribunal « imparfait »* n'a pas été publié et n'a pas de valeur juridique. Ce n'est pas exact, car Mgr Fellay, lors de sa conférence de clôture de la retraite sacerdotale de septembre 2006, c'est-à-dire juste après le Chapitre Général, en a rapporté la teneur comme une règle qui serait désormais suivie dans la Fraternité Saint-Pie X. Il n'en reste pas moins que nous reconnaissons à ce texte une valeur plus documentaire que juridique. Mais que la Maison Générale ait osé envisager les choses ainsi, rien que cela est particulièrement inquiétant et révèle la manière de traiter les affaires.

Enfin, on nous reprochera peut-être d'avoir violé le secret des délibérations du Chapitre Général. Nul secret n'est absolu, sauf celui de la confession, et la morale enseigne que le secret ne tient plus en cas de péril commun. Un tel texte met bien la Fraternité Saint-Pie X en péril commun.

<sup>16</sup> Canon 1573.



## Règles établies par le Chapitre de 2006

Le Chapitre de 2006 a édicté les règles suivantes comme loi dans la Fraternité Saint-Pie X. Ces lois s'imposent à tous, y compris aux supérieurs généraux. Les voici, y compris le titre.

\*

### Conflits avec l'autorité

Le Chapitre décide que les conflits avec l'autorité soient réglés en conformité avec les points suivants

1. que le membre de la Fraternité qui est en conflit avec l'autorité puisse exercer sa défense en toute liberté selon le droit. Par contre, la diffusion publique du litige constitue un délit supplémentaire ;
2. que les supérieurs majeurs puissent instituer des instances *ad casum* (au cas par cas), afin d'éviter que les conflits ne soient réglés directement par le Supérieur général ;
3. que le Supérieur général s'efforce d'épuiser toutes les possibilités avant de procéder à l'exclusion d'un membre ;
4. vu les circonstances présentes, la décision finale du Supérieur général est sans appel.

\*

Il est quand même anormal qu'avant d'insister sur le caractère souverain des décisions du Supérieur Général, le Chapitre Général n'ait rien dit sur la nécessité d'appliquer le droit lui-même qui seul pourra donner un caractère objectif aux décisions.

Il fallait également rappeler que c'est dès le début qu'on doit respecter les procédures édictées par le droit.

Quant au fond, il fallait établir un organe d'interprétation des textes du droit, avec pouvoir d'appliquer les règles à la situation présente. En tout cela le Supérieur Général n'est pas souverain. Un tel organe existe bien, c'est la Commission Saint-Charles-Borromée. Elle a déjà travaillé, par exemple, à la nouvelle édition des *Ordonnances* de la Fraternité Saint-Pie X, mais Mgr Fellay lui a retiré cette fonction, sans établir aucun autre organe officiel pour ce faire.

On aurait pu donner à cet organe le soin de juger la conformité au droit des jugements rendus dans la Fraternité Saint-Pie X, comme le fait la Cour de cassation en droit français. Cela n'aurait en rien privé le Supérieur Général de son pouvoir, car la Cour de cassation n'est pas un tribunal d'appel, elle ne juge pas une nouvelle fois les affaires, elle dit si le droit a été respecté.

## Position officieusement officielle sur le code de 1983

Dans une autre affaire que nous avons eue à plaider auprès de la Maison Générale, nous avons déjà protesté contre l'usage du code moderniste. Nous avons alors reçu de M. l'abbé Qilton, assesseur, la lettre et le document suivants. Ce même document fut de nouveau envoyé à M. l'abbé Salenave, puis à M. l'abbé Pinaud. Cette pièce n'est donc pas circonstancielle. On pourrait la qualifier d'officieusement officielle. C'est pourquoi nous la donnons ici et non à sa place chronologique dans le procès de M. l'abbé Pinaud.

\*

Écône, le 4 février 2013

Cher Monsieur l'abbé,

Votre courrier du 8 janvier qui vient de me parvenir pose la question du droit et des procédures applicables en matière pénale.

Lorsque Mgr Fellay m'a demandé d'être assesseur, c'est la première question qui s'est posée à moi.

À mon sens, nous devons nous en tenir à la décision de 1992<sup>17</sup> qui prend une position équilibrée quant au code de 1983. Mon étude s'inspire des principes de cette décision.

La question du nouveau Code est délicate car il y a deux écueils à éviter : prononcer la nullité de ce code, ce qui ne peut se faire sans juger le premier siège ; accepter le nouveau Code "ut sic"<sup>18</sup>, ce qui est la voie pratique vers le modernisme.

Je vous envoie donc ces quelques considérations sur le code de 1983 et sur le droit applicable en matière pénale.

Avec l'assurance de mon religieux dévouement

Abbé Vincent Qilton

\*

Voilà qui commence bien mal : on pose comme principe absolu que le Saint-Siège ne peut être jugé par personne. Or le nouveau code nous vient du Saint-Siège. Donc on ne peut juger le nouveau code. Mais on affirme en même temps qu'il y a un problème de modernisme véhiculé par le nouveau code, donc on n'acceptera pas le nouveau code, ou pas tel quel.

De telles contradictions sont inévitables quand on refuse de poser les bons principes. Il fallait au contraire reconnaître que le principe *Le Saint-Siège ne peut être jugé par personne* ne s'applique pas quand il s'agit de la conformité de ses actes à la Tradition de l'Église, à la foi ou à ce qui met la foi en péril. Voici en effet ce qu'on peut lire dans le *Courrier de Rome* de décembre 2013, sous la plume du professeur Roberto de Mattei :

« Au Moyen Âge le Décret de Gratien rappelle un principe encore en vigueur aujourd'hui : le Pape a nemine est judicandus, nisi

<sup>17</sup> Décision prise par le Conseil Général de la Fraternité Saint Pie X et publiée dans *Cor Unum*, reprise en substance dans les *Ordonnances* de la Fraternité Saint Pie X.

<sup>18</sup> Ut sic : tel quel.

deprehenditur a fide devius<sup>19</sup> (il ne doit être jugé par personne, à moins qu'il ne s'éloigne de la foi). [...] La possibilité de juger le Pape s'il se rend coupable d'hérésie, comme nous l'attestent les grandes collections canoniques, fut une maxime incontestée au Moyen Âge. Depuis lors, presque aucun théologien n'est arrivé à nier la possibilité, en théorie, d'un Pape hérétique, même si, surtout à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, la tendance a été de la considérer comme improbable de fait.

[...]

Aucun auteur n'a jamais émis de doutes quant au droit à une opposition privée inspirée des paroles mêmes de saint Pierre : « Il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes. » (Actes 5, 29). La légitime « désobéissance » à un ordre injuste en soi en matière de foi et de morale peut pousser, dans des cas particuliers, jusqu'à la résistance même publique au Souverain Pontife. Arnaldo Xavier da Silveira, dans une étude consacrée à la Résistance publique à des décisions de l'autorité ecclésiastique<sup>20</sup>, l'a bien démontré, en rapportant des citations de saints, de docteurs de l'Église et d'illustres théologiens et canonistes.

Dans son commentaire de l'Épître aux Galates<sup>21</sup>, étudiant l'épisode où saint Paul résiste face à saint Pierre, saint Thomas écrit : « Le blâme fut juste et utile, et son motif était d'importance : il s'agissait d'un danger pour la préservation de la vérité évangélique [...]. La forme du blâme fut convenable, car il fut public et manifeste. C'est pourquoi saint Paul écrit : "Je parlai à Céphas", c'est-à-dire à Pierre, "devant tous", parce que la simulation opérée par saint Pierre comportait un danger pour tous. Dans 1 Tim. 5, 20, nous lisons : "Ceux qui pèchent, reprends-les devant tous". Ceci doit s'entendre des pécheurs manifestes, et non des pécheurs

<sup>19</sup> Décret de Gratien, Dist. XXI, c. 7, *Nunc autem*.

<sup>20</sup> In « Cristianità », 13 (septembre-octobre 1975), pp. 6-9.

<sup>21</sup> St Thomas d'Aquin, Summa theologiae, II-II, 33, 4, 2.

*cachés, parce qu'avec ces derniers il faut procéder selon l'ordre propre à la correction fraternelle.*<sup>22</sup> »

Fin de la citation du Professeur de Mattei.

Voici maintenant la reproduction intégrale du texte qu'introduisait cette lettre de M. l'abbé Quilton.

\*

## Valeur du code de 1983

### Chapitre 1 : Le code de 1983, une législation douteuse

Les ordonnances de la Fraternité, dans leur édition de 1997, affirment que l'on suit, en principe, le code de 1917. Cependant dans la pratique, dans un certain nombre de domaines, l'on prendra certains points du nouveau code. Ces ordonnances font référence à une décision édictée par le Supérieur général le 8 février 1992 et publiée dans le *Cor Unum* n° 41. On lit dans cette décision que la promulgation du code de 1983 est considérée comme douteuse et en conséquence le code l'est aussi.

La loi peut se définir ainsi : *Ordinatio rationis ad bonum commune ab eo qui curam habet communitatis promulgata*<sup>23</sup>. La loi n'est véritablement loi que si elle est conforme à la droite raison. Une loi humaine qui serait contraire à la loi divine, naturelle ou positive, ne peut être une loi car elle serait contraire à la droite raison. De la même manière une loi qui poursuit une fin mauvaise n'est pas une loi car elle n'est pas ordonnée au bien et n'est pas conforme à la droite raison. On parle ici de la fin intrinsèque de la loi et non de la *finis legislatoris* [la fin poursuivie par le législateur].

<sup>22</sup> St Thomas d'A. Super Epist. ad Galatas, 1, 2, 11-14, lect. III, nn. 83-84.

<sup>23</sup> La loi est une ordonnance de la raison en vue du bien commun, promulguée par celui qui a le soin de la communauté. St Thomas d'Aquin, s. th. I.II. q.90 a.4.

### La promulgation du code de 1983

Le code de droit canonique de 1983 a été promulgué par le pape Jean-Paul II dans la Constitution apostolique *Sacrae disciplinae leges*. Le Souverain Pontife y expose les fins et les principes fondamentaux du code de 1983 :

« 6. À partir de là, on peut tirer quelques critères fondamentaux qui doivent guider tout le nouveau Code dans le cadre de son domaine spécifique comme aussi dans le langage qu'il emploie. On pourrait même dire que c'est à partir de là que le Code prend ce caractère de complémentarité par rapport à l'enseignement du Concile Vatican II et en particulier par rapport aux deux Constitutions, la Constitution dogmatique *Lumen Gentium* et la Constitution pastorale *Gaudium et Spes*.

Il en résulte que ce qui constitue la nouveauté essentielle du Concile Vatican II, dans la continuité avec la tradition législative de l'Église, surtout en ce qui concerne l'ecclésiologie, constitue également la nouveauté du nouveau Code.

Parmi les éléments qui caractérisent l'image réelle et authentique de l'Église, il nous faut mettre en relief surtout les suivants : la doctrine selon laquelle l'Église se présente comme le Peuple de Dieu LG 2 et l'autorité hiérarchique comme service LG 3 ; la doctrine qui montre l'Église comme une communion et qui, par conséquent, indique quelles sortes de relations doivent exister entre les Églises particulières et l'Église universelle et entre la collégialité et la primauté ; la doctrine selon laquelle tous les membres du Peuple de Dieu, chacun selon sa modalité, participent à la triple fonction du Christ : les fonctions sacerdotale, prophétique et royale. À cette doctrine se rattache celle concernant les devoirs et les droits des fidèles et en particulier des laïcs ; et enfin l'engagement de l'Église dans l'œcuménisme.

Si donc le Concile Vatican II a tiré du trésor de la Tradition de l'ancien et du nouveau, et si ce qui est nouveau, ce sont justement ces éléments que nous venons d'énumérer, alors il est clair que le Code doit refléter cette même nuance de fidélité dans la nouveauté et de nouveauté dans la fidélité, et s'y conformer dans son propre domaine et dans sa façon particulière de s'exprimer. »

*Ainsi, le nouveau code s'inscrit pour une part dans la tradition législative de l'Église et pour une autre part s'efforce de faire rentrer dans le droit de l'Église les nouveautés conciliaires. La finalité première du code de 1983 apparaît cependant être l'introduction des doctrines modernistes de Vatican II dans le droit. Une telle fin s'oppose au bien commun, c'est pourquoi il faut conclure au caractère douteux de cette promulgation et conséquemment du code lui-même, car la loi tire la force de sa promulgation.*

C'est le motif principal qui permet de déclarer le code de 1983 douteux. Nous trouverons confirmation de cette assertion dans l'étude du code lui-même.

### L'étude du code de 1983

L'étude du code de 1983 confirme les fins exposées dans la promulgation. Il y est dit que l'Église est Peuple de Dieu ; l'autorité, un service ; l'Église, une communion et le corollaire de la collégialité. On y voit que les fidèles participent aux fonctions sacerdotale, royale et prophétique du Christ et l'œcuménisme est intégré dans le droit de l'Église.

À côté de cette mise à jour du droit à l'heure de Vatican II, le code eut aussi pour motif d'adapter le droit aux nouvelles circonstances internes et externes à l'Église comme en témoigne la préface du code de 1983 :

*Le droit universel de ce Code Pio-Bénédictin fut approuvé par un consentement unanime ; il a grandement contribué de nos jours à promouvoir efficacement la charge pastorale dans l'Église tout entière, qui pendant ce temps continuait à se développer. Toutefois, aussi bien les conditions extérieures à l'Église dans ce monde, qui en peu de décennies a connu de si rapides bouleversements et de si importants changements dans les mœurs, que l'évolution des conditions internes de la communauté ecclésiale, firent qu'une nouvelle révision des lois canoniques devenait de jour en jour plus urgente et était aussi réclamée. Le Pontife Suprême Jean XXIII avait perçu avec perspicacité ces signes des temps lorsque le 25 janvier 1959, il annonça le Synode Romain et le Concile Œcuménique et déclara en même temps que ces événements constitueraient la préparation nécessaire à la rénovation souhaitée du Code.*

Pour une part, le nouveau code rend ainsi compte de l'évolution naturelle du droit et cette adaptation est parfaitement légitime et conforme au bien commun. C'était aussi un des motifs du code pio-bénédictin<sup>24</sup>.

Dans la Constitution Apostolique *Providentissima Mater Ecclesia*, § 4, Benoît XV [énonce ceci :] « Notre Prédécesseur... au début même de son pontificat, ... pour raffermir la restauration de la discipline ecclésiastique conçut le projet de codifier clairement et de réunir les lois promulguées par l'Église jusqu'à ces derniers temps. On écarterait les lois déjà abrogées ou tombées en désuétude, d'autres seraient mieux adaptées, si c'était nécessaire, à nos mœurs actuelles, d'autres, s'il paraissait toutefois nécessaire ou convenable, seraient nouvellement faites. »

Un code n'est pas à proprement parler une loi, mais un recueil de lois. Parmi ces lois certaines reprendront le droit antérieur, d'autres seront une évolution légitime de ce même droit antérieur, d'autres encore auront pour fin de faire rentrer dans la législation canonique les nouveautés conciliaires contraires au bien commun, d'autres enfin auront simultanément comme fins la mise en pratique des nouveautés conciliaires et d'autres fins conformes aux biens communs (sic). Les lois qui auront pour fin exclusive les nouveautés contraires au bien commun ne sont pas des lois et sont dépourvues de toutes valeurs (sic) ; celles qui tendent au bien commun sont des lois valides ; celles qui tendent simultanément aux nouveautés conciliaires et aux autres biens pourront, selon les cas, être de vraies lois en raison de leur fin bonne.

Ainsi, dans le nouveau code se trouvent mêlées des prescriptions qui sont de vraies lois et d'autres qui n'en sont pas. Il est impossible de démêler le bon grain de l'ivraie et de plus, ce serait à chacun de faire ce tri car en raison de la crise de l'Église personne ne ferait autorité. Qu'est-ce qui, dans le code de 1983, est loi, qu'est-ce qui ne l'est pas ? Personne ne peut répondre avec certitude à cette question. Il s'ensuit que l'ensemble de la législa-

<sup>24</sup> Le code élaboré par saint Pie X, et publié par son successeur, Benoît XV, en 1917.

tion du code de 1983 est une législation douteuse. C'est ce qui était dit<sup>25</sup> dans la décision du Supérieur Général de février 1992.

L'analyse du code confirme la conclusion que l'on tirait de l'analyse de sa promulgation. Le code de 1983, dans l'ensemble comme dans le détail, est une législation douteuse.

Enfin, faire le tri entre ce qui serait bon et ce qui ne le serait pas dans cette législation et l'imposer avec autorité, ne serait-ce pas juger le premier siège ? La théologie tout comme le droit canon réprouvent cela car ce serait se placer au-dessus du Pape. Ce serait fondamentalement un acte schismatique.

## Chapitre 2 : Quelle valeur accorder au code de 1983 ?

Face à cette législation douteuse, il conviendrait de demander une interprétation authentique à l'autorité<sup>26</sup>. Cependant, en raison de la crise, on ne peut le faire. Il reste donc à appliquer les principes de droit relatifs à la loi douteuse :

*1917 Codex Iuris Senior can.15 : Les lois, même irritantes ou inhabilitantes, n'obligent pas quand elles sont l'objet d'un doute de droit...*

En tant que tel, le code de 1983 n'oblige pas. Cependant, d'après les canons 22 du code de 1917 et 20 du code de 1983<sup>27</sup>, le nouveau code devrait

<sup>25</sup> **Note dans le document.** Mgr Lefebvre, malgré toute sa sagacité, n'a pas cru pouvoir trancher la question de la validité de la promulgation de ce code, mais son contenu comme les principes énoncés dans la lettre apostolique de promulgation (25 janvier 1983) la lui faisaient tenir comme douteuse.

**Note de l'éditeur :** Mgr Lefebvre est allé bien plus loin en condamnant le code moderniste, justement parce qu'il est moderniste. Il l'a déclaré inacceptable, comme en font foi les propos rapportés ci-dessous page 65 et suivantes.

<sup>26</sup> **Note dans le document.** 1917 Codex Iuris Senior can. 17 § 1 : Le législateur, son successeur ou son mandataire a qualité pour donner l'interprétation authentique de la loi.

<sup>27</sup> **Note dans le document.** 1917 Codex Iuris Senior 22 : Une loi plus récente, édictée par l'autorité compétente, abroge une loi plus ancienne si elle le



abroger la législation antérieure car il réorganise entièrement la matière. Mais la législation du code de 1983 étant douteuse, elle ne peut qu'abroger douteusement la loi antérieure. Le droit prévoit aussi ce qu'il convient de faire : selon le canon 23 du code de 1917 repris intégralement par le code de 1983 au canon 21, *la révocation de la loi antérieure n'est pas présumée, mais ces lois plus récentes doivent être rapprochées des lois plus anciennes et autant que possible conciliées avec elles*. Naz<sup>28</sup> commente ainsi ce canon : *Dans tous les cas, il faut expliquer la législation nouvelle par celle qui l'a précédée en s'efforçant de les concilier et donner aux changements introduits par le code une interprétation stricte*.

Les canons 18 à 21<sup>29</sup> du code de 1917 exposent les principes d'interprétation des lois et ils sont repris sans changement par le nouveau code aux canons 17 à 19. L'une des principales règles d'interprétation réside dans les principes généraux du droit dont l'un d'entre eux, *odiosa sunt restringenda*, *il faut restreindre les choses odieuses*, fonde le canon 19.

décide expressément, ou si elle la contredit directement, ou si elle organise la matière qu'elle concerne d'une façon entièrement différente ;

1983 Codex Iuris Canonici 20 : Une loi nouvelle abroge la précédente ou y déroge, si elle le déclare expressément, si elle lui est directement contraire ou si elle réorganise entièrement la matière.

<sup>28</sup> **Note dans le document.** Traité de droit canonique, Tome 1 n° 181 2°.

<sup>29</sup> **Note dans le document.** 1917 Codex Iuris Senior can. 18 : Les lois ecclésiastiques doivent être entendues selon la signification propre que revêtent les mots dans le texte et le contexte ; si la signification demeure douteuse et obscure, on doit se reporter aux lieux parallèles du Code, s'il en est, au but et aux circonstances de la loi, et à l'intention du législateur.

Can. 19 : Les lois qui édictent une peine, ou restreignent le libre exercice des droits, ou contiennent une exception à la loi, sont soumises à une interprétation stricte.

Can. 20 : S'il n'existe aucune prescription ni dans la loi générale ni dans la loi particulière relativement à une espèce déterminée, on doit chercher une règle, à moins qu'il ne s'agisse d'infliger une peine, dans les lois portées pour des espèces semblables, dans les principes généraux du droit observés d'après l'équité canonique, dans le style et la pratique de la Curie Romaine, dans l'opinion commune et constante des docteurs.

## Chapitre 3 : Solutions pratiques

### Article 1 : De manière générale

L'on doit suivre la solution donnée par le canon 23 (21 du code de 1983). La loi nouvelle doit être rapprochée de l'ancienne. Cependant, comme la loi nouvelle de 1983 est douteuse, elle n'oblige pas<sup>30</sup>. C'est pourquoi on s'en tiendra par principe et dans une large mesure<sup>31</sup> au code de 1917, ce qui est la manière la plus sûre de ramener le code de 1983 à la loi précédente. On le fera même si les nouvelles normes sans être mauvaises n'apportaient aucun avantage<sup>32</sup>.

### Article 2 : Ce qui est relatif à la validité des actes

Il convient ici d'appliquer ce principe général du droit : *In dubiis de validitate actus ponendi tutius est agendi* (sic) [En cas de doute sur la validité d'un acte à poser, il faut s'en tenir au plus sûr]. Le plus sûr, attendu que les règles du nouveau code sont tenues par tout le reste de l'Eglise, est de se rallier à elle (sic). Cependant, parfois les exigences de validité du nouveau droit sont moindres que celles de l'ancien, c'est pourquoi, afin de ramener le nouveau à l'ancien et à le concilier avec lui, on exigera *ad liceitatem*, pour la licéité, ce qui était *ad validitatem*, pour la validité, dans le code de 1917 et qui n'est pas repris dans le nouveau<sup>33</sup>.

En matière de procédure pénale, afin de mettre nos procédures à l'abri de l'invalidité il conviendrait de suivre la nouvelle. Ne pas le faire c'est s'exposer à une déclaration de nullité en appel pour vice de forme.

<sup>30</sup> **Note dans le document.** Canons 15 du code de 1917 et 14 du code de 1983.

<sup>31</sup> **Note dans le document.** Décision du Supérieur Général du 8 février 1992 relative au nouveau code de droit canonique au n° 4.

<sup>32</sup> **Note dans le document.** Ibidem n° 6 in fine.

<sup>33</sup> **Note dans le document.** Décision du Supérieur Général du 8 février 1992 relative au nouveau code de droit canonique au n° 7.

### Article 3 : La matière et la forme des sacrements

C'est un domaine où il faut être tuteur, c'est pourquoi on s'en tiendra à la législation antérieure<sup>34</sup>.

### Article 4 : En matière pénale

#### § 1 La législation pénale codifiée

*Odiosa sunt restringenda, il faut restreindre ce qui est odieux*, c'est la raison pour laquelle le doute doit toujours bénéficier à l'accusé. C'est ainsi qu'il doit être relaxé au bénéfice du doute, c'est encore qu'on lui applique la loi pénale postérieure si elle lui est plus favorable même si le délit a été commis sous la législation précédente.

De manière générale, les normes pénales du nouveau code, tant en matière d'imputabilité que de peine ou de définition de délit, sont beaucoup plus favorables à l'accusé. Certes, on peut y voir un effet du personnalisme et une irruption de principes issus d'une conception libérale des droits de l'homme, mais cela n'est cependant pas suffisant pour priver l'accusé du bénéfice de la loi nouvelle.<sup>35</sup>

Il va de soi que l'on suit les normes pénales et non l'esprit ou la philosophie qui a pu les inspirer : il s'agit de ne pas priver l'accusé des bénéfices d'une législation plus clémentine, non d'adhérer aux erreurs.

Enfin, pour de nombreux délits, le code de 1983 prévoit *une juste peine*. Il conviendrait alors de ramener le nouveau droit à l'ancien et de s'inspirer des peines prévues par le code de 1917.

#### § 2 La législation pénale étrangère au code

Après la publication du code de 1983, un certain nombre de règles pénales ont été édictées par le Saint Siège, notamment les délits les plus

<sup>34</sup> Il faut être tuteur : il faut aller au plus sûr.

**Note dans le document.** Décision du Supérieur Général du 8 février 1992 n° 8.

<sup>35</sup> Il faut pourtant se rappeler que le libéralisme, comme le personnalisme, s'achève toujours en tyrannie.

graves ont été réservés à la Congrégation pour la Doctrine de la Foi. C'est le cas en particulier des délits contre le 6<sup>e</sup> commandement commis à l'encontre de mineurs. À priori, de telles dispositions sont inspirées par un souci de bonne administration de la justice et le doute qui affecte le code de 1983 ne les atteint pas. S'il appert (sic) que ces lois étaient inspirées de principes contraires au bien commun, il conviendrait de prendre à leur égard les mêmes règles d'interprétation que pour le nouveau code lui-même.

#### § 3 La refonte annoncée du titre VI du code

On pourra lui appliquer les principes exposés dans le paragraphe précédent.

### Article 5 : Les simplifications utiles et le développement homogène de la pratique

Le code de 1983 contient un certain nombre de changements qui ont pour but d'adapter la législation canonique à des situations nouvelles que le code de 1917 n'avait pu prévoir. Il peut s'agir aussi de simplifications utiles ou d'un développement homogène de la pratique de l'Église.

Nous avons vu ci-dessus que, par principe et en général, nous retenons l'ancien droit. Si donc nous admettions ces développements homogènes, ce ne pourrait être en tant qu'ils appartiennent à un code douteux qui ne peut obliger. C'est uniquement à un autre titre que nous pourrions les admettre.

Parmi les principes d'interprétation, il y a le style et la pratique de la Curie romaine, c'est-à-dire l'usage de l'Église. Des normes particulières de l'Église vont faire naître une pratique commune dans l'Église qu'il serait légitime de suivre si elles revêtent une véritable utilité.

On pourrait aussi reconnaître à ces pratiques une valeur coutumière, car la coutume tire sa force de la volonté du législateur et de son approbation tacite. Sans être trentenaire ou centenaire une pratique peut devenir coutumière si elle bénéficie d'une approbation du législateur. Cette approbation n'est pas la promulgation du code lui-même, mais l'approbation pratique que le législateur accorde aux normes contenues dans les textes du code.

Cependant, il convient de ne pas trop<sup>36</sup> étendre cette catégorie car cela amènerait à accepter l'ensemble du code d'une autre manière.

Le domaine des procédures pénales et le droit canonique des biens pourraient être suivis à ce titre à moins qu'il n'appert (sic) que la loi soit mauvaise. En effet, ce sont des domaines liés aux relations avec les États, relations qui ont fortement évolué ces dernières années avec la déchristianisation.<sup>37</sup>

Fin de la reproduction complète du document *Valeur du code de 1983*.

\*

Il est difficile de commenter un tel texte qui, comme le lecteur s'en sera aperçu, n'obéit pas aux règles de la logique et en arrive à se contredire. Cela parce son auteur a posé un principe absolu, à savoir que le Saint-Siège ne peut jamais être jugé par personne et que, en même temps, il veut éviter le modernisme, véhiculé par ce même code, il le voit bien.

Cela entraîne un vice logique fondamental qui est de poser d'emblée et avant tout examen, que le nouveau code est douteux. Pas faux, pas vrai, douteux. C'est alors un balancier qui oscille sur de longues pages, sur trois chapitres et des articles, entre la volonté d'accepter ce qui vient de Rome et la crainte des conséquences. Finalement, c'est le principe qu'on estime le plus important qui l'emporte, à savoir qu'on acceptera le nouveau code. On se justifiera par certaines corrections. Malgré le respect que nous avons pour l'auteur du texte, professeur de morale et de droit canonique à Écône, nous sommes bien obligé de constater que ses corrections, loin de corriger le problème, ne font que l'aggraver.

Pourtant, l'examen tant de la promulgation que de la préface et du contenu du code de 1983 montrait bien qu'il n'y avait pas à hésiter. Certains aspects modernistes sont évidents pour tout lecteur, par exemple la préface, ou l'intercommunion qui prétend autoriser à donner la sainte communion à

<sup>36</sup> Le « trop » ne peut être un critère de droit s'il n'est pas défini.

<sup>37</sup> C'est justement ce qu'on reproche aux modernistes, d'avoir rejeté le Christ-Roi et le principe même de son règne.

des non-catholiques. D'autres nécessitent une analyse juridique. C'est justement le devoir des juristes de la donner pour éclairer les prêtres et les fidèles et non pas de faire un mélange invraisemblable.

Le canon 15 du code non douteux est clair : « La loi qui est l'objet d'un doute de droit n'oblige pas. » Elle n'oblige pas, elle est non avenue. Le législateur ne laisse pas le choix. À partir de là l'affaire est close : non seulement le nouveau code n'oblige pas, mais il n'a aucune force pour abroger quoi que ce soit, à plus forte raison pour mettre par terre tout le système juridique de l'Église, hérité de la Tradition.

Au lieu de cela, l'auteur affirme que « la législation du code étant douteuse elle abroge douteusement ». Cela lui permet de rétablir le nouveau code comme une loi et de faire perdre sa force au code traditionnel.

L'auteur emploie plusieurs procédés pour justifier son mélange des codes. Par exemple, il applique mal le canon 18 (traditionnel). Celui-ci édicte que, si la signification des lois demeure douteuse parce que les mots ne sont pas clairs, on doit se reporter aux lieux parallèles du Code, etc. Il ne dit pas « si la loi demeure douteuse », mais « si sa signification demeure douteuse ». Et ce parce que le sort de la loi douteuse a été réglé au canon 15 : elle n'oblige pas.

Une telle manière de tordre la loi, et bien d'autres procédés utilisés par l'auteur, quelles que soient les raisons alléguées, lui permet de recevoir le nouveau code. C'est recevoir le modernisme et les principes de Vatican II.

Car le droit n'est jamais neutre et même les procédures ne le sont pas, sinon le législateur ne les définirait pas avec soin, il les laisserait au gré des autorités subalternes et des juges. Il existe des procédures sages et des folles, des procédures imprégnées de justice et d'autres de personnalisme, des procédures favorisant l'ordre et d'autres ouvrant la porte à l'arbitraire ou à la tyrannie, des procédures, enfin, protégeant la foi et d'autres favorisant le modernisme. Comment l'auteur peut-il affirmer vouloir prendre les règles sans leur esprit ? C'est l'erreur du positivisme juridique. A-t-il oublié ce qu'on étudie en philosophie du droit, à savoir que la loi est cause formelle exemplaire de la société, c'est-à-dire qu'elle lui donne sa physionomie ?

Les choses seraient beaucoup plus justes si l'on osait parler comme Mgr Lefebvre dans sa déclaration du 21 novembre 1974 et bien d'autres textes, et distinguer la Rome traditionnelle que l'on suit et la Rome moderniste que l'on rejette. On pourrait utiliser d'autres termes : Église et Église conciliaire, mais c'est la même réalité : les modernistes ont réussi à se

constituer en société – société révolutionnaire, subversive – avec sa nouvelle « foi » prêchée par la nouvelle « évangélisation », son nouveau culte et ses lois, son nouveau code.

Cette secte n'est évidemment pas l'Église, bien qu'elle se présente comme telle, c'est pourquoi il faut refuser de s'en remettre à elle. Il est donc particulièrement grave que l'auteur du texte ose affirmer :

*« Le plus sûr, attendu que les règles du nouveau code sont tenues par tout le reste de l'Église, est de se rallier à elle. »*

« Le plus sûr », cela dépend de la sûreté qu'on cherche, si c'est celle d'être dans le vrai, et la fidélité au Christ-Roi, législateur suprême, ou bien une autre sûreté...

Si l'on tenait ce principe pour la liturgie nouvelle et pour l'administration des sacrements modernes...

Et :

*« En matière de procédure pénale, afin de mettre nos procédures à l'abri de l'invalidité il conviendrait de suivre la nouvelle. Ne pas le faire c'est s'exposer à une déclaration de nullité en appel pour vice de forme. »*

En appel auprès de qui, les modernistes ? À quel titre ? Selon les normes de leur code ?

## Ce que Mgr Lefebvre pensait du code moderniste

Il nous a paru nécessaire de regrouper ici, afin qu'ils ne demeurent pas éparés dans ce livre, les principaux textes de Mgr Lefebvre que nous avons pu collationner quant au nouveau code de 1983. On nous pardonnera la répétition de deux passages déjà donnés. Le sujet en vaut la peine.

\*

Et puis, faisant suite à la théologie, il y a aussi une des sciences que nous ne devons jamais oublier d'étudier d'une manière particulière, c'est le droit. C'est une chose très importante que le droit.<sup>38</sup>

Cette Royauté [de Notre Seigneur Jésus-Christ] s'exprime avec splendeur dans la liturgie traditionnelle, elle s'affirme dans la Théologie et dans toutes les sciences sacrées, dans le Droit public de l'Église.<sup>39</sup>

La liberté religieuse, l'œcuménisme, la recherche théologique, la révision du droit canon atténueront le triomphalisme d'une Église qui se proclamait seule arche du Salut !<sup>40</sup>

<sup>38</sup> Conférence, Écône, mars 1974, *Le libéralisme*, repris dans le livre de Mgr Lefebvre *Ils L'ont découronné*.

<sup>39</sup> Lettre aux membres de la Fraternité St Pie x, Noël 1977.



C'est donc dans le but de venir en aide à Votre Sainteté que nous jetons ce cri d'alarme, rendu plus véhément encore par les erreurs du nouveau Droit Canon, pour ne pas dire les hérésies, et par les cérémonies et discours à l'occasion du cinquième centenaire de la naissance de Luther. Vraiment, la mesure est comble.<sup>41</sup>

Le but du nouveau Droit Canon, c'est de faire passer les principes, l'esprit – ils parlent même de l'esprit du concile Vatican II – alors qu'ils nous reprochent eux, de parler de l'esprit de Vatican II !<sup>42</sup>

Ce changement de conception de la Mission de l'Église a eu comme conséquence de corrompre le Droit Canon et le Droit public de l'Église et d'en énerver les principes fondamentaux.

L'autorité ecclésiastique perdant de vue sa véritable fin, prend nécessairement la voie des abus de pouvoir et de l'arbitraire.

Les promulgations des lois sont douteuses, falsifiées. Les droits de la défense ne sont plus respectés. Les procédures ne sont plus conformes au droit. C'est l'injustice qui prend la place de la justice.

Les principes élémentaires de morale et de droit rappelés si clairement par le Pape Léon XIII dans son Encyclique *Libertas praestantissimum* nous apprennent que dans ces cas l'autorité perd son droit à l'obéissance.

Dans ce cas ce n'est pas mépriser l'autorité que de ne pas lui obéir, c'est au contraire lui rappeler le respect qu'elle doit avoir de l'autorité qu'elle a reçue de Dieu et qui l'oblige à agir selon le droit établi par Dieu.<sup>43</sup>

<sup>40</sup> Lettre aux Amis et Bienfaiteurs n° 9, oct. 1975.

<sup>41</sup> Lettre de Mgr Lefebvre au Pape, 21 nov. 1983. Un écrit adressé au Pape, cela a du poids et est officiel.

<sup>42</sup> Conférence, Écône, le 18 janvier 1983.

<sup>43</sup> Ces affirmations sont tirées d'une lettre de Mgr Lefebvre au cardinal Seper (du 13 avril 1978). Elles sont donc réfléchies et officielles. Certes, elles précèdent de cinq ans la publication du code moderniste et ne le concernent pas directement, mais elles définissent bien l'esprit des modernistes en matière juridique.

La réforme du droit canon n'est que le quatrième acte des effets de l'œcuménisme dans Vatican II. C'est en quelque sorte le dernier livre qui était encore à changer pour mettre le droit canon au diapason du Concile, et je pourrai demain vous citer les discours du pape lui-même qui se trouvent dans la *Documentation Catholique*. Le droit canon nouveau n'est autre chose, dit le pape, qu'un effort pour mettre en langue canonique l'ecclésiologie de Vatican II.

Qu'est-ce que veut dire l'ecclésiologie de Vatican II ? Il cite cinq caractéristiques de cette nouvelle ecclésiologie :

– L'Église est peuple de Dieu – L'Église est communion – L'Église est service – L'Église est collégialité – L'Église est œcuméniste.

C'est clair que c'est la continuation du travail qui a été fait par Vatican II dans la liturgie, dans les catéchismes et dans la Bible, bible œcuménique, la fameuse TOB, traduction œcuménique de la bible.

Alors, qu'est-ce que nous devons penser de cela ? Eh bien, c'est que ce droit canon est inacceptable. Il n'y a pas de nouvelle ecclésiologie dans l'Église. On ne va pas donner une nouvelle définition à l'Église ! Alors on s'est trompé pendant 2 000 ans. L'Église ne savait pas ce qu'elle était pendant 2 000 ans. Tout à coup, la voilà devenue œcuménisme, collégiale, communion. Communion de quoi, de qui, avec qui, avec quoi ?

Alors il nous faudra garder l'ancien droit canon en prenant les principes fondamentaux et comparer avec le nouveau droit canon pour juger le nouveau droit canon, de même que nous gardons la Tradition pour juger aussi les nouveaux livres liturgiques.<sup>44</sup>

Pourquoi, à mon sens, il nous est impossible d'accepter en bloc le droit canon tel qu'il a été édité ? Parce qu'il est précisément dans la ligne de Vatican II et dans la ligne des réformes de Vatican II. Le pape lui-même le dit. Dans cette nouvelle ecclésiologie – qui ne correspond pas à l'ecclésiologie traditionnelle et donc qui indirectement touche notre foi et risque de nous entraîner, au moins dans un certain nombre de points essentiels du

<sup>44</sup> Conférence, Écône, le 14 mars 1983. Remarquer que Mgr Lefebvre juge le nouveau droit comme il a jugé la nouvelle liturgie. Or il n'a rien conservé de celle-ci, il n'a pas cherché à l'harmoniser avec la liturgie traditionnelle.

droit, dans les hérésies – favorise l'hérésie, comme la réforme liturgique qui favorise l'hérésie aussi.<sup>45</sup>

### Une nouvelle ecclésiologie

Je voulais vous parler d'une nouveauté très grave : le nouveau Code de droit canonique. Je n'en avais pas vu la nécessité, mais enfin, si la loi était changée, elle était changée. Et alors il fallait bien s'en servir, car l'Église ne peut rien demander de mauvais pour les fidèles. Mais quand on lit ce nouveau Code de droit canonique, on y découvre une conception entièrement nouvelle de l'Église. Il est facile de s'en rendre compte par soi-même, puisque Jean-Paul II l'écrit dans la constitution apostolique qui ouvre ce nouveau Code. « Il en résulte que ce qui constitue la nouveauté fondamentale du concile Vatican II, en pleine continuité avec la tradition législative de l'Église, (cela c'est pour tromper) spécialement en ce qui concerne l'ecclésiologie, constitue aussi la nouveauté du nouveau Code. » Donc la nouveauté de la conception de l'Église selon le Concile est également la nouveauté de la conception du nouveau Code de droit canonique.

[...]

Telle est l'inspiration de tout le nouveau Code de droit canonique. Cette définition de l'Église est le venin qui infecte ce nouveau droit.<sup>46</sup>

### Droit canon et liturgie

Et c'est la même chose pour la liturgie. Je fais un rapprochement entre ce nouveau Code de droit canonique et toute la réforme liturgique. [...]

C'est donc bien le même esprit qui a animé le changement du droit canonique et celui de la liturgie : le peuple de Dieu, et l'assemblée qui fait tout. C'est la même chose quant au prêtre. C'est un simple président qui a un ministère, comme les autres ont aussi un ministère, au sein de l'assemblée. Notre orientation vers Dieu a également disparu, et cela vient des protestants

<sup>45</sup> Conférence, Écône, le 15 mars 1983.

qui disent que le culte eucharistique – car pour eux il n'y pas de messe ni de sacrifice, ce serait un blasphème – est seulement un mouvement de Dieu vers l'homme, non de l'homme à Dieu pour lui rendre gloire, ce qui est pourtant la fin latreutique de la liturgie. Et ce nouvel état d'esprit liturgique vient également du concile Vatican II : tout pour l'homme. Les évêques, les prêtres, sont au service de l'homme et de l'assemblée. Mais alors où est Dieu ? En quoi cherche-t-on sa gloire ? Que ferons-nous au ciel ? Car le ciel c'est bien « tout pour la gloire de Dieu », et c'est bien la même chose que nous devons faire sur la terre. Mais non, tout cela est terminé, remplacé par l'homme. C'est vraiment la ruine de toute la pensée catholique.

Vous savez que dans le Code de droit canonique il est permis à un prêtre de donner la communion à un protestant. C'est ce qu'ils appellent l'hospitalité eucharistique. Il s'agit de protestants qui demeurent tels, non pas de ceux qui se convertissent. Cela est directement opposé à la foi. Or le sacrement de l'eucharistie est précisément le sacrement de l'unité de la foi, et alors donner la communion à un protestant c'est rompre la foi et l'unité.<sup>46</sup>

Fin des citations de Mgr Lefebvre sur le nouveau Code.

\*

Nous savons bien que Mgr Lefebvre a accepté le nouveau Code dans son Protocole d'accord du 5 mai 1988, mais en prévoyant une législation propre pour la Fraternité Saint-Pie X. C'est justement quand Monseigneur réalisa ce que cela donnerait en pratique, qu'il dénonça l'accord. On ne peut donc se fonder sur ce texte.

Quant à l'affirmation qu'on ne peut accepter « en bloc » le nouveau Code, elle vient de ce que Monseigneur n'a jamais analysé tout ce code dans le détail. Par honnêteté intellectuelle il réservait son jugement sur les détails. Il s'est contenté des principes pour le refuser. Mais nous pouvons témoigner, pour avoir travaillé en matière canonique avec lui, que nous ne l'avons jamais vu suivre une disposition du nouveau Code.

<sup>46</sup> Mgr L., conférence à Turin, 24 mars 1984.

Qui aurait autorité pour opérer le choix et pour faire les adaptations nécessaires si on découpe ? Le schisme n'est pas loin... De plus les règles se tiennent tellement les unes les autres à travers les diverses parties du code, qu'on ne peut prendre les unes sans introduire les autres.

Mais le problème est bien plus grave. Prendre un peu des deux codes, c'est comme si on voulait prendre ce qu'il y a de bon dans la nouvelle liturgie en complétant avec l'ancienne ou garder l'ancienne en complétant avec ce qu'il y a de bon dans la nouvelle. Or, quand on reprend chaque partie du Code pour l'analyser, on constate que pas une ne peut être conservée, elles sont toutes infectées de l'esprit moderne. Le droit pénal en tout premier.

## **Chapitre 3**

# **Procès des abbés Salenave et Pinaud Documents préliminaires**

## Communiqué de M. l'abbé Thouvenot

Après avoir donné les règles procédurales, nous pouvons entrer plus avant dans les procès de MM. les abbés Salenave et Pinaud. Voici tout d'abord les documents préliminaires, c'est-à-dire ceux qui précéderont l'ouverture des procès proprement dits.

M. l'abbé Thouvenot est le secrétaire général de la Fraternité Saint-Pie X. Suite à la publication sur Internet d'une lettre adressée à Mgr Fellay, dite « lettre des trente-sept », et après enquête de la Maison Générale, il annonça à tous les membres la Fraternité et à toutes les communautés amies la suspension du ministère de trois prêtres et la tenue de leurs futurs procès. En voici le texte.

\*

Lettre Circulaire n° 2013-03 SP 2

7 mars 2013

Pour diffusion auprès de tous les membres

« Excellences, Messieurs les Supérieurs et chers confrères,

Une entreprise de subversion vient d'être mise à jour au sein de la Fraternité. Depuis plusieurs mois, des lettres anonymes circulaient sur Internet et étaient adressées par la poste aux membres de notre société en vue de discréditer l'autorité. Le site « Antimodernisme.info » puis le site « La Sapinière.info » se réclamant du « patronage de prêtres de la Fraternité Saint-Pie X » diffusaient ces documents, ainsi que des attaques contre plusieurs membres.

Le 28 février a été diffusée une prétendue « Lettre de 37 prêtres du district de France ». En réalité c'est l'œuvre d'une poignée de prêtres décidés à faire éclater la Fraternité, spécialement en exigeant la démission du Supérieur général et de ses Assistants, en recourant à la calomnie, à la détraction, aux amalgames dont se sert la désinformation. M. l'abbé de Cacqueray a dénoncé ce procédé destructeur auprès de ses prêtres.

En étroite collaboration avec Mgr Williamson, M. l'abbé Olivier Rioult est le maître d'œuvre de cette entreprise d'insubordination, de concert avec M. l'abbé Nicolas Pinaud et M. l'abbé Mathieu Salenave. Ils bénéficient du soutien d'autres prêtres, dont plusieurs ont été récemment exclus de la Fraternité pour menées subversives, ainsi que de l'aide de laïcs très expérimentés dans l'usage d'Internet et l'instrumentalisation des forums de discussion à des fins séditionnelles. Ces prêtres ne reculent devant rien et se disent prêts à aller jusqu'au bout.

Afin de démasquer entièrement ces agitateurs qui perdent de vue les obligations de leur vocation sacerdotale, il leur a été signifié aujourd'hui qu'ils étaient relevés de tout ministère et qu'ils avaient à se rendre dans des prieurés distincts. Un procès ecclésiastique sera instruit contre eux, à moins qu'ils ne préfèrent s'enfermer dans leur désobéissance, auquel cas ils seront exclus de la société.

De nouvelles attaques sont d'ores et déjà planifiées par ces prêtres égarés. En particulier, ils ont l'intention de publier très prochainement le document de la déclaration doctrinale du 15 avril 2012 que Mgr Fellay avait envoyé au cardinal Levada. Mgr Williamson vient de le leur faire parvenir à cet effet. Sachez que vous trouverez ce texte dans le prochain *Cor unum* avec les explications et tous les documents annexes qui vous donneront une connaissance complète du dossier qui nous a occupés l'année dernière. Comme d'habitude, ces prêtres révoltés entendent présenter ce document comme une preuve de la trahison et du « ralliement de Menzingen » au modernisme, à la messe de Paul VI et aux erreurs conciliaires... Chacun saura faire la différence entre l'information et l'intoxication organisée de façon anonyme. Le dernier *Cor unum* a commencé la publication des réponses données par notre Supérieur général durant l'hiver 2011-2012 ; celui de Pâques continuera ce travail d'information claire et sereine.

En cette période de carême, mais aussi de préparation à la consécration de la Fraternité à saint Joseph, patron de l'Église catholique romaine, je vous assure de mon respectueux et fidèle dévouement sacerdotal. »

Abbé Christian Thouvenot.

\*

La Maison Générale aurait dû ne pas oublier l'exhortation de Nicodème aux pharisiens :

*« Notre loi condamne-t-elle un homme sans qu'on l'ait d'abord entendu, et sans qu'on sache ce qu'il a fait ? » (Jn 7, 50)*



## Décret pénal préalable

Le même jour que la lettre du Secrétaire Général, Mgr Fellay signait le décret suivant. Nous n'avons pas celui concernant M. l'abbé Salenave, mais la teneur en est semblable.

\*

## Décret pénal

Le Saint Nom de Dieu invoqué,

Nous, Bernard FELLAY, Supérieur général de la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X ;

Considérant la lettre publiée le 28 février 2013 sur le site Internet « La Sapinière » ainsi que les lettres anonymes adressées aux membres de la société ;

Considérant en particulier que cette lettre du 28 février a un caractère éminemment séditieux qui apparaît à la simple lecture ;

Considérant que cette lettre est constitutive du délit décrit au canon 2331§ 2 du code de 1917 : *« Ceux qui conspirent contre l'autorité du Souverain pontife, de son légat ou de leur propre Ordinaire, ou contre leurs ordres légitimes, et aussi ceux qui provoquent les sujets à la désobéissance envers ces personnes, doivent être châtiés par des censures ou d'autres peines ; de plus, s'ils sont clercs, qu'on les prive de leurs dignités, bénéfices*

*et autres charges, s'ils sont religieux, qu'on les prive de voix active et passive et de leur office. » ;*

Considérant, par ailleurs, que des indices très probants établissent la participation de M. l'abbé Nicolas PINAUD à la rédaction et à la diffusion de ces lettres ;

Considérant que l'intention de nuire et de porter atteinte à l'existence même de la Fraternité Saint-Pie X est établie de manière fort certaine par les mêmes indices ;

Considérant, en conséquence qu'il y a un péril imminent pour le bien commun à laisser M. l'abbé Nicolas PINAUD dans le ministère qu'il occupe actuellement.

Le Supérieur Général se voit donc contraint de prendre à son encontre des mesures conservatoires afin d'éviter des dommages plus graves au bien commun.

Par le présent décret, le Supérieur Général ordonne à M. l'abbé Nicolas PINAUD de se rendre, dans les 72 heures qui suivent la notification de cet acte, au prieuré de JAIDHOF (Autriche) et d'y demeurer jusqu'à la conclusion du procès pénal ecclésiastique qui lui sera intenté. Il lui est interdit de quitter cette résidence sans l'accord exprès du Supérieur Général ou de l'un de ses Assistants.

Dès la notification de ce décret, la célébration publique de la messe, la prédication, la publication d'article ou de lettre, dans un bulletin ou sur Internet, toute autre forme d'apostolat lui est (sic) interdit (à l'exception des secours aux mourants).

Le non-respect de ces préceptes sera sanctionné par le renvoi ipso jure de la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X.

Le prieur ou le supérieur de la maison veillera à ce que M. l'abbé Nicolas PINAUD n'ait pas accès à l'Internet et n'ait pas l'occasion de troubler les fidèles ou les confrères.

Fait à Menzingen, le jeudi 7 mars 2013, en la fête de saint Thomas d'Aquin.

(signé :) S.E Mgr Bernard Fellay, Supérieur Général

Abbé Yann Vonlanthen, Notaire

\*

Ce décret pénal a pour but d'édicter des mesures conservatoires. Il est regrettable, pour le moins, que le Supérieur Général n'ait pas cité les canons sur lesquels il se fondait. Les voici :

*Canon 1956. Dans les délits graves, si l'Ordinaire estime que l'accusé ne peut, sans scandale pour les fidèles, exercer les fonctions sacrées, ou quelque office ecclésiastique spirituel ou pieux, ou accéder publiquement à la sainte eucharistie, il peut, **après avoir entendu le promoteur de justice**, interdire à l'accusé, selon le Can. 2222 § 2, le saint ministère, l'exercice de certains offices, et même la participation publique à la sainte eucharistie.*

*Canon 1957. De même, si le juge estime que l'accusé peut intimider les témoins, les suborner, ou gêner de toute autre manière le cours de la justice, il peut, **après avoir entendu le promoteur de justice**, ordonner par décret que l'accusé quitte telle ville ou telle paroisse pour un temps déterminé, ou encore qu'il se retire en un lieu fixé et y reste sous surveillance particulière.*

*Canon 1958. Les décrets dont il est question aux Can. 1956-1957 ne peuvent être prononcés **qu'après la citation de l'accusé, sa comparution ou sa contumace, soit après sa première audition, soit ultérieurement dans le cours du procès ; aucun recours n'est donné contre ces mêmes décrets.***

Plusieurs prescriptions de la loi n'ont pas été respectées puisque le promoteur de justice n'a pas été entendu et que les mesures sont prises avant citation et audition de l'intéressé qui, officiellement, n'est pas encore accusé. De plus, on agit comme si M. l'abbé Pinaud était déjà coupable, on affirme déjà son intention de nuire alors qu'il appartiendra au tribunal de l'établir. C'est vraiment dicter aux juges leur conduite. Que certains faits soient avérés, oui, mais que leurs auteurs soient connus et leurs intentions perverses établies, non. Que certaines mesures comme la privation d'Internet ou l'assignation à résidence puissent avoir un caractère conservatoire, soit. Mais on ne voit pas comment justifier la privation de ministère.

# Décret d'érection du tribunal

## Décret d'érection du tribunal ecclésiastique délégué

Monseigneur Bernard Fellay, Supérieur Général,

CONSIDÉRANT qu'au cours de l'automne 2012 et jusqu'à ce jour plusieurs documents anonymes à caractère subversif intitulés *Lettre à nos confrères prêtres* n° 1, n° 2 (11 décembre 2012) et n° 3 (janvier 2013), *Catéchisme de la crise dans la Fraternité* (février 2013), *Lettre anonyme de 37 prêtres du district de France* (28 février 2013), et d'autres encore, ont été diffusés par courrier postal et par Internet sur des sites anonymes, tels que « Antimodernisem.info », « Lasapiniere.info », « avecclimmaculee.blogspot », etc.

CONSIDÉRANT que certains de ces écrits émanent avec certitude de prêtres de la Fraternité et que les auteurs qui restent encore anonymes se présentent comme des prêtres de la Fraternité ;

CONSIDÉRANT que ces faits constituent des conspirations contre l'autorité des Supérieurs ainsi que des incitations à la désobéissance, et qu'ils revêtent en outre un caractère injurieux envers les Supérieurs ;

CONSIDÉRANT que le Chapitre Général de 2006 a exprimé le vœu que les conflits avec l'autorité soient réglés par des instances ad casum instituées par les Supérieurs majeurs ;

CONSIDÉRANT que les prêtres concernés proviennent de différents Districts ;

VU la consultation et l'avis favorable de notre Conseil ;

Par la présente nous érigeons un tribunal ecclésiastique délégué chargé d'enquêter sur les faits susmentionnés et sur l'imputabilité des délits, de convoquer et d'interroger les personnes concernées, d'examiner et d'évaluer les preuves, déclarations et témoignages, d'entendre la défense, de déterminer les responsabilités et de prononcer des sentences selon les normes du Droit de l'Église et de notre société.

Nous nommons Monsieur l'abbé Henry Wuilloud comme Juge, assisté de deux assesseurs en la personne de MM. les abbés Pier Paolo Petrucci et Vincent Quilton.

Fait à Menzingen, le 18 mars 2013

(signé :) Mgr Bernard Fellay, Supérieur Général

M. l'abbé Yann Vonlanthen, Notaire

\*

Première anomalie. Quel est ce décret d'érection qui confère au tribunal l'enquête, c'est-à-dire les fonctions de la police ? Cette confusion encourage tous les arbitraires.

Voici comment les procédures pénales doivent se dérouler. Le droit français étant ici assez semblable au droit canonique, nous assurerons la comparaison, ce sera ainsi plus facile à comprendre pour ceux qui ne sont pas au fait des procédures pénales.

Tout commence par un soupçon. Vient alors l'enquête menée, selon le droit français, par la police sous le contrôle du procureur de la République ; la police remet le résultat de son enquête au procureur qui décide s'il y a lieu de poursuivre ou non. Si oui, le procureur défère les suspects au tribunal compétent, il établit, en s'appuyant sur les résultats de l'enquête, l'acte d'accusation dont il donne lecture devant les juges au début du procès. Viennent ensuite les débats avec établissement des preuves par témoignages ou d'autre manière, conclus par le jugement rendu par les juges délibérant seuls.

Selon le droit canonique, « avant que quelqu'un soit cité pour répondre du délit, une enquête spéciale doit précéder, afin d'établir si l'imputation a un fondement et lequel » (canon 1939), cela par un prêtre désigné par l'évêque (canon 1940). « À la fin de l'enquête, l'enquêteur fait un rapport à l'Ordinaire en y joignant son avis. » Si l'évêque estime qu'il a « des argu-

ments certains ou au moins probables et suffisants pour instituer l'action, l'accusé est cité à comparaître et la procédure est continuée d'après les canons qui suivent. » (Canon 1946)

Pour une meilleure indépendance du tribunal, le canon 1941 stipule que « l'enquêteur ne peut être juge dans la même cause. » Cela est bien normal, imagine-t-on un policier juger l'affaire sur laquelle il vient d'enquêter ? Ou un procureur juger ce qu'il vient de requérir ? Ils se donneraient nécessairement raison, sinon ils n'auraient pas requis ce qu'ils ont requis.

Deuxième anomalie. Le décret érige un tribunal. Pourquoi nomme-t-il des assesseurs et non des juges ? S'agit-il d'une application du canon 1575 qui autorise le juge unique à s'adjoindre deux assesseurs à titre de conseillers ? Mais alors, pourquoi ne nomme-t-il pas le promoteur de justice qui est rigoureusement nécessaire ? Ou bien serait-on dans la procédure extra judiciaire du code moderniste sans le dire ? Alors ce ne serait plus un tribunal, les prescriptions du Chapitre de 2006 ne seraient pas respectées, sachant de plus tout l'arbitraire que le code moderniste permet, voire qu'il encourage, ce qui deviendra de plus en plus clair dans l'avancement de ces procès. Pour assurer l'objectivité de la sentence et prendre tous les moyens d'éviter le départ de l'accusé au cas où il serait condamné, comme l'édicte le Chapitre Général de 2006,<sup>47</sup> il y a mieux. Surtout, la procédure n'étant pas définie, les actes seront nécessairement nuls.

Troisième anomalie. Le canon 1574 exige que le juge soit expert en droit canonique. Ce n'est à l'évidence pas le cas de M. l'abbé Wuilloud, dont on ne connaît pas les diplômes universitaires ou la formation spéciale qu'il aurait reçue depuis son entrée dans la cléricature, malgré ses qualités par ailleurs.

Quatrième anomalie. Le Supérieur Général veut ne pas juger soi-même pour conserver une parfaite objectivité au jugement. Pourquoi, alors, choisit-il quelqu'un qui prend aveuglément parti pour lui ? C'est ce que manifeste clairement ces affirmations écrites par M. l'abbé Wuilloud dans le bulletin de son district de Suisse : « *Pour les prêtres, pour les fidèles attachés à la Tradition, la vie est dans la Fraternité* », pour demeurer fidèles il faut faire

<sup>47</sup> Ces décisions sont rapportées p. 48.

« un acte de foi au Supérieur que Dieu [nous a] donné. » (*Le Rocher*, n° 83 juin-juillet 2013).

## Chapitre 4

# Procès de M. l'abbé Salenave



## Introduction

Voici ce qu'on pouvait lire dans le *Cor unum* n° 104 de mars 2013 destiné aux membres de la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X :

*« Tribunal ecclésiastique : Par décision du 8 mars 2013, Mgr Fellay a érigé un tribunal en vue de juger trois de nos confrères qui se sont trouvés mêlés à différentes menées subversives (rédaction et envoi de lettres anonymes aux prêtres, mise en place de sites Internet pour s'y livrer à la détractation publique de l'autorité, etc.) Composé de MM. les abbés Wuilloud, Petrucci et Quilton, le tribunal établira les différentes responsabilités et sanctionnera en justice ces actions. L'un de nos trois confrères n'a pas tardé à reconnaître le caractère révolutionnaire de cette entreprise, et a écrit au Supérieur général une lettre d'excuses. »*

Ce confrère est M. l'abbé Mathieu Salenave. Il avait été sollicité trois fois, par M. l'abbé Thouvenot, pour écrire une lettre d'excuses officielle. Le secrétaire général voulait, en outre, connaître les noms des prêtres et des laïcs traducteurs des textes en langues étrangères des documents envoyés par courrier ou mis sur le site *Antimodernisme.info*.

Sous cette pression, M. l'abbé Salenave crut bon d'écrire à Mgr Fellay une lettre privée et confidentielle. Quelle ne fut pas sa surprise de voir, sans en avoir été averti, cette lettre divulguée à tous dans le *Cor unum* n° 104.

Dans sa lettre "d'excuses", M. l'abbé Salenave « reconnaît le caractère révolutionnaire » de son entreprise. Il s'accuse « d'avoir participé au site *antimodernisme.info* ». Sa « première faute » aurait été de « manquer de franchise » à l'égard de Mgr Fellay. Il aurait été « aveuglé », etc. En consé-

quence, il accepte « *de bon gré les sanctions méritées par de tels agissements* ».

Dès que M. l'abbé Salenave eut connaissance de ce procédé, il quitta l'Italie où il avait été relégué, pour trouver asile au prieuré de Nice. En quittant l'Italie, il laissa sur son bureau cette lettre datée du 25 avril 2013 :

*« J'ai quitté le prieuré cet après-midi pour rejoindre les confrères dans la résistance au ralliement. J'ai été outré par la diffusion de ma lettre d'excuses à caractère exclusivement confidentiel. Je ne peux donc rien espérer d'un procès qui cherche uniquement à noircir ceux qui résistent au ralliement et à blanchir ceux qui veulent se rallier à « la Rome de tendance moderniste ». Je regrette sincèrement cette lettre d'excuses que j'ai rédigée à la va-vite et dans un moment de trouble et qui exagère et fausse ce que je pense réellement de mon action. Je ne regrette en rien Antimodernisme.info et, si c'était à refaire, je recommencerais. En Jésus et Marie. Abbé Mathieu Salenave. »*

Sur la recommandation de plusieurs amis, il décida cependant d'accepter son procès qui eut donc lieu à Albano du 2 au 4 mai 2013. En voici deux pièces essentielles : la plaidoirie de l'avocat et la sentence du juge.

Nous sommes obligés de faire remarquer que l'avocat dut plaider sans connaître l'acte d'accusation, que le juge ne lui avait pas communiqué. Or, l'acte d'accusation est la pièce qui définit le procès. C'est elle qui énonce ce que l'accusateur demande au juge de définir dans l'intérêt de la société et les peines qu'il lui demande d'appliquer. Le canon 1955 édicte en effet : « Le promoteur rédige aussitôt un libelle d'accusation et le transmet au juge selon les règles fixées dans la Section première. » Plaider sans cette pièce, c'est tenter de résoudre un problème sans en avoir l'énoncé.

Il ne reste plus à l'avocat qu'à plaider « au jugé », ce qui ne peut qu'augmenter la confusion et couvrir un débat vicié. On consultera avec profit sur ce sujet le livre de Maître Isorni *Les cas de conscience de l'avocat*.

## Plaidoirie de l'avocat <sup>48</sup>

Paris, le 1<sup>er</sup> mai 2013

« Il n'est pas question pour l'accusé de récuser le tribunal constitué. Il reconnaît la capacité qu'a le Supérieur général de juger ses sujets selon le droit. Cependant, il est fortement à craindre que l'affaire ait été déjà jugée et que l'actuel tribunal aura du mal à se départir de la condamnation publique qui a déjà été portée officiellement contre M. l'abbé Salenave par la plus haute autorité de la Fraternité Saint-Pie X.

En effet examinons les faits : le 7 mars 2013 M. l'abbé Salenave **sans aucun avertissement ni audition préalable reçoit un précepte pénal accompagné d'une suspense**. Le même jour dans une lettre officielle (n° 2013-03 SP2) aux supérieurs majeurs de la Fraternité Saint-Pie X à diffuser à tous les membres, sont dénoncés nommément par le Secrétaire Général trois prêtres dont M. l'abbé Salenave comme étant « décidés à faire éclater la Fraternité Saint-Pie X », comme « exigeant la démission du Supérieur Général ». En aucun endroit de cette lettre le conditionnel n'est utilisé. **On annonce leur procès alors qu'on les a nommément condamnés devant tous**. Il y a ici atteinte à la présomption d'innocence. Ainsi peut-on dire que le 7 mars au soir toute la Fraternité Saint-Pie X est informée que

<sup>48</sup> Ce document est publié avec l'autorisation de M. l'abbé Salenave. L'avocat, interrogé par nous, nous a déclaré que sa plaidoirie était publique par nature et qu'il en avait remis tous les droits à M. l'abbé Salenave dans l'intérêt de qui il l'avait écrite. Nous l'en remercions.

M. l'abbé Salenave est coupable de rébellion contre l'autorité et en conséquence privé de ministère. **Il y a ici ni plus ni moins une diffamation publique qui est, nous le verrons plus loin, canoniquement une calomnie.**

Continuons : M. l'abbé Salenave ayant obtempéré immédiatement à l'ordre du Supérieur Général de se rendre à Albano, écrit de ce prieuré dès le 9 mars une lettre respectueuse d'excuses sur ce qu'il reconnaît de son attitude. Cette lettre, qui parvient à Mgr Fellay alors que le tribunal est déjà constitué, tombe normalement sous le secret de l'instruction et de fait on l'incorpore au dossier transmis au juge. Or, dans le numéro n° 104 de *Cor Unum* de mars 2013 que tous les membres de la Fraternité Saint-Pie X reçoivent mi-avril, est annoncée la constitution du tribunal pour juger trois confrères pour « menées subversives » et « détraction de l'autorité » (p. 18) et on joint la lettre privée que M. l'abbé Salenave avait adressée à Mgr Fellay comme à un père.

On la publie in extenso dans la rubrique « document » (p. 55) sans avoir demandé l'autorisation de l'auteur et encore moins son avis. Le nom de M. l'abbé Salenave est donné. Ainsi avant même le début du procès les membres de la Fraternité Saint-Pie X peuvent légitimement penser que M. l'abbé Salenave, coupable, a tout avoué en la matière. Nous sommes là ni plus ni moins devant une violation du secret de l'instruction.

Comment imaginer que des juges ne puissent être influencés par des condamnations préalables aussi officielles ? L'autorité déclare M. l'abbé Salenave coupable aux yeux de tous et institue un tribunal pour le juger, il va être difficile pour le juge de se démarquer de cette décision préalable. Nous attendons pour notre part avec espoir de voir qu'il s'en montre capable.

Regardons maintenant quelle est l'accusation : « Considérant que des indices très probants établissent la participation de M. l'abbé Salenave à la diffusion de la lettre du 28 février 2013, considérant que M. l'abbé Salenave a déjà été impliqué au premier chef dans une entreprise de subversion à travers le site *Antimodernisme.info* et qu'il apporte son soutien au site *lasapiniere.info* ... l'intention de nuire et de porter atteinte à l'existence même de la Fraternité Saint-Pie X est établie de manière certaine par ces mêmes indices... » (décret pénal de Mgr Fellay). La lettre de M. l'abbé Qulton, promoteur de la justice, (2 avril) ne parle que d'un jugement sur la participation aux sites incriminés. Difficile donc pour la défense d'établir clairement et précisément ce qui est reproché à M. l'abbé Salenave. **Mais**

**c'est le paradoxe dans ce procès : on laisse le soin à la défense d'établir les faits et de fournir les preuves.**

Examinons maintenant justement ces preuves :

En ce qui concerne la participation au site *la sapiniere.info* : absolument aucun document, aucune preuve n'est présentée par l'accusation. M. l'abbé Salenave nie absolument avoir participé à ce site.

En ce qui concerne la participation à la lettre dite « des 37 » (lettre du 28 février) : absolument aucun document, aucune preuve n'est présentée par l'accusation. Là aussi M. l'abbé Salenave nie absolument avoir une responsabilité quelconque dans cette lettre.

Où sont les « indices très probants établissant la participation de M. l'abbé Salenave à la diffusion de la lettre du 28 février 2013 » qui ont motivé le décret pénal et l'ouverture d'un procès ? **Comment ces indices peuvent-ils établir de manière certaine la participation de l'accusé au site *lasapiniere.info* comme l'affirme Mgr Fellay alors qu'il n'y a rien dans les actes d'accusation ?** Où sont ces preuves et ces indices ? Ne veut-on pas les soumettre à la défense ? Ou plutôt ne faut-il pas dire tout simplement qu'on n'a rien du tout, conformément aux déclarations de l'accusé ?

C'est pourquoi je demande à l'accusation d'abandonner les deux chefs d'accusations précédents : participation au site *lasapiniere.info*, participation à la lettre des 37. Rien, nihil, nada : Non lieu.

Venons-en maintenant à ce qui touche l'accusation de participation au site « *antimodernisme.info* » : seul motif reconnu par la défense (interrogatoire de M. l'abbé Salenave remis le 29 février à M. l'abbé Petrucci). Il est bon, au préalable, de faire remarquer le point suivant : si M. l'abbé Salenave n'avait de lui-même reconnu sa responsabilité dans l'existence même de ce site, si il ne vous avait donné lui-même la date d'ouverture et de fermeture de ce site, où trouverions-nous dans le dossier d'accusation les preuves de ces faits ? Nulle part. **Or vous le savez un juge ne peut condamner canoniquement un accusé sur son simple aveu** (can. 1536 § 2 « une valeur probante plénière ne peut être reconnue (aux aveux) à MOINS qu'il n'y ait d'autres éléments qui les corroborent PLEINEMENT » ; can. 1728 § 2 « l'accusé n'est pas tenu d'avouer son délit et on ne peut pas lui déférer le serment ».)

Curieux délit imputé sans que l'accusation ne puisse présenter la moindre preuve. Si les faits étaient si graves, comment se fait-il qu'à aucun moment une copie certifiée des documents incriminés n'ait été faite ?

Comment se fait-il que, quand la responsabilité de M. l'abbé Salenave a été établie par les enquêteurs, aucune preuve de sa responsabilité légale n'ait été enregistrée ? Pourquoi ne l'a-t-on pas averti de fermer son site au plus tôt ? Comment se fait-il que l'accusation cherchant des documents prouvant la culpabilité n'en trouve que le 23 mars (quinze jours après l'ouverture de la procédure) dans un reliquat Google sans valeur juridique. Pourtant rétrospectivement et soudainement l'accusation y découvre un acte de subversion. **N'est-il pas plus vrai de dire que du temps où le site était fonctionnel on ne trouvait pas vraiment en haut lieu que c'était si grave...** Peut-on imaginer que l'autorité attende que le coupable d'une entreprise de subversion ferme son site *motu proprio*, de son propre mouvement, sans qu'elle ait à intervenir, sans qu'elle ait pris soin de relever par copie d'écran *tempore non suspecto*, à une époque non contestable, les passages délictueux ? Soyons sérieux.

Car il faut le rappeler ici, le site *antimodernisme.info* a été fermé en février 2013 *motu proprio* par l'accusé et sans qu'à aucun moment l'autorité ne lui ait demandé de le faire. Ceci est une preuve qu'il regrettait d'avoir agi sans l'autorisation de ses supérieurs.

Que nous apporte l'accusation en ce qui concerne le contenu du site *antimodernisme.info* ? Deux documents. Je passe sur le fait que ces deux pièces ne seraient jamais acceptées telles quelles devant un tribunal civil ou ecclésiastique ordinaire. Elles proviennent d'une copie d'un cache de Google qui répertorie des documents publiés et n'existant plus sur web. Il est impossible de déterminer la durée de publication de ces documents, ni s'ils sont exhaustifs, ni dans quel contexte ils ont été éventuellement publiés. Là aussi la défense s'attendait à mieux. Passons....

Revenons plutôt sur le contenu des documents présenté sur ce site *antimodernisme.info* :

Le document Williamson : « Les Galates d'aujourd'hui ». Il s'agit d'une lettre publique de Mgr Williamson publiée sur son site. Ce texte a été publié sur de nombreux sites, ce n'est pas le site *antimodernisme.info* qui l'a fait connaître en premier. Sa publication remonte au temps où Mgr Williamson était encore membre de la Fraternité. C'est un pastiche à la manière de St Paul. **Si on lui trouve un caractère gravement subversif envers l'autorité alors je pense que la période des procès dans la Fraternité Saint-Pie X est loin d'être terminée.** La phrase la plus hasardeuse est la suivante : « *je le répète à cette heure : si quelqu'un prétend que Mgr Lefebvre aurait approuvé aujourd'hui un accord avec la Rome conciliaire qu'il soit éjecté.* »

Peut-on dire que c'est l'autorité de la Fraternité Saint-Pie X qui est visée ici ? Je ne pense pas que les Supérieurs de notre Fraternité prétendent qu'on va s'accorder avec la « Rome Conciliaire ». Depuis des mois on nous répète le contraire. Voir toutes les dénégations de Mgr Fellay à ce sujet.

Le document n° 2 « La politique de Menzingen est une impasse ». Ce document dont M. l'abbé Salenave n'est pas l'auteur, a été publié afin de manifester, textes à l'appui, la différence qui existait entre des propos tenus par Mgr Fellay et ses assistants, et ceux du Pape, montrant ainsi qu'un accord n'était pas possible. **Comme les autres documents du site *antimodernisme.info* la publication a été faite pour permettre aux lecteurs de juger sur pièces et non sur interprétation fantaisiste.** Il semblait évident au moment de la publication qu'il y avait changement de langage réel sur des points essentiels de notre combat dans la crise de l'Église. M. l'abbé Salenave reconnaît aujourd'hui que le procédé n'était pas adéquat et qu'il n'avait pas l'autorisation de tenir un tel site. Les propos les plus durs de ce document se situent dans le chapeau et la conclusion où l'auteur laisse entendre que Mgr Fellay et ses assistants, par l'ambiguïté de certains de leurs propos, ont perdu toute autorité morale (non pas toute autorité en soi) et invite les membres du Chapitre Général (nous sommes en juin 2012) à poser la question de la démission du Supérieur. Même si ces propos sont regrettables, ils n'en sont pas pour autant un appel à la rébellion ou à la désobéissance. **Autre chose est un souhait, autre chose est une action.** Mais n'oublions pas qu'ils ont été émis alors qu'une interview venait officiellement d'être diffusée dans laquelle Mgr Fellay disait que « *nous ne luttons pas tant contre le Concile que contre les effets du Concile,* » propos qu'il corrigera plus tard, mais qui ont à l'époque semé une grande stupéfaction...

Car il est très important de replacer tout cela dans le contexte du trouble des mois de mai et juin 2012, quand de partout nous revenaient les échos des propos tenus dans des conférences publiques par Mgr Fellay et M. l'abbé Pflüger, affirmant que l'accord était fait et que tous les membres de la Fraternité auraient à se soumettre ou à se démettre. Mgr Fellay envisageait lui-même dans une interview une scission ouverte de la Fraternité Saint-Pie X. **Chaque membre risquait donc de se retrouver confronté à un terrible dilemme qui touchait non seulement à l'essence de ses engagements, mais aussi et surtout à sa fidélité dans le combat de la Foi.** Il semblait que tout cela était aussi une remise en cause des décisions du Chapitre Général de 2006.



Comment s'étonner dès lors qu'il y ait eu des réactions qui dépassaient la mesure ? Si elles sont condamnables quant au mode, il faut se souvenir que ce que les Supérieurs semblaient demander n'était pas simplement l'obéissance à un point administratif de la vie de la Fraternité, mais bien de se situer par rapport à l'essence de notre combat. Aujourd'hui, un an après les événements et alors que vient d'être publié dans *Cor Unum* le projet de déclaration doctrinale proposé à Rome par la Fraternité en avril 2012, **un certain nombre de membres se demandent si en conscience ils auraient pu adhérer à une telle déclaration si on le leur avait demandé pour continuer d'appartenir à la Fraternité.** Et pour beaucoup la réponse est négative. D'ailleurs Mgr Fellay a cru bon lui-même de retirer cette déclaration.

Pour faire bref, la Fraternité en juin 2012 prenait l'eau, le Chapitre de 2012 colmata la brèche avec un bouchon provisoire qui, nous l'espérons, se solidifiera davantage à l'avenir.

Pour tout cela le juge doit-il infliger une peine à M. l'abbé Salenave ? Je tiens à dire que déjà il est puni. En effet le décret pénal du 7 mars, en intimant le précepte de se rendre à Albano, le suspend de tout ministère comme mesure conservatoire jusqu'au procès. **Or là il y a une erreur canonique.** Une mesure conservatoire n'est pas une peine, elle est prise par le juge quand il est saisi du dossier et, dans ce cas, elle ne peut être prise qu'après avoir entendu l'accusé (can. 1722)<sup>49</sup>. Or M. l'abbé Salenave n'a jamais été entendu à aucun moment, ni avant le précepte, ni après. C'est pourquoi cette peine de suspens a été infligée contrairement au droit. C'est pourquoi nous disons qu'il a été puni avant tout procès.

<sup>49</sup> Elle ne peut surtout, comme toute mesure conservatoire, être prise que pour des raisons objectives la rendant nécessaire. Cette nécessité peut être d'éviter la récidive, la subornation de témoins ou un éventuel scandale. Il est difficile de soutenir que de telles raisons existaient en l'espèce.

Si l'on conjugue cette mesure non fondée avec l'affirmation de culpabilité avant même le procès, on peut alors raisonnablement conclure, comme le fait l'avocat, que cette mesure est une peine et que l'accusé a été puni avant le jugement.

**Ce n'est pas la seule erreur canonique de ce procès,** regardons le canon 1341.<sup>50</sup>

« *L'Ordinaire aura soin de n'entamer aucune procédure judiciaire ou administrative en vue d'infliger ou de déclarer une peine que s'il est assuré que la correction fraternelle, la réprimande ou les autres moyens de sollicitude pastorale ne peuvent suffisamment réparer le scandale, rétablir la justice, amender le coupable* ». Quand cela a-t-il été respecté ? M. l'abbé Salenave s'est amendé de lui-même en fermant son site sans monition ni avis du Supérieur ! Et voilà qu'un mois plus tard tombe une procédure judiciaire sans crier gare ?

**C'est pourquoi nous concluons en demandant au juge de daigner en rester là et ne pas infliger de peine supplémentaire.**<sup>51</sup>

Le trouble de l'année 2012 a suffisamment causé de dégâts dans la Fraternité. **L'autorité elle-même a reconnu qu'elle avait fait certaines erreurs et avait une certaine responsabilité dans ce trouble.** Un an après ces événements, est-ce vraiment le temps de punir rétroactivement ceux qui ont été justement troublés et même si leur réaction a sans aucun doute été excessive ? Ils s'en sont excusés. Ils ont mis fin à leur faute volontairement et avant intervention de l'autorité. Ne devons-nous pas tous travailler désormais dans la paix au but essentiel de la Fraternité Saint-Pie X face au coup de Maître de Satan qui a fait de Rome maîtresse de vérité un diffuseur d'idées libérales extrêmement dangereux **pour ceux qui s'en approchent**

<sup>50</sup> Nous regrettons que l'avocat ait cru devoir suivre le code moderniste qui lui était imposé par les juges et la Maison Générale. Le droit n'est jamais neutre, la procédure non plus. On a beaucoup mieux dans le code traditionnel.

<sup>51</sup> Après la démonstration de l'injustice de la peine préalable, et de l'injustice d'un procès intenté sans que le droit l'autorise, il fallait tirer toutes les conséquences et demander que la peine préalable fût déclarée nulle. Cela ne rend pas à l'accusé injustement condamné la liberté dont il fut privé, mais cela lui restitue ses droits et sa réputation, ce qui est considérable. En outre, cela rétablit l'ordre dans toute la société et rassure ceux qui se trouveraient dans la même situation : ils savent que les juges leur reconnaîtront la protection établie par le droit.

C'est à cause de ce service qu'il rend à la société que l'avocat est un véritable auxiliaire de justice, titulaire d'une fonction officielle.



**sans prudence.** L'heure n'est plus au châtement pour les repentants. C'est pourquoi je demande au juge de ne prononcer aucune peine contre M. l'abbé Salenave en raison

1°) de la vacuité du dossier

2°) de ses dispositions actuelles de fidélité à la Fraternité Saint-Pie X et de reconnaissance de ce qui a pu être répréhensible dans ses actes par le passé.

Et ici solennellement devant ce tribunal M. l'abbé Salenave se déclare profondément affecté qu'on ait osé prétendre que, ne serait-ce qu'un seul jour, « *son intention fut de nuire et de porter atteinte à l'existence même de la Fraternité Saint-Pie X* » (décret de Mgr Fellay). Il réaffirme ici son attachement à cette Fraternité dont il est membre perpétuel.

Je terminerai en vous narrant une anecdote dont j'ai été moi-même le témoin et qui nous montre comment notre fondateur savait « passer l'éponge ». En 1988 j'étais à St Michel-en-Brenne avec M. l'abbé Buron. Lors d'un passage de Mgr Lefebvre nous prenions le café ensemble tous les trois. Durant la conversation Monseigneur nous parla de sa démission des Pères du Saint-Esprit en 1968 et de la campagne contre lui qui l'avait précédée. À l'époque M. l'abbé Buron était novice chez les Spiritains. Monseigneur nous parla de la pétition qui avait circulé parmi tous les membres de la Congrégation pour exiger sa démission. Alors M. l'abbé Buron, un peu piteux, l'interrompit en disant : « *Monseigneur, je crois qu'à cette époque, je l'avais signée cette pétition* ». Je me souviendrai toujours du rire plein de bonté de Monseigneur et du regard plein de bienveillance que l'évêque de fer adressa alors à celui qui avait coopéré à la mutinerie...

Abbé Denis Puga

\*

Ce document fut lu par M. l'abbé Salenave. L'avocat n'a pas pu plaider, le juge ayant fixé audience un jour où celui-là était retenu par son ministère à St-Nicolas-du-Chardonnet. L'accusé était donc seul face à son juge.

## Sentence du juge

Voici le texte intégral de la sentence. Nous traduisons directement quelques termes ou expressions latins.

\*

### Décision affaire Mathieu Salenave – FSSPX

Le 2 mai 2013, à 15 heures, par-devant M. l'abbé Henry Wuilloud, assisté des abbés Pier Paolo Petrucci et Vincent Quilton, assesseurs, M. l'abbé Salenave a comparu pour répondre de sa participation à des sites Internet attaquant les autorités de la Fraternité Saint-Pie X. Il lui a été donné lecture de l'acte d'accusation. Après cela, M. l'abbé Salenave a lu la plaidoirie de son avocat, M. l'abbé Denis Puga. M. l'abbé Salenave a alors pu faire valoir sa défense par oral lors d'une discussion.

### Sur le décret pénal

Le décret pénal du 7 mars 2013 constitue une mesure administrative

visée par le canon 2222 § 2 du code de 1917<sup>52</sup>. **La question de la présomption d'innocence n'est donc pas en cause ici, car il ne s'agit pas d'un procès.**<sup>53</sup>

Ce décret pénal annonce la création d'un tribunal pour juger de l'affaire. Ce tribunal sera canoniquement érigé le 18 mars 2013<sup>54</sup>. Le 9 mars,

<sup>52</sup> **En note dans le document :** 1917 Codex Iuris Senior 2222 § 2 Dans le cas d'un délit seulement probable, ou certain mais couvert par la prescription, le supérieur légitime a le droit et même le devoir de ne pas promouvoir aux ordres un clerc dont l'idonéité est douteuse et, pour éviter le scandale, d'interdire à un clerc l'exercice du saint ministère, ou même de lui retirer son office, conformément au droit. Ces mesures n'ont pas le caractère de peine.

<sup>53</sup> Ce paragraphe appelle plusieurs remarques.

La première, c'est qu'il est grave d'oser affirmer que la présomption d'innocence ne s'appliquerait pas hors des procès. C'est en tout temps et à tous qu'elle s'impose. Ne pas la respecter, c'est faire des jugements téméraires, ce que tout catéchisme dénonce. Avec le risque de médisance ou de calomnie, ce qui, de la part de titulaires de l'autorité – qu'ils soient juges ou se disent « administrateurs » – est très vite un péché grave.

Deuxième remarque. Pourquoi citer le code traditionnel alors que le juge applique le nouveau code ? D'autant plus que le code traditionnel diverge nettement du code moderniste sur ce point.

Troisième remarque. Il n'est pas honnête de faire mention du canon 2222 § 2 qui ne s'applique qu'aux délits probables ou couverts par la prescription, alors que le délit a été clairement annoncé comme certain par la Maison Générale. Il y avait d'autres canons à citer si, vraiment, on voulait justifier les mesures prises avant tout jugement. Resterait à savoir si les conditions posées par ces canons étaient effectivement remplies. Ce sont les canons 1956 à 1958.

Canon 1958. *Les décrets dont il est question aux Can. 1956-1957 ne peuvent être prononcés qu'après la citation de l'accusé, sa comparution ou sa contumace, soit après sa première audition, soit ultérieurement dans le cours du procès ; aucun recours n'est donné contre ces mêmes décrets.*

En bref : quand on ne pose pas un procès sur de bonnes bases, on ne peut que se prendre les pieds dans les tapis et, en matière pénale et publique, il est rare que les chutes ne soient pas graves.

M. l'abbé Salenave avait adressé une lettre d'excuses au supérieur général qui a été publiée dans le *Cor Unum*. Cette lettre, antérieure de 10 jours à l'érection du tribunal, ne saurait donc constituer une pièce du procès tombant sous le secret de l'instruction<sup>55</sup>.

Pour le reste, cette publication s'est faite sous l'autorité directe du Supérieur Général et notre tribunal n'a pas compétence pour en juger<sup>56</sup>. Si la défense le souhaite, elle peut faire un recours gracieux auprès de l'autorité compétente.

La défense exprime aussi ses craintes que ce décret pénal influence les juges. Seule l'analyse de la décision elle-même permettra d'établir si cette dernière est en dépendance ou non du décret pénal et de ses affirmations<sup>57</sup>. En l'espèce, et la suite de cette décision l'établira, l'accusation de participation à la lettre des 37 et au site *la sapinière* ne sera pas retenue. Cela est

<sup>54</sup> Avons-nous affaire à un document post-daté ? Le *Cor Unum* parle du 8 mars... Pourquoi cette hypothèse ? La date du 18 mars aurait l'avantage de camoufler l'irrégularité de la publication de la lettre d'excuses de M. l'abbé Salenave. Cette irrégularité fut soulevée par l'avocat qui n'avait pas encore, en septembre 2013, reçu l'acte constitutif du Tribunal qui a jugé M. l'abbé Salenave.

<sup>55</sup> En droit canonique, le tribunal est constitué à la fin de l'instruction. S'il n'est pas encore érigé, c'est qu'on se trouve bien encore dans la phase de l'instruction. L'argument est donc faux. Mais comme l'enquête fut confiée, contrairement à tout droit, par Mgr Fellay au tribunal lui-même...

<sup>56</sup> Le tribunal a compétence pour juger de tout ce qui établit la culpabilité ou l'innocence de l'accusé. Cela est tellement important qu'il peut même se saisir d'office d'un argument que la défense omettrait d'apporter. (Canon 1618)

<sup>57</sup> Le juge pousse à violer la loi. En effet, c'est avant le prononcé de la sentence que la parole des parties en cause est libre. Après celle-ci, l'affaire est tranchée, le droit est dit, personne ne peut y contredire, car le juge doit alors être supposé impartial.

Mais, bien sûr, à partir du moment où, comme nous l'avons établi, la sentence n'est ouvertement pas conforme à ce que réclame la loi, alors elle perd son caractère de jugement et donc son autorité.

suffisant pour montrer l'indépendance de l'actuelle sentence par rapport à ce décret pénal<sup>58</sup>.

En outre, le décret pénal visait à faire cesser un trouble grave pour la société, non à trancher la question de fond de la responsabilité réelle de M. l'abbé Salenave dans l'une ou l'autre des activités subversives<sup>59</sup>. Certains indices permettaient de penser que M. l'abbé Salenave aurait pu participer à la lettre des 37, notamment le fait que cette dernière rapporte des propos de Mgr Fellay dont M. l'abbé Salenave avait eu connaissance. Lors de la discussion, il admit avoir fait part aux confrères de certains propos que Mgr Fellay avait tenus à des prêtres amis et qui ont été repris dans la lettre susmentionnée. Lors de la discussion, M. l'abbé Salenave établit qu'il n'avait en rien participé à cette lettre. C'est la raison pour laquelle sa responsabilité n'a pas été retenue. On ne saurait donc arguer utilement du fait que les juges auraient été influencés indûment.

### 1. État de la question

Au cours du premier semestre 2012, M. l'abbé Mathieu Salenave a ouvert et a été l'un des responsables du site *antimodernisme.info* dont l'objet était de s'opposer à d'éventuels accords entre la Fraternité Saint-Pie X et le Saint-Siège et de dénoncer le Supérieur Général et son conseil considérés comme livrant la Tradition à la Rome moderniste.

<sup>58</sup> Ce n'est pas parce qu'on est indépendant sur un point qu'on l'est sur les autres. Surtout quand c'est l'évidence qui imposait, et non l'indépendance des juges, de ne pas retenir la participation à la *lettre des 37* et au site *lasapinière*.

<sup>59</sup> Le décret pénal aurait pu se contenter de mesures conservatoires, assorties d'une menace de peine au cas où elles auraient été violées. C'est cela un décret pénal. Mais ce n'est pas ce qu'il a fait puisqu'il a énoncé la culpabilité de l'accusé. En outre, l'avocat ne se référait pas seulement au décret pénal, mais aussi à la lettre de M. l'abbé Thouvenot, publiée le même jour, document officiel de la Fraternité Saint Pie X, qui portait bien une conclusion avant examen.

À la suite du Chapitre Général de juillet 2012, le site a continué d'exister et de dénoncer les supérieurs. Début février 2013, M. l'abbé Salenave a été découvert comme étant l'agent principal de ce site. Il l'a alors fermé.

En ces circonstances, M. l'abbé Salenave est accusé d'avoir conspiré contre son Ordinaire en la personne de Mgr Fellay et d'avoir exprimé des injures à son encontre. Ces délits tombaient<sup>60</sup> sous les canons 2331 § 2<sup>61</sup> et 2344<sup>62</sup> du code de 1917.

Ils sont aujourd'hui sanctionnés par les canons numéro 1373 et 1369<sup>63</sup> du code de 1983.

<sup>60</sup> S'ils tombaient, ils ne tombent plus. Et s'ils tombent encore sous le coup du code traditionnel, alors il faut retenir ce code et non le nouveau. Il faut être logique, sans quoi la justice n'est plus possible. Nous avons expliqué plus haut ce qu'il en était du mélange des deux codes..

<sup>61</sup> **En note dans le document** : 1917 Codex Iuris Senior 2331 § 2 : Ceux qui conspirent contre l'autorité du Souverain pontife, de son légat ou de leur propre Ordinaire, ou contre leurs ordres légitimes, et aussi ceux qui provoquent les sujets à la désobéissance envers ces personnes, doivent être châtiés par des censures ou d'autres peines; de plus, s'ils sont clercs, qu'on les prive de leurs dignités, bénéfices et autres charges; s'ils sont religieux, qu'on les prive de voix active et passive et de leur office.

<sup>62</sup> **En note dans le document** : 1917 Codex Iuris Senior 2344: Celui qui, directement ou indirectement aura couvert d'injures le Souverain pontife, un cardinal, un légat du pape, les SS. Congrégations romaines, les tribunaux du Siège apostolique et leurs officiers majeurs, ou son propre Ordinaire, en public, dans les journaux, discours ou libelles, et celui qui excite des préventions ou des haines contre les actes, décrets, décisions, sentences des mêmes personnes, doit être contraint par l'Ordinaire, non seulement à la demande de la personne offensée mais même d'office, fût-ce au moyen de censures, à donner la satisfaction voulue, et être frappé d'autres peines ou pénitences convenables, proportionnellement à la gravité de la faute et à la réparation du scandale.

<sup>63</sup> **En note dans le document** : 1983 Codex Iuris Canonici 1369 : Qui, dans un spectacle ou une assemblée publique, ou dans un écrit répandu dans le public, ou en utilisant d'autres moyens de communication sociale, profère un blasphème ou blesse gravement les bonnes mœurs, ou bien dit des injures ou

## 2. Sur les délits commis

### 2.1 Site antimodernisme.info

Nous ne nous intéressons qu'aux faits postérieurs au Chapitre Général de juillet 2012. Cependant des articles mis sur ce site antérieurement et encore à la disposition du public après cet événement seront considérés. En effet, le fait de mettre et de maintenir sur un site un article inapproprié<sup>64</sup> constitue un délit continu.

La défense fait valoir l'insuffisance des preuves que constitue le cache Google de pages d'un site fermé. Elle fait notamment valoir que ces pages ne sont pas datées. **À cela, il faut répondre, que la procédure extrajudiciaire du canon 1720 du code de 1983 n'exige pas de preuves aussi rigoureuses que la procédure judiciaire<sup>65</sup>.** Quant à la date des documents, les caches Google indiquent l'état des sites à une date précise. Ces dates sont largement postérieures à juillet 2012. Quant à la « lettre à nos confrères prêtres » numéros 2 et 3, elles ont été écrites postérieurement au Chapitre de

excite à la haine ou au mépris contre la religion ou l'Église, sera puni d'une juste peine.

<sup>64</sup> Si chaque auteur d'article « inapproprié » est coupable de délit, l'ère des procès n'est pas terminée, comme le faisait remarquer l'avocat. Un juge se doit d'utiliser les bons termes et, surtout, de les définir. On peut toujours estimer qu'un article est « inapproprié », le problème est de savoir s'il a troublé l'ordre public et en quoi. Il fallait écrire « contraire à tel saint canon » ou « est contraire à telle loi ». Cela aurait permis de bien définir ce qui est en cause et de pouvoir y répondre au besoin.

<sup>65</sup> Rigoureuses ou non, des preuves doivent être des preuves, c'est-à-dire la manifestation d'une certitude.

De plus, c'est dans les procès dits administratifs que les preuves doivent être plus rigoureuses, précisément parce que manquent les garanties de la procédure. Des preuves moins rigoureuses peuvent toujours être critiquées dans la procédure judiciaire, mais pas autant dans la procédure dite administrative. C'est pourquoi le code traditionnel n'autorisait la condamnation par précepte (et non la procédure « administrative ») que dans les cas où la preuve était hors de toute discussion et le délit certain. Dans tous les autres cas, il fallait suivre les procédures judiciaires, ce qui est on ne peut plus normal.

2012, et les copies de sites versées au dossier établissent suffisamment qu'elles ont été publiées sur le site de M. l'abbé Salenave.

Au 5 février 2013 on pouvait lire sur ce site un article intitulé « La politique de Menzingen est une impasse. » En chapeau, on lisait « *Plusieurs confrères ont émis le vœu que lors du prochain Chapitre de la Fraternité Saint-Pie X soit posée la question de la démission du Supérieur général et de ses assistants.* » L'article se concluait par ce texte : « *Menzingen s'est disqualifiée et a perdu toute autorité morale pour gouverner la Fraternité Saint-Pie X ou pour représenter la tradition.* » Ce texte constitue une incitation à la désobéissance<sup>66</sup> et tombe sous le canon 2331 § 2 du code de 1917 et sous le canon 1373 du code de 1983<sup>67</sup>.

<sup>66</sup> Il n'est pas du tout évident que de déclarer qu'un supérieur est disqualifié et qu'il a perdu toute autorité morale soit une incitation à la désobéissance.

D'abord parce que dans certains cas graves cette déclaration est nécessaire pour arrêter la chute. Ces cas sont rares, certes, mais ils peuvent arriver.

Ensuite, parce qu'on peut constater la perte d'autorité tout en continuant à obéir précisément pour ne pas envenimer la situation. C'est ce qu'a fait M. l'abbé Salenave.

Même dans le cas où cette accusation serait injuste, elle serait une offense, mais pas une incitation à la désobéissance. De même que l'abus de confiance n'est pas un vol, que l'attentat à la pudeur n'est pas un viol, que la désobéissance n'est pas une sédition, etc.

Quant à demander au Chapitre de considérer la démission du Supérieur Général et de ses assistants, s'agissant de supérieurs élus et quand la demande est fondée, elle est juste puisque, précisément, elle remet à ceux qui en ont la charge le soin de décider.

C'est le caractère public de la demande qui est éventuellement plus contestable. Et c'est précisément parce qu'elle est contestable, c'est-à-dire pas mauvaise à l'évidence ni toujours, que les juges auraient dû distinguer et analyser avec précision pour établir un jugement incontestable. C'est le seul moyen de mettre de l'ordre. Sinon on paralyse toute possibilité de réaction, même en cas de péril commun, comme ce fut le cas en l'espèce.

Évidemment, si l'on considère qu'il n'y eut pas péril commun et que rien n'était contestable dans les actions et les paroles du Supérieur Général et de ses

(suite de la note page suivante)



Par ailleurs, en haut des pages du site *antimodernisme.info* on lit : « *Les textes de résistance sont rédigés par des prêtres de la Fraternité Saint-Pie X opposés au ralliement à la Rome moderniste.* » Implicitement, cela signifie que le Conseil Général<sup>68</sup> désire et prône un tel ralliement qui serait un pacte avec le modernisme *ut sic*, en tant que tel.

Une telle assertion, affirmée sans nuances, présente un caractère injurieux et tombe sous le canon 2344. En outre, ce jugement est au moins téméraire. L'on peut avoir des avis divergents sur le caractère prudentiel<sup>69</sup> ou opportun d'accord avec Rome, mais les sujets ne sont pas autorisés à s'en prendre à leurs supérieurs par voie de presse ou Internet. Ils ont une obligation de réserve. En revanche, il leur est permis de s'adresser à leurs supérieurs et de donner tout avis qu'ils jugeront opportun. C'est donc bien la manière d'agir qui est mise en cause ici<sup>70</sup>.

Le site *antimodernisme.info* a aussi publié les lettres aux confrères numéros 2 et 3. Dans sa réponse écrite à son interrogatoire, l'abbé Salenave reconnaît avoir publié ces numéros. La simple publication de ces lettres sans

assistants, alors autant le dire clairement pour qu'on soit fixé. C'est même un devoir.

<sup>67</sup> Encore une fois les deux codes. Est-ce pour donner une apparence de sérieux au code moderniste ?

<sup>68</sup> Mais, précisément, si des prêtres, de bons prêtres, craignent à tort un ralliement, ne fallait-il pas se poser la question pourquoi ils en étaient arrivés là ?

<sup>69</sup> C'est en réalité là que gît tout le problème. Pour Mgr Fellay, cet accord n'était que prudentiel ; les prêtres opposés montrent bien pourtant que la foi est en jeu. S'il ne s'agissait que de prudence, on pourrait dans une certaine mesure accepter l'argument. Dans une certaine mesure seulement car, prudentiel ou pas, quand le bateau va droit sur un récif, il faut donner un coup de barre. Mais, quand il s'agit de la foi, alors il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes...

<sup>70</sup> S'il s'agit d'un acte prudentiel, soit, c'est la manière d'agir qui est en cause. Mais si, comme M. l'abbé Salenave l'affirme, la foi est en cause, alors un bon jugement ne peut pas se contenter de réprouver la manière d'agir seulement, car cela ne suffit pas à rétablir l'ordre. Le jugement doit alors montrer la fausseté de l'affirmation en elle-même. Le jugement que nous commentons instaure une obéissance universelle, même en matière de foi. C'est grave.

aucune restriction sur un site équivalent à une approbation au moins tacite<sup>71</sup>. Ces lettres présentent un caractère subversif et injurieux. *Antimodernisme* écrit en chapeau de la lettre à nos confrères prêtres numéro 2 : « *les fidèles peuvent donc interroger leur prêtre à ce sujet et juger par eux-mêmes du degré de libéralisme chez leurs pasteurs.* » Certes ce n'est pas le Supérieur général qui est mis en cause, mais les autres confrères en général. Cela ne peut que faire naître la suspicion et la division parmi les fidèles et les prêtres.

Un peu plus loin cette même lettre numéro 2 affirmait : « *Quand un supérieur devant un problème si grave fait preuve d'une telle légèreté et entretient un tel flou, on est stupéfié. Saint Bernard, écrivant filialement à Eugène III, avait raison : C'est une chose monstrueuse qu'un rang suprême et un caractère bas* ». Nul ne peut nier le caractère injurieux de ce passage<sup>72</sup>.

« *Erarre humanum est, sed perseverare diabolicum, Il est humain de se tromper, mais persévérer est diabolique !*

*Le libéralisme de nos supérieurs est un châtement pour notre congrégation.* » Cela laisse entendre la persévérance et la pertinacité des supérieurs dans le mal, ce qui revêt un caractère injurieux.

Certes, ces propos ne sont pas directement ceux de M. l'abbé Salenave, mais celui-ci les assume en les publiant. Dans le questionnaire écrit, M. l'abbé Salenave écrit : « *Je suis responsable de la publication des documents sur le site.* »

## 2.2 Fuite du prieuré d'Albano

Le 25 avril 2013, Monsieur l'abbé Salenave a quitté le prieuré d'Albano sans permission des supérieurs, allant directement contre le décret pénal du 7 mars 2013 qui lui interdisait de quitter cette résidence sans l'accord exprès du Supérieur général ou de l'un de ses assistants. M. l'abbé Salenave a fait

<sup>71</sup> Après l'implicite, voici le tacite... c'est un peu court pour condamner.

<sup>72</sup> Où est l'injure puisque saint Bernard écrit filialement ? N'y a-t-il pas lieu d'avertir le Supérieur Général, comme le faisait saint Bernard ? Si on déconnecte cette affaire du fond, il n'est pas difficile de condamner.



valoir que M. l'abbé de Cacqueray lui avait transmis par téléphone que Mgr Fellay n'y voyait pas d'obstacle. Nous ne retiendrons donc pas ce grief.

### 3. Sur les divers revirements

Le 25 avril 2013, à la suite de la transmission d'un interrogatoire préparé par le juge, M. l'abbé Salenave a quitté le prieuré d'Albano et a envoyé le message SMS suivant à M. l'abbé Petrucci :

*« Ma conscience me reprochant cette lettre d'excuses et choqué par les procédés de Menzingen à l'égard d'un prêtre qui n'a jamais recherché que la défense de la foi et de défendre la tradition : j'ai donc quitté Albano cet après-midi pour me rendre en un lieu où je suis reçu comme un prêtre qui n'a jamais fait du mal. Ne vous inquiétez pas pour moi. Je prie aussi le bon Dieu pour que vous et vos bons confrères puissiez voir où veut nous mener Menzingen. Gardons fièrement notre liberté de prêtre au service du Christ Roi ! Abbé Mathieu Salenave » 25 avril, 22 h 02*

On lit sur le site *lasapiniere.info* le texte suivant :

*Devant tant de cruauté, de malhonnêteté et de duplicité... M. l'abbé Salenave refuse le procès inique qu'on lui préparait. Il a quitté l'Italie et a trouvé asile à [xxx] où il va se reposer et refaire ses forces avant de reprendre le bon combat de la foi. En quittant le prieuré d'Albano, il a laissé cette lettre datée du 25 avril 2013 sur son bureau :*

*« J'ai quitté le prieuré cet après-midi pour rejoindre les confrères dans la résistance au ralliement. J'ai été outré par la diffusion de ma lettre d'excuses à caractère exclusivement confidentiel. Je ne peux donc rien espérer d'un procès qui cherche uniquement à noircir ceux qui résistent au ralliement et à blanchir ceux qui veulent se rallier à « la Rome de tendance moderniste ». Je regrette sincèrement cette lettre d'excuses que j'ai rédigée à la va-vite et dans un moment de trouble et qui exagère et fausse ce que je pense réellement de mon action. Je ne regrette en rien Antimodernisme.info et si c'était à refaire, je recommencerais. En Jésus et Marie. Abbé Mathieu Salenave. »*

Sur une autre page du même site, il est précisé que la phrase précitée a été publiée avec l'accord de M. l'abbé Salenave. Au cours de la comparaison, ce dernier a rejeté les allégations de *lasapiniere*.

M. l'abbé Salenave a ainsi fait volte-face à plusieurs occasions. Cependant, les explications qu'il a fournies semblent suffisantes et ont été retenues par le tribunal.

### 4. Sur la gravité des délits

Les peines prévues par le canon 2331 § 2 montrent suffisamment la gravité de ce<sup>73</sup> délit. En effet, la peine obligatoire, selon ce canon, est la privation de toute dignité, bénéfice et autres charges et, pour les religieux, de leur office. Quant aux propos injurieux envers son propre Ordinaire visés par le canon 2344 il prévoit des peines médicinales telles que les censures pour conduire le coupable à résipiscence. Pour mesurer la gravité de ces fautes, il faut tenir compte du scandale. On peut noter que le site *antimodernisme.info* a été un des premiers sites subversifs. Il a pu donner l'exemple à d'autres sites tels que celui de *lasapiniere.info*.

On doit noter cependant que Monsieur l'abbé Salenave dans le choix des textes a été en général assez mesuré et que le témoignage de Mademoiselle [xxx] rend compte de manière satisfaisante de l'esprit de ce site :

*« Comme collaboratrice sur le site antimodernisme, j'ai eu plusieurs conversations avec Monsieur l'abbé sur le but de ce site : il en revenait toujours à ce qui était l'objectif au départ : la publication de textes de fond, de réflexion sur les grands sujets du libéralisme ou de la crise de l'Église. Mais lorsqu'il recevait un texte plus polémique, il le laissait publier, quitte à le retirer quelques jours plus tard. J'ai été plusieurs fois étonnée de ces revirements dus à des influences extérieures<sup>74</sup>. »*

<sup>73</sup> Quel délit ?

<sup>74</sup> Voilà qui ne détermine pas seulement la gravité du délit, mais sa nature. Y a-t-il appel à la désobéissance et injures à publier des textes de fond et de réflexion ? Quant aux textes plus polémiques, le juge devait les citer et les analyser pour établir en quoi consistait la polémique, quelles en étaient les conclusions, ainsi que les conséquences.

### 5. Sur l'imputabilité.

Il est établi que M. l'abbé Salenave a publié les textes les plus polémiques à l'instigation de confrères. Il a montré sa bonne volonté en fermant de lui-même le site *antimodernisme* lorsqu'il a été découvert sans que cela lui ait été demandé par l'autorité.

Cela diminue donc sa responsabilité. En outre M. l'abbé Salenave a fait valoir qu'il a agi de bonne foi après avoir pris conseil des confrères qu'il estimait être avisés. On peut donc admettre que son erreur diminue l'imputabilité des délits susmentionnés. Cependant, en sa qualité de prêtre, M. l'abbé Salenave aurait dû savoir que ce genre de procédé ne convenait pas<sup>75</sup>. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons l'excuser de toute faute. Cette diminution de l'imputabilité nous porte donc à mitiger la peine.

### 6. Sur la peine

Eu égard à la gravité objective du délit, une peine de deux ans de réduction *ad missam* (pas d'apostolat direct auprès des fidèles, mais un apostolat<sup>76</sup> de type administratif ou manuel) paraît proportionnée.

Cependant, en raison de la diminution d'imputabilité, il serait inéquitable d'imposer effectivement cette peine. C'est la raison pour laquelle nous condamnons M. l'abbé Salenave à une privation de ministère actif avec résidence forcée dans une maison de la Fraternité déterminée par le Supérieur général. Depuis le 8 février<sup>77</sup> 2013, M. l'abbé Salenave est déjà en

Si, comme l'affirme le juge, le témoignage de Mlle X rend compte de manière satisfaisante de ce site, c'est dès le début de l'argumentation qu'il fallait l'apporter, pas à la fin.

<sup>75</sup> Si cela ne « convenait pas » il y aurait là tout juste matière à blâme ou à pénitence, pas à peine. Voir ce que nous avons écrit plus haut sur l'usage du terme « inapproprié » (note 64, page 102.)

<sup>76</sup> Le juge veut probablement parler non d'*apostolat* mais d'*activité* de type administratif ou manuel.

<sup>77</sup> Depuis le 8 mars et non le 8 février !

résidence à Albano sous ce même régime, c'est la raison pour laquelle nous considérerons que ce séjour à Albano constitue une partie de la peine à accomplir. En conséquence M. l'abbé Salenave restera sous cette peine de privation de ministère actif jusqu'au 8 juin 2013. Le Supérieur général indiquera à M. l'abbé Salenave la maison dans laquelle il doit se rendre. Tout au long de cette période, le supérieur local veillera à ce que M. l'abbé Salenave n'ait pas accès à l'Internet.

Au jugement du Supérieur de district<sup>78</sup>, s'il y a des nécessités d'apostolat, ce dernier pourrait demander à M. l'abbé Salenave d'aider les confrères alors même que la peine susmentionnée n'est pas purgée.

Nous demandons aussi, respectueusement, au Supérieur général, de bien vouloir prendre un décret pénal à l'encontre de M. l'abbé Salenave. Par ce décret, il lui serait interdit de participer activement, par lui-même ou par d'autres, à tout site, forum, blog... Par participation active, nous entendons ici la publication sur ces médias de tout article, considération ou écrit. Peu importe que M. l'abbé Salenave soit l'auteur de ces écrits ou non. Si au cours des trois ans qui suivront ce décret pénal M. l'abbé Salenave venait à y manquer, il encourrait, par le fait même, la peine d'une réduction *ad missam* de deux ans déjà été évoquée ci-dessus<sup>79</sup>.

### 7. Sur les réparations

Par son comportement, M. l'abbé Salenave a été cause de scandale pour ses confrères, les fidèles et ses collaborateurs sur Internet. Il lui est donc demandé de réparer ce scandale. Conformément à l'esprit du canon 2344 du

<sup>78</sup> Mgr Fellay a nommé M. l'abbé Salenave au prieuré de Sierre en Suisse. Le Supérieur de ce District est M. l'abbé Wuilloud, le juge de M. l'abbé Salenave. Et son prieur est M. l'abbé Vonlanthen, l'ancien secrétaire particulier de Mgr Fellay et notaire du décret pénal. Les choses sont prises au sérieux : M. l'abbé Salenave est bien surveillé.

<sup>79</sup> Mais pourquoi le demander au Supérieur Général, alors que celui-ci a demandé aux juges de juger ? Et puis, le décret n'étant pas pris, comment définir par avance la peine au cas où l'intéressé y manquerait ?

code de 1917<sup>80</sup>, M. l'abbé Salenave ne pourra exercer aucun ministère actif en dehors de la célébration de la messe tant qu'il n'aura pas offert la réparation convenable, et ce même à la demande du Supérieur de district. En outre, la peine de privation de ministère actif sera prorogée jusqu'à ce que M. l'abbé Salenave ait offert lesdites réparations.

– **Vis-à-vis des confrères**, il lui est demandé de rédiger une lettre qui sera publiée à l'intention des prêtres de la Fraternité. Dans cette lettre, il exposera les motifs théologiques qui établissent le caractère gravement désordonné de ses publications sur Internet. Il ne s'agit pas ici de s'exprimer sur l'opportunité ou l'inopportunité des accords avec Rome, mais de montrer en quoi ces publications ont gravement manqué au respect dû à l'autorité et au bien commun de la société. À l'occasion de cette lettre, M. l'abbé Salenave pourra faire savoir à ses confrères qu'il n'a pas participé à la lettre des 37, ni au site *lasapiniere*<sup>81</sup>.

– **Pour les fidèles**, le scandale provient surtout des allégations récemment parues sur *lasapiniere* suite au départ de M. l'abbé Salenave d'Albano. Il lui est demandé de rejeter ou de dénoncer la fausseté de ces allégations par le moyen d'un communiqué bref qui pourra être publié sur *DICI*. M. l'abbé Salenave veillera à rétablir la réputation de la maison d'Albano qui a été présentée faussement comme une prison odieuse.

– **Enfin par rapport aux personnes** qu'il a amenées à collaborer avec lui dans ses activités délictueuses sur Internet, nous lui demandons de leur écrire dans le même sens et, le cas échéant, de les inviter à cesser cette activité en exposant les motifs adéquats, notamment la personne qui écrit sous le pseudonyme Gentiloup.

<sup>80</sup> Le tribunal se sert du code traditionnel quand il lui permet d'en tirer un esprit de sévérité et du code moderniste quand il le dispense de rigueur dans l'administration des preuves.

Quant à offrir réparation, qui a causé du scandale ? La Maison Générale en troublant la Fraternité ou ceux qui ont osé réagir comme, par exemple, les trois évêques ?

<sup>81</sup> C'est donc à M. l'abbé Salenave, victime des injustices de la Maison Générale, de réparer les calomnies du communiqué de M. l'abbé Thouvenot.

M. l'abbé Salenave voudra bien transmettre à notre tribunal ces trois lettres avant de les envoyer. Le juge dira s'il les agrée. Si les deux premières sont jugées adéquates, le juge les transmettra au Secrétaire Général. Quant aux troisièmes, M. l'abbé Salenave les enverra lui-même. Ces lettres ne porteront d'effet juridique qu'après leur acceptation et leur envoi à qui de droit.

## 8. Voie de recours

Il est fait part à M. l'abbé Salenave de la possibilité de faire un recours hiérarchique de cette décision auprès du Supérieur général dans un délai de 10 jours utiles à compter de la notification de cette présente décision au condamné.

Fait à Albano, le 3 mai 2013.

Abbé Henry Wuilloud, Juge  
Abbé Vincent Quilton, Assesseur.<sup>82</sup>

\*

Voici notre commentaire final :

Outre que le droit n'est pas respecté, nous l'avons montré dans les notes, dans le procès de M. l'abbé Salenave tout est à l'envers.

1. Les juges n'avaient à l'origine que des indices ou des soupçons. C'est l'accusé qui a dû, lors de ses interrogatoires, leur déclarer ce qu'il avait fait. L'avocat le relève à juste titre.

2. Les juges demandent à M. l'abbé Salenave de rédiger une lettre qui expliquera le caractère gravement désordonné de ses actions. Mais c'est au juge qu'il appartient d'établir le caractère gravement désordonné des actions

<sup>82</sup> M. l'abbé Petrucci n'a pas signé. En outre, qui est le rédacteur de cette décision ? Nous ne reconnaissons pas le style de M. l'abbé Wuilloud, mais reconnaissons bien celui de M. l'abbé Quilton.

de l'accusé et d'en donner, dans un procès ecclésiastique, les raisons théologiques. L'accusé, lui, n'a aucune compétence pour ce faire et, surtout, aucune autorité.

Il lui revient dans un procès normal, de se soumettre à la décision prise, mais non de la justifier, encore moins d'être chargé par le juge de la porter lui-même. Mais nous ne sommes à l'évidence pas dans un procès normal.

Pis, s'agissant d'un accusé de bonne foi – et les juges ont reconnu que tel était le cas de M. l'abbé Salenave – il était persuadé avoir de bonnes raisons pour agir comme il l'a fait. Comment les trouvera-t-il mauvaises à moins d'être hypocrite et de se renier ?

Ce sont les régimes tyranniques qui exigent l'auto-condamnation de l'accusé. Cela provoque l'écrasement moral de l'accusé et sa dépersonnalisation. Les communistes chinois exigeaient toujours que leurs condamnés reconnussent avoir travaillé contre le peuple en collaborant avec les capitalistes. Le monde contemporain est plein de ces exigences d'auto-condamnation.

3. Enfin, derrière les agissements de M. l'abbé Salenave, il y a bien un problème doctrinal, mais qui vient de la Maison Générale et non de M. l'abbé Salenave. Et cela, le juge lui interdit de l'évoquer.

Or, une question doctrinale est objective. Elle ne se résout pas par une simple décision de justice.

En demandant à M. l'abbé Salenave de se condamner théologiquement, les juges déplacent le problème et absolvent la Maison Générale sans même examiner le problème doctrinal qu'elle a soi-même posé.

M. l'abbé Salenave a jugé bon de répondre positivement à ces demandes des juges, mais il a eu le courage de ne pas contredire sa cause et de présenter de simples excuses, sans fausses raisons. Cela n'était évidemment pas conforme à ce qui lui était demandé par les juges et fut refusé. La Maison Générale n'a pas osé aller plus loin, mais elle n'a pas cassé la demande exorbitante faite par les juges. Le principe demeure donc. La jurisprudence est établie sans être contredite.

4. Il faut également savoir que M. l'abbé Salenave, début février 2013, deux jours après la diffusion sur *antimodernisme.info* de la « lettre ouverte à l'abbé Lorans, cofondateur du GREC et responsable de la communication de la Fraternité Saint-Pie X », fut convoqué par M. l'abbé Wailliez, supérieur

du district de Belgique, au nom de la Maison Générale, pour lui faire savoir qu'elle était informée de son activité sur Internet.

Le 6 février 2013 il ferma le site *antimodernisme.info*. En fin de semaine, M. l'abbé Wailliez lui manifesta la satisfaction de la Maison Générale.

M. l'abbé Salenave interrogea alors son supérieur sur les mesures qui seraient prises contre lui. M. l'abbé Wailliez lui signifia qu'il ne subirait aucune sanction quoique Mgr Fellay pensât qu'il avait péché gravement.

Mais quelques jours plus tard, on lui fit comprendre qu'une lettre d'excuses serait la bienvenue. M. l'abbé Salenave expliqua que la chose serait difficile, sa conscience ne lui reprochant rien. Il n'avait été, en effet, qu'un de ces « *prêtres qui auront un problème de conscience et s'opposent à l'autorité* », pour reprendre les mots de Mgr de Galarreta.

On en était resté là, lorsque, le 7 mars, tomba le décret pénal.

La parole donnée n'avait pas été respectée.

En sera-t-il autrement avec M. l'abbé Pinaud ?

## **Chapitre 5**

### **Procès de M. l'abbé Pinaud**



## Déclaration de procédure

Le 15 avril, M. l'abbé Pinaud recevait de M. l'abbé Quilton la lettre suivante.

\*

Monsieur l'abbé,

Le 7 mars dernier, notre Supérieur Général rendait un décret à votre rencontre vous enjoignant de vous rendre au prieuré de Jaidhof. Le décret annonçait l'ouverture d'un procès pénal pour juger de votre éventuelle participation au site de *la sapinière.info*. Monseigneur Fellay, mis directement en cause sur ce site, a préféré ne pas juger lui-même ces agirs et a préféré instituer un tribunal ad hoc. M. l'abbé Henry Wuilloud a été établi juge et il sera assisté de deux assesseurs en la personne de M. l'abbé Pierpaolo Petrucci et de moi-même. C'est donc à ce titre et mandaté par M. l'abbé Wuilloud que je m'adresse à vous.

Le document en annexe<sup>83</sup> rappelle la position officielle de la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X sur le code de 1983 et son emploi. En application de ces principes, votre affaire sera jugée selon la procédure dite extrajudiciaire ou administrative du canon 1720 du nouveau code. Sur le fond, nous juge-

---

<sup>83</sup> C'est le document *Position officieusement officielle sur le code de 1983*, page 50.

rons selon le code de 1983, tout en ramenant ces nouvelles dispositions, autant qu'il convient, à celles du code de 1917.

La procédure administrative est une procédure simplifiée qui prévoit, après l'enquête préalable, la comparution de l'accusé devant le juge et les assesseurs. À cette occasion les charges sont communiquées à l'accusé et il lui est donné la possibilité d'exposer sa défense. Le juge assisté des assesseurs rendra alors sa décision. Le droit ne prévoit pas la présence d'un avocat, cependant, si vous le désirez, vous pourrez vous faire assister d'un confrère formé en droit canonique pour vous conseiller dans votre défense<sup>84</sup>. Ce prêtre faisant office d'avocat devra préalablement être agréé par le tribunal. Ordinairement<sup>85</sup>, la procédure extrajudiciaire ne permet que de prononcer des peines qui n'ont pas un caractère définitif.

En la présente affaire, vous êtes notamment accusé des délits sanctionnés<sup>86</sup> par les canons 2331 § 2 et 2344 § 2 du code de 1917 et les canons correspondants du code de 1983, à savoir les canons 1373 et 1369.<sup>87</sup>

<sup>84</sup> Il est vrai que le « droit » nouveau ne prévoit pas l'assistance d'un avocat, ce qui, en dehors des cas évidents et certains, est contraire au droit des nations civilisées. Cependant le droit de la Fraternité Saint Pie X en édicte la nécessité, aux termes de la décision du Chapitre Général de 2006, rappelée ci-dessus, page 48. Le droit traditionnel, lui, édicte que l'avocat est rigoureusement nécessaire dans les causes pénales et que, si l'accusé ne « désire » pas en choisir un, on le lui nommera d'office (canon 1665). Tous les droits des pays de même. (Nous n'avons pas vérifié quant à l'URSS, ni à l'Arabie Saoudite.)

<sup>85</sup> Ordinairement ! Après avoir choisi d'appliquer le code moderniste, serait-il permis d'en prendre et d'en laisser ? Il édicte en son canon 1342 : « Les peines perpétuelles ne peuvent pas être infligées ou déclarées par décret, ni les peines que la loi ou le précepte qui les a établies interdit d'appliquer par décret. » Le droit traditionnel, lui, exige que les peines lourdes soient prononcées par cinq juges, cinq. Canon 1576 : « Les causes relatives à des délits entraînant la peine de déposition, de privation perpétuelle de l'habit ecclésiastique ou de dégradation, sont réservées à un tribunal de cinq juges. »

<sup>86</sup> Sanction : approbation d'une chose. Peine ou récompense qu'une loi porte pour assurer son exécution. Étymologie : *sanctum*, saint, supin de *sancire*, voir « saint » (Littré). Lorsqu'une chose est sanctionnée, c'est qu'elle est déclarée

(suite de la note page suivante)

La date de votre comparution n'est pas encore fixée, mais nous ferons notre possible pour qu'elle ait lieu rapidement. Une citation à comparaître vous sera alors envoyée.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement supplémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'abbé, l'expression de mes salutations confraternelles et je vous assure de mon religieux dévouement.

Abbé Vincent Quilton

\*

Pour la première fois, à notre connaissance, dans les procès menés dans la Fraternité Saint-Pie X, l'usage de la procédure « administrative » est déclaré comme allant de soi, et ce par un de ses officiers. Il s'agirait d'un « rappel de la position officielle de la Fraternité Saint-Pie X ». Il serait quand même nécessaire de nous dire d'où ces affirmations tirent leur caractère officiel. Rien ne fut publié dans l'organe officiel *Cor Unum*.

Nous-même, qui avons eu à défendre des affaires pénales auprès de la Maison Générale, n'avons reçu aucun texte officiel définissant de telles positions. Nous défendions nos causes en nous appuyant sur le code traditionnel et les principes de la justice, mais nous découvrions au fil des affaires que la réalité était bien différente : nous avons toujours dû constater que les supérieurs majeurs de la Fraternité Saint-Pie X agissaient comme si de tels textes existaient et de telles consignes avaient été établies.

Appartenant à la Commission Saint-Charles-Borromée, chargée des questions canoniques pour le Fraternité Saint-Pie X et la Tradition, nous avons bien été informé de façon officieuse par Mgr Tissier de Mallerais, son président, que quelque chose se tramait. Nous avons su que la Maison Générale envisageait d'adopter les procédures du code moderniste et que Mgr Tissier de Mallerais était intervenu contre cette dérive. Mais c'est tout.

sainte et juste. Ce n'est donc pas le délit qui est sanctionné, mais la mesure portée par la loi. Le délit, lui, est réprimé par la sanction de la loi.

<sup>87</sup> Ces canons sont cités en note de la lettre.

Il semble donc bien que des décisions réelles définissent nos positions, mais aient été tenues secrètes. Reste à savoir pourquoi.

Deux raisons peuvent l'expliquer. La première est l'accord avec Rome. La déclaration doctrinale du 15 avril 2012 reconnaît le code moderniste. Certes, cette déclaration doctrinale n'a obtenu aucun effet juridique puisque aucun accord ne fut conclu, mais la nature d'une déclaration doctrinale n'est pas d'obtenir un effet juridique, mais un effet doctrinal. Or, cette doctrine ne fut pas rétractée. Et, sur ce point précis du droit, on constate qu'elle est bel et bien appliquée.

La deuxième raison de cette "position officielle" des supérieurs majeurs va nous être démontrée par l'analyse même des textes.

M. l'abbé Quilton affirme que « en application de ces principes, votre affaire sera jugée selon la procédure dite extrajudiciaire ou administrative du canon 1720 du nouveau code ».

Mais rien dans les principes qui prétendent introduire le code moderniste dans la Fraternité Saint-Pie X n'indique qu'il faudrait suivre cette procédure plutôt que la procédure normale. Rien non plus dans le « nouveau Code » lui-même n'impose cette procédure.

Par contre, oui, il est clair que, à partir du moment où le nouveau « code » laisse à l'évêque le libre choix de suivre la procédure qu'il veut (canon 1718) et ne lui donne aucune consigne, aucun critère pour ce faire (canon 1720), celui-ci préférera naturellement cette procédure tellement moins contraignante pour les supérieurs. « Procédure simplifiée », « moins rigoureuse en matière de preuve », c'est ce qu'a écrit M. l'abbé Quilton.

On a vu où cela menait : un tribunal qui n'en est pas un, un « procureur » qui juge, des mesures conservatoires qui ont tout l'allure de peines, et une condamnation avant procès. La suite va le confirmer au-delà de nos craintes.

La pratique romaine montre elle-même le mauvais exemple. Nous avons sous les yeux une lettre de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi qui édicte dans une autre affaire que nous avons essayé de défendre : « Étant donné qu'il ressort notamment de ce recours que l'accusé nie en partie les faits qui lui sont reprochés et qu'il estime, par ailleurs, n'avoir pas pu

présenter sa défense de manière suffisante, ce Dicastère retient comme **opportun**, et vous charge par conséquent d'intenter un procès administratif pénal à l'intéressé selon les dispositions du can. 1720 du Code de Droit canonique, en vous accordant pour cela la dérogation à la prescription<sup>88</sup>. »

« Opportun », tout est dit, il n'y a plus de règles<sup>89</sup>. C'est en cela que le nouveau « droit » n'est pas du droit et le code moderniste de « droit » canonique est irrecevable.

Mais il y a plus grave, encore, c'est ceci : « Sur le fond, nous jugerons selon le code de 1983, tout en ramenant ces nouvelles dispositions, autant qu'il convient, à celles du code de 1917. » C'est clair : la règle n'est plus la Tradition, mais le code moderniste, y compris sur le fond. Et puis, quand l'administrateur-juge estimera que cela convient – selon quels critères, on ne sait – il prendra des miettes du code traditionnel. Rien ne peut exprimer plus clairement l'arbitraire, présenté comme allant de soi, qui plus est.

Nous ne pouvons que répéter ce que nous écrivions plus haut : c'est comme si on voulait prendre ce qu'il y a de bon dans la nouvelle liturgie en complétant avec l'ancienne.

<sup>88</sup> Dérogation à la prescription : autre injustice que nous ne commentons pas, mais qui montre l'arbitraire tyrannique des modernistes qui se permettent ainsi de poursuivre des coupables ou des supposés coupables indéfiniment. Le code traditionnel avait trouvé le moyen d'assurer la paix publique sans écraser les particuliers. Les modernistes n'hésitent pas, quand ils le jugent opportun, de déroger à la prescription. Dans cette affaire dont traitait la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, c'était la deuxième fois qu'il était dérogé à la prescription. Comment peut-on conserver l'ordre en paix si tout peut être remis en question et si les sujets ne sont sûrs de rien ?

<sup>89</sup> Voici l'article du dictionnaire *Littre* sur "opportun" : qui est à propos. Exemples : "Fille qui sait son monde à raison opportune." "Si votre bon génie attend l'heure opportune." Étymologie : *ob* et *portus*, *port* : qui est au port.

Le *Littre* définit opportunité : occasion favorable.

## Les Pièces du dossier d'accusation

Après cent quarante jours d'attente en Autriche depuis son décret pénal le privant de tout ministère, M. l'abbé Pinaud recevait cette lettre :

« Le 25 juillet 2013,

Monsieur l'abbé,

*M. l'abbé Wuilloud me charge de vous transmettre l'acte d'accusation dans l'affaire qui vous oppose à la Maison Générale. Ce document vous est envoyé afin que vous puissiez présenter votre défense, par vous-même ou par un défenseur agréé. Une fois en possession de votre défense, le juge, assisté de ses assesseurs, aura alors à prendre la décision vous concernant. Cette décision pourra faire l'objet d'un recours auprès du Supérieur Général. Il vous est accordé un délai de trente jours à compter de la réception de cette lettre pour présenter les éléments de votre défense. Je vous prie d'agréer, Monsieur l'abbé, l'expression de mes salutations confraternelles.*

*Abbé Vincent Quilton »*

À cette lettre étaient joints l'acte d'accusation et les vingt-deux pièces sur lesquelles il se fondait.

Nous donnons ces pièces dans l'ordre où elles étaient présentées. Nous les faisons à chaque fois précéder d'une courte présentation. Puis un astérisque sépare cette présentation et la pièce elle-même.

### Pièce 1 : Narration des faits

Cette pièce n° 1 a été rédigée par M. l'abbé Quilton. Nous la donnons in extenso y compris son titre.

\*

#### Narration des faits dans l'affaire des pièges tendus par courriel aux abbés Pinaud et Rioult :

Lors de la parution par la poste et sur Internet de plusieurs lettres anonymes « aux confrères prêtres », plusieurs abbés, outrés de la manière subversive et de plus en plus audacieuse de ces actions, cherchèrent à identifier les coupables. M. l'abbé Wailliez avait des suspicions sérieuses sur certains confrères comme les abbés Salenave, Pinaud et Rioult.

L'abbé Wailliez créa une adresse fictive [nicolas\\_pinaud@yahoo.fr](mailto:nicolas_pinaud@yahoo.fr) au nom de l'abbé Pinaud et s'en servit entre trois et cinq fois pour piéger des confrères ou laïcs impliqués dans la rébellion. L'abbé Rioult fut le premier visé... et le premier à mordre et à se dévoiler. Mgr Williamson fut aussi pris au piège et envoya, par méprise et en avant-première, un document dont il comptait faire une bombe. La responsable du site *La Sapinière* envoya les codes d'accès au site (mais la Maison Généralice décida de ne pas s'en servir).

Dans le même temps, M. l'abbé Wailliez fit sur la toile une recherche sur l'abbé Rioult. Il tomba sur une page Internet (<http://pastebin.com/CVYTj2nH>) qui donnait le fichier d'adresses du professeur Faurisson (alias Jean Norton [celine.norton67@gmail.com](mailto:celine.norton67@gmail.com)), lequel contenait l'adresse électronique de l'abbé Rioult ([charles.corday@yahoo.fr](mailto:charles.corday@yahoo.fr)) identifié sous son vrai nom.

En allant sur la page Yahoo, M. l'abbé Wailliez suivit la procédure indiquée lors de l'oubli du mot de passe. Et là, deux demandes furent formulées : 1° le prénom du père de l'abbé Rioult, qu'une petite recherche sur les Pages Blanches révéla sans difficulté. 2° Et ensuite le nom du professeur préféré. Après quelques hésitations, et aidé par M. l'abbé Thouvenot, le mot Faurisson permit d'accéder facilement à la boîte mail, un peu comme on trouverait les clefs d'un coffre, mal dissimulées à l'alentour. (sic) (Yahoo exigea de créer immédiatement un nouveau mot de passe).

Ayant l'accès et le contrôle total de la boîte mail, M. l'abbé Wailliez accéda à tous les documents reçus et envoyés par l'abbé Rioult, encore présents sur le serveur.

Il laissa ensuite à la Maison Généralice l'exploitation de tout le matériel disponible. La description des faits, tels qu'exposés par les abbés Rioult et Pinaud (<http://www.lasapiniere.info/nouvelles-du-front-contre-mauvaise-fortune-bon-coeur/> et <http://www.lasapiniere.info/est-ce-a-labbe-pinaud-de-feter-ses-20-ans-de-sacerdoce-en-prison/>) est donc exacte.

La question morale s'est bien sûr posée dès le début de ces actions, et n'a pas été élucidée au nom du faux principe « la fin justifie les moyens »... dont se servent les rebelles !

Il n'y a pas un droit strict à la vie privée dans un institut ecclésiastique. Du moment qu'un motif sérieux et grave est présent, tout supérieur peut ouvrir le courrier, visiter la chambre, surveiller les appels téléphoniques et contrôler les effets privés (comme l'ordinateur).

Dans le cas présent, il est à noter 1) qu'on avait affaire à un dommage évident pour la Fraternité et sur le point de s'amplifier notablement ; 2) que seuls quelques prêtres sérieusement suspects ont fait les frais de cette surveillance, et de manière proportionnée au délit (on n'est pas allé regarder des choses privées ou se rapportant à la direction spirituelle, etc.) 3) que **M. l'abbé Wailliez entreprit toutes ses démarches en total accord avec la Maison Généralice.**

### Pièce 2 : La sapinière : historique

La pièce n° 2 est une capture d'écran de l'historique du site *lasapinière*. La voici.

\*

« La Sapinière est le pseudonyme donné en France à une organisation, plus ou moins secrète, créée sous le patronage de S. Pie V, le Sodalitium Pianum. Son chef, Mgr Umberto Benigni, fut, de 1906 à 1911, le collaborateur du cardinal Merry del Val, comme sous-secrétaire aux Affaires ecclésiastiques extraordinaires, spécialement chargé du service de presse.

« Une lettre du cardinal de Lai au Sodalitium (25 févr. 1913) atteste que Pie X avait été mis au courant du projet, formé par Mgr Benigni, de fédérer, sous un comité romain, « différents groupes de catholiques qui, partageant



les mêmes sentiments de foi entière et inconditionnée selon les directives du S.-Siège », s'étaient constitués en plusieurs pays. Trois billets du pape, respectivement datés des 5 juill. 1911, 8 juill. 1912 et 6 juill. 1914, ont exhorté les membres du Sodalitium « à poursuivre l'œuvre bien commencée, combattant le bon combat en particulier contre les erreurs et les ruses du modernisme aux formes variées, pour l'Église de Dieu et le S.-Siège contre leurs ennemis du dedans et du dehors ». « Bis repetita, placent »<sup>90</sup>. »

### Pièces 3 & 19 : Lettre à Mgr Fellay

La lettre à Mgr Fellay est une lettre anonyme datée du 28 février 2013, envoyée par courrier recommandé à l'intéressé et postée le même jour sur le site *lasapinière*. C'est cette lettre qui a provoqué les recherches de la Maison Générale décrites ci-dessus. Elle est donnée deux fois dans les pièces jointes : une fois dans sa version informatique et une autre fois dans sa version papier. La voici.

\*

« Excellence,

Comme vous l'écriviez récemment « les liens qui nous unissent sont essentiellement surnaturels ». Cependant, vous preniez soin de nous rappeler, à juste titre, que les exigences de la nature ne doivent pas être oubliées pour autant. « La grâce ne détruit pas la nature ». Parmi ces exigences, il y a la véracité. Or nous sommes bien obligés de constater qu'une partie des problèmes auxquels nous avons été confrontés ces derniers mois viennent d'un manquement grave à cette vertu.

Il y a dix ans, vous disiez comme Mgr Tissier de Mallerais :

« Jamais je n'accepterai de dire : "Dans le concile, si on interprète bien, oui peut-être quand même, qu'on pourrait le faire correspondre avec la Tradition, on pourrait trouver un sens acceptable." Jamais je n'accepterai de dire ça. Ça serait un mensonge, il n'est pas permis de

<sup>90</sup> « Ce qu'il convient de refaire ».

dire un mensonge, même s'il s'agissait de sauver l'Église. » (Gastines, 16 septembre 2002)

Mais depuis vous avez changé au point d'écrire :

« L'entière Tradition de la foi catholique doit être le critère et le guide de compréhension des enseignements du Concile Vatican II, lequel à son tour éclaire certains aspects de la vie et de la doctrine de l'Église, implicitement présents en elle, non encore formulés. Les affirmations du Concile Vatican II et du Magistère Pontifical postérieur relatifs à la relation entre l'Église catholique et les confessions chrétiennes non-catholiques doivent être comprises à la lumière de la Tradition entière. » (St-Joseph-des-Carmes, 5 juin 2012)

À Brignoles, en mai 2012, vous avez parlé de ce document qui « convenait à Rome » mais qu'il « faudra expliquer chez nous parce qu'il y a des déclarations qui sont tellement sur la ligne de crête que si vous êtes mal tourné ou selon que vous mettez des lunettes noires ou roses, vous les voyez comme ceci ou cela ». Depuis, vous vous êtes justifié de la manière suivante :

« Si nous pouvons accepter d'être « condamnés » pour notre rejet du modernisme (qui est vrai), nous ne pouvons accepter de l'être parce que nous adhérierions aux thèses sédévacantistes (ce qui est faux), c'est ce qui m'a conduit à rédiger un texte « minimaliste » qui ne prenait en compte qu'une seule des deux données et qui, de ce fait, a pu prêter à confusion chez nous. » (Cor Unum 102)

« Ce texte, évidemment, quand je l'ai écrit, je pensais qu'il était suffisamment clair, que j'avais réussi suffisamment à éviter les... – comment est-ce qu'on dit ? – les ambiguïtés. Mais force..., disons les faits sont là, je suis bien obligé de voir que ce texte était devenu un texte qui nous divisait, nous dans la Fraternité. Ce texte bien évidemment je le retire. » (Écône 7 septembre 2012)

Vous êtes donc un incompris qui, par condescendance, retirez un texte très délicat que des esprits étroits ont été incapables de comprendre. Cette version des faits est habile mais est-elle juste ? Retirer un document et rétracter une erreur doctrinale ne sont pas formellement la même chose. De plus, invoquer les « thèses sédévacantistes » pour justifier ce document « minimaliste » qui « convenait à Rome » semble fort déplacé quand dans le même temps, et depuis plus de treize années, vous autorisez un confrère à ne plus citer le nom du pape au canon après lui avoir confié que vous compre-

niez son choix devant la scandaleuse signature d'un document commun entre Catholiques et Protestants.

Mgr Tissier de Mallerais confiait à un confrère que cette « Lettre du 14 avril » ne devrait jamais être publiée, car, selon lui, vous seriez « *définitivement discrédité et probablement contraint à la démission.* » Ce qui confirme l'avertissement charitable de Mgr Williamson : « *pour la gloire de Dieu, pour le salut des âmes, pour la paix intérieure de la Fraternité et pour votre propre salut éternel, vous feriez mieux de démissionner vous-même comme Supérieur Général, que de m'exclure.* » (Londres, le 19 octobre 2012), Pourtant, vous avez pris cela pour une provocation ouverte et publique.

Mais quand Mgr de Galarreta déclare, le 13 octobre 2012 à Villepreux, cette phrase incroyable qu'on peut entendre mais non lire car la transcription en ligne de La Porte Latine l'a omise : « *Il est presque impossible que la majorité des Supérieurs de la Fraternité – après discussion franche, analyse à fond de tous les aspects, de tous les tenants et aboutissants –, il est impensable que la majorité se trompe dans une matière prudentielle. Et si cela par hasard, par un impossible arrive et bien tant pis de toute façon on va faire ce que la majorité pense* », à Menzingen, le Secrétaire Général, l'abbé Thouvenot, a écrit qu'il « *exposait avec recul et élévation les événements de juin dernier* ».

Comment la Fraternité a-t-elle pu tomber si bas ? Mgr Lefebvre, lui, écrivait : « *Au jour du jugement, Dieu nous demandera si nous avons été fidèles et non si nous avons obéi à des autorités infidèles. L'obéissance est une vertu relative à la Vérité et au Bien. Ce n'est plus une vertu mais un vice si elle se soumet à l'erreur et au mal.* » (Mgr Lefebvre, Lettre du 9 août 1986). Et l'abbé Berto, lui, écrivait en 1963 : « *on doit voir plus loin que le bout de son nez, et ne pas se figurer qu'on a droit au Saint-Esprit comme ça sur commande, du moment qu'on est en Concile* ».

Lors de la conférence du 9 novembre 2012 à Paris, un prieur vous a demandé : « *à la sortie de la retraite sacerdotale deux confrères m'ont accusé d'être en révolte contre votre autorité parce que je manifestais de la satisfaction au sujet du texte de l'abbé de Cacqueray contre Assise III. Qu'en est-il ?* » Votre réponse fut : « *J'ignorais qu'il y avait des choses pareilles dans la Fraternité. C'est moi qui ai demandé cette déclaration. D'ailleurs elle a été publiée avec mon autorisation. Je suis tout à fait d'accord avec l'abbé de Cacqueray.* » Or pendant la retraite des sœurs à Ruffec, vous avez confié à six confrères que vous n'étiez pas d'accord avec le texte de l'abbé de Cacqueray. Vous vous êtes d'ailleurs plaint à lui des

reproches que le cardinal Levada, pendant 20 mn, vous avait fait à ce sujet. Si vous lui avez donné l'autorisation de la publication c'était, expliquez-vous, pour ne pas paraître partial... mais que personnellement vous désapprouviez le contenu que vous jugiez excessif. Qui donc, Monseigneur, utilise des moyens « *foncièrement subversifs* » ? Qui donc est révolutionnaire ? Qui nuit au bien commun de notre société ?

Le 9 novembre 2012 à Paris, nous avons entendu un confrère vous demander : « *Je fais partie de ceux qui ont perdu confiance ! Combien y a-t-il de lignes de conduite dans la Fraternité maintenant...* » Vous avez répondu : « *C'est une grave blessure. Nous avons subi une grave épreuve. Il faudra du temps.* » Devant cette réponse fuyante, un autre prieur vous a demandé alors : « *Réclusez-vous votre réponse à vos trois confrères évêques...* » Votre réponse fut encore floue : « *Oui, quand je la relis, il me semble qu'il y a quelques petites erreurs. Mais en fait pour vous aider à comprendre, sachez que cette lettre n'est pas une réponse à leur courrier, mais à des difficultés que j'avais eues avec chacun d'entre eux séparément. J'ai beaucoup d'estime pour Mgr Williamson, même de l'admiration, il a des coups de génies dans la lutte contre Vatican II, c'est une grosse perte pour la Fraternité et elle arrive au pire moment...* » Mais qui donc est responsable de son exclusion ? En privé, vous dites beaucoup de choses : « *j'étais en guerre* », « *Rome ment* »..., mais vous n'avez jamais publié le moindre Communiqué officiel pour dénoncer ces prétendus mensonges. Pire, récemment, à propos de l'ultimatum du 22 février, vous avez cautionné officiellement le mensonge du Vatican.

Votre langage est devenu interminablement confus. Cette manière ambiguë de s'exprimer n'est pas louable comme l'écrivait le Père Calmel : « *J'ai toujours eu en horreur les expressions molles ou fuyantes, qui peuvent être tirées dans tous les sens, auxquelles chacun peut faire dire ce qu'il veut. Et elles me sont d'autant plus en horreur qu'elles se couvrent d'autorités ecclésiastiques. Surtout ces expressions me paraissent une injure directe à celui qui a dit : Je suis la Vérité... Vous êtes la lumière du monde.... Que votre parole soit oui si c'est oui, non si c'est non...* »

Monseigneur, vous et vos Assistants avez été capables de dire tout et son contraire sans peur du ridicule.

L'abbé Nély, en avril 2012, de passage à Toulouse déclarait à une douzaine de confrères que « *si les relations doctrinales avec Rome ont échoué c'est parce que nos théologiens ont été trop rentre-dedans* » mais il disait à l'un de ces théologiens : « *Vous auriez pu être plus incisif.* »

Vous-même, le 9 novembre 2012, vous nous avez affirmé : *« Je vais vous faire rire, mais je pense vraiment que nous, les quatre évêques, nous sommes du même avis. »* Alors que six mois auparavant vous leur écriviez : *« à la question cruciale entre toutes, celle de la possibilité de survivre dans les conditions d'une reconnaissance de la Fraternité par Rome, nous n'arrivons pas à la même conclusion que vous. »*

Dans la même conférence de retraite à Écône, vous déclarez : *« Je vous avoue que je n'ai pas estimé aller contre le Chapitre [de 2006] en faisant ce que j'ai fait. »* Puis quelques instants après au sujet du Chapitre de 2012 : *« si c'est le Chapitre qui traite, c'est une loi qui vaut jusqu'au prochain Chapitre. »* Quand on sait qu'en mars 2012, sans attendre le prochain Chapitre, vous avez détruit la loi de celui de 2006 (pas d'accord pratique sans solution doctrinale), on s'interroge sur la sincérité du propos.

Un de vos confères dans l'épiscopat à Villepreux nous invitait à *« ne pas dramatiser. Le drame serait d'abandonner la Foi. Il ne faut pas demander une perfection qui n'est pas de ce monde. Il ne faut pas pinailler sur ces questions. Il faut voir si l'essentiel est là ou non. »*

Il est vrai, vous n'êtes pas devenu mahométan (1<sup>er</sup> commandement), vous n'avez pas pris femme (6<sup>e</sup> commandement), vous avez simplement malmené la réalité (8<sup>e</sup> commandement). Mais l'essentiel est-il toujours là quand les ambiguïtés touchent au combat de la foi ? Personne ne vous demande une perfection qui n'est pas de ce monde. On peut bien concevoir qu'on se trompe devant le mystère d'iniquité, puisque même les élus pourraient être trompés, mais personne ne peut accepter un langage double. Certes, la grande apostasie, prédite par l'Écriture, ne peut que nous troubler. Qui peut prétendre être indemne des pièges du diable ? Mais pourquoi nous avoir trompés ? À tout péché miséricorde, bien sûr. Mais où sont les actes qui manifestent la conscience, le regret et la réparation des erreurs ?

Vous avez dit devant les prieurs de France : *« je suis fatigué des querelles de mots »*. Là est peut-être le problème. Qui vous empêche d'aller vous reposer à Montgardin et d'y goûter les joies de la vie cachée ? Rome a toujours utilisé un langage clair. Mgr Lefebvre également. Vous aussi par le passé. Mais aujourd'hui, vous entretenez une confusion en identifiant indûment "l'Église catholique, la Rome éternelle" et "l'Église officielle, la Rome moderniste et conciliaire". Or, en aucun cas, vous ne pouvez changer la nature de notre combat. Si vous ne voulez plus accomplir cette mission, vous devez, ainsi que vos Assistants, renoncer à la charge que la Fraternité vous a confiée.

En effet, l'abbé Pflüger dit publiquement souffrir de l'irrégularité canonique de la Fraternité. Il a confié à un confrère en juin 2012 *« avoir été ébranlé par les discussions doctrinales »*. En sortant de sa conférence à Saint Joseph des Carmes, il disait de manière méprisante à qui voulait l'entendre : *« Dire qu'il y en a encore qui ne comprennent pas qu'il faut signer ! »* Le 29 avril 2012 à Hattersheim, après avoir avoué que *« les événements passés ont prouvé que les différences concernant la question doctrinale ne peuvent être comblées »*, il faisait part de sa crainte *« de nouvelles excommunications »*. Mais comment peut-on craindre l'excommunication de modernistes déjà excommuniés par l'Église ?

L'abbé Nély à l'occasion d'un repas pour les bienfaiteurs à Suresnes annonçant que *« le Pape avait mis un terme aux rapports avec la Fraternité en demandant la reconnaissance de la Messe et de Vatican II... »* rajoutait que *« Mgr Fellay était sur son petit nuage, il était impossible de l'en faire redescendre »*. Mais l'abbé Nély n'a-t-il pas lui aussi signé la monstrueuse lettre aux trois évêques ? N'a-t-il pas été lui aussi *« sur son petit nuage »* quand, de passage à Fanjeaux, il déclara à la Supérieure Générale inquiète au sujet d'un ultimatum de Rome : *« Non rassurez-vous, tout va bien avec Rome, leurs canonistes nous aident à préparer les statuts de la prélature... »*

Pouvez-vous dire, en conscience que Vous et vos Assistants avez assumé vos responsabilités ? Après tant de propos contradictoires et néfastes comment prétendre encore gouverner ? Qui a nuit à l'autorité du Supérieur Général, si ce n'est vous-même et vos Assistants ? Comment prétendre nous parler justice après l'avoir lésée ? *« Quelle vérité peut sortir de la bouche du menteur ? »* (Eccle. 34, 4). Qui a semé la zizanie ? Qui a été subversif en usant du mensonge ? Qui a scandalisé prêtres et fidèles ? Qui a mutilé la Fraternité en diminuant sa force épiscopale ? Que peut bien être une charité sans l'honneur et la justice ?

Nous savons que l'on nous reprochera de ne pas respecter les formes en vous écrivant ainsi publiquement. Notre réponse sera alors celle du Père de Foucauld au Général Laperrine : *« J'avais cru en entrant dans la vie religieuse que j'aurais surtout à conseiller la douceur et l'humilité ; avec le temps, je crois que ce qui manque le plus souvent, c'est la dignité et la fierté. »* (Lettre du 6 déc. 1915). Et à quoi bon vous écrire en privé quand on sait qu'un confrère courageux et lucide a dû attendre quatre ans pour avoir un courrier de vous et ce fut non pour y lire des réponses mais des injures. Quand un Supérieur de District attend toujours l'accusé de réception de sa lettre de dix-sept pages envoyée à la Maison Générale, il semble que



Menzingen n'a plus d'autre argument que le volontarisme : « *hoc volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas, c'est ainsi que je le veux, ainsi que je l'ordonne, ma volonté tient lieu de raison* »<sup>91</sup>.

Monseigneur, ce que nous vivons en ce moment est odieux. La droiture évangélique a été perdue : *Est est, non, non*. Le Chapitre de 2012 n'a en rien clarifié la situation. L'abbé Faure, un capitulant, nous a récemment mis en garde publiquement contre « *les lettres et déclarations des actuels supérieurs de la Fraternité ces derniers mois* » ? Un autre capitulant a confié à un confrère : « *Il faut reconnaître que le Chapitre a échoué. Aujourd'hui c'est OK pour une Fraternité libre dans l'Église conciliaire. J'ai été catastrophé par le niveau de réflexion de certains capitulants.* »

Vos interventions et celles de vos Assistants sont troubles et laissent croire que vous n'avez opéré qu'un simple recul stratégique.

Fin 2011, un Assistant avec un confrère "accordiste" avaient cherché à estimer le nombre de prêtres, en France, qui refuseraient un accord avec Rome. Leur résultat : sept. Menzingen était rassuré. En mars 2012, vous avez confié que M. Guenois du Figaro était un journaliste très bien informé et que sa vision des choses était juste. Or son article disait : « *Qu'on le veuille ou non, le pape et Mgr Fellay veulent un accord non doctrinal mais ecclésial* ». En mai 2012, vous avez confié aux Supérieurs des bénédictins, des dominicains et des capucins : « *On sait qu'il y aura de la casse, mais on ira jusqu'au bout* ». En juin l'accord ecclésial fut impossible. Pourtant, en octobre 2012, de passage au prieuré de Bruxelles, des prêtres diocésains, invités par l'abbé Wailliez, vous ont manifesté leur souhait de voir un accord entre Rome et la Fraternité. Vous les avez rassurés par ces mots : « *oui, oui, ça va se faire bientôt* » ? C'était trois mois après le Chapitre de juillet.

Monseigneur, vous avez le devoir en justice de dire la vérité, de réparer les mensonges et de rétracter les erreurs. Faites-le et tout rentrera dans l'ordre. Vous savez comment André Avellan, au XVI<sup>e</sup> siècle, est devenu un grand saint après avoir eu honte d'un mensonge qu'il avait commis par faiblesse. Nous voulons simplement que vous deveniez un grand saint.

<sup>91</sup> Juvénal, Satires, VI, 223.

Excellence, nous ne voulons pas que l'Histoire retienne de vous que vous êtes l'homme qui avez défiguré et mutilé la Fraternité Saint-Pie X.

Soyez assuré, Excellence, de notre totale fidélité à l'œuvre de Mgr Lefebvre,

Le 28 février 2013,  
Trente-sept prêtres du District de France

#### Pièce 4 : Lettre à nos confrères prêtres n° 3

La pièce n° 4 est une lettre anonyme envoyée aux prêtres de la Fraternité Saint-Pie X par la poste en quatre langues et publiée sur le site *Antimoder-nisme* en janvier 2013. La voici.

\*

« Nos Statuts nous demandent d'éviter « *avec soin les erreurs modernes, en particulier le libéralisme et tous ses succédanés.* » Ils font aussi un devoir au Supérieur Général et aux Assistants de veiller à ce que la Fraternité ne tombe ni « *dans la tiédeur* » ni « *dans la compromission avec l'esprit du monde.* » À la lumière des enseignements de notre fondateur, Mgr Lefebvre, et de notre Supérieur général, Mgr Fellay, nous nous proposons de travailler en ce sens.

Le Conseil Général rappelait aux trois évêques, le 14 avril 2012, la nécessité de faire les « *distinctions nécessaires* » « *au sujet du libéral* » afin d'éviter « *un durcissement "absolu"* ». En effet, le libéral conciliaire veut un compromis de l'Église avec le monde tandis que le libéral traditionaliste veut un compromis de la Tradition catholique avec l'Église conciliaire amie du monde. Dans une conférence à Écône en décembre 1973, Mgr Lefebvre remarquait que notre « *drame* » est aujourd'hui « *infiniment plus grave* » que par le passé, car « *les libéraux sont maintenant répandus à travers toute l'Église et on se demande qui ne l'est pas ! On comptera bientôt sur les doigts ceux qui gardent vraiment la doctrine de l'Église !* » Les arguments des « *catholiques libéraux* » étaient :

« *Il faut que l'Église s'arrange avec la société dans laquelle nous vivons, nous ne pouvons pas indéfiniment vivre en marge de la société, il faut que l'Église finisse enfin par accepter le monde tel qu'il est, pour pénétrer à l'intérieur et pour soi-disant le convertir... La séparation de l'Église et de l'État, l'Église sur le pied de toutes les autres religions, la*

*liberté de la presse, la liberté de la conscience..., on ne peut pas indéfiniment lutter contre ces choses-là. C'est des choses qui sont maintenant admises par tout le monde, même par des prêtres ! »*

« Mais », répondait Mgr Lefebvre, « c'est à prendre ou à laisser. C'est la fin de la religion catholique, ou nous défendons vraiment Notre Seigneur Jésus-Christ et toute l'Église et toute la religion ... Si on commence à cohabiter avec le mal, à parlementer, à faire des compromis, c'est perdu, c'est perdu. »

### **I. Étudier le libéralisme est un devoir pastoral**

Le Chapitre a plusieurs fois insisté sur le grave devoir d'étude du prêtre. Parmi les sujets nécessaires à étudier, le libéralisme tient une place importante. Lors d'une retraite à Écône, le 22 septembre 1988, Mgr Lefebvre faisait part de sa stupéfaction devant le « nombre d'encycliques sur la Franc-maçonnerie. »

*« Pourquoi aller parler de ces choses-là au séminaire, comme si c'était ça qu'on avait besoin de savoir au séminaire, comme si c'était ça que l'on devait enseigner à nos fidèles ? Mais si on ne connaît pas la source des erreurs, de ce qui détruit les sociétés, les âmes et l'Église, nous serons des pasteurs incapables ... c'est une nécessité absolue d'étudier le libéralisme et de bien le comprendre et je pense que beaucoup de ceux qui nous ont quittés pour rejoindre Rome, soi-disant, n'ont pas compris ce qu'était le libéralisme et comment les autorités romaines depuis le concile sont infestées de ces erreurs. S'ils l'avaient compris, ils auraient fui et seraient restés avec nous. C'est grave, parce que, en se rapprochant de ces autorités, on est contaminé forcément. Ils sont les autorités et nous les inférieurs ... Ils nous imposent leurs principes ... tant qu'ils ne seront pas débarrassés de ces erreurs du libéralisme, il n'y a pas moyen de s'entendre avec eux, c'est pas possible. »*

Les confrères "accordistes" et les abbés qui ont les faveurs du directeur de *DICI*, qui se trouve être aussi un fondateur du GREC, ont-ils lu et compris les ouvrages recommandés par Mgr Lefebvre sur le sujet ? Si oui, comment ont-ils pu souhaiter mettre la Tradition sous l'autorité romaine ? Rome trompe le monde, humilie l'Église et au lieu de dénoncer cette imposture, on

cherche à être reconnu par elle « tels que nous sommes »<sup>92</sup> ? Et cela tout en sachant que « les discussions ont manifesté un désaccord profond sur presque tous les points abordés »<sup>93</sup>. Pourquoi un tel aveuglement, si ce n'est par ignorance du libéralisme ?

### **II. Le libéral est un illogique**

*« Nous sommes tellement tentés par l'illogisme qui est tout proche du libéralisme. Le libéral est celui qui serait tenté de ne pas suivre son intelligence dans la pratique parce que c'est difficile, parce que c'est dur. Il voit mais, dans la pratique, il compose. Il fait des compromissions avec lui-même, mais cette compromission c'est le péché. Nous sommes illogiques lorsque nous péchons... il y a toujours des raisons pour dire : "c'était bien autrefois, ce sera peut-être bien plus tard, mais maintenant non... Il y a des vérités mais il ne faut pas les dire, faut pas affirmer". Alors cette attitude, il ne faut pas que ce soit la nôtre dans notre vie. Nous devons éviter d'être des illogiques, d'être des gens qui composent toujours, qui composent, qui composent... »*<sup>94</sup>

Mgr Fellay et son Conseil écrivaient pourtant aux trois évêques : « Pour le bien commun de la Fraternité, nous préférons de loin la solution actuelle du statu quo intermédiaire, mais manifestement, Rome ne le tolère plus. » (Mgr Fellay, lettre du 14 avril 2012)

### **III. La vertu de prudence**

*“ Les libéraux catholiques n'ont cessé de répondre qu'ils ont une volonté d'orthodoxie égale à celle des plus intransigeants. La conciliation qu'ils ont cherchée n'est pas théorique mais pratique. ” ... ils en reviennent toujours à cela. Ils nous disent : “vous voyez, nous sommes des pasteurs. Nous, nous sommes dans la réalité, nous sommes des gens concrets, nous sommes des gens pratiques !” Qu'est-ce que la pratique ? La pratique c'est l'application des principes par la vertu de prudence, ce n'est pas autre chose. Qu'est-ce que la pratique s'il n'y a*

<sup>92</sup> Mgr Fellay, *Cor unum*, n° 102, été 2012.

<sup>93</sup> Mgr Fellay, *Cor unum*, n° 101, mars 2012.

<sup>94</sup> Mgr Lefebvre, Retraite à Écône, 17 septembre 1981.



plus les principes ? ... "Oui oui oui, nous sommes d'accord, nous avons le même Credo que vous, etc. Oui, mais quand nous sommes dans le monde alors là, il faut se mettre au niveau des autres, se mettre avec les autres, sans quoi vous ne les convertirez jamais". Erreur complète ! ... Les papes ont senti ce danger de ces catholiques qui sont presque insaisissables parce qu'ils affirment lorsqu'on veut les saisir : "Non, non, je suis d'accord". Mais après, ils font des pactes avec les ennemis de l'Église ... Ce sont des traîtres ... plus funestes que des ennemis déclarés ... ils divisent les esprits, déchirent l'unité, affaiblissent les forces qu'il faudrait réunir toutes ensemble contre l'ennemi... On vous le dira, c'est vous qui divisez, mais on ne peut pas diviser quand on s'attache à la vérité ... ceux qui divisent sont ceux qui essayent de diminuer la vérité pour s'entendre avec tout le monde... Ceux qui sont dans l'erreur doivent se convertir à la vérité et non pas essayer de trouver un terrain d'entente entre la vérité et l'erreur... »<sup>95</sup>

Au concile, les libéraux ont endormi les catholiques en leur disant qu'on ne touchait pas aux dogmes mais qu'on faisait de la pastorale ; au Conseil de la Fraternité, les libéraux nous endorment en disant qu'on ne touche pas aux principes catholiques mais qu'« il s'agit non d'une prudence humaine mais » d'une prudence surnaturelle, « d'un équilibre extrêmement délicat, qui demande l'assistance du Saint-Esprit et le don de Conseil »<sup>96</sup>. Mgr Lefebvre, dans une conférence de 1978, (assisté du Saint-Esprit ?), déclarait :

« Je pense qu'à la prochaine rencontre, c'est moi qui leur poserai des questions. C'est moi qui les interrogerai, pour leur dire : "Quelle Église êtes-vous ?" À quelle Église avons-nous affaire, moi je voudrais savoir, si j'ai affaire à l'Église catholique, ou si j'ai affaire à une autre Église, à une Contre-Église, à une contrefaçon de l'Église ?... Je crois sincèrement que nous avons affaire à une contrefaçon de l'Église et non pas à l'Église catholique. Pourquoi ? Parce qu'ils n'enseignent plus la foi catholique. Ils ne défendent plus la foi catholique. Ils entraînent l'Église dans autre chose que l'Église catholique. Ce n'est plus l'Église catholique. Ils sont assis sur le siège de leurs prédécesseurs mais ils ne continuent pas leurs prédécesseurs. »

<sup>95</sup> Mgr Lefebvre, Conférence spirituelle, Écône, janvier 1974.

<sup>96</sup> Mgr Fellay, *Cor unum*, n° 102, été 2012.

Mgr Fellay ne pense pas ainsi : « Nous ne parlons pas d'une Église en l'air ! Nous parlons de l'Église qui est là, réelle, devant nous, avec une hiérarchie, avec un pape. Ce n'est pas le fruit de notre imagination : l'Église est là, elle est réelle, l'Église catholique romaine. Nous disons et nous devons professer cette Église comme étant sainte, comme étant une, car la foi nous y oblige. »<sup>97</sup>

#### IV. Cette Église concrète est-elle catholique ?

Mgr Lefebvre souhaitait « rentrer dans le cadre officiel et normal de l'Église ». Pourtant :

« J'estime, disait-il, que nous sommes dans l'Église et que nous sommes les vrais fils de l'Église, et que les autres ne le sont pas. Ils ne le sont pas, parce que le libéralisme n'est pas fils de l'Église. Le libéralisme est contre l'Église, le libéralisme est la destruction de l'Église, en ce sens ils ne peuvent pas se dire des fils de l'Église ... Il y en a qui seraient prêts à sacrifier le combat de la foi en disant : "Rentrons d'abord dans l'Église ! Faisons tout pour rentrer dans le cadre officiel, public, de l'Église. Taisons notre problème dogmatique. Ne parlons plus de la malice de la messe. Ne disons plus rien sur les questions de la liberté religieuse, des Droits de l'Homme, de l'œcuménisme. Et, une fois que nous serons à l'intérieur de l'Église, on va pouvoir faire ceci, on va pouvoir faire cela... C'est absolument faux ! On ne rentre pas dans un cadre, et sous des supérieurs, en disant que l'on va tout bousculer lorsqu'on sera dedans, alors qu'ils ont tout en mains pour nous juguler ! Ils ont toute l'autorité. Ce qui nous intéresse d'abord, c'est de maintenir la foi catholique. C'est cela notre combat. Alors la question canonique, purement extérieure, publique dans l'Église, est secondaire. Ce qui est important, c'est de rester dans l'Église... dans l'Église, c'est-à-dire dans la foi catholique de toujours et dans le vrai sacerdoce, et dans la véritable messe, et dans les véritables sacrements, dans le catéchisme de toujours, avec la Bible de toujours. C'est cela qui nous intéresse. C'est cela qui est l'Église. D'être reconnus publiquement, ça c'est secondaire. Alors il ne faut pas rechercher le secondaire en perdant ce qui est primaire, ce qui est le premier objet de notre combat ! "Une fois

<sup>97</sup> Mgr Fellay, Conférence à Flavigny, 2 septembre 2012.

*reconnus, nous pourrions peut-être agir à l'intérieur de l'Église ?»... C'est mal connaître ceux qui nous dirigent actuellement ! Il suffit de lire cette fameuse phrase du Cardinal Ratzinger pour être bien renseignés... Je vous lis tout de suite cette phrase qui est essentielle dans son interview : "Le problème des années soixante était d'acquiescer pour l'Église les meilleures valeurs exprimées pendant deux siècles de culture libérale ... Ça a été fait". Or les principes des deux siècles de la culture libérale sont l'œcuménisme et la déclaration des Droits de l'Homme, la liberté religieuse ! Et le Cardinal Ratzinger les admet. Il dit : "C'est fait !" ... C'est d'une gravité énorme, cela ! Ça condamne tout ce qu'il dit dans son interview, car ça c'est le cœur de ses idées, et c'est cela que nous reprochons, et c'est cela que nous ne voulons pas. On ne peut pas se mettre sous une autorité qui a des idées libérales, qui nous conduira nécessairement, petit à petit, par la force des choses, à accepter les idées libérales et toutes les conséquences de ces idées libérales qui sont la nouvelle messe, les changements de liturgie, les changements de la Bible, les changements du catéchisme, tous les changements... On dit : "Mais ils ont lutté contre le catéchisme !" ... C'est un simple coup de frein, parce que ça va tellement loin qu'il a fallu quand même donner un certain coup de frein. Les conséquences de leurs propres principes les effrayent. Alors on donne un coup de frein à droite et à gauche, mais on est bien décidé à garder les idées libérales. Pas question de changer les idées libérales ! »<sup>98</sup>*

Mais Mgr Fellay déclarait : *« Les prêtres ou les évêques [et le pape ?] conduisent les âmes en enfer. [...] Et l'Église, même dans cet état, reste sainte, reste capable de sanctifier. Si aujourd'hui, mes biens chers frères, nous recevons les sacrements, la grâce, la foi, c'est par cette Église catholique romaine, non pas par ses défauts mais bien par cette Église réelle, concrète. [...] Elle est aujourd'hui capable de transmettre la foi, de transmettre la grâce, les sacrements. »*<sup>99</sup> La messe bâtarde ? Les hérésies du code moderniste et du nouveau catéchisme ? Les péchés contre la foi à Assise... ? Mgr Lefebvre ne prêchait pas ainsi :

<sup>98</sup> Mgr Lefebvre, Conférence spirituelle, Écône, 21 décembre 1984.

<sup>99</sup> Mgr Fellay, 1<sup>er</sup> novembre 2012, Écône.

*« Je crois qu'il faut vous convaincre de cela : vous représentez vraiment l'Église catholique ... ces derniers temps, on nous a dit qu'il était nécessaire que la Tradition entre dans l'Église visible. Je pense qu'on fait là une erreur très très grave. Où est l'Église visible ? ... Où sont les véritables marques de l'Église ? ... Il est clair que c'est nous qui gardons l'unité de la foi, qui a disparu de l'Église officielle ... c'est nous qui avons les marques de l'Église visible ... Ce n'est pas nous, mais les modernistes qui sortent de l'Église. Quant à dire « sortir de l'Église visible », c'est se tromper en assimilant Église officielle et Église visible ... Sortir, donc, de l'Église officielle ? Dans une certaine mesure, oui, évidemment. Il faut donc sortir de ce milieu des évêques, si l'on veut ne pas perdre son âme. Mais cela ne suffit pas, car c'est à Rome que l'hérésie est installée. Si les évêques sont hérétiques, ce n'est pas sans l'influence de Rome. »*<sup>100</sup>

Mgr Fellay se démarque nettement de l'ecclésiologie de Mgr Lefebvre. Sous prétexte de mystère, il confond et fusionne l'Église catholique et l'Église conciliaire en une seule « Église très concrète... qui est dans un état lamentable. »<sup>101</sup>

#### **V. Reprendre publiquement les fauteurs d'erreurs du libéralisme**

Nos Statuts nous demandent d'être attachés « indéfectiblement à l'Église Romaine et au Successeur de Pierre agissant en vrai Successeur de Pierre » mais pas à l'Église conciliaire, ni à un moderniste qui offre comme exemple de sainteté un pape sacrilège qui baise le Coran, ni à un pape qui invite Julia Kriteva, représentante des non-croyants, pour « prier pour la paix » (sic). Celle-ci déclara, après avoir loué Jean-Paul II comme apôtre des droits de l'homme : « *Merci au pape Benoît XVI d'avoir invité pour la première fois en ces lieux des humanistes parmi vous.* » Cette dame souhaitait, dans le sanctuaire, « *une gouvernance mondiale, éthique, universelle et solidaire.* » Comment certains supérieurs ont-ils pu rester si silencieux et chercher un accord avec cette Église conciliaire alors que notre saint Patron mettait en

<sup>100</sup> Écône, 9 septembre 1988.

<sup>101</sup> Mgr Fellay, Conférence à Flavigny, 2 septembre 2012.

garde l'Église catholique contre ce « *grand mouvement d'apostasie organisé, dans tous les pays, pour l'établissement d'une Église universelle.* »<sup>102</sup>

Le Chapitre veut que la Fraternité continue en toute « *liberté* » de « *repandre même publiquement les fauteurs d'erreurs du libéralisme et de ses conséquences* ». Or, il ne faut pas se voiler la face, si la tête de l'Église est moderniste, la tête de la Fraternité est aujourd'hui gravement entachée de libéralisme. Nous avons tous, et particulièrement les supérieurs, un examen de conscience à faire : ne serions-nous pas, à notre place, responsables de la montée du libéralisme dans notre propre congrégation ?

Il y a peu, Mgr Fellay nous a expliqué qu'en 2006, « *les hérésies fusaient* » et « *les autorités propageaient l'esprit moderne et moderniste de Vatican II* », mais qu'en 2012, il y avait une restauration de l'Église, *ad intra*, par Benoît XVI. Et que « *cela réclame de nous un nouveau positionnement par rapport à l'Église officielle ... Il s'agit d'un regard surnaturel sur l'Église.* »<sup>103</sup> Comment avoir pu écrire ces lignes après Assise III ? Benoît XVI restaure-t-il la foi *ad intra* en organisant *ad extra* des réunions interreligieuses condamnées par l'Église, avec en plus des humanistes athées pour œuvrer à « la promotion du véritable bien de l'humanité » ? Un de nos théologiens confiait à un confrère : « *La tête de Mgr Fellay est pourrie mais le Chapitre l'empêchera de signer. Il faut faire le dos rond pendant 6 ans.* » Est-ce si sûr ? Est-ce suffisant ? Combien de capitulants sont prêts à professer publiquement la foi catholique dans toutes ces conséquences :

« *Nous n'avons jamais voulu appartenir à ce système qui se qualifie lui-même d'Église Conciliaire, et se définit par le Novus Ordo Missæ, l'œcuménisme indifférentiste et la laïcisation de toute la Société.* »<sup>104</sup>

Mgr Lefebvre s'était trompé en mai 1988. En septembre 2012, malgré ses grâces d'état et son Conseil, malgré « *l'assistance du Saint-Esprit et le don de Conseil* », Mgr Fellay a avoué s'être trompé sur les intentions du pape. Mais, en réalité, l'erreur n'est pas là, car Benoît XVI n'a jamais caché

<sup>102</sup> Pie X, *Notre charge apostolique*, 25 août 1910.

<sup>103</sup> Mgr Fellay, *Cor unum*, n° 101, mars 2012.

<sup>104</sup> Lettre ouverte des supérieurs de la FSSPX au cardinal Gantin, Écône, 6 juillet 1988.

ses intentions. Le problème vient d'une fumeuse conception de l'« *Église concrète* » qui est « *une erreur très très grave* ».

*Errare humanum est, sed perseverare diabolicum, il est humain de se tromper, mais persévérer est diabolique !* Le libéralisme de nos supérieurs est un châtement pour notre congrégation. N'avons-nous pas notre part de responsabilité dans ce péché par notre négligence à vivre du trésor transmis par notre fondateur, par notre laxisme, par nos attaches mondaines et par notre orgueilleuse présomption cléricale ? Vigilate et orate, veillez et priez.

La Rédaction

## Pièce 5 : Lettre à nos confrères prêtres n° 2

La pièce n° 5 est une lettre anonyme envoyée aux prêtres de la Fraternité Saint-Pie X par papier en quatre langues et postée sur le site *Antimodernisme* en novembre 2012. La voici.

\*

Nous nous proposons aujourd'hui de revenir sur une consigne importante donnée par notre Supérieur Général dans le *Cor Unum* grâce aux réflexions d'un confrère sur *antimodernisme.info*.

« *Il est très important de travailler de tous côtés à favoriser partout les principes surnaturels qui s'opposent à la méfiance, ce ver rongeur et destructeur des relations humaines et de toutes sociétés.* » Bernard Fellay, *Cor Unum* n° 102, été 2012.

### 1<sup>er</sup> fait : la ligne de crête fixée par Mgr Lefebvre

« *Dans cette lettre du 17 avril, j'ai repris la démarche que Mgr Lefebvre avait faite en 1988. [...] Il s'agissait de déclaration de ce type : "Je reconnais que la nouvelle Messe est valide, si elle est célébrée avec l'intention de faire ce que fait l'Église." Dans cette phrase, on ne dit pas qu'elle est mauvaise, puisque nous le disons tout le temps ! On dit en partant de l'autre versant de la ligne de crête : "Elle est mauvaise, mais si elle est célébrée correctement, elle reste valide." (Mgr Fellay, Brignoles, 4 mai 2012 – Nouvelles de Chrétienté n° 135)*

Ces deux versions correspondent-elles vraiment à une et même ligne de crête ? L'une est équivoque car incomplète (messe valide), l'autre ne l'est

pas (messe illégitime quoique valide) ! « *On ne biaise pas avec la vérité* » déclarait l'abbé de Cacqueray ; Qu'on mette fin aux « *finasseries diplomatiques* » confiait Mgr Tissier. En effet, le vocabulaire de l'ennemi (rite ordinaire au lieu de messe illégitime et favorisant l'hérésie) doit être dénoncé, car l'acceptation des mots prépare celle de la pensée. On commence par ne plus dénoncer l'imposture, puis on la banalise et enfin on l'accepte. De plus cette « *ligne de crête* » correspond-elle vraiment à celle de Mgr Lefebvre ?

« *Leurs idées à eux, c'est d'arriver à avoir l'autorité sur nous pour nous amener à accepter le concile et les réformes conciliaires. Ils n'ont pas changé d'un iota depuis le concile, au contraire ils sont d'autant plus forts qu'ils ont maintenant une certaine tradition à Rome. [...] ils ne peuvent pas admettre dans leur esprit que nous jetions l'anathème sur tout ce qu'ils font. "Mais enfin c'est la messe que je dis tous les jours" a dit le cardinal Ratzinger [...] "vous allez détourner les fidèles d'aller à ces messes ?" ce n'est pas moi qui ait répondu, c'est l'abbé Laroche : "oui, elle est protestante". "Oh ! si c'est comme ça que vous prenez les choses, la commission va avoir du travail..." qu'il a dit. Oui parce que pour eux, le travail de la commission ça va être de réaliser la réconciliation. [...] Non, leur intention n'a pas changé parce que leurs principes n'ont pas changé. [...] Pour eux, il n'y a qu'une Église, c'est l'Église de Vatican II.* » (Flavigny, 11 juin 1988)

## 2<sup>e</sup> fait : les deux oubliés

Le 24 janvier 2009, Mgr Fellay faisait le communiqué suivant : « *L'excommunication des évêques sacrés par S. Exc. Mgr Marcel Lefebvre le 30 juin 1988, qui avait été déclarée par la Congrégation pour les évêques par un décret du 1<sup>er</sup> juillet 1988 et que nous avons toujours contestée, a été retirée par un autre décret de la même Congrégation en date du 21 janvier 2009, sur mandat du pape Benoît XVI. Nous exprimons notre gratitude filiale au Saint Père pour cet acte [...].* »

Le décret pour la levée de l'excommunication *latae sententiae* des évêques de la Fraternité Saint-Pie X, indique que Mgr Fellay, dans une lettre du 15 décembre 2008, « *sollicitait de nouveau la levée de l'excommunication* ». Le même décret indique aussi que le « *Pape Benoît XVI – sensible comme le serait un père au malaise spirituel manifesté par les intéressés à cause de la sanction d'excommunication, et confiant dans leur engagement, exprimé dans la lettre citée, de ne ménager aucun effort pour approfondir, lors des colloques nécessaires avec les Autorités du Saint-Siège, les questions qui restent en suspens, de manière à pouvoir parvenir rapidement à une solution pleine et satisfaisante du problème posé à l'origine – a décidé de reconsidé-*

*rer la situation canonique des Évêques Bernard Fellay, Bernard Tissier de Mallerais, Richard Williamson et Alfonso de Galarreta, créée par leur consécration épiscopale. [...] On souhaite que ce pas soit suivi de la réalisation rapide de la pleine communion avec l'Église de toute la Fraternité Saint-Pie X, témoignant ainsi une vraie fidélité et une vraie reconnaissance du Magistère et de l'autorité du Pape avec la preuve de l'unité visible.* »<sup>105</sup>

Le décret romain ne parle ni de Mgr de Castro Mayer ni de Mgr Lefebvre. C'est tout à fait normal puisque le décret parle d'une levée de la sanction et non d'un retrait. Il s'agit du pardon d'un « *père* » pour des fils repentants souffrant d'un « *malaise spirituel* » venant du « *scandale de la division* ». Or les vivants seuls pouvaient faire l'objet de la clémence papale. La joie du supérieur général et sa « *gratitude filiale envers le Saint Père* » n'ont-elles pas été précipitées, déplacées ou ambiguës ? Cette « *gratitude* » n'implique-t-elle pas une concession envers les modernes et une ingratitude envers ces deux géants de la foi dont la mémoire continue d'être flétrie ? D'autant plus que celui qui les avait « *excommuniés* », Jean-Paul II, de sinistre mémoire, a été (Ô ! suprême imposture !) « *béatifié* » et porté sur les autels. « *Ce nouveau climat* » pouvait-il vraiment annoncer « *bientôt la reconnaissance des droits de la Tradition catholique* » ?

## 3<sup>e</sup> fait : de la volonté propre

« *Le Chapitre (général) est une personne morale représentant tout l'institut [...] le Chapitre Général a plus de pouvoirs que le supérieur général qu'il élit. Il peut porter des lois ou du moins prendre des mesures qui doivent rester en vigueur jusqu'au Chapitre suivant.* » (Naz, *Traité de droit canonique*, Tome 1, n° 816 § 1)

Or la volonté du Chapitre Général de 2006, à propos des relations avec Rome, était double : 1) « *Au cas où un accord avec le Saint-Siège était sérieusement envisagé, un Chapitre Général extraordinaire serait convoqué pour traiter de la question.* » 2) « *Les contacts* » que la Fraternité « *entretient épisodiquement avec les autorités romaines* » n'ont pas pour but « *d'arriver à un impossible « accord » purement pratique.* »<sup>106</sup> Or sur ces

<sup>105</sup> De la Congrégation pour les Évêques, le 21 janvier 2009.

<sup>106</sup> Cor Unum, n° 85 octobre 2006.



deux points le supérieur général a contredit publiquement les volontés du Chapitre.

Mgr Fellay, en ne s'arrêtant qu'à la signature du protocole de 1988, a négligé les conclusions de Mgr Lefebvre après 1988. Entre Rome et Menzingen, tant que ce n'était pas "oui", on rediscutait pour aboutir à un accord « *purement pratique* ». Le signe de la Providence ainsi suivi ou la volonté de Dieu recherchée n'était que dans un sens : celui de la volonté propre du supérieur général. Pour cela, il a repoussé ou sanctionné les voix opposées. Il s'est privé de conseils avisés en gardant secrets les termes de la discussion, sous des prétextes fallacieux (le secret permettait de dénoncer toute opposition comme étant fondée sur des rumeurs). Mgr Fellay avait même confié, en privé, à des prêtres d'Autriche, entre le 17 et 20 mai : « *Le Chapitre Général de juillet ne se réunira pas pour discuter l'acceptation de l'accord, mais simplement pour prendre connaissance des nouveaux statuts de la Fraternité* ». Mais ces propos, dans la suite, furent démentis par Mgr Fellay. Car comme le disait ce dernier à l'Abbé Ceriani, le 17 février 2009 à Flavigny : « *Vous comprenez monsieur l'Abbé, tout cela, ce n'est que de la politique.* » Ou comme précisait l'Abbé Pflüger, le 29 septembre 2011 à Hattensheim : « *La diplomatie joue ici un rôle important.* »

#### 4<sup>e</sup> fait : le bien commun de la Fraternité

« *Qu'il soit noté au passage que nous n'avons pas cherché un accord pratique. Cela est faux. Nous n'avons pas refusé a priori, comme vous le demandez, de considérer l'offre du pape. Pour le bien commun de la Fraternité, nous préférons de loin la solution actuelle du statu quo intermédiaire, mais manifestement, Rome ne le tolère plus.* » (Mgr Fellay aux trois évêques, lettre du 14 avril 2012)

Or les trois évêques avaient écrit : « *Mgr, MM. Les abbés, veuillez faire attention, vous conduisez la Fraternité à un point où elle ne pourra plus rebrousser chemin, à une division sans retour et, si vous aboutissez à un tel accord, à des puissantes influences destructrices qu'elle ne supportera point. Si jusqu'à présent les évêques de la Fraternité l'ont protégée, c'est précisément parce que Mgr Lefebvre a refusé un accord pratique. Puisque la situation n'a pas changé substantiellement, puisque la condition émise par le Chapitre de 2006 ne s'est nullement réalisée (changement doctrinal de Rome qui permettrait un accord pratique), écoutez encore votre Fondateur.* »

Malgré cela, le 13 juin 2012 Mgr Fellay allait à Rome dans l'intention de signer l'accord purement pratique. Si il a subi un échec (il n'a pas pu signer) ce fut grâce à Rome qui rajouta explicitement deux conditions trop grossièrement inacceptables. Le 13 juin, c'est Benoît XVI qui nous a sauvé de l'opération suicide. « *Nous exprimons notre gratitude filiale au Saint Père pour cet acte* » !

#### 5<sup>e</sup> fait : le cas des trois autres évêques

Après la divulgation des correspondances épistolaires épiscopales, Mgr Fellay, le 11 mai 2012, confiait à la presse américaine (CNS) : « *Je ne peux pas exclure qu'il y ait une scission* » de la FSSPX.

Le 16 mai 2012, un communiqué de la Cité du Vatican faisait savoir que « *étant donné la position par eux pris, les cas des trois autres évêques de la Fraternité devront être traités séparément et individuellement.* » Le 8 juin 2012, Mgr Fellay déclarait à DICI (n° 256), au sujet du refus de ses confrères d'un accord purement pratique : « *Sur leur position, je n'exclus pas la possibilité d'une évolution. [...] Je pense que si mes confrères voient et comprennent qu'en droit et en fait il y a dans la proposition romaine une véritable possibilité pour la Fraternité de « tout restaurer dans le Christ », malgré tous les troubles qui subsistent dans l'Église aujourd'hui, alors ils pourront réajuster leur jugement, – alors, c'est-à-dire avec le statut canonique en main et les faits sous les yeux. Oui, je le pense, je l'espère.* »

Le 14 juin 2012, la Cité du Vatican, après avoir remis le projet de la prélature personnelle à Mgr Fellay, faisait de nouveau savoir que « *la situation des trois autres évêques de la Fraternité sera traitée séparément et individuellement.* » Mais le même jour, Menzingen indiquait que lors de cette rencontre de deux heures entre Mgr Fellay et le cardinal Levada : il n'avait « *pas été question de la situation des trois autres évêques de la Fraternité* ».

Mgr Fellay disait être persuadé de la volonté du pape de nous reconnaître, sans nous dire à quel prix : « *Oui c'est le pape qui le veut. J'ai suffisamment d'éléments précis en ma possession pour affirmer que ce que je dis est vrai...* » (DICI, n° 256). Mais, le 14 juin, après deux ans de discussions, Menzingen découvre qu'il demeure « *des difficultés doctrinales* » sur le « *concile Vatican II et le Novus Ordo Missae* ». Cette découverte tardive est fort surprenante, car il n'était point nécessaire de lire entre les lignes pour le savoir ; il suffisait de savoir lire :



« Deux craintes s'opposaient plus directement à ce document [...]. En premier lieu il y a la crainte d'amenuiser ainsi l'Autorité du Concile Vatican II, et de voir mettre en doute une de ses décisions essentielles : la réforme liturgique. Cette crainte n'est pas fondée. »<sup>107</sup>

« Moi-même j'ai vu, dans les années qui ont suivi 1988, que, grâce au retour de communautés auparavant séparées de Rome, leur climat interne a changé ; que le retour dans la grande et vaste Église commune a fait dépasser des positions unilatérales et a atténué des durcissements de sorte qu'ensuite en ont émergé des forces positives pour l'ensemble. »<sup>108</sup>

Comment Mgr Fellay a-t-il pu donner sa préférence à ses « nouveaux amis à Rome »<sup>109</sup> contre ses anciens et clairvoyants confrères dans l'épiscopat ? Surtout comment avoir pu tenter ou accepter de régler le sort de la Fraternité sans les trois évêques ? Certes, en 18 ans de supériorat, Mgr Fellay n'a jamais trahi. Mais en 25 ans d'épiscopat, nos trois autres évêques ont-ils déjà failli dans le bon combat ? Dans ce cas, pourquoi mépriser leur avis prudent et conforme au vœu du Chapitre de 2006 ?

#### 6<sup>e</sup> fait : du flou artistique

« À propos de la réponse que j'ai envoyée le 17 avril à Rome (...) j'ai l'impression que cela convient. Chez nous, je pense qu'il faudra l'expliquer comme il faut, parce qu'il y a (dans ce document) des expressions ou des déclarations qui sont tellement sur la ligne de crête que si vous êtes mal tourné ou selon que vous mettez des lunettes noires ou roses, vous les voyez comme ceci ou cela. Alors il faudra qu'on vous explique bien que cette lettre ne change absolument rien à notre position. Mais que, si on veut la lire de travers, on arrivera à la comprendre de travers. » (Mgr Fellay, Brignoles, 4 mai 2012 – *Nouvelles de Chrétienté* n° 135)

Si on arrive à lire de travers la réponse de Mgr Fellay, c'est qu'elle est ambiguë. Si elle convient à Rome, c'est qu'elle ne représente plus la posi-

<sup>107</sup> Lettre de Benoît XVI, 7 juillet 2007.

<sup>108</sup> Lettre de Benoît XVI, 10 mars 2009.

<sup>109</sup> *Cor Unum* n° 101, mars 2012.

tion de la Fraternité, car notre position ne peut pas convenir doctrinalement à la Rome moderniste : refus de Vatican II et de ses réformes, refus de la messe bâtarde de Paul VI, refus de la "canonisation" de Jean-Paul II...

Mgr Fellay trouvait « que les autorités romaines » étaient « trop pressées. On voudrait atteindre la pédale de frein, mais on ne sait pas trop où elle est. » Mgr Fellay ne sait donc pas que la pédale pour freiner Rome c'est les directives laissées par notre fondateur : « Si vous n'acceptez pas la doctrine de vos prédécesseurs, il est inutile de parler. Tant que vous n'aurez pas accepté de réformer le concile, en considérant la doctrine de ces papes qui vous ont précédés, il n'y a pas de dialogue possible. C'est inutile. »<sup>110</sup>

Celui qui ne sait pas où est la pédale de frein est-il apte à conduire les autres ? Ne doit-on pas, pour plus de sécurité, lui retirer son permis ?

#### 7<sup>e</sup> fait : Vatican II dans la Tradition

« Le pape dit que le concile doit être replacé dans la grande tradition de l'Église, qu'il doit être compris en accord avec elle. Ce sont des déclarations avec lesquelles nous sommes complètement d'accord, entièrement, absolument. » (CNS 11 mai 2012) ; « Beaucoup sont ceux qui comprennent le Concile de travers. [...] Le Concile présente une liberté religieuse qui est une liberté très, très limitée ; [...] Après les discussions, nous nous sommes rendu compte que les erreurs que nous croyions comme issues du concile en fait ne sont pas issues de lui mais de la commune interprétation qu'on en a fait de lui ». (Mgr Fellay, YouTube, *Traditionalist leader talks about his movement, Rome*)

On est très loin du « J'accuse le Concile » de Mgr Lefebvre comme « réponse nécessaire au "J'excuse le Concile" du cardinal Ratzinger ! »<sup>111</sup> Quand Mgr Fellay écrit : « L'entière tradition de la foi catholique doit être le critère et le guide de compréhension des enseignements du concile Vatican II lequel à son tour éclaire certains aspects de la vie et de la doc-

<sup>110</sup> Entretien à la revue *Fideliter*, septembre 1988.

<sup>111</sup> Mgr Marcel Lefebvre, *Ils L'ont découronné*, p. 233, *Fideliter*.

trine de l'Église implicitement présents en elle non encore formulés »<sup>112</sup>, croit-il encore que Vatican II a été un « contre syllabus » ? Un des participants aux discussions doctrinales a révélé qu'une « quinzaine de formules d'adhésion » à tous les textes du concile Vatican II avait été « successivement proposée » à la Fraternité. Mais Mgr Fellay continuait de claironner « c'est le pape qui veut vraiment cette reconnaissance canonique, il ne nous la propose pas comme un piège. » (DICI n° 256).

### 8<sup>e</sup> fait : depuis quand la vie est-elle sans difficulté ?

« Dans l'apostolat, la Fraternité Saint-Pierre ou les Ecclesia Dei sont complètement sous le pouvoir des évêques. Ils n'ont donc aucune liberté. S'ils essaient d'ouvrir la bouche, immédiatement ils n'ont plus d'apostolat, c'est fini... ce n'est pas ce genre de solution qu'il faut pour nous. Il faut qu'on ait une véritable autonomie... j'ai suffisamment de paroles du pape qui montrent que c'est bel et bien sa volonté. » (Mgr Fellay, Brignoles, 4 mai 2012) ; « Il reste vrai – comme c'est le droit de l'Église – que pour ouvrir une nouvelle chapelle ou fonder une œuvre, il serait nécessaire d'avoir la permission de l'ordinaire local. [...] Ici ou là, cette difficulté sera réelle, mais depuis quand la vie est-elle sans difficulté ? » (Mgr Fellay, DICI n° 256 du 8 juin 2012)

Quand un supérieur devant un problème si grave fait preuve d'une telle légèreté et entretient un tel flou : on est stupéfié. Saint Bernard, écrivant filialement au pape Eugène III, avait raison : « c'est une chose monstrueuse qu'un rang suprême et un caractère bas ».

<sup>112</sup> En note dans le document : Abbé Pflüger, conférence du 5 juin 2012 à Saint-Joseph-des-Carmes. Rappelons pour mémoire que la version du communiqué adressé à Rome le 15 décembre 2008, passée dans la presse et devant être lue en public par les prêtres, disait : « Nous faisons nôtres tous les conciles jusqu'à Vatican II au sujet duquel nous exprimons des réserves », tandis que la version corrigée par la Maison Générale, suite aux réclamations, mais niée par Rome, affirmait : « Nous acceptons et nous faisons nôtres tous les Conciles jusqu'à Vatican I. Mais nous ne pouvons qu'émettre des réserves au sujet du concile Vatican II qui s'est voulu un concile aux dires des papes Jean XXIII et Paul VI "différent des autres" ».

### Conclusion

Tout cela n'a, peut-être, été qu'un affreux malentendu et un effroyable quiproquo. Prions généreusement Saint-Pie X pour notre Supérieur Général. Car seul un discours droit, une rétractation des propos tordus et l'abandon des sanctions contre ceux qui ont vu clair et qui ont parlé (Abbés Abrahamowicz, Ceriani, Pfeiffer, Chazal...), pourront rétablir la confiance.

« Je suis prêt si, sur un point ou un autre, il est certain que je me suis trompé ... je suis prêt à me rétracter ... » (Mgr Lefebvre, conférence à Écône, 21 juin 1978) »

La Rédaction

### Pièce 6 : Rectificatif au sujet de la lettre à Mgr Fellay

L'accusateur donne ici un article de M. l'abbé Rioult posté sur *lasapinière.info* le lendemain de la réception de son décret pénal lui enjoignant de se rendre à Will en Suisse pour y subir un procès. Il rectifiait certaines vérités malmenées par la Maison Générale qui avait fait pression sur M. l'abbé de Cacqueray pour qu'il publie un communiqué en réaction à la lettre dite « des 37 » adressée à Mgr Fellay. Voici cette pièce.

\*

### Rectificatif au sujet du Communiqué du Supérieur du District de France à propos de la lettre du 28 février à Mgr Fellay.

« Une lettre partagée par 37 prêtres du district de France a bien été postée sur le site *La Sapinière*. Les vérités qu'elle contient ont manifestement fort déplu à la Maison Générale qui a décidé de sanctionner trois prêtres parmi les trente-sept l'approuvant. Leur crime : ne pas supporter les mensonges de la Maison Générale.

« Elle les somme au nom du canon 2331 § 2 de cesser leur ministère et d'être mis en quarantaine jusqu'à un procès où celui que nous accusons deviendra aussi notre juge. Nous ne connaissons aucun canon du Droit de l'Église qui permet de mentir. Nous connaissons par contre le 8<sup>e</sup> commandement de Dieu qui l'interdit.

« Tout le contenu de la lettre du 28 février est vrai et vérifiable. La Maison Générale, gênée, a d'abord dit qu'il s'agissait d'un faux, que cette

lettre ne pouvait pas venir de prêtres. Devant les faits, on cherche à faire croire « *qu'il s'agissait là d'une affabulation* ».

« Nous n'avons rien *« contre l'autorité de la Fraternité »*, à laquelle nous devons tout, nous voulons simplement que la Maison Générale cesse de déformer la réalité et de favoriser un libéralisme pratique. Quant à ceux qui souhaitent *« la démission de ses Supérieurs »*, ils ne représentent pas *« qu'un très petit nombre »* de prêtres quoiqu'on en dise.

« Trois prêtres ont été sanctionnés, certes, mais cela ne change rien aux faits. Le problème reste entier. Nous refusons l'accusation du Secrétaire Général. Nous avons toujours justifié nos sources. Nous n'avons commis ni calomnies ni détractations, ni amalgames. Si nous nous sommes résolus à manifester le mal fait par le Supérieur Général et ses Assistants, ce n'est qu'après avoir consulté saint Thomas, des autorités morales de la Fraternité et dans le but de faire cesser le scandale de la politique trouble et ambiguë de la Maison Générale.

« Notre *« attitude »* ne se fonde pas *« sur rien d'objectif »*. Nous ne nous sommes pas *« laissés emporter par une méfiance irraisonnée contre l'autorité de la Fraternité »*. Les raisons de notre inquiétude sont non seulement raisonnées mais argumentées et résumées dans le *« Catéchisme de la crise dans la Fraternité »*.

« Nous ne doutons pas de la rectitude doctrinale du Supérieur du District de France mais nous constatons qu'il n'est plus libre d'écrire ce qu'il pense. Il doit tordre sa conscience pour exempter son Supérieur de ses défaillances afin de pouvoir prêcher la doctrine. Sans la lettre du 28 février des 37 prêtres, Mgr Fellay aurait-il donné cette conférence à Nantes le 1<sup>er</sup> mars de cette manière ? La Lettre aux amis et bienfaiteurs de mars aurait-elle obtenu l'autorisation de publication de Menzingen sans cet ajout de l'abbé de Cacqueray, qui jure avec la beauté du reste de son texte, ajout où celui-ci exprime à Mgr Fellay sa *« reconnaissance pour son refus courageux qu'il a adressé au pape. »* Ici nous ne sommes plus dans la rectitude doctrinale mais les marécages de la diplomatie.

« *La Sapinière* continuera son travail. *Est est, non non, Oui, c'est oui, non, c'est non.*

« Nous ne haïssons personne, ni Mgr Fellay quoique sa duplicité nous effraye, ni l'abbé de Cacqueray pour qui nous avons la plus grande estime. Mais à tous les deux, et à tous les capitulants qui au lieu de résoudre vraiment le problème au Chapitre de juillet 2012 n'ont fait que le cacher et

le cautionner en partie, nous leur disons ces paroles du Lieutenant Degueudre à ses bourreaux avant d'être fusillé : *« je ne vous hais pas, je vous plains »*.

Abbé Olivier Rioult, Fsspx,  
un des trois prêtres sanctionnés. »

### Pièces 7 à 18 : courriels privés

Nous ne donnons pas l'intégralité des pièces 7 à 18 contenant les courriels privés obtenus, rappelons-le, par le viol des messageries. Les passages intéressant l'accusation, pour étayer ses prétentions, sont en effet cités dans l'acte d'accusation qui sera donné après les vingt-deux pièces jointes.

### Pièce 20 : une lettre de l'abbé Pinaud

La pièce n° 20 est une lettre de M. l'abbé Pinaud aux personnes qui lui écrivaient pour le soutenir dans son exil autrichien. Un de ces correspondants jugea utile de la faire poster, en partie, sur *lasapiniere.info* avec pour titre : *Le procès Pinaud sera-t-il aussi le procès de Menzingen ?* La voici.

\*

Abbé Nicolas Pinaud

HH HH HH HH HH HH HH HH II<sup>e</sup> jour de détention dans la forteresse de Jaidhof.

Le 26 avril 2013,  
Notre-Dame du Bon-Conseil

Chers amis,

Déjà 47<sup>e</sup> jour d'exil autrichien ! Aucune nouvelle d'un quelconque procès ecclésiastique. Aucun contact de la part de mes accusateurs, mais avec le temps, cette situation devient moins incompréhensible.

Les investigations des techniciens de l'informatique, les constats des huissiers de Justice permettent d'apporter un peu de lumière. Je dispose désormais d'un certain nombre de messages signés de mes initiales, adressés à partir d'une adresse électronique portant mon nom à des personnes connues pour certaines d'entre elles et inconnues pour d'autres. Certains

destinataires méfiants n'ont pas répondu à ces messages, d'autres ont été abusés...

J'ai demandé à la Justice d'identifier ces malfaiteurs et leurs complices, s'il y en a, et de les poursuivre, car je n'ai jamais envoyé ces messages et surtout je n'ai pas créé cette adresse : « nicolas\_pinaud@yahoo.fr ». Si donc vous avez reçu des messages de cette origine, sachez que je n'en suis pas l'auteur ! [...] Nous sommes là, vraisemblablement, en présence d'usage de faux, usurpation d'identité, détournement de courriers, violation de correspondance, violation de l'intimité de la vie privée, ce qui a pu entraîner diffamation... et d'autres douceurs de la même espèce. Qui peuvent bien être les auteurs de tels actes ? Lorsque la lumière sera définitivement établie, avec certitude, je ne manquerai pas de vous tenir informés. Et je ne suis malheureusement pas le seul à avoir été traité de la sorte mais mon cas ne semble pas le plus lourd ! !

Je vous transmets ces informations peu réjouissantes parce que vous avez eu la bonté de m'adresser un courrier sympathique de soutien et vous intéresser à ma situation. Je m'excuse de n'y répondre que maintenant, mais toutes ces démarches judiciaires civiles prennent du temps. Je n'aurai jamais imaginé que ma vie sacerdotale me réserverait de telles surprises ! Mais d'autres encore sont en réserve probablement. Pour raconter des histoires, il faut vivre des aventures ! !

Soyez rassurés, avec le temps, les choses se mettent en place (pour durer) et mes journées sont très occupées à des travaux intellectuels qui attendaient l'opportunité inespérée d'avoir beaucoup de temps libre. Je ne suis pas maltraité et autant que possible, je surveille ma nourriture car l'Histoire de l'Église est instructive ! !

Je viens de lire cette semaine Le non de Monsieur Rudel de la Varende qui traite un épisode des Inventaires. Je vous conseille de lire l'histoire exaltante de cet homme de Foi qui s'enferme dans son église paroissiale avec deux fusils et 50 cartouches pour empêcher les inventaires... Voici un échange entre cet homme et Noël l'un de ses cinq fils :

« – Mais ça peut durer longtemps...

– Tout ce qu'il faudra, mon p'tit.

– Même un mois, deux, six...

– Jusqu'à la fin de mes jours, s'il le faut.

– Pardonnez-moi d'envisager les suites probables de votre décision : Nous avons affaire à une municipalité sournoise et tenace. Qu'arrivera-

*t-il si, justement pour vous faire languir, ils remettent indéfiniment l'inventaire ?... Le maire vous jouera le tour de faire durer votre claus-tration tant qu'il faudra. Il vous aura à l'usure.*

*– Je ne m'userai pas, Noël ; j'en ai vu d'autres. S'il faut me cloîtrer, eh bien j'entre au cloître ; j'entre en religion. Faudra qu'ils enfument le bastion, les gredins !*

*– Vous tirerez ?*

*– Oui Noël.*

*– Dans les jambes.*

*– Non, plus haut »*

[...] Plus je connais les hommes et plus grandit mon intérêt pour les animaux ! [...] vous assurant de mes prières reconnaissantes à toutes vos intentions et de ma profonde gratitude. »

## Pièce 21 : une autre lettre de l'abbé Pinaud

La pièce n° 21 est une autre lettre de M. l'abbé Pinaud aux personnes qui lui écrivaient à Jaidhof. Un de ces correspondants jugea utile de la faire poster, en partie, sur [lasapiniere.info](http://lasapiniere.info) avec pour titre : *L'abbé Pinaud va-t-il fêter ses 20 ans de sacerdoce en prison ?* La voici.

\*

Abbé Nicolas Pinaud

HH HH HH HH HH HH HH HH HH  
HH HH HH HH HH HH HH HH HH II<sup>e</sup> jour  
de détention dans la forteresse de Jaidhof.

Le 10 juin 2013,

*« Enfermé dans un étroit cachot du Palais de la Seigneurie, couché sur la terre nue, sans paille ni lumière, les pieds dans les ceps, les chaînes aux mains, le bras gauche déboîté et cassé par la torture, si endolori qu'on dut parfois lui porter la nourriture à la bouche, mais ne haïssant personne, ne maudissant personne, gardant en lui toute sa magnanimité, toute sa bonté, toute sa foi, au point de toucher son geôlier et d'entreprendre de l'entraîner, lui et sa fille, vers la perfection de la vie chrétienne, Savonarole eut encore la force de prendre la plume*



*pour mettre par écrit, presque d'un trait, entre le 26 avril et le 8 mai 1498, le cri déchirant et sublime de son dernier « Miserere », et de donner soudain aux paroles du psalmiste, que la voix de la liturgie redonnait depuis quinze siècles, un écho d'une beauté si poignante, d'un accent si direct, d'une candeur si absolue, qu'il peut mériter de se perpétuer à travers les siècles comme l'une des plus pures et des plus émouvantes implorations de la piété chrétienne. »*

Rassurez-vous, cette citation de l'introduction à la Dernière Méditation de Savonarole par le cardinal Journet n'illustre en rien ma situation ! Et surtout que personne ne traduise ça en allemand pour le mettre sur, je ne sais quel site, car l'humour est très différent selon la latitude et cela provoquerait, par ici, des mouvements d'humeur qui me vaudraient le traitement de Savonarole !

Les jours se suivent monacalement occupés essentiellement à l'étude. Mon procès m'a été annoncé pour la Nativité de saint Jean-Baptiste (24 juin), c'est préférable à sa Décollation (29 août). !

Je conçois la perplexité de certains d'entre vous qui m'ont fait part de leur difficulté à croire ce que j'écrivais dans une précédente lettre, à savoir que « *Je dispose désormais d'un certain nombre de messages signés de mes initiales, adressés à partir d'une adresse électronique portant mon nom [nicolas\_pinaud@yahoo.fr] à des personnes connues pour certaines d'entre elles et inconnues pour d'autres. »*

Je le comprends. Mais les faits sont les faits. Voici quelques-uns de ces messages envoyés depuis cette adresse nicolas\_pinaud@yahoo.fr créée le 3 mars 2013.

Elle a été utilisée ce même jour à 22 h 19 pour envoyer le message suivant à je ne sais combien de personnes :

*« L'étai se resserre de plus en plus. On est dans l'œil de mire de Menzingen et même de Suresnes... Mais je ne rendrai pas les armes ! Haut les cœurs ! NP »*

Au moins un confrère a été abusé et a répondu un message (que je n'ai pas reçu !) à ce faux message (que je n'ai jamais rédigé) !

Le 6 mars 2013 à 13 h 47, ce même message a été adressé à partir de la même adresse, à d'autres destinataires prêtres et laïcs. Un laïc au moins a été abusé et s'en est inquiété mi-mars. Un huissier de justice m'a remis le message reçu et sa réponse... que je n'avais évidemment pas reçue ! !

Ce même 6 mars, Mgr Williamson recevait toujours de la même adresse [nicolas\_pinaud@yahoo.fr] le message suivant que je n'ai ni écrit ni envoyé :

*« Cher Monseigneur, il semblerait que l'adresse de l'abbé Rioult ait été « hackée ». Si vous avez des documents à lui faire parvenir, envoyez-les moi et je les lui ferai suivre. (En particulier votre travail en cours) Courage. On les aura ! En vous souhaitant un saint carême, je vous assure, cher Monseigneur, de mes prières fidèles. N. Pinaud ».*

Mgr Williamson abusé par ce faux message, m'a adressé une réponse que je n'ai jamais reçue... et pour cause ! C'est un Huissier de justice qui me l'a communiquée, il y a quelques semaines...

Je ne sais combien de personnes ont été abusées par cette diffusion urbi et orbi qui, pour le moins, manque à la justice. Si vous étiez du nombre, faites-le moi savoir. Affaire à suivre.

Les comptes rendus du pèlerinage qui me sont parvenus étaient plutôt douloureux, mais il me semble que le sermon du dimanche a pu faire oublier le froid et la pluie quelques minutes !

*« ...l'Église conciliaire, c'est-à-dire cette secte qui occupe l'Église catholique. C'est un avantage pour nous d'être regardés comme exclus, comme en exil... »*

Enfin un peu de visibilité dans le brouillard persistant !

Nicolas Pinaud

## Pièce 22 : Protocole du premier interrogatoire

Par "protocole" le tribunal entend la transcription de l'interrogatoire par M. l'abbé Wuilloud de l'abbé Pinaud à Jaidhof le 7 juin 2013.

L'utilisation du terme "protocole", aux significations diverses, montre que les juges ne sont pas au fait du droit. Il fallait écrire "minutes de l'interrogatoire" ou tout simplement "interrogatoire".

L'accusé ne fut pas autorisé à relire ce document, ni à corriger ses réponses. Il refusa de le signer.

Il ne nous paraît pas nécessaire de donner ce long document de style oral. Nous donnons le résumé fait par le juge lui-même et remis à M. l'abbé



Pinaud peu après l'interrogatoire. Ce résumé s'intitulait "protocole", mais n'a évidemment aucune valeur juridique puisqu'il est un résumé.

\*

Protocole de l'interrogatoire de l'abbé Pinaud - Jaidhof le 7 juin 2013

Après avoir demandé deux certifications : sur la copie de l'interrogatoire ainsi que sur le document érigeant le tribunal et signé par le Supérieur Général, l'ab. Pinaud continue :

L'abbé Pinaud fait plusieurs remarques sur la télécopie envoyée par le juge le 31 mai 2013.

Refus de principe de l'enregistrement de l'abbé Pinaud. Mais le juge passe outre ce refus.

Questions

Sur abbé Rioult

- les rapports de l'ab. Pinaud sont ceux de rapports d'amitié.
- l'ab. Pinaud affirme n'avoir eu aucune influence sur le départ de l'ab. Rioult, au contraire il lui a demandé de se rendre à Wil.

Sur Mgr Williamson

- il n'a écrit que deux lettres à Mgr Williamson depuis sa naissance, dont seulement la 1<sup>ère</sup> a reçu une courte réponse. Mais il ne se souvient pas des dates.

Envers Mgr Fellay

- au sujet de son entretien avec l'ab. De Caqueray et son conseil, l'ab. Pinaud insiste sur son caractère privé et confidentiel.
- l'ab. Pinaud ne veut rien ajouter de plus sur ces entretiens.
- Mais il reconnaît l'autorité de Mgr Fellay sur la FSSPX, que ses prises de position par rapport à Rome le prive de son autorité ne change rien non plus. (sic)
- L'abbé rappelle le mot de Mgr Fellay qui aurait affirmé que sur ce problème des rapports avec Rome nous étions dans l'ordre de l'opinion.
- Il affirme n'avoir jamais répandu un tel mépris ni avec les confrères ni avec les fidèles.

Sur la Sapinière

- L'ab. Pinaud n'a été en rien en contact avec ce site. Ne l'ayant jamais consulté lui-même.

Sur la lettre des 37 du 28.02.2013

- aucune participation avec ce texte.
- ni avec sa correction, sa diffusion.

Lettres sur la sapinière.com depuis Jaidhof

- il n'a jamais demandé leur parution, ni rien d'autre, il demande même à ses correspondants de ne pas transmettre ses écrits.
- il a demandé à l'abbé Trutt de faire disparaître sa lettre parue sur un site allemand.

L'abbé Pinaud tient à rappeler ses bons offices envers les supérieurs : sa courtoisie, ses bons rapports envers les supérieurs à Menzingen.

Il tient aussi à protester contre le viol de son courrier privé.

Adresse email :

- il confirme avoir l'adresse pinaudnicolas @ yahoo.fr

(signé : )     Abbe Henry Wuilloud juge  
                          Abbe Anton Odermatt greffier

\*

Sur l'insistance de M. l'abbé Pinaud, le texte complet de l'interrogatoire lui fut ensuite envoyé.

## **Acte d'accusation**

L'acte d'accusation est composé de deux parties. La première contient les pièces citées 1 à 22. Voici maintenant la deuxième partie : l'accusation elle-même. Nous ne donnons pas les notes de bas de page du document, simples références aux pièces jointes. Elles augmenteraient inutilement le livre.

\*

### **1. État de la question**

Le 7 mars 2013, le Supérieur Général portait un décret pénal intimant l'ordre à M. l'abbé Pinaud de se rendre au prieuré de Jaidhof, en Autriche. Il lui était reproché sa participation à la lettre des trente-sept et au site de lasapiniere.info. Il nous appartient ici d'établir quelle est la réalité de sa participation à ces actions et en quoi elles pourraient être contraires au droit avant de requérir du juge les éventuelles mesures à prendre.

Nous aurons aussi à connaître des actions de M. l'abbé Pinaud qui ont suivi ce décret pénal et qui seraient contraires à la loi ecclésiastique. Notamment, il conviendra d'établir si les deux lettres de M. l'abbé Pinaud publiées sur le site lasapiniere.info portent coupablement atteinte à la réputation des Supérieurs et constituent ainsi une incitation à la haine ou au mépris.

## 2. Sur la procédure suivie<sup>113</sup>

### 2.1 Généralités

La procédure suivie ici est celle du canon 1720 du code de 1983. Sur la légitimité de l'emploi des normes contenues dans ce code, nous renvoyons à la décision du Conseil Général du 3 janvier 1992 (*Cor Unum* n° 41, de mars 1992) reprise dans les ordonnances.

Rappelons que le code de 1983 est tenu comme une loi douteuse et qu'à ce titre il n'oblige pas en tant que code. Il convient d'appliquer à ses prescriptions les principes généraux du droit relatifs aux lois douteuses. Parmi ceux-ci, on y trouve que le doute doit bénéficier à l'accusé. Si le code de 1983 se révèle plus favorable à l'accusé, on doit donc suivre cette loi douteuse<sup>114</sup>.

Précisons qu'il ne nous appartient pas de passer outre à cette décision du Conseil Général : celle-ci s'impose aux juges comme à l'inculpé, à la défense et même au Supérieur Général. Seul le Conseil Général ou le Chapitre pourraient réformer ces dispositions. C'est la raison pour laquelle

<sup>113</sup> Sur la procédure suivie, voir *Les pouvoirs et les devoirs du chef* en page 19, le document *Valeur du code de 1983* en page 53 avec notre commentaire en page 62, ainsi que la lettre de M. l'abbé Quilton en page 117 avec notre commentaire.

<sup>114</sup> Une loi douteuse n'est pas une loi tant qu'on n'a pas levé le doute.

Quant à l'adage qui énonce que le doute doit profiter à l'accusé, il est appliqué ici à contresens. Il faut raisonner ainsi : le doute doit profiter à l'accusé, or la loi douteuse n'oblige pas (en vertu du canon 15). Donc elle ne peut être appliquée à l'accusé. Résoudre une affaire grave avec une loi douteuse, c'est créer le trouble et le doute, tout le contraire de ce que l'on recherche. Il s'agit en effet pas d'être plus ou moins favorable à l'accusé, mais d'être vrai et juste. De plus, une deuxième contradiction est ici flagrante. Deux lignes plus haut, l'accusateur reconnaît que, douteux, le code n'oblige pas en tant que code. Maintenant il affirme qu'il s'applique tout en restant douteux.

Quand ces deux contresens permettent d'appliquer une loi moderniste et personnaliste, on arrive à justifier l'inversion complète du droit. C'est cela, la subversion.

nous sommes contraints de rejeter la demande de M. l'abbé Pinaud d'être jugé selon le code de 1917.

### 2.2 Dans le cas d'espèce

Le canon 1718 du code de droit canonique<sup>115</sup> prévoit que, lorsqu'un délit est suffisamment établi, plusieurs voies s'offrent à l'autorité. Il convient d'examiner si un procès peut être engagé et s'il est opportun<sup>116</sup>. Le cas échéant, le Supérieur pourra avoir recours au décret extrajudiciaire. Le canon 1720 précise la procédure de ce décret. Il ne s'agit pas ici d'une procédure judiciaire, mais de l'exercice du pouvoir de juridiction par le Supérieur compétent. Ce dernier prend des mesures relevant strictement de ce pouvoir à l'encontre d'un délinquant. Cela est dans l'esprit du code de 1917 qui, au canon 2222 § 2 précisait que les mesures prises selon le pouvoir de juridiction par un Supérieur n'ont pas le caractère de peine<sup>117</sup>.

La nouveauté apportée par le code de 1983 est que le Supérieur s'entoure de deux assesseurs et qu'il doit entendre l'accusé. Cette procédure assure une meilleure protection des droits de la défense et à ce titre elle doit être suivie<sup>118</sup>.

<sup>115</sup> Du code moderniste.

<sup>116</sup> Il ne s'agit pas d'être "opportun", mais juste ! Quel sera le critère d'opportunité ? Le code n'en donne aucun ! Voilà une des portes par lesquelles entre l'arbitraire. Le code traditionnel ne parle pas "d'opportunité", mais de certitude. (Canon 1933)

<sup>117</sup> Comment peut-on affirmer de bonne foi que ce dossier n'est pas pénal ? L'accusateur jongle entre les deux codes comme bon lui semble en pleine contradiction avec les principes qu'il a soi-même posés, à savoir qu'il faut choisir la loi la plus favorable à l'accusé. Il oublie ici les conditions du canon 2222 qui, s'il les appliquait, se retourneraient contre l'accusation.

<sup>118</sup> Il ne suffit pas d'avoir deux assesseurs pour assurer la justice. Les tribunaux soviétiques veillaient aussi à respecter les formes extérieures, avec trois juges, avocats, etc. Cela ne les a pas rendus légitimes. Or, en l'espèce, tout d'abord un des assesseurs est en même temps l'accusateur. Il est difficile d'être indépendant d'esprit et de demeurer parfaitement objectif lors du prononcé de la sentence dans de telles conditions. À plus forte raison quand l'accusateur est le

(suite de la note page suivante)

En l'espèce, le Supérieur Général ayant été mis directement en cause, il n'a pas estimé opportun de juger par lui-même, mais il a délégué M. l'abbé Henry Wuilloud pour porter le décret extrajudiciaire.

### 3. Sur la recevabilité des preuves

Les éléments de preuve dont nous disposons proviennent de trois sources distinctes :

- Du site de *lasapiniere.info*. Ce sont des documents publics bien évidemment recevables.
- De l'accès à la boîte mail [charles.corday@yahoo.fr](mailto:charles.corday@yahoo.fr)
- Des informations obtenues sur le site *lasapiniere.info* par un hameçonnage<sup>119</sup> réalisé grâce à l'adresse [nicolas\\_pinaud@yahoo.fr](mailto:nicolas_pinaud@yahoo.fr).

Après avoir établi de manière générale la légitimité de l'enquête, nous allons donc examiner successivement la recevabilité des éléments de preuves fournis par l'hameçonnage du site *lasapiniere.info* et par l'accès aux courriers de [charles.corday@yahoo.fr](mailto:charles.corday@yahoo.fr).

rédacteur de la sentence, ce que rien n'interdit dans les procédures « administratives » du code moderniste. Nous aimerions à ce sujet savoir qui a réellement rédigé la sentence. Donnerait-on comme assesseur l'un des avocats ? Alors, pourquoi donner l'accusateur ?

Ensuite l'accusé a le droit de se défendre, mais l'assistance d'un avocat relève du bon plaisir du juge, aux termes même du code moderniste, canon 1720.

Enfin, quoique ayant accepté le principe du ministère d'un avocat, le juge a refusé celui choisi par l'accusé. Cet avocat est pourtant actuellement membre de la Commission Canonique Saint-Charles-Borromée dont les compétences s'étendent sur toute la Tradition ; il a longtemps exercé des fonctions de juge, d'avocat et d'expert dans le district de France ; ainsi qu'auprès du Supérieur Général ou à sa demande. Il n'est l'objet d'aucune censure.

<sup>119</sup> Il semble que l'hameçonnage consiste à pénétrer dans une boîte pour y prendre les informations. Il s'agit ici plus que d'un hameçonnage : d'obtention frauduleuse par faux et usurpation d'identité. Mais comme le terme est un néologisme non défini ici, chacun pourra y voir ce qu'il préfère.

### 3.1 Légitimité de l'enquête

#### 3.1.1 En droit

[Le document rappelle que « l'Église est une société parfaite dans son ordre » avec « un pouvoir coercitif » et cite des propositions libérales 19, 20, 30, 31 condamnées par le Syllabus.]

#### 3.1.2 En fait

On doit estimer que les Supérieurs majeurs de la FSSPX sont des Ordinaires. En effet, en raison du décret de louange de la Congrégation du Clergé en date du 18 février 1971, la Fraternité Saint-Pie X est une société cléricale de vie apostolique de droit pontifical. Selon les termes du canon 134 du code de 1983, les supérieurs majeurs de telles sociétés sont des Ordinaires jouissant du pouvoir de juridiction. On doit donc leur reconnaître un pouvoir coercitif et un droit d'enquêter sur les fautes commises par leurs sujets<sup>120</sup>.

L'enquête a été menée d'abord par M. l'abbé Benoît Wailliez, Supérieur du District de Belgique. Il avait des raisons fondées de croire qu'un de ses sujets, M. l'abbé Salenave, se livrait à une activité subversive contre les Supérieurs. Un décret extrajudiciaire en date du 3 mai 2013 établira que M. l'abbé Salenave a animé le site subversif *antimodernisme.info*. M. l'abbé Wailliez avait des raisons de croire qu'il était en relation avec les abbés Rioult et Pinaud. M. l'abbé Wailliez était donc fondé à enquêter sur les faits de nature subversive de M. l'abbé Salenave et à rechercher ses complices. Par la suite, comme cela touchait deux membres qui dépendaient du District de France, il a légitimement transmis les informations à la Maison Générale.

Après cela, est-il nécessaire de préciser que Mgr Fellay doit être tenu comme l'Ordinaire personnel des membres de la Fraternité ? Il est donc en son pouvoir d'enquêter et de sanctionner les délits publics commis par les membres et de rechercher, par lui-même ou par d'autres, les auteurs de délits publics.

<sup>120</sup> Nous approuvons évidemment ces énoncés qui reconnaissent la légitimité de nos supérieurs. C'est sur leur conception du droit et l'usage qu'ils en font que nous ne sommes plus d'accord.

Dénier, dans un cas particulier, à Mgr Fellay les pouvoirs susmentionnés sous prétexte qu'il aurait des liens avec le modernisme ou le libéralisme ne peut non plus être accepté.

### 3.1.2.1 Hameçonnage du site *lasapiniere.info* (Pièce 1)

L'abbé Wailliez a créé une adresse mail [nicolas\\_pinaud@yahoo.fr](mailto:nicolas_pinaud@yahoo.fr) grâce à laquelle il a envoyé de trois à cinq mails. Par ce biais, il a pu obtenir les codes d'accès du site *lasapiniere.info*, mais, conformément à la volonté de Mgr Fellay, il n'en a pas été fait usage. Se faire passer ainsi pour un autre relève de l'équivoque<sup>121</sup> et relève des règles de la restriction mentale. En l'espèce, l'effet bon de l'équivoque, la connaissance de faits délictueux par l'autorité légitime, découle de l'effet mauvais, l'erreur dont l'équivoque a été l'occasion. Pour cette raison, nous ne retiendrons pas les éléments de preuve obtenus par ce moyen.

### 3.1.2.2 Les informations fournies par l'accès aux courriels [charles.corday@yahoo.fr](mailto:charles.corday@yahoo.fr)

L'adresse de M. l'abbé Rioult [charles.corday@yahoo.fr](mailto:charles.corday@yahoo.fr) a été connue de manière parfaitement licite par une simple recherche sur Internet. Elle se trouvait divulguée sur un site publiant l'intégralité du carnet d'adresses de M. Faurisson. Il a fallu ensuite un peu de perspicacité pour découvrir les mots de passe permettant d'accéder à ces courriers. Une telle recherche étant le fait de M. l'abbé Wailliez en sa qualité de Supérieur de District, elle doit

<sup>121</sup> Équivoque : qui a un double sens (Larousse). Quant à la restriction mentale, elle est un acte de l'esprit par lequel on restreint ses paroles à un sens qu'elles ont mais qui n'est pas le sens obvie. Or la signature "N. Pinaud" du message à Mgr Williamson ne peut signifier que N. Pinaud et ne peut désigner que lui. Il ne s'agit donc ni d'équivoque, ni de restriction mentale, mais de mensonge. Il fallait donc écrire : « Se faire passer pour un autre relève du mensonge. En l'espèce, l'effet bon de ce mensonge, la connaissance de faits délictueux par l'autorité légitime, découle de l'action mauvaise. Pour cette raison nous ne retiendrons pas les éléments de preuve obtenus par ce moyen. » Est-il permis à un promoteur de justice, défenseur du droit dans l'intérêt de la société, et à un professeur de morale formant les futurs prêtres et confesseurs, de justifier le mensonge, même s'il n'en profite pas ?

être reconnue pour légitime pour les raisons déjà évoquées (Cf. point 3.1.2)<sup>122</sup>.

L'exploitation de ces informations par la Maison Générale ne pose pas non plus de difficultés. Pour ces raisons, nous retiendrons comme éléments de preuves tout ce qui a pu être relevé à l'adresse [charles.corday@yahoo.fr](mailto:charles.corday@yahoo.fr).

Précisons que l'ensemble du courrier a été expurgé par un confrère extérieur à ce tribunal et qu'il ne nous a été transmis que les pièces concernant les faits délictueux. Il n'y a donc pas eu violation de secrets étrangers à cette affaire<sup>123</sup>.

## 4. Sur les faits délictueux dont M. l'abbé Pinaud est accusé

Ces faits sont de trois ordres :

- Participation au site *lasapiniere.info* ;

<sup>122</sup> Nous ne nions pas le principe, mais cela prouve qu'une suspicion s'est installée dans la Fraternité Saint Pie X. De bons prêtres, obéissants, zélés, s'opposent tout d'un coup à Mgr Fellay. Il faudrait, avant de justifier directement des méthodes radicales, expliquer comment on en est arrivé là et, surtout, montrer ce qu'on a fait pour l'éviter.

On est très surpris de voir la Maison Générale exacerber les passions au lieu de les calmer. Le Supérieur Général a déclaré en septembre 2012 qu'il voulait ramener la confiance. De tels procédés ne vont pas dans ce sens.

<sup>123</sup> On voit là l'injustice inhérente aux procédures dites administratives telles qu'elles sont appliquées à la suite du code moderniste.

Pour assurer l'indépendance des juges on fait appel à un prêtre extérieur, mais cela revient à l'autorité et non à « un confrère ». Dans une procédure normale, l'enquêteur délégué par l'évêque opère le travail de recherche des preuves et est soumis au secret de l'instruction. Il ôte ce qui ne concerne pas l'affaire et ne transmet à l'accusateur que les pièces concernant l'affaire. Le tribunal juge ensuite s'il reste éventuellement une pièce étrangère à l'affaire et si elle doit être écartée.

Dans la procédure dite administrative, tout est confondu. On est obligé d'user d'expédients.



– Participation à la lettre dite des trente-sept ;

– Diffusion d'informations fallacieuses au moyen de deux lettres publiées sur le site lasapiniere.info. Nous examinerons successivement l'éventuelle culpabilité de M. l'abbé Pinaud sur ces trois chefs.

#### 4.1 En droit

##### 4.1.1 Selon le code de 1983

Le canon 1373 du code de 1983 appartient au titre II : les délits contre les autorités ecclésiastiques et la liberté de l'Église. Il est rédigé ainsi : Qui excite publiquement ses sujets à la contestation ou à la haine contre le Siège Apostolique ou l'Ordinaire à cause d'un acte du pouvoir ou du ministère ecclésiastique, ou bien qui incite les sujets à leur désobéir, sera puni d'interdit ou d'autres justes peines.

L'édition Wilson et Lafleur de ce même code commente ainsi ce canon :

1) Exciter publiquement les sujets à l'inimitié ou à la haine envers le Siège apostolique ou l'Ordinaire, à cause d'un acte du pouvoir ou du ministère ecclésiastique. Pour que l'action ainsi définie se produise, il faut : qu'elle soit publique en raison de la connaissance qu'on en a ; qu'elle ait pour but d'exciter l'inimitié ou la haine ; que le motif immédiat ou occasion soit la présence d'un acte de pouvoir ou de ministère ecclésiastique ; et qu'elle aille contre le Siège apostolique ou contre l'Ordinaire.

2) Provocation à la rébellion ou incitation à la désobéissance, délit du même genre que le précédent, mais d'un degré différent : il doit être également public et aller contre le Siège apostolique ou l'Ordinaire ; mais il a pour but la désobéissance ou la rébellion.

Sanction pénale. Peine alternative : censure déterminée — interdit — *ferendæ sententiæ*<sup>124</sup> obligatoire ou peine *ferendæ sententiæ* indéterminée obligatoire.

<sup>124</sup> *Ferendæ sententiæ* : cela signifie que le juge porte lui-même la peine.

##### 4.1.2 Dans le code de 1917<sup>125</sup>

Ces mêmes délits relevaient du canon 2344 du code de 1917 :

*Celui qui, directement ou indirectement aura couvert d'injures le Souverain pontife, un cardinal, un légat du pape, les SS. Congrégations romaines, les tribunaux du Siège apostolique et leurs officiers majeurs, ou son propre Ordinaire, en public, dans les journaux, discours ou libelles, et celui qui excite des préventions ou des haines contre les actes, décrets, décisions, sentences des mêmes personnes, doit être contraint par l'Ordinaire, non seulement à la demande de la personne offensée mais même d'office, fût-ce au moyen de censures, à donner la satisfaction voulue, et être frappé d'autres peines ou pénitences convenables, proportionnellement à la gravité de la faute et à la réparation du scandale.*

Le canon du nouveau code doit être lu à la lumière de celui de 1917, conformément à nos règles.

Naz<sup>126</sup> dans son traité de droit canonique, interprète ainsi ce canon 2344

1. La première partie du canon 2344 contient la première forme du délit qu'il vise, c'est-à-dire l'injure (verbale ou écrite) contre les dignitaires ecclésiastiques. Il faut des injures publiques ; peu importe qu'elles soient insérées dans des discours, des articles de périodiques, des livres ou opuscules.

Injurier indirectement c'est faire injurier par d'autres qu'on excite en cachette, ou encore ne communiquer ses satires ou épigrammes qu'à un petit cercle d'amis, de façon à ce qu'elles soient ensuite publiées. D'après d'autres commentateurs, l'injure est adressée directement à une personne, indirectement à sa charge [...]. En tout cas les mots directement ou indirectement montrent la volonté du législateur de punir les coupables sans leur laisser d'échappatoire.

<sup>125</sup> Nous avons dit ce qu'il en était de l'application des deux codes : c'est une fausse objectivité qui cache une grande injustice.

<sup>126</sup> Canoniste réputé à juste titre.

Pardonnez les injures est tout à fait conforme à la morale évangélique, mais il ne faut pas qu'une telle longanimité nuise au bien commun en permettant de bafouer impunément l'autorité de l'Église.

L'ordinaire peut d'ailleurs infliger sans procès, par précepte, les peines prévues au canon 2344 : il doit exiger qu'on donne satisfaction à la partie lésée (en rétractant les calomnies, en demandant pardon, en prononçant les excuses...) et que le scandale soit réparé le mieux possible.

2. Une seconde forme du délit consiste à exciter des préventions ou des haines contre les actes, décrets, décisions, sentences des mêmes personnes. Au lieu de s'en prendre aux personnes, on attaque les actes publics accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. Les préventions désignent plutôt une colère cachée ; la haine, une colère manifestée publiquement. Le délit est commis dès que les procédés employés sont de nature à exciter la haine ou la colère, même si ces sentiments ne se manifestent pas. Il ne s'agit sans doute pas de quelques mots de mécontentement inspirés par une mesure de l'autorité ecclésiastique, mais plutôt une attitude hostile fréquente ou habituelle. Ce mauvais esprit n'est pas moins nuisible à l'Église, à la paix des âmes, à l'union des esprits, au maintien de la discipline, que les attaques contre les personnes. Aussi l'Ordinaire doit-il le réprimer de la même façon.

#### 4.1.3 Le nouveau code est plus clément

Le code de 1917 prévoyait l'emploi de censures, sans préciser davantage, ce qui permettait de recourir même à l'excommunication. Le code de 1983 n'autorise que la censure d'interdit et d'autres justes peines. Il est donc plus clément, et selon les règles d'interprétation du droit déjà évoquées, il nous faut donc retenir les dispositions du code de 1983.

Cependant, le nouveau code devra être lu à la lumière de l'ancien.<sup>127</sup>

<sup>127</sup> Que cela signifie-t-il ? Dans un procès il faut indiquer précisément les lois appliquées.

## 4.2 En fait

### 4.2.1 Participation au site lasapiniere.info

Il s'agit de juger ici de l'éventuelle participation de M. l'abbé Pinaud au site de *lasapiniere.info*. Ce site est animé ouvertement par M. l'abbé Rioult à partir de début mars 2013 et a pu connaître une évolution qui n'aurait pas été prévue par M. l'abbé Pinaud. C'est pourquoi nous nous limiterons ici à l'étude de ce site de sa fondation au 8 mars 2013, date à laquelle M. l'abbé Pinaud s'est rendu à Jaidhof. Si ce site se révèle délictueux, nous étudierons la part de responsabilité de M. l'abbé Pinaud dans ce site et son éventuelle culpabilité.

#### 4.2.1.1 Nature du site lasapiniere.info

##### 4.2.1.1.1 Les autorités de la Fraternité sont implicitement présentées comme ralliées au modernisme et au libéralisme.

Lasapiniere.info se présente lui-même comme un Site *antimoderniste, antilibéral et antimaçonnique, ayant reçu l'aval des prêtres anti-ralliement de la Fraternité Saint-Pie X*. (Pièce 2) Le qualificatif anti-ralliement indique l'opposition à tout accord avec Rome et à la politique de la Maison Générale vis-à-vis des autorités romaines que les auteurs de ce site estiment être un ralliement. Ce ralliement, comme il est indiqué, serait un ralliement au modernisme, au libéralisme et à la maçonnerie.

Cette interprétation est renforcée par la citation de Saint-Pie X mise en exergue à toutes les pages du site : « Qui, d'une manière ou d'une autre, favorise le modernisme, soit en vantant les modernistes ou en excusant leur conduite coupable, sera exclu, sans merci, de sa charge. »

Cela laisse entendre que ce site vise la démission des membres de la Maison Générale considérés comme modernistes. C'est le sens qu'un lecteur ordinaire retiendra.

##### 4.2.1.1.2 Une volonté d'agir secrètement

Dans sa présentation historique, le site exprime sa volonté de reproduire La Sapinière fondée par Mgr Benigni sous le règne de Saint-Pie X (*Bis repetita, placent*). La Sapinière historique est présentée ainsi : « La Sapinière est le pseudonyme donné en France à une organisation, plus ou

*moins secrète.* » Cela indique la volonté de mener une action secrète. Cette intention est confirmée par le fait que les auteurs du site désiraient rester inconnus. Historiquement, La Sapinière se donnait pour mission de dénoncer au Saint Siège les ecclésiastiques modernistes afin que les autorités puissent les écarter. »

Nous avons dans le choix du nom un nouvel indice des fins visées par le site (Cf. point 4.2.1.1.1).

#### **4.2.1.1.3 Un site à caractère séditieux et infamant pour le Supérieur Général**

##### **4.2.1.1.3.1 La lettre des trente-sept**

Les archives de février du site comportent d'abord une lettre ouverte à Mgr Fellay qui serait prétendument l'œuvre de trente-sept prêtres (Pièce 3). Elle sera ci-après désignée comme la lettre des trente-sept. Ce document indique l'orientation qui sera suivie par lasapiniere.info. On pourra donc appliquer au site la même qualification qu'à la lettre. Comme on l'établira ci-après, cette lettre a un caractère infamant pour le Supérieur Général qu'elle traite de menteur. Ce faisant, elle rend le Supérieur Général odieux auprès des lecteurs. Cette lettre conclut en poussant le Supérieur Général à la démission.

##### **4.2.1.1.3.2 Lettre à nos confrères prêtres n° 3**

Le 22 février, le site publie la lettre à nos confrères n° 3 (Pièce 4). L'objectif de cette longue lettre est de prouver le libéralisme de Mgr Fellay en particulier et des Supérieurs en général.

##### **4.2.1.1.3.3 Lettre à nos frères prêtres n° 2**

L'esprit de la lettre n° 2, reprise sur le site le 18 février est le même, quoique moins explicite. On parle de concession envers les modernes de la part de Mgr Fellay (Pièce 5). On trouve déjà suggéré dans cette lettre la volonté de pousser le Supérieur Général vers la démission, quoiqu'en termes plus voilés. Cette lettre avance huit faits plus ou moins extrapolés qui sont reprochés à Mgr Fellay.

Cette lettre sera traduite en espagnol et paraîtra sur le site : <http://nonpossumus.foroactivo.mx/t99-ocho-buenas-razones-para-la-dimision-de-monsenorfellay>. En espagnol le titre de cette lettre est ainsi

devenu : huit bonnes raisons pour la démission de Mgr Fellay. Cela démontre suffisamment l'esprit de cette lettre<sup>128</sup>.

On peut noter enfin son caractère injurieux quand, à la fin, elle cite saint Bernard au sujet de Mgr Fellay : « *Quand un supérieur devant un problème si grave fait preuve d'une telle légèreté et entretient un tel flou : on est stupéfié. Saint Bernard, écrivant filialement au pape Eugène III, avait raison : "c'est une chose monstrueuse qu'un rang suprême et un caractère bas."* »<sup>129</sup>

##### **4.2.1.1.3.4 Réflexion sur un communiqué de Menzingen**

Cet article mis sur le site le 15 février 2013 se conclut par ces termes « Revenons au début du communiqué : « *La Fraternité Saint-Pie X a appris l'annonce soudaine de la démission du pape Benoît XVI. Beaucoup de prêtres et de fidèles espèrent que cet exemple venu de très haut inspirera nos supérieurs : quand « on ne sait plus trop où est la pédale de frein » (Mgr Fellay à Brignoles, 4 mai 2012), il est sage... et il est urgent de céder le volant à un autre.* » (Pièce 6)

On retrouve la même insistance à réclamer la démission de Mgr Fellay<sup>130</sup>.

<sup>128</sup> Attribuer à l'auteur de la lettre le titre du traducteur n'est pas légitime.

<sup>129</sup> Où est l'injure puisque saint Bernard écrit filialement ? N'y a-t-il pas lieu d'avertir le Supérieur Général, comme le faisait saint Bernard ?

Puisque le Supérieur Général a commis un juge pour ne pas avoir à juger sa propre cause, la moindre des choses était que l'accusateur examinât les raisons qui avaient déterminé l'auteur de la lettre à poser une telle affirmation. L'honnêteté intellectuelle est pour un juge le fondement de l'honnêteté morale et, sans celle-là, celle-ci devient impossible. Si on déconnecte cette affaire du fond, il n'est pas difficile de condamner.

<sup>130</sup> Voir notre note 66 en page 103 sur le procès Salenave, 2.1 § 3.

Certes, cette demande peut facilement tourner à la subversion mais, dans les cas graves, elle permet de restaurer la situation en passant par la voie normale, comme l'indique saint Thomas d'Aquin dans le *De Regno*, et donc sans coup de

(suite de la note page suivante)

#### 4.2.1.1.3.5 Rectificatif au sujet du Communiqué du Supérieur du District de France à propos de la lettre du 28 février à Mgr Fellay

Le 8 mars 2013 a été mis sur le site de lasapiniere un article dont le titre fait l'intitulé de ce paragraphe. M. l'abbé Rioult écrit : « *Une lettre partagée par 37 prêtres du district de France a bien été postée sur le site La Sapinière. Les vérités qu'elle contient ont manifestement fort déplu à la Maison Générale qui a décidé de sanctionner trois prêtres parmi les trente-sept l'approuvant. Leur crime : ne pas supporter les mensonges de la Maison Générale.* »

On retrouve ici l'accusation de mensonge qui a déjà plusieurs fois été proférée sur ce site<sup>131</sup>.

#### 4.2.1.2 Qualification juridique du site de lasapiniere.info

L'objectif du site lasapiniere.info, tel qu'il résulte de l'analyse générale est de pousser à la démission de Mgr Fellay.

Pour y parvenir, le site recourt à des affirmations ou des suggestions infamantes envers le Supérieur Général ou la Maison Générale. Ils sont présentés comme menteurs, ralliés au modernisme et au libéralisme, de caractère bas. Ces accusations sont de nature à susciter la contestation ou la haine envers l'Ordinaire. Le motif de cette haine est un acte du ministère ecclésiastique, à savoir les rapports avec les autorités romaines. Le site, à travers les articles cités, est donc constitutif de la première forme du délit visé par le canon 1373<sup>132</sup>.

Par ailleurs, le site réclame avec insistance la démission du Supérieur Général. De la part des sujets, contraindre le Supérieur à la démission revient à une désobéissance, car l'on vise par ce biais à se soustraire à l'obéissance au supérieur. Inviter les confrères à pousser le Supérieur à la

force. C'est pourquoi on ne peut juger de cette demande sans examiner les raisons qui la motivent et qui, elles aussi, appartiennent au procès.

<sup>131</sup> Il faut établir la réalité ou non du mensonge, ce qui est facile puisqu'il suffit de comprendre les textes. C'est le devoir d'un juge indépendant.

<sup>132</sup> Dans cette phrase, de la contestation et de la haine, il ne reste plus que la haine. Pourquoi retenir le plus grave seulement et le plus subjectif ?

démission revient à une forme particulière d'invitation à la désobéissance<sup>133</sup>. Ce site est donc constitutif de la seconde forme du délit visé par le canon 1373.

Enfin, ce site revêt un caractère manifestement public. Le motif immédiat de ces attaques est l'action des autorités de la Fraternité dans les rapports avec Rome. Mgr Fellay est enfin l'Ordinaire des membres de la Fraternité. Il en résulte que les auteurs de ce site ont commis le délit sanctionné par le canon 1373 du code de 1983 : l'excitation publique des sujets à l'inimitié et à la haine contre l'Ordinaire et l'incitation à la désobéissance.

#### 4.2.2 Participation de M. l'abbé Pinaud au site lasapiniere.info

Le site lasapiniere.info est animé par M. l'abbé Rioult. Il est intéressant de se pencher sur les relations de M. l'abbé Pinaud avec M. l'abbé Rioult avant la création de ce site pour voir si M. l'abbé Pinaud ne serait pas l'instigateur de M. l'abbé Rioult. Dans un second temps, nous verrons les rapports de ces deux confrères entre l'ouverture du site lasapiniere et le 8 mars 2013.

##### 4.2.2.1 Du Chapitre Général à l'ouverture du site lasapiniere.info

Conformément à la volonté exprès du Supérieur Général, il ne sera ici question que des faits postérieurs au Chapitre.

##### 4.2.2.1.1 21 juillet 2012 (Pièce 7)

M. l'abbé Pinaud transmet très confidentiellement sans l'autorisation de son auteur, mais avec *son autorisation présumée*, la lettre de M. l'abbé Chazal à M. l'abbé de Cacqueray dans laquelle l'abbé Chazal expose les

<sup>133</sup> Demander la démission n'est pas y contraindre. Et constater que la seule issue d'une situation soit la démission est une conséquence de la réalité et non d'une volonté personnelle. Une analyse morale des actes effectivement posés manque ici gravement. C'est la conséquence nécessaire des approximations multiples.

Qu'il existe un différend grave entre les auteurs des documents publiés sur le site et Mgr Fellay, c'est certain, mais de là à en conclure que toute contestation des actions de Mgr Fellay soit illégitime...



raisons pour lesquelles il envisage de quitter la Fraternité. De la sorte, il présente à M. l'abbé Rioult l'action de l'abbé Chazal comme une possibilité d'action, même si, pour sa part, M. l'abbé Pinaud estime qu'il vaut mieux rester dans la Fraternité pour agir. Le fait de fournir l'intégralité de la lettre de M. l'abbé Chazal fournit des motifs de rébellion à M. l'abbé Rioult.

On peut aussi se demander à quel titre M. l'abbé Pinaud a obtenu copie de cette lettre. C'est un indice qu'il est proche des options de M. l'abbé Chazal<sup>134</sup>.

#### 4.2.2.1.2 30 juillet 2012 (Pièce 8)

M. l'abbé Pinaud communique les notes d'un entretien qu'il a eu avec l'abbé de Cacqueray : « Pour lui, si nous devons partir, il envisage des prêtres errants... ». L'abbé de Cacqueray « s'efforcera jusqu'au volontarisme d'attaquer Vatican II pendant les deux années qu'il croit lui rester à la tête du district de France ». L'abbé Pinaud dit qu'il part avec [l'abbé] Beauvais pour Paris puis demain pour les Antilles et que ce dernier n'est « pas décidé à agir autrement. Pour moi, Chazal gaspille son départ s'il part maintenant. C'est une situation d'iniquité ». L'abbé Pinaud dit à l'abbé Rioult : « Pour le reste, je partage votre attitude vis-à-vis de Menzingen, j'ai dit à de Cacqueray que je ne savais que faire, pour agir, il fallait une occasion et qui en valait la peine. »

<sup>134</sup> Comment qualifier de telles assertions ? Transmettre très confidentiellement peut être dû à ce que M. l'abbé Pinaud ne veut justement pas exciter à la rébellion. Si c'est une manœuvre sournoise, il faut le prouver. Que M. l'abbé Chazal ait donné ou non son autorisation n'importe absolument pas. S'agit-il de discréditer M. l'abbé Pinaud ? Alors on est dans l'accusation par amalgame...

Reconnaître qu'il faut demeurer dans la Fraternité est une preuve que M. l'abbé Pinaud ne pousse pas à la rébellion, en tout cas pas sur ce point. Affirmer le contraire est un contresens évident. En morale cela est de la calomnie.

Enfin affirmer comme un indice que M. l'abbé Pinaud est proche des options de M. l'abbé Chazal est de l'arbitraire pur : quelles options ? Que signifie "proche" ? En quoi sont-elles mauvaises ? En quoi, surtout, concernent-elles la haine à laquelle M. l'abbé Pinaud aurait poussé ?

Il ressort de ce courriel que M. l'abbé Pinaud intervient auprès de M. l'abbé de Cacqueray, de M. l'abbé Beauvais et de M. l'abbé Rioult. Le sens de son action à l'égard de ces confrères est de les inviter à agir quand cela en vaudra la peine et à entretenir l'inquiétude.

Sans donner de direction précise, M. l'abbé Pinaud pousse à une certaine action, de l'intérieur, contre les Supérieurs<sup>135</sup>.

#### 4.2.2.1.3 12 septembre 2012 (Pièce 9)

M. l'abbé Pinaud est beaucoup plus explicite avec M. l'abbé Rioult : « Tant que Menzingen ne reconnaîtra pas ses erreurs, il n'existe plus pour moi ! [...] Car le mal fait à la cohésion de la tradition par Fellay est gravissime... Un homme d'honneur qui prend conscience d'une telle faiblesse démissionne. Il est entièrement responsable du départ de nos confrères. » Ce mail fait suite à un appel téléphonique. Ce mail contient un rejet formel de l'autorité<sup>136</sup>. Le sens de l'action évoquée au point précédent se précise : il faut viser à la démission du Supérieur Général.

#### 4.2.2.1.4 18 septembre 2012 (Pièce 10)

M. l'abbé Rioult est passé à l'action : Il reçoit un devis pour la traduction de la lettre à nos confrères prêtres N° 2 pour sa traduction vers l'anglais, l'allemand et l'espagnol. Cette lettre aura en espagnol pour titre : *ocho buenas razones para la dimision de monsenor fellay, huit bonnes raisons pour la démission de Monseigneur Fellay*. M. l'abbé Rioult agit dans le sens évoqué par M. l'abbé Pinaud dans son mail du 12 septembre : tendre à obtenir la démission de Mgr Fellay.

<sup>135</sup> Là encore que d'imprécisions et d'amalgames ! Voilà à quoi on est réduit quand on ne veut pas aller au fond.

<sup>136</sup> Non, pas un rejet formel. Les mots "tant que" déterminent que M. l'abbé Pinaud ne parle pas de façon absolue. Il ne nie pas que Mgr Fellay soit le Supérieur Général. Il affirme que, l'étant, il exerce son supériorat indignement, contre l'intérêt de la Fraternité Saint Pie X, qu'il doit le reconnaître et démissionner.



#### 4.2.2.1.5 30 septembre 2012 (Pièce 11)

L'abbé Trincado avertit antimodernisme.info@gmail.com que la traduction est en cours et transmet les adresses mail des confrères d'Amérique Latine. Copie de ce mail sera envoyée le 6 octobre à M. l'abbé Rioult.

#### 4.2.2.1.6 6 octobre 2012 (Pièce 12)

Antimodernisme.info@gmail.com avertit M. l'abbé Rioult que l'abbé Trincado a fini de traduire la lettre à nos confrères.

#### 4.2.2.1.7 Janvier 2013 (Pièce 13)

M. l'abbé Rioult est au centre pour la traduction et la diffusion de la lettre aux confrères n° 3. Mlle [xxx] qui collabore avec M. l'abbé Salenave à antimodernisme.info écrit notamment : « *C'est comme collaboratrice de Monsieur l'abbé Salenave que je vous contacte. J'ai fait les corrections de la lettre aux confrères pour le site et il y avait assez bien de fautes. Je ne sais pas si vous l'avez déjà envoyée, mais, à tout hasard, je vous renvoie une version corrigée (j'espère que vous pourrez la lire).* »

Il ressort de ce courriel que M. l'abbé Rioult est très probablement à l'origine de la diffusion de la lettre à nos confrères.<sup>137</sup>

#### 4.2.2.1.8 Conclusion

L'analyse de ces pièces fait apparaître que M. l'abbé Pinaud est un conseiller efficace de M. l'abbé Rioult dans l'affaire de *la sapinière*. En effet, son conseil du 12 septembre a été suivi immédiatement par le début de

<sup>137</sup> Cela ne concerne en rien M. l'abbé Pinaud. On est devant un sorite : les ivrognes boivent, or celui qui boit dort, or celui qui dort ne pêche pas, celui qui ne pêche pas va au Ciel, donc les ivrognes sont assurés du Ciel ! M. l'abbé Pinaud conseille M. l'abbé Rioult, or M. l'abbé Rioult édite telle lettre, or telle lettre est traduite, or M. l'abbé rend compte, donc M. l'abbé Pinaud est coupable.

l'activité subversive de M. l'abbé Rioult. Ce dernier, le 18 septembre, a déjà reçu des devis de traduction pour des textes à publier sur le site<sup>138</sup>.

Il faut donc conclure que M. l'abbé Pinaud est au moins conseiller efficace dans l'affaire *lasapinière*. Est-il l'instigateur de ce site ? Il y a ici un indice qui, à lui seul, est insuffisant pour constituer une preuve. M. l'abbé Pinaud doit donc être reconnu comme coopérateur du site *lasapinière*.

#### 4.2.2.2 De l'ouverture du site *la sapinière* au 8 mars 2013

##### 4.2.2.2.1 12 février 2013 (Pièce 14)

M. l'abbé Rioult informe [xxx] de la création d'un nouveau site et lui demande d'en être l'administrateur, ce qu'elle accepte (c'est une dame). Le site publiera le catéchisme de la crise dans la FSSPX qui a été transmis par M. l'abbé Rioult.

##### 4.2.2.2.2 13 février 2013 (Pièce 15)

M. l'abbé Pinaud transmet à l'abbé Rioult copie du mail qu'il a adressé à Mgr Williamson. On y lit : « *J'ai répondu à l'ab. de Cacqueray en présence de son conseil que j'avais perdu définitivement toute confiance envers les Supérieurs Majeurs et que j'éprouvais un immense mépris envers Menzingen. J'ai précisé que j'avais moins d'estime pour Bernard Fellay que pour Charles de Gaulle.* » ; « *La malhonnêteté de cet homme [Mgr Fellay] doit être démasquée.* »

Ces propos constituent, auprès de l'abbé Rioult, une incitation au mépris et à la désobéissance dont nous avons déjà vu les effets ci-dessus<sup>139</sup>.

<sup>138</sup> L'accusateur a pris soin de préciser que le résultat des manœuvres n'importait pas. Pourquoi le résultat est-il dans sa conclusion, la seule preuve qu'il rapporte ?

De plus, il aurait fallu auparavant montrer le lien entre les conseils du 12 septembre et les actions qui suivirent. On connaît la fausse déduction appelée *post hoc, propter hoc* : après cela, donc à cause de cela.

<sup>139</sup> Un mail du 13 février 2013 ne peut pas avoir d'effet en janvier 2013 ni en novembre 2012. À moins que la phrase soit mal tournée...

M. l'abbé Pinaud demande aussi à Mgr Williamson copie de la lettre du 15 avril 2012 de Mgr Fellay (déclaration doctrinale). Cette dernière sera un élément central de l'attaque contre l'autorité menée par lasapiniere.

#### 4.2.2.2.3 14 février 2013 (Pièce 16)

M. l'abbé Rioult avertit Mgr Williamson que le site antimodernisme.info ferme et qu'il est remplacé, Dieu merci, par celui de *lasapiniere*. Il lui demande le document du 15 avril (déclaration doctrinale) pour la suite, c'est-à-dire pour sa publication sur le site. Ce mail est envoyé en copie pour information à M. l'abbé Pinaud. Il en ressort que Messieurs les abbés Rioult et Pinaud agissent de concert pour l'obtention et la publication de la lettre du 15 avril. Il semble même que M. l'abbé Rioult rend compte à M. l'abbé Pinaud de son intervention auprès de Mgr Williamson. C'est un indice supplémentaire que M. l'abbé Pinaud pourrait être l'instigateur de l'action de l'abbé Rioult<sup>140</sup>.

#### 4.2.2.2.4 23 février 2013 (Pièce 17)

M. l'abbé Pinaud renvoie corrigée la lettre des trente-sept à M. l'abbé Rioult en précisant :

*« J'ai lu attentivement ce nouveau document scandaleux dont je me suis permis toutefois de corriger quelques fautes d'orthographe inadmissibles. Après avoir fait pénitence et prié (sic) – il me semble pouvoir dire que ce document est nettement meilleur que le précédent parce que plus précis et plus méchant... finalement je ne vois pas de modification à lui apporter. Je désapprouve cependant son caractère anonyme qui en fait une attaque perverse et inique. Moi qui aime à la folie les habitants de Menzingen en général et plus particulièrement ceux de Schwandegg, je n'ai pas peur... d'être d'accord avec eux !!! NP »*

Cette lettre des trente-sept sera mise sur le site le 28 février et sera envoyée par courrier aux confrères. Il est difficile de soutenir que M. l'abbé Pinaud ignorait qu'elle était destinée à la publication. Lorsque M. l'abbé Pinaud écrit : *« finalement je ne vois pas de modification à lui apporter. »* il

<sup>140</sup> Ou vice versa, que M. l'abbé Rioult soit l'instigateur de l'action de M. l'abbé Pinaud. On remarquera le conditionnel.

s'adresse à M. l'abbé Rioult comme une autorité qui accorde son placet au travail d'un collaborateur qui le consultait<sup>141</sup>.

Dans sa collaboration au site lasapiniere, l'abbé Pinaud apparaît donc davantage comme un mandant que comme un collaborateur<sup>142</sup>.

#### 4.2.2.2.5 27 février 2013 (Pièce 18)

Au sujet de la lettre des trente-sept qui accuse Mgr Fellay de mensonge, M. l'abbé Rioult écrit à [xxx] : *« Mon confrère n'a pas compté les prêtres amis mais c'est une estimation (gonflée) des confrères (fsspx) qui pensent cela au point d'agir. Le nombre réel est plus entre 17 et 27 malheureusement. »*

Soit dit en passant, les conjurés sont bien placés pour porter des accusations de mensonge... L'abbé Rioult fait ici référence à un autre prêtre dont l'avis prévaut sur le sien. Cette manière d'agir de l'abbé Rioult est davantage celle d'un mandataire que d'un responsable. Ce mail ne permet pas, cependant de déterminer qui est cet autre prêtre. En tout état de cause, si cela est insuffisant pour affirmer que M. l'abbé Pinaud est cet autre prêtre, cela confirme que M. l'abbé Rioult, dans son action, est dirigé par un autre prêtre<sup>143</sup>.

#### 4.2.2.3 Conclusion

Si pris un par un, ces mails sont de simples indices de la participation active de M. l'abbé Pinaud au site de *lasapiniere*, lorsqu'ils sont réunis, ils constituent un faisceau convergent d'indices qui montre avec certitude que M. l'abbé Pinaud est un collaborateur actif dont l'action est déterminante dans le site *lasapiniere*. Plusieurs indices indiquent même qu'il en serait l'instigateur<sup>144</sup>.

<sup>141</sup> Ou vice versa comme un collaborateur envers l'abbé Rioult.

<sup>142</sup> Voilà où on arrive. Les conséquences seront lourdes, car un mandant est plus coupable qu'un collaborateur.

<sup>143</sup> Nous n'avons plus de mots pour qualifier une telle légèreté.

<sup>144</sup> M. l'abbé Pinaud, dans sa défense, commentera ce "faisceau d'indices".

Nous avons vu que ce site constitue un délit contre le canon 1373 du code de 1983. La participation de M. l'abbé Pinaud revêt donc un caractère délictueux.

La participation de M. l'abbé Pinaud à l'œuvre subversive sera aussi établie avec certitude pour la lettre des trente-sept, comme nous allons le voir.

### 4.3 Participation à la lettre à Mgr Fellay du 28 février

#### 4.3.1 En droit

Les éléments de droit sont ceux déjà exposés en 4.1.1.

#### 4.3.2 En fait

##### 4.3.2.1 Qualification de la lettre des trente-sept

Cette lettre (Pièce 19) a été publiée sur le site de lasapiniere le 28 février et elle a été envoyée par courrier aux confrères. Nous avons déjà évoqué son caractère mensonger quant au nombre des signataires.

La fin de cette lettre est de pousser le Supérieur Général à la démission. Le moyen employé est l'accusation de mensonge, de subversion, de zizanie.

Comme le site lasapiniere, la lettre des trente-sept vise à détruire la réputation du Supérieur Général pour le contraindre à la démission. Un tel comportement tombe directement sous le canon 1373, comme cela a déjà été établi au point 4.2.1.2.

##### 4.3.2.2 Participation de M. l'abbé Pinaud à la lettre des trente-sept

M. l'abbé Pinaud a corrigé cette lettre et l'a entièrement approuvée. Le 23 février (Pièce 17), il écrivait à son sujet :

*« J'ai lu attentivement ce nouveau document scandaleux dont je me suis permis toutefois de corriger quelques fautes d'orthographe inadmissibles. Après avoir fait pénitence et prié (sic) – il me semble pouvoir dire que ce document est nettement meilleur que le précédent parce que plus précis et plus méchant... finalement je ne vois pas de modification à lui apporter. »*

Certes, M. l'abbé Pinaud écrit ensuite : *« Je désapprouve cependant son caractère anonyme qui en fait une attaque perverse et inique. Moi qui aime à la folie les habitants de Menzingen en général et plus particulièrement ceux de Schwandegg, je n'ai pas peur... d'être d'accord avec eux !!! NP »*. Mais cela doit être compris de manière ironique. L'ironie est évidente pour le prétendu amour qu'il porte à Menzingen. Cette ironie est encore présente lorsqu'il écrit : *« je n'ai pas peur... d'être d'accord avec eux !!! »* Il est donc probable<sup>145</sup> qu'il est encore ironique lorsqu'il écrit : *« Je désapprouve cependant son caractère anonyme qui en fait une attaque perverse et inique. »*

Mais finalement la chose importe peu, car ce qui est constitutif du délit, c'est la lettre elle-même, non son caractère anonyme<sup>146</sup>.

La lettre revêt le caractère d'un délit contre le canon 1373 ; M. l'abbé Pinaud approuve son contenu et œuvre à sa publication par les corrections qu'il y apporte. On doit donc conclure que son action, quant à cette lettre est constitutive des deux formes du délit visé par le canon 1373.

#### 4.3.3 Conclusion

M. l'abbé Pinaud doit donc être reconnu coupable d'un délit contre le canon 1373, comme participant à la publication de la lettre des trente-sept par les corrections qu'il y a apportées et par son approbation de ce texte comme « nettement meilleur parce que plus précis et plus méchant ».

### 4.4 Les deux lettres de M. l'abbé Pinaud publiées sur lasapiniere.info

#### 4.4.1 En droit

Cela a déjà été exposé au point 4.1.1.

<sup>145</sup> Seulement probable, cela ne suffit pas pour établir un jugement certain, encore moins pour condamner.

<sup>146</sup> Il est heureux que le caractère anonyme soit reconnu comme non délictueux. Ce n'est pourtant pas ce qui fut ressassé à l'envi.





Il faut conclure de cet échange que M. l'abbé Pinaud n'entend pas s'opposer à la publication d'une de ses lettres. Le 20 juin, c'est une lettre du 10 (Pièce 21) qui est publiée sur le même site de *lasapiniere.info*. Elle n'a pas de destinataire spécifié et elle explicite les accusations de hackage.

M. l'abbé Pinaud n'ignorait pas que sa précédente lettre du 26 avril avait été publiée sur Internet, il pouvait prévoir sans peine que celle du 10 juin allait l'être. Cela est corroboré par le fait que la lettre du 10 juin vient compléter et reprendre celle du 26 avril :

*« Je conçois la perplexité de certains d'entre vous qui m'ont fait part de leur difficulté à croire ce que j'écrivais dans une précédente lettre, à savoir que : « Je dispose désormais d'un certain nombre de messages signés de mes initiales, adressés à partir d'une adresse électronique portant mon nom nicolas\_pinaud@yahoo.fr à des personnes connues pour certaines d'entre elles et inconnues pour d'autres. »*

Naz, dans son traité de droit canonique écrit au sujet du canon 2344 : *« Injurier indirectement c'est faire injurier par d'autres qu'on excite en cachette, ou encore ne communiquer ses satires ou épigrammes qu'à un petit cercle d'amis, de façon à ce qu'elles soient ensuite publiées. »* Si l'on ne peut établir avec certitude que M. l'abbé Pinaud prévoyait la publication de sa lettre du 26 avril, on ne peut dire la même chose pour celle du 10 juin. Il pouvait et devait prévoir qu'elle le serait, cette dernière ayant été rédigée comme un complément naturel de la première, adressé aux mêmes personnes. Le contenu délictueux de cette seconde lettre est donc imputable à M. l'abbé Pinaud.

Cependant, dans la mesure où la seconde lettre reprend et explicite les accusations de la première, elle est une réitération de la première qui est toujours consultable sur le site de *lasapiniere*. En outre, les lecteurs de cette seconde lettre seront conduits à rechercher et à lire la première. Pour cette raison, les accusations portées dans la première sont contenues virtuellement dans la seconde et sont aussi, à ce titre, imputables à M. l'abbé Pinaud.

Indépendamment même de leur publication sur Internet, ces lettres ont été adressées comme des circulaires à l'ensemble de ceux qui avaient écrit à M. l'abbé Pinaud. L'interrogatoire de M. l'abbé Pinaud établit que ses correspondants sont fort nombreux. La diffusion de ces lettres par M. l'abbé Pinaud à des correspondants nombreux suffit déjà à donner à la lettre un caractère public.

On peut donc conclure que M. l'abbé Pinaud a, de manière particulièrement sournoise et insidieuse, répandu publiquement, par ces deux lettres, des informations de nature à exciter les sujets à la contestation ou à la haine contre l'Ordinaire. Il s'agit donc d'un nouveau délit contre le canon 1373 du code de 1983.

## 5. Sur les circonstances atténuantes

M. l'abbé Pinaud s'est rendu coupable de trois manières du délit sanctionné par le canon 1373 : par sa participation au site de *lasapiniere*, par sa collaboration à la lettre des trente-sept et par la diffusion de deux lettres reprises par le site de *lasapiniere*. Il convient maintenant d'étudier les éventuelles circonstances atténuantes ou aggravantes.

Les agissements de M. l'abbé Pinaud sont intervenus dans une période troublée de la vie de la Fraternité. Les relations avec Rome qui se sont déroulées au début de l'année 2012 ont pu troubler et causer des inquiétudes auprès des membres. Pour cette raison, Mgr Fellay n'a pas voulu que l'on recherchât les actes antérieurs au Chapitre de juillet 2012.

Le Chapitre de juillet 2012 et le refus de Rome de la déclaration doctrinale ont écarté toute possibilité d'un accord en qui certains ont pu voir un péril pour la foi. Ce péril pour la foi, quand bien même il aurait été réel, ne permettait pas d'inciter les sujets à la rébellion<sup>147</sup>. En outre, le canon 1373 ne demande pas que l'acte de pouvoir ou de ministère ecclésiastique soit bon. Quand bien même l'acte attaqué serait estimé illégitime, l'incitation à la haine reste coupable<sup>148</sup>. L'éventuel caractère périlleux pour la foi des

<sup>147</sup> Comment faut-il comprendre cette phrase ? Que le péril de la foi ne permettrait pas d'inciter les fidèles à s'opposer ? Ce serait une des affirmations les plus horribles de l'accusateur. Elle serait bien plus grave que toute critique à l'encontre d'un supérieur, car elle contiendrait un mépris de la foi en raison de l'estime due aux supérieurs. Or les supérieurs sont au service de la foi et non l'inverse. À elle seule, cette phrase justifie la récusation de l'accusateur.

<sup>148</sup> Pourquoi parler de haine là où il n'y en a pas. Contestation, oui. Haine, non !



accords avec Rome ne saurait donc justifier les agissements de M. l'abbé Pinaud.

Cela constituerait-il une circonstance atténuante ? Certes oui. Mais M. l'abbé Pinaud a-t-il été gravement troublé au point d'errer dans son jugement ?

L'analyse des pièces fait apparaître les motivations de M. l'abbé Pinaud. Celles-ci s'apparentent davantage à un ressentiment envers le Supérieur Général. C'est ainsi que le 13 février, M. l'abbé Pinaud écrivait à Mgr Williamson (Pièce 15) :

*« J'étais hier à Suresnes pour le rapport moral de mon ministère. À la question posée : quelles difficultés rencontrez-vous, j'ai répondu à l'ab. de Cacqueray en présence de son conseil que j'avais perdu définitivement toute confiance envers les Supérieurs Majeurs et que j'éprouvais un immense mépris envers Menzingen. J'ai précisé que j'avais moins d'estime pour Bernard Fellay que pour Charles de Gaulle. L'Ab. de Cacqueray a essayé de m'expliquer que le mépris était un sentiment qui n'était pas christianisable et que malgré tout Mgr Fellay n'avait pas signé... Je lui ai répondu que tant que je n'aurai pas lu la lettre du 15 avril, je refusais de discuter. »*

Le 23 février, M. l'abbé Pinaud écrira (Pièce 17), avec une effroyable ironie : *« Moi qui aime à la folie les habitants de Menzingen en général et plus particulièrement ceux de Schwandegg... »*

Il manifeste encore ce mépris dans la lettre du 26 avril (Pièce 20) publiée sur lasapinière en la concluant par ces mots : *« Plus je connais les hommes et plus grandit mon intérêt pour les animaux ! »*

Si c'était le pur zèle de la foi qu'il (sic) l'animait, on devrait trouver des marques de sa tristesse, de son regret que des Supérieurs se soient ainsi trompés, de sa prière, du désir du retour des Supérieurs à de meilleures dispositions..., mais on n'en trouve trace nulle part.

Enfin, M. l'abbé Pinaud fait preuve d'une grande pertinacité et son opposition, malgré sa nomination à Jaidhof, n'a pas cessé. Bien plus, il a

manifesté publiquement son intention d'aller jusqu'au bout et de recourir à tous les moyens<sup>149</sup>.

Ce mépris témoigné envers les Supérieurs et cette pertinacité sont des circonstances aggravantes : M. l'abbé Pinaud n'a pas agi dans l'égarement, mais en pleine connaissance de cause et de manière pleinement délibérée.

## 6. Sur les peines

### 6.1 Peines requises par le droit

Le canon 1373 du code de 1983 sanctionne les actions subversives de l'interdit ou d'autres justes peines. Ces peines alternatives revêtent un caractère obligatoire.

### 6.2 Peines requises à l'encontre de M. l'abbé Pinaud

M. l'abbé Pinaud ne bénéficie pas de circonstances atténuantes, c'est pourquoi il convient de lui appliquer les peines du droit dans toute leur rigueur. Nous requérons donc du juge qu'il veuille prononcer l'interdit pour

<sup>149</sup> **En note dans le document.** Dans sa lettre du 26 avril (pièce 20) il rapporte l'histoire suivante : « Je viens de lire cette semaine *Le non de Monsieur Rudel* de la Varende qui traite un épisode des Inventaires. Je vous conseille de lire l'histoire exaltante de cet homme de Foi qui s'enferme dans son église paroissiale avec deux fusils et 50 cartouches pour empêcher les inventaires ... Voici un échange entre cet homme et Noël l'un de ses cinq fils dit : – Mais ça peut durer longtemps... – Tout ce qu'il faudra, mon p'tit. – Même un mois, deux, six... – Le maire vous jouera le tour de faire durer votre claustration tant qu'il faudra. Il vous aura à l'usure. – Je ne m'userai pas, Noël ; j'en ai vu d'autres. S'il faut me cloîtrer, eh bien j'entre au cloître ; j'entre en religion. Faudra qu'ils enfument le bastion, les gredins ! – Vous tirerez ? – Oui Noël. – Dans les jambes ? – Non, plus haut. » [...]

**Note de l'avocat.** Cela me rappelle une autre histoire. Étant jeune je faisais remarquer à mon père que les gens de « droite » étaient trop sérieux pour avoir le sens de l'humour. Mon père me répondit : « C'est le contraire, ce sont nos adversaires qui ne l'ont pas. » Je ne me rappelle plus les raisons qu'il m'en donna, mais je crois pouvoir les retrouver aujourd'hui.

une durée de six mois minimum. Cette période devra être prolongée jusqu'à ce que M. l'abbé Pinaud aura présenté une réparation jugée suffisante par le Supérieur Général<sup>150</sup>.

Abbé Vincent Quilton

\*

Nous avons donné, en bas de page, quelques notes nécessaires à la bonne compréhension du texte d'accusation.

Nous nous sommes limité à des observations assez formelles, de logique ou de procédure, ceci pour deux raisons. Celle, d'abord, de laisser à M. l'abbé Pinaud l'honneur de présenter sa défense.

Celle, ensuite, d'avancer sur des bases intellectuellement solides. Les manquements de l'accusateur peuvent paraître secondaires par rapport au fond réel, mais ils prouvent que l'argumentation n'a pas été conduite raisonnablement. Nous sommes loin d'avoir tout relevé, le lecteur analysera par soi-même.

L'argumentation sur le fond, la plus importante, sera donnée par M. l'abbé Pinaud à la fin de ce procès.

M. l'abbé Pinaud a en effet voulu jouer loyalement le jeu du procès pour aider ses contradicteurs à constater, par eux-mêmes et par les faits, leurs erreurs et celles de la Maison générale. C'est pourquoi il a avancé progressivement et a accepté tout ce qui lui fut imposé. Des juges de bonne foi auraient ainsi pu prendre conscience du problème réel. Ils auraient pu constater que, dans une affaire aussi grave, M. l'abbé Pinaud n'avait agi ni avec précipitation, ni de façon déraisonnable, ni avec haine.

---

<sup>150</sup> Comment M. l'abbé Pinaud, s'il est coupable, mais l'accusateur le considère tel, pourra-t-il donner satisfaction si on ne lui indique pas laquelle ? Comme pour M. l'abbé Salenave, c'est à lui de s'autocondamner et de s'écraser jusqu'au moment où le Supérieur estimera sur des critères indéterminés que cela suffit.

## Défense de M. l'abbé Pinaud

M. l'abbé Pinaud a dû assumer seul sa défense ; son avocat, M. l'abbé Pivert, ayant été récusé, sans motif. Même la Révolution n'avait pas osé récuser les avocats de Louis XVI. Voici maintenant le texte de la Défense de M. l'abbé Nicolas Pinaud. Les notes de ce document sont de M. l'abbé Pinaud, sauf indication contraire.

\*

### 1. État de la question

#### a) Décret pénal

Alors que je n'ai jamais eu auparavant le moindre contact avec les Supérieurs Majeurs<sup>151</sup> à ce sujet, le 7 mars 2013, le Doyen de la Région Centre du District de France me remettait, à Couloutre, une copie d'un décret pénal, signé ce même jour par Mgr Fellay qui m'enjoignait, par mesure conserva-

---

<sup>151</sup> Contrairement aux can. 1956, 1957, 1958.

toire, de me rendre à Jaidhof dans les 72 heures sous peine d'exclusion de la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X, *ipso jure*<sup>152</sup>.

Ce décret était motivé par des « indices très probants » de ma participation en général à la rédaction et à la diffusion de lettres anonymes sur le site *lasapinere.info* et en particulier à la rédaction et à la diffusion de la lettre à Mgr Fellay du 28 février 2013.

**À la lecture de ce décret pénal, j'ai ressenti immédiatement une grande injustice, parce que je ne me reconnaissais nullement dans l'accusation qui était portée contre moi.**

J'ai appelé immédiatement Mgr Fellay pour lui demander de revenir sur ce décret pénal car j'en contestais le motif. Mgr Fellay m'a affirmé détenir des documents prouvant ce qu'il me reprochait. Je lui ai demandé quels pouvaient être ces documents. Il m'a répondu qu'ils me seraient fournis à l'occasion de mon procès, si j'acceptais de m'y rendre. Il me faudra attendre 145 jours pour les recevoir.

Quant à la date d'érection du Tribunal, il est surprenant de constater que le *Cor Unum* 104 p. 18 rapporte officiellement que : « Par décision du 8 mars 2013, Mgr Fellay a érigé un tribunal en vue de juger trois confrères... », tandis que le décret d'érection porte la date du 18 mars 2013.

#### **b) Prescriptions du décret pénal**

Ce décret est assorti des prescriptions suivantes :

- interdiction de quitter cette résidence sans l'accord du Supérieur Général ou de l'un de ses deux assistants ;
- interdiction d'exercer le ministère sacerdotal à l'exception des secours aux mourants (*dans un pays dont je ne parle pas la langue*).

M. l'abbé Bélin, sur un ordre exprès communiqué de la Maison Générale par téléphone pendant son voyage de Châteauroux à Couloutre, me lut

<sup>152</sup> L'emploi de l'expression "ipso jure", "de plein droit", est abusif. Le despotisme qui s'exprime ainsi s'abuse étrangement sur l'étendue de son pouvoir effectif. (Note de l'Abbé Pivert : c'est "ipso facto, par le fait même" qu'il fallait écrire.)

la dernière interdiction qui, de ce fait, prenait une importance particulière dont je ne comprends toujours pas la raison :

*« Le prieur ou le supérieur de la maison veillera à ce que M. l'Abbé Nicolas Pinaud n'ait pas accès à l'Internet et n'ait pas l'occasion de troubler les fidèles ou les confrères. »*

#### **c) Conséquences des prescriptions du décret pénal**

Cette mesure conservatoire, au-delà de l'épreuve terrible qu'elle m'impose, a eu pour effet de scandaliser les fidèles auxquels je n'avais jamais fait part de mes avis et sentiments personnels concernant la crise que traverse la Fraternité Saint-Pie X.

Ces fidèles appréciaient mon ministère. L'un d'eux m'écrivait le 5 mai 2013 : « Internet nous a appris bien sûr les raisons de votre départ et nous sommes bien attristés de ce dénouement... À ce sujet, nous vous remercions de nous avoir rappelé en chaire la doctrine de la Foi catholique et non d'entrer dans les détails de la crise de la Fraternité. »<sup>153</sup>

Mgr Fellay lui-même n'hésitait pas à reconnaître dans une réponse adressée à certains d'entre eux, le 22 avril 2013 : « Je ne méconnais du reste pas le bon apostolat qu'il a accompli auprès des fidèles de Couloutre. Attendons patiemment le jugement... »<sup>154</sup>

Enfin cette mesure conservatoire a eu encore pour mauvais effet d'attirer sur moi l'attention non seulement des sites Internet pour lesquels j'étais jusque-là un inconnu, mais encore de nombreuses personnes qui ont pris l'initiative de me contacter à Jaidhof par voie postale ou téléphonique.

#### **d) Lettre Circulaire N° 2013-03 SP 2 du Secrétaire Général**

À ce décret pénal qui annonçait un procès, il faut ajouter la publication, ce même 7 mars 2013, d'une lettre circulaire adressée à toutes nos maisons et qui sera transmise aux congrégations amies, par l'intermédiaire du Bulletin Officiel du District de France.

<sup>153</sup> Lettre de M. Saclier de la Bâtie.

<sup>154</sup> Réponse adressée à la famille Longo.

Plusieurs confrères m'ayant dit ou écrit qu'ils avaient été choqués par la violence de cette lettre, j'ai exprimé auprès du Secrétaire Général, le 10 mai 2013, le désir d'en prendre connaissance. Ma demande ayant été rejetée, j'ai dû demander à un confrère compréhensif de bien vouloir m'en adresser une copie<sup>155</sup>.

À sa lecture, j'ai surtout été surpris de constater que le jugement était déjà prononcé. Il ne s'agissait plus en effet dans cette lettre circulaire d'indices probables mais d'affirmations certaines :

*« En étroite collaboration avec Mgr Williamson, M. l'abbé Olivier Rioult est le maître d'œuvre de cette entreprise d'insubordination, de concert avec M. l'abbé Nicolas Pinaud et M. l'abbé Salenave. Ils bénéficient du soutien d'autres prêtres, dont plusieurs ont été récemment exclus de la Fraternité pour menées subversives, ainsi que de l'aide de laïcs très expérimentés dans l'usage d'Internet et l'instrumentalisation des forums de discussions à des fins séditeuses. Ces prêtres ne reculent devant rien et se disent prêts à aller jusqu'au bout ».*

Ce texte est gravement calomnieux et pourrait même faire l'objet d'un procès. De plus ce communiqué se fonde sur des informations frauduleusement acquises qu'il interprète abusivement.

Je suis également très surpris et choqué des propos de M. l'abbé Nély qui m'ont été rapportés par un confrère et par un laïc. Le deuxième Assistant leur affirmait que ce que j'avais fait était très grave. De quoi parle-t-il ?

Il est fortement à craindre en effet que l'affaire n'ait déjà été jugée et que l'actuel tribunal aura bien des difficultés à ne pas être influencé par cette condamnation déjà portée officiellement contre moi par l'autorité supérieure dans ses déclarations antérieures à l'acte d'accusation.

Cette volonté de condamner coûte que coûte apparaît encore, avec évidence cette fois, dans le fait suivant. Le confrère qui fut l'avocat de M. l'abbé Salenave m'a rapporté qu'en fin juillet dernier, M. l'abbé Wuilloud reprocha sévèrement à M. l'abbé Salenave de m'avoir adressé un témoignage à décharge. On croit rêver. Reproche non seulement contraire au droit, mais au bon sens le plus élémentaire. La vérité c'est la vérité.

<sup>155</sup> Il en sera de même pour les *Cor Unum* 104 et 105.

## 2. Procédure suivie

Aucune de mes demandes exprimées dans ma réponse à la lettre de M. l'abbé Quilton datée du 15 avril 2013<sup>156</sup> n'a été prise en considération :

### a) Le nouveau Code

Membre d'une société qui accuse officiellement le nouveau Code de graves erreurs, j'estime incohérent d'être jugé selon une procédure et des normes fondées sur ce nouveau Code de 1983 prétendument interprété à la lumière du Code de 1917.

Bien qu'elles soient dans le nouveau Code, ces normes que retient la décision du Conseil Général du 3 janvier 1992 reprise dans les Ordonnances, ne sont pas retenues en raison de leur présence dans le nouveau Code, mais pour des motifs extrinsèques à ce nouveau Code. La Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X n'a, en effet, jamais reconnu la légitimité du nouveau Code, et Mgr Lefebvre affirmait même que ce nouveau Code était plus grave que la Nouvelle Messe.

L'affirmation de l'acte d'accusation (§ 2.1) : « si le code de 1983 est plus favorable à l'accusé, on doit suivre cette loi douteuse »<sup>157</sup> semble contredire cette précision (§ 4.1.3) : « Cependant, le nouveau Code devra être lu à la lumière de l'ancien ».

### b) Récusation de mon avocat

Mon avocat<sup>158</sup> a été rejeté par la lettre du 31 mai 2013 de M. l'abbé Wuilloud bien qu'il en reconnût toute la compétence le 7 juin 2013. Un juge a sans doute le pouvoir d'éliminer un avocat qui aurait commis une faute grave pendant le déroulement d'un procès ; mais le juge qui, d'emblée et sans raison, récuse un avocat compétent manifeste un pouvoir arbitraire.

<sup>156</sup> Lettre reçue le 15 mai 2013.

<sup>157</sup> Habituellement, affirmer que le doute profite à l'accusé signifie que la loi ne sera pas appliquée, mais ici, le principe est renversé.

<sup>158</sup> M. l'abbé François Pivert, membre de la Commission Saint Charles Borromée – Cf. Ma lettre du 17 mai 2013.

M. l'abbé Wuilloud m'a adressé une liste de trois confrères<sup>159</sup> que son tribunal pourrait agréer pour assurer ma défense. J'ai constaté qu'aucun de ces trois confrères n'avait été averti par le juge.

Le premier consulté m'a dit être empêché par le droit à être mon avocat et il s'est étonné de figurer sur cette liste. Le second n'a pas accepté car il jugeait totalement arbitraire le fait que mon premier choix ait pu être rejeté.

### 3. Critère de choix et compétence du juge

Ma lettre du 17 mai 2013 posait encore la question concernant les critères requis pour le choix des juges. Cette question demeure sans réponse et pourtant cette réponse est très importante pour la garantie de l'indépendance et de l'impartialité du Tribunal.

Suffit-il d'être supérieur majeur pour être désigné juge ? Quelques actes posés par M. l'abbé Wuilloud au cours de cette procédure m'incitent à en douter<sup>160</sup>.

#### a) Amateurisme juridique

Pour pallier les déficiences linguistiques reconnues de M. l'abbé Odermatt, désigné comme notaire à l'occasion de mon interrogatoire du 7 juin 2013, M. l'abbé Wuilloud a exigé un enregistrement illégal auquel je me suis opposé.

À l'issue de cet interrogatoire, M. l'abbé Wuilloud me remit un résumé si succinct de cet interrogatoire, que je ne pus m'empêcher de protester fermement. Il me répondit qu'il devait prendre son avion et que M. l'abbé Odermatt devait partir immédiatement pour son ministère...

<sup>159</sup> « Les abbés Laroche, Anglès, Puga » – sans aucune indication de coordonnées – Cf. lettre de M. l'abbé Wuilloud du 31 mai 2013.

<sup>160</sup> Merkelbach T. II q. IV art. I n° 636 : « *In iudice res requiruntur dotes seu qualitates : jurisdictio, scientia competens, et perfecta integritas : l'objet traité exige que le juge possède des dons et qualités : la juridiction, la science et une intégrité parfaite.* »

Je lui fis remarquer également qu'il ne me laissait pas la possibilité de relire et d'apporter les éventuelles corrections que je pourrais juger nécessaires. Il me répondit que cela n'avait aucun intérêt puisque je refusais de signer ce document. Refus que j'avais motivé pendant mon interrogatoire<sup>161</sup>.

Le lendemain 8 juin 2013, je signifiais donc par courrier mon désir « *d'apporter quelques modifications à certaines de mes réponses.* »

Ma protestation ne fut pas tout à fait sans suite, puisque le vendredi 21 juin 2013 une télécopie de M. l'abbé Wuilloud m'indiquait entre autres :

« *Permettez-moi de vous demander si le choix du nouvel avocat a été fait, et si oui, de nous transmettre son nom. Sinon, je vais vous faire parvenir par poste, un protocole<sup>162</sup> – cette fois, bien plus complet que le premier – et dont je vous prierai de verser au dossier.* »

Avant que j'aie le temps de transmettre le nom de l'avocat, je recevais dès le lundi 24 juin 2013 le nouveau protocole (relation écrite de l'interrogatoire subi le 7 juin 2013) signé du juge et du notaire. Une nouvelle fois, mon droit le plus strict de relire et d'apporter des corrections à cet interrogatoire, n'était pas respecté. Je m'étonne donc de voir que cet interrogatoire est utilisé dans l'acte d'accusation (§4.4.2.2) car il est sans valeur.

Des passages de ce protocole semblent manifester également le peu d'attention qui a été apporté à sa rédaction. Le 7 juin 2013, le juge précise : « *que les questions ont surtout trait au laps de temps qui suit le Chapitre Général de juillet 2012* » et ceci n'a fait l'objet d'aucune rectification en bas de page comme c'est le cas pour la date d'exclusion de Mgr Williamson, qui fut imprécise pendant l'interrogatoire.

<sup>161</sup> « *Pour protester contre les viols de courriers privés et – ce qui est probablement plus grave encore, pour protester solennellement contre celui ou ceux qui ont signé de mon nom, des courriers que je n'ai jamais rédigés, des courriers qui ont été envoyés à je ne sais combien de personnes – je puis préciser : évêque, prêtres et laïcs, et ceci à partir de l'adresse suivante nicolas\_pinaud@yahoo.fr créée à mon insu et portant mon nom... je ne signerai pas ce protocole.* »

<sup>162</sup> « Protocole » est un terme imprécis qui ne s'applique pas dans le cas d'un interrogatoire. Protocole signifie habituellement : « manière de procéder », « procédure ».



### b) Compétence linguistique

Si M. l'abbé Wuilloud a reconnu, dans sa lettre du 31 mai 2013, le manque de maîtrise de la langue française de M. l'abbé Odermatt, qui faisait office de notaire lors de l'interrogatoire, il ne demeure pas moins désagréable de constater dans ce protocole de nombreuses imprécisions orthographiques et grammaticales telles que l'emploi du verbe avoir à la place du verbe être et la confusion entre participe passé et infinitif.

Tout ceci ne paraît pas très sérieux. Mais il y a plus grave.

### 4. Origines des sources et leur recevabilité

M. l'abbé Rioult m'avait annoncé dans la matinée du 7 mars 2013 que sa messagerie électronique avait été piratée et que des attaques avaient été lancées contre des sites Internet.

Tout ceci était mystérieux pour moi qui ne connais quasiment rien à l'usage d'internet et qui ne bénéficie pas « *de l'aide de laïcs très expérimentés dans l'usage d'Internet* » comme l'affirme abusivement M. l'Abbé Thouvenot dans la circulaire du 7 mars 2013.

La question qui s'imposait cependant à moi, était la suivante : comment pouvait-on m'accuser « *de la rédaction et de la diffusion* » puisque je n'avais jamais rédigé ni diffusé le moindre mot sur Internet et n'avais jamais eu le moindre contact avec un quelconque site ?

Quelles pouvaient être ces informations qui permettaient à Mgr Fellay d'avoir des « *indices très probants* » ?

M. l'abbé Rioult prit très vite des dispositions pour chercher à comprendre ce qui s'était passé et me fit part de quelques résultats. C'est alors que j'ai appris qu'une adresse courriel portant mon nom, avait été utilisée pour adresser des messages signés de mon nom... à des personnes dont certaines me sont inconnues.

**Ce procédé immoral et révoltant m'a scandalisé et me scandalise toujours.** C'est pourquoi j'ai décidé moi-même de prendre des dispositions pour faire la lumière sur ces actions délictueuses<sup>163</sup>.

Le paragraphe 4.4.2.1 de l'acte d'accusation précise : « *Les éléments que révèle M. l'abbé Pinaud dans les lettres du 26 avril et du 10 juin ont pu être obtenus grâce à l'adresse IP de l'ordinateur qui a réalisé l'hameçonnage du*

<sup>163</sup> **Note de l'avocat.** Au sujet du droit des supérieurs de connaître les courriers privés de leurs inférieurs, éventuellement à leur insu, M. l'abbé Pinaud et son avocat donnent les précisions suivantes :

- Les inférieurs ont droit au respect de leur vie privée, et cela dans le climat de confiance qui doit animer toutes les relations au sein d'une Fraternité.

- Il est certain que les supérieurs dans certains ordres ont, par les constitutions, le droit d'ouvrir les lettres de leurs inférieurs, comme les pères ont ce droit sur le courrier de leurs enfants ; les prêtres de la Fraternité Saint Pie X ne sont cependant pas des religieux et les supérieurs n'ont pas ce droit.

- Par exception, les évêques peuvent connaître les courriers, même privés, de leurs inférieurs lorsque cela est nécessaire pour prévenir un mal public grave et scandaleux. Ce pouvoir est analogue à celui de la police et des juges d'instruction dans les États.

- Cependant, en raison du climat de confiance que les évêques doivent entretenir avec leurs prêtres, et conformément aux prescriptions du concile de Trente rappelées ci-dessus, même dans ce cas, le Supérieur Général aurait dû envoyer un délégué pour ouvrir en présence des intéressés la boîte mail et les courriers qu'elle contenait. Ce délégué aurait recueilli aussitôt les explications données par le prêtre.

- Enfin, le droit de connaître certains courriers n'autorise jamais quiconque, même les supérieurs, à les obtenir par des faux et l'usurpation d'identité.

Mais le problème se présente ici à l'envers : ce serait plutôt à nous de connaître les courriers cachés de la Maison Générale aux intermédiaires romains, courriers dont plusieurs, et des plus importants, ont été ou sont encore cachés même aux collaborateurs naturels de Mgr Fellay : les supérieurs de district. Ainsi la déclaration doctrinale qui exprime le ralliement de Mgr Fellay au modernisme fut tenue secrète toute une année envers les membres de la Fraternité Saint Pie X, premiers concernés. Mais ce n'est pas la seule. Il est encore prohibé de la faire connaître aux laïcs et en dehors de la Fraternité Saint Pie X.

site lasapiniere. M. l'abbé Pinaud est donc parfaitement au courant de l'identité de celui qui a opéré. »

Il n'est pas vrai d'affirmer que je suis « parfaitement au courant de l'identité de celui qui a opéré », car, aux dires des spécialistes, une adresse IP d'ordinateur ne révèle pas « l'identité de celui qui a opéré » ; elle révèle seulement parfaitement l'identité d'un ordinateur et sa connexion géographique approximative. Seul le fournisseur d'accès à Internet est en mesure de fournir l'identité exacte de l'abonné en réponse à la demande des services de police mandatés par un Procureur.

C'est la « narration des faits dans l'affaire des pièges tendus aux abbés Pinaud et Rioult », exposée dans la pièce 1, qui m'apprend **parfaitement** l'identité de celui qui a opéré.

Mais puisque le juge savait : « que M. l'abbé Wailliez entreprit toutes ces démarches en total accord avec la Maison Générale », je m'étonne de ce pudique conditionnel employé par M. l'Abbé Wuilloud dans sa lettre 13 du mercredi 10 juillet 2013<sup>164</sup>.

## 5. Enquête

Si une enquête peut être légitime, elle ne légitime cependant pas tout ; et le pouvoir juridictionnel invoqué n'autorise nullement, dans la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X, à « ouvrir le courrier, visiter la chambre, surveiller les appels téléphoniques et contrôler les effets privés (comme l'ordinateur) ».

Au contraire :

« Il est gravement immoral de chercher à connaître les secrets du prochain... Cette règle s'applique en particulier au viol de la correspondance... En ce qui concerne la lecture du courrier de membres d'un Institut religieux par les supérieurs, on en jugera selon la règle de

<sup>164</sup> « Deux de vos lettres publiées sur le site lasapiniere.info en date du 26 avril 2013 et du 10 juin 2013 indiquent que vous auriez porté plainte pour le fait que quelqu'un aurait créé une adresse nicolas\_pinaud@yahoo.fr et en aurait usé. »

*l'Institut qui a pu prévoir la chose et à laquelle a donc consenti par avance chaque membre. » Catholicisme T. XIII col. 983.*

M. l'abbé de Mérode m'a transmis une petite étude de théologie morale succincte mais précise sur cette question. Je la joins en annexe.<sup>165</sup>

Lorsque parmi les sources, celle du site lasapiniere.info est mentionnée, je comprends bien la précision apportée : « Ce sont des documents publics bien évidemment recevables ». Mais disons-le tout de suite : tous ces documents, aussi nombreux soient-ils, n'apportent par eux-mêmes aucune preuve au sujet de leur rédacteur et/ou de leur diffuseur. Mais je comprends également que personne n'ait osé ajouter la mention « évidemment recevables » après les deux autres sources citées dans l'acte d'accusation.

### a) Accès à la boîte mail charles.corday@yahoo.fr

Cette source est redoutable à l'accusé car il s'y exprime avec la plus grande liberté, sans aucune restriction, surtout avec un ami. Là, inutile de chercher les preuves ; elles devraient sauter aux yeux !

Eh bien ! Il faut constater qu'il n'en est rien. Malgré des virtuosités d'interprétations fantaisistes, l'accusation n'arrive pas à mieux, que de faire converger des indices ! Tout au long des 16 pages de l'acte d'accusation, le mot preuve n'est pas employé une seule fois ; n'y paraissent que des « éléments de preuves » !

Il y a quelques années, un célèbre professeur rappelait justement que  $\frac{1}{4}$  de preuve +  $\frac{1}{2}$  preuve +  $\frac{1}{4}$  de preuve ne feront jamais une preuve. C'est évident. Quand il n'y a pas de preuve, il n'y a pas de preuve !

### b) Informations obtenues par un hameçonnage

L'ingéniosité de l'auteur de l'acte d'accusation a été rattrapée par la conscience du professeur de séminaire qui reconnaît tout de même qu'il n'est pas moral de retenir cette source honteuse et méprisante :

<sup>165</sup> **Note de l'avocat.** Les prêtres de la FSSPX ne sont cependant pas des religieux et leurs supérieurs n'ont pas ce droit.

*« En l'espèce, l'effet bon de l'équivoque, la connaissance de faits délictueux par l'autorité légitime, découle de l'effet mauvais, l'erreur dont l'équivoque a été l'occasion. Pour cette raison, nous ne retiendrons pas les éléments de preuve obtenus par ce moyen ».*

L'accusation reconnaît donc que M. l'Abbé Wailliez a posé un acte immoral avec l'accord de la Maison Générale. Cet aveu est d'autant plus intéressant et important que l'accusation pouvait se dispenser de le faire et abandonner cette source d'information pour le simple motif qu'elle n'avait pas apporté la moindre preuve en ce qui me concerne.

Le fait que cet "hameçonnage" n'ait apporté aucune preuve, manifeste par lui-même l'imprudence grave avec laquelle il a été entrepris et mis en œuvre au risque d'un scandale externe à la Fraternité Saint-Pie X.

Enfin une dernière source n'a pas été mentionnée, mais la saisie du disque dur du Prieuré de Nancy le 11 mars 2013 par deux confrères dont M. l'abbé Wuilloud, avec l'autorisation du Supérieur Général<sup>166</sup>, est un acte qui mérite également d'être rappelé. Le but était peut-être double : d'une part rechercher des preuves, mais surtout faire disparaître des traces du forfait opéré par le piratage de la boîte de M. l'abbé Rioult.

<sup>166</sup> Cette autorisation se présente sous la forme d'un simple message électronique sans signature ni sceau.

Objet ordre de mission

De Abbé Thouvenot secgen@fsspx.org À Wuilloud Henry  
h.wuilloud@fsspx.org

Cc Quilton Vincent <v.quilton@fsspx.org>

Date 11.03.2013 18:09

« Cher Monsieur l'abbé,

Par la présente, je vous communique l'autorisation du Supérieur général d'avoir à vous rendre sans tarder au prieuré de Nancy pour vous saisir du disque dur de l'ordinateur du prieuré. Vous veillerez à en prendre une copie ou à le remplacer, de sorte à ne pas gêner le travail des confrères. Avec l'assurance de mon religieux dévouement. Christian Thouvenot + secrétaire général. »

Un acte qui ne semble pas avoir eu d'utilité pour l'accusation, mais qui a scandalisé les confrères. **Pourquoi ces actions très graves par elles-mêmes ont-elles été entreprises sans aucune intervention auprès des personnes soupçonnées ?** L'accusation affirme que « M. l'abbé Wailliez avait des raisons fondées de croire qu'un de ses sujets, M. l'abbé Salenave, se livrait à une activité subversive contre les Supérieurs. »

Le 3 mars 2013, date de l'usurpation de l'identité de M. l'abbé Pinaud, M. l'abbé Wailliez n'avait pas de « raisons fondées de croire » puisqu'il connaissait depuis plusieurs semaines les activités qui avaient été celles de M. l'abbé Salenave et que ce dernier avait reconnues. Les passages du message cité en note et qui date de la fin février 2013, manifestent bien qu'à cette date, la confiance est réelle entre M. l'abbé Salenave et M. l'abbé Wailliez<sup>167</sup>.

Sont encore évoquées « des raisons » que M. l'abbé Wailliez avait « de croire » que M. l'abbé Salenave était en relation avec les abbés Rioult et Pinaud, ce qui justifierait la recherche de complices. « Ces raisons de croire » ne sont aucunement précisées. Il s'agit donc ici bien d'une accusation totalement gratuite, d'autant que M. l'abbé Salenave n'avait rien à voir avec la lettre à Mgr Fellay du 28 février 2013 qui concernait le district de France.

<sup>167</sup> « Exposez votre embarras comme tel. Dites qu'à l'époque, c'est-à-dire avant le Chapitre, vous vous sentiez justifié « à tort ou à raison ». Mais que depuis, même si vous n'êtes pas parfaitement rassuré, vous vous rendez compte qu'une telle action de subversion n'a plus lieu d'être. ... Demandez donc pardon au moins pour la période d'après-Chapitre. (C'est moi qui vous dis ça. On ne m'a pas demandé de vous dicter votre lettre en ces termes). Vous devez vous distancer de ce que font encore vos collègues et dire que vous ne comptez plus les soutenir dans leur action. Vous devez donc tourner la page sur toute forme de collaboration ou de soutien en ce domaine. Menzingen [la Maison Générale] attend aussi une certaine forme de réparation. Vous ne souhaitez pas donner de noms – mais de toute façon, autant que je sache, les supérieurs sont maintenant bien informés – mais il faut que vous fassiez savoir aussi aux laïcs impliqués que vous regrettez votre action, au moins post-Chapitre. ... N'hésitez pas à venir me voir si vous voulez qu'on en parle encore de vive voix. Bien à vous. Abbé Benoît Wailliez – Supérieur de District »

De plus, le fait d'avoir des relations avec M. l'abbé Salenave suffit-il pour être qualifié de complice ! ? Quelles relations ?

Depuis mon arrivée à Couloutre, où je lui ai succédé, M. l'abbé Salenave n'a eu que quelques rares et courts contacts avec moi. Quant à moi-même, je ne l'ai jamais appelé, ni ne lui ai adressé de message en dehors des brèves réponses données aux siens. Ceci est-il suffisant pour être qualifié de complice ? Dans quelle société vivons-nous ?

La pièce 11 des documents à charge qui d'ailleurs ne me concerne en rien, est un message de M. l'abbé Trincado qui transmet une liste de 30 noms de confrères. Suffit-il de figurer sur cette liste pour être un suspect et qualifié de complice, dans la Fraternité Saint-Pie X ? Quelles peuvent être ces « *raisons de croire* » de M. l'abbé Wailliez ? J'aimerais les connaître.

M. l'abbé Salenave m'a rapporté avoir été interrogé par M. l'abbé Wailliez pour savoir s'il m'avait relaté des propos que Mgr Fellay avait tenus à la table du prieuré de Bruxelles. M. l'abbé Salenave lui a répondu : « *Je ne me souviens plus mais c'est probable car je les ai rapportés à beaucoup de confrères* ». Si, de fait, M. l'abbé Salenave m'a rapporté ces propos, était-ce un acte répréhensible ? Serait-ce le fondement de ces « *raisons de croire* » ? Il s'agit là déjà d'un procès d'intention et je le répète : à aucun moment, pas un seul supérieur ne m'a interrogé sur d'éventuelles activités sur Internet ou ailleurs.

Les explications techniques concernant « *la manière parfaitement licite de connaître l'adresse de M. l'Abbé Rioult* » (sic), manifestent la gêne éprouvée par ce genre d'activité et sont d'ailleurs d'autant plus étonnantes que M. l'abbé Rioult avait transmis, depuis plus d'un an, son adresse électronique à la Maison Générale sur la demande de M. l'abbé Thouvenot. Il est matériellement possible de violer une boîte électronique. Mais il est moralement défendu de céder à une telle tentation. Ce n'est pas parce que j'ai trouvé la clef de la maison de mon voisin que je peux m'introduire à l'intérieur et en déménager les meubles !

Mais le piratage ayant été effectué, pourquoi chercher encore à dissimuler l'origine frauduleuse de ces informations par un procédé que les avocats civils appellent du « blanchiment d'informations frauduleusement acquises ».

Pourquoi M. l'abbé Wuilloud lors de l'interrogatoire du 7 juin 2013<sup>168</sup> a-t-il tenté de me faire croire que M. l'abbé de Cacqueray aurait transmis spontanément à l'Autorité des paroles que j'avais prononcées confidentiellement à Suresnes devant lui et son Conseil le 12 février 2013, sinon pour que ces paroles incriminées deviennent une preuve « propre » de ce prétendu « *mépris affiché* » ? La réalité est tout autre. Non seulement M. l'abbé de Cacqueray n'avait rien transmis de ce que nous avons échangé, mais si M. l'abbé de Cacqueray a été interrogé par la Maison Générale sur ces propos, ce ne peut être que sur la base d'un viol de messages privés<sup>169</sup>, uniquement.

À l'exploitation d'informations strictement privées et frauduleusement acquises a-t-on le droit d'ajouter le mensonge ?

Le piratage est un acte répréhensible et M. l'abbé Wuilloud, dans sa réponse du 20 mars 2013, adressée à une lettre de M. Denis Storez du 15 mars 2013, reconnaît bien qu'il n'a pas le droit de violer la propriété privée contrairement à ce qu'affirmait M. l'Abbé Quilton plus haut : « *Notre enquête a porté sur un ordinateur appartenant à la FSSPX, et non sur des propriétés personnelles des abbés.* »

Mais écrire cela c'est encore aller un peu vite en besogne et oublier une distinction élémentaire. Un ordinateur n'est qu'un support physique, comme une feuille de papier blanc. S'appuyer sur le fait qu'il s'agisse d'un bien de la Congrégation et non d'un bien personnel revient à dire que l'on peut saisir une lettre au motif que le papier appartiendrait à la Congrégation. L'argument ne tient évidemment pas, à moins qu'il n'ait été statué que tout ce qui est enregistré sur l'ordinateur commun est par le fait même considéré comme commun.

<sup>168</sup> Voir minutes de l'interrogatoire : « *Alors le problème si vous pensez, ben il est dans un rapport moral, ça remonte à l'autorité et l'autorité m'en a fait part. Donc il y a eu mépris formel qui a été transmis au juge et j'ai là un document de l'abbé de Cacqueray qui confirme cela.* »

<sup>169</sup> J'ai contacté M. l'Abbé de Cacqueray le 11 juin 2013. Il m'a confirmé qu'il n'avait rien transmis avant intervention de la Maison Générale qui a agi auprès de lui après piratage. Non seulement il n'avait rien transmis mais il lui fut reproché, à cette occasion, de dissimuler des informations !



Je comparais donc devant ce Tribunal sur la base d'une fraude. *Fraus omnia corrumpit, la fraude corrompt tout.*

Justifier ces actions par le pouvoir juridictionnel n'y change rien. Mais ce n'est pas tout.

### **Hameçonnage**

Il y a, en effet, plus grave que le piratage. M. l'abbé Wailliez n'a pas hésité, avec l'accord de l'Autorité de la Maison Générale<sup>170</sup>, à recourir à l'hypocrisie, au dol et au mensonge. Ce "hameçonnage" est un mot qui permet peut-être de garder la bouche fraîche – mais qui, en réalité, camoufle une technique utilisée par des fraudeurs ou par les plus basses officines de coups tordus pour obtenir des renseignements personnels dans le but de perpétrer une usurpation d'identité.

**C'est bien ici la fin recherchée qui justifie les moyens à moins que ce ne soit l'exercice de l'autorité qui justifie tout et n'importe quoi.** Parler « d'équivoque » et de « restriction mentale » dans le cas de la création abusive d'une adresse électronique et l'usurpation d'identité dans l'envoi d'un courrier, me fait l'effet d'une prostituée qui ferait la louange de la pudeur ! Il ne s'agit ni « d'équivoque » ni de « restriction mentale », mais tout simplement d'hypocrisie, de dol et de mensonge. **Aucune nécessité ne peut légitimer de tels actes qui sont moralement graves.**

Comment l'essai de justification canonique par une juridiction que posséderait le Supérieur de District pourrait-il légitimer que M. l'abbé Wailliez adresse le 6 mars 2013 à Mgr Williamson, qui n'est plus membre de la Fraternité Saint-Pie X depuis le 22 octobre 2012, le faux message suivant, signé de mon nom à partir d'une adresse électronique créée à mon insu ?

« Cher Monseigneur,

« Il semblerait que l'adresse de l'abbé Rioult ait été « hackée ». Si vous avez des documents à lui faire parvenir, envoyez-les moi et je les

<sup>170</sup> Cf. le courrier transmis par M. l'abbé Quilton faisant état de ce que « M. l'abbé Wailliez entreprit toutes ses démarches en total accord avec la MG ». Tout y est : deux fois le mot « total » et le mot « accord ».

*lui ferai suivre. » (En particulier votre travail en cours). Courage. On les aura ! En vous souhaitant un saint carême, je vous assure, cher Monseigneur, de mes prières fidèles.*

N. Pinaud »

Ces actes moralement graves ont été multipliés. Et l'imprécision du nombre rapportée par la *Narration des faits* qui indique entre 3 et 5 fois, montre la légèreté avec laquelle ils ont été commis. Mais de plus il faut encore préciser que cette estimation est fausse, car je suis en mesure de prouver que le nombre des personnes abusées dépasse le nombre indiqué.

Tout ceci donne l'impression que le Supérieur de District de Belgique se livrait à un jeu comme l'indique le mot de passe suivant : *rionsunpeu*, qu'il avait choisi en créant une adresse électronique pour usurper l'identité de M. l'abbé Rioult. Ce prêtre, de surcroît Supérieur majeur, « n'a-t-il pas perdu de vue les obligations de sa vocation sacerdotale » pour reprendre les termes de la Lettre Circulaire du 7 mars 2013 ?

Quel critère et quelles « raisons de croire » ont guidé le Supérieur de District de Belgique pour abuser à partir de l'adresse *nicolas pinaud@yahoo.fr*, des laïcs du District de France – sans même que le Supérieur de ce District en soit informé ? Laïcs totalement inconnus de moi-même – tels les [xxx] – et qui étaient censés recevoir le message suivant comme premier contact avec moi-même ! :

« Il semblerait que l'adresse de l'abbé Rioult ait été « hackée ». Si vous avez des documents à lui faire parvenir, envoyez-les moi et je les lui ferai suivre. Courage. On les aura ! NP »

Il faut noter au passage que pour faire plus authentique, M. l'abbé Wailliez n'a pas hésité à transmettre en copie le faux adressé précédemment à M. l'abbé Rioult et sa réponse !

----- Mail transféré -----

« De : Charles Corday <charles.corday@yahoo.fr>

À : Nicolas Pinaud <nicolas\_pinaud@yahoo.fr>

Envoyé le : Lundi 4 mars 2013 9h20

Objet : Re :

Le 03/03/2013 22 :19, Nicolas Pinaud a écrit :



*L'étau se resserre de plus en plus. On est dans l'œil de mire de Menzingen et même de Suresnes... Mais je ne rendrai pas les armes ! Haut les cœurs ! NP*

*Idem, je sais de source sûre que Lorans et JR du Cray enragent et veulent ma peau. Je ne reculerai pas. J'ai eu Mgr W au téléphone, il travaille bien et nous donnera le document dans dix jours. Je vous téléphonerai jeudi. OR »*

Même opération avec la famille de M. [xxx] avec qui je n'avais plus de contact depuis mon départ de Domezain. M. [xxx] a exprimé son mécontentement à Mgr Fellay dans une lettre du 12 juin 2013 qui demeure, jusqu'à ce jour, sans réponse<sup>171</sup>.

<sup>171</sup> « ... Je suis un fidèle de la chapelle traditionnelle de Domezain en France et père d'une famille de 10 enfants, tous scolarisés dans les écoles de la Fraternité Saint Pie-X. J'ai été abusé le 6/03/2013 par une personne se faisant passer pour M. l'abbé Pinaud, me demandant entre autres de lui faire parvenir des documents... (cf. document joint).

M. l'abbé Pinaud a été notre prieur et confesseur à Domezain pendant plus de dix ans mais bizarrement je ne reconnaissais pas son style. Je l'ai contacté dans les jours qui ont suivi et je lui ai parlé de ce fameux mail. Il ne comprenait pas de quoi il s'agissait, donc je n'ai pas insisté. Ce n'est qu'en recevant un courrier de M. l'abbé Pinaud environ trois mois après, que j'appris qu'une personne mal intentionnée avait créé une boîte mail en usurpant son nom.

Ma perplexité initiale face à cette annonce s'est vite transformée en stupeur lorsque je reconnus le contenu du mail frauduleux.

Je tiens donc à vous faire part de mon vif mécontentement face à cette injustice, vis-à-vis d'abord de notre cher Abbé Pinaud dont j'ai toujours apprécié la loyauté et l'intégrité, et du dégoût suscité par ces méthodes répugnantes et indignes utilisées au sein même d'une maison qui se dit « combattre pour la Vérité »... J'espère toutefois que cet acte n'est pas celui d'un prêtre... mais l'huissier qui a expertisé mon ordinateur m'a indiqué que l'expéditeur de ce message malicieux était basé ...dans un prieuré de la Fraternité St Pie-X en Belgique !

Vous comprendrez aisément que le mensonge et la tromperie ne sont pas les « valeurs » que je souhaite enseigner à mes enfants et je me pose vraiment la

*(suite de la note page suivante)*

« *Quelles raisons de croire* » pouvaient motiver l'envoi d'un faux à la personne responsable d'un site Internet sous le pseudo de Gentiloup ?... sinon que je devais être en contact avec elle. Or je n'ai jamais eu le moindre contact avec cette personne ni avec son site comme elle le rapporte dans sa lettre du 18 juin 2013<sup>172</sup>.

Ce choix ne manifeste-t-il pas « une raison de croire » totalement erronée que les correspondants de M. l'abbé Rioult étaient ceux de M. l'abbé Pinaud ? Le résultat prouve l'erreur. Aucune raison ne peut légitimer de tels actes et surtout des « raisons de croire » !

Je me demande encore au nom de quelle juridiction M. l'abbé Lamerand (?) a pu faire une intrusion dans la boîte électronique de M. l'abbé Rioult, dans la mesure, bien entendu, où l'adresse IP du Prieuré de Croix peut faire soupçonner ce confrère ? **Tout ceci est un scandale.**

Je me souviens de la qualification morale mentionnée dans le communiqué de la Maison Générale du 12 mai 2012, pour juger celui qui avait publié sur Internet la lettre dite des « trois évêques » : « *Ce procédé est condamnable. Celui qui a brisé la confidentialité de ce courrier interne a péché grave-*

question de leur réinscription pour la prochaine rentrée scolaire. Comment puis-je désormais avoir confiance ou me confesser à des prêtres de cette fraternité St Pie X qui se compromettent et souillent par ces moyens l'œuvre de Mgr Lefebvre ? »

<sup>172</sup> « ... c'est alors que j'ai découvert un message qui me paraîtra étrange plus tard mais sur le moment m'a affolé. En effet, il s'agissait d'un message d'une fausse adresse de l'abbé Pinaud, qui avait toutes les apparences d'un vrai puisqu'il me transférait en même temps un message de l'abbé Rioult (charles.corday@yahoo.fr) qui avait été subtilisé dans sa messagerie violée. Comment aurais-je pu le deviner ? Moi qui ne connaissais pas de toute façon la véritable adresse de l'abbé Pinaud, qui tout à coup se mettait à m'écrire ? Et étrangement, ce message m'alertait sur le fait que la messagerie de l'abbé Rioult avait été « hackée ». Je n'ai donc pas étudié davantage ce message qui pourtant était très étrange puisqu'il était adressé à un certain Kajeton, alors qu'il avait atterri dans ma messagerie la plus personnelle en mon nom propre. Comment l'abbé Pinaud que je ne connaissais ni d'Ève ni d'Adam avait-il pu avoir mon adresse personnelle ? » (Lettre de Gentiloup, administrateur du Blog : « un évêque s'est levé ».

ment. » Ceci n'a d'ailleurs nullement retenu des Supérieurs de la Fraternité de publier le Rapport de la visite canonique de l'Institut du Bon-Pasteur sur le site de La Porte Latine. Les supérieurs majeurs seraient-ils dispensés des règles de morale parce qu'ils jouissent du pouvoir de juridiction ?

Je me suis toujours demandé comment les Supérieurs qui faisaient enregistrer les confessions du Padre Pio, légitimaient ces actions sacrilèges ? Peut-être également par leur pouvoir de juridiction ? Le principe rappelé dans l'avant-dernier *Cor Unum* ne s'appliquerait-il qu'aux subordonnés : « *Ils n'ont même pas respecté le principe : non faciamus mala ut eveniant bona*<sup>173</sup>. » ? De tels actes laisseraient supposer que les supérieurs de la Fraternité sont au-dessus de toutes les lois quelles qu'elles soient.

Les passages d'une de mes lettres privées du 26 avril 2013, indûment publiés sur Internet, restaient vagues sur l'identité de celui ou de ceux qui avaient pu accomplir de telles barbouzeries, car j'espérais alors au moins que des supérieurs majeurs ne s'étaient pas livrés eux-mêmes à ce genre de besogne qui les rend méprisables. Ce n'est pas le document du 26 avril qui incite au mépris, ce sont ces actes eux-mêmes.

Un confrère parmi les anciens de la Fraternité Saint-Pie X se disait à lui-même devant moi : « *Ça ne vous donne pas envie de vous confesser à ces gens-là* ». Quel discrédit porté sur la fonction de supérieur majeur, mais également sur la constitution de ce Tribunal !

Il est aisé de comprendre que tout ceci a pu retenir Mgr Fellay de fermer le site Internet dont les codes avaient été obtenus par ce biais malhonnête. Mais aujourd'hui le scandale provoqué par la légèreté de tels actes est public et nombreux sont les confrères qui m'ont fait part de leur écœurement, sans même avoir encore une connaissance précise des faits.

En plus, il faut bien reconnaître que ces hameçonnages n'ont apporté aucune preuve de ma participation en général à la rédaction et à la diffusion des lettres anonymes sur le site *lasapinière.info* et en particulier à la rédaction et à la diffusion de la lettre à Mgr Fellay du 28 février 2013. Ceci prouve, encore une fois, que ces « *raisons de croire* » de M. l'abbé Wailliez

<sup>173</sup> **Note de l'avocat.** *Ne faisons pas le mal pour obtenir un bien.* Règle de morale rappelée par saint Paul (Rom 3, 7).

n'étaient tout simplement pas sérieuses et qu'il s'amusait maladroitement au malfaiteur.

On peut toujours préciser que seuls quelques confrères *sérieusement* suspects ont fait les frais de cette surveillance et préciser encore qu'on n'est pas allé regarder des choses privées ou se rapportant à la direction spirituelle, etc. Cela ne change rien au mal commis.

L'acte d'accusation précise que l'ensemble du courrier a été expurgé par un confrère extérieur à ce tribunal. Cette affirmation semble contredite par la réponse adressée par M. l'abbé Wuilloud à M. Denis Storez en date du 20 mars 2013.

M. l'abbé Wuilloud y affirme être « *mandaté par l'Ordinaire* » et « *ayant statut d'enquêteur* »<sup>174</sup>

« *... Nous avons été mandatés par l'Ordinaire de notre société pour mener une telle recherche sur des faits graves et avérés. ... Nos statuts d'enquêteurs requièrent de nous de travailler dans la stricte confidentialité.* »

Où sont les procès-verbaux d'ouverture et de clôture d'instruction ? Quelles sont les garanties d'impartialité de ceux qui ont sélectionné les documents ? Que sont devenus les documents qui n'ont pas été utilisés pour ce procès ? Quelle exploitation en fait-on ? Qui croire et que croire ? Puisque même l'affirmation, selon laquelle seules 3 à 5 personnes auraient été abusées, est elle-même fausse ! Qui pourra empêcher le doute de s'installer ?

Le 11 juin dernier, M. l'abbé de Cacqueray me faisait part de la méfiance de prêtres qui s'inquiètent de recevoir des messages qui les étonnent. En ce qui me concerne, je suis d'ailleurs très perplexe sur le choix de cette adresse qui a été créée : [nicolas.pinaud@yahoo.fr](mailto:nicolas.pinaud@yahoo.fr). Pourquoi suis-je perplexe ?

Parce que cette adresse [nicolas.pinaud@yahoo.fr](mailto:nicolas.pinaud@yahoo.fr) m'a véritablement appartenu. Elle fut créée en même temps que l'adresse [pinaudnicolas](mailto:pinaudnicolas)

<sup>174</sup> Contrairement au can. 1941 § 3 : « L'enquêteur ne peut pas être le juge d'une cause criminelle. »

@yahoo.fr. Yahoo supprima l'adresse [nicolas\\_pinaud@yahoo.fr](mailto:nicolas_pinaud@yahoo.fr) parce que je ne l'ai jamais utilisée. Mais j'avais cependant conservé dans un disque dur externe les codes d'accès de cette adresse privée jamais utilisée.

Or il se trouve qu'en septembre 2011, j'ai résidé au prieuré de Bruxelles pendant trois semaines en compagnie de M. l'abbé Wailliez. À cette même date, des données confidentielles m'appartenant ont été transmises à Mgr Fellay... sans véritable explication à ce jour.

De nombreux *indices très probants* me font soupçonner qu'une copie de toutes mes données personnelles (*même les plus confidentielles*) contenues dans ce disque externe fut effectuée à cette période à mon insu. Je ne pourrais sans doute jamais en fournir la preuve qui demanderait des investigations judiciaires sur le matériel et les personnes. Mais qui pourrait aujourd'hui m'empêcher d'avoir ces soupçons ?

J'ai réécouté dernièrement une conférence que Mgr Fellay avait adressée aux prêtres du District de France en janvier 2005 pour leur expliquer les « Affaires de Bordeaux ». J'ai été très étonné d'y entendre Mgr Fellay répondre à la question :

*« Pourquoi les Supérieurs de la Fraternité n'ont pas exposé les choses plus clairement pendant cette bagarre ? Parce que les sources étaient confidentielles... Je ne vous donnerai pas nécessairement toutes mes sources en ma possession ».*

À cette époque la rumeur circulait déjà que les messages de M. l'abbé Ph. Laguérie étaient récupérés directement dans sa boîte électronique. Cette accusation me paraissait tellement incroyable que j'en avais été scandalisé. Aujourd'hui, je me demande plutôt depuis combien de temps cette pratique a cours dans notre société et quelle en est l'ampleur ?

Dans cette même conférence Mgr Fellay reprochait à M. l'abbé Ph. Laguérie d'avoir évoqué devant les journalistes « *des dérives sectaires dans la Fraternité* »... Je crains vraiment aujourd'hui que ces actes soient facilement taxés de dérives sectaires par la société civile.

## 6. Sur les prétendus faits délictueux reprochés

Je constate que le décret pénal m'accuse du délit décrit au canon 2331 § 2 du code de 1917<sup>175</sup> alors que l'acte d'accusation cite le canon 2344 du code de 1917<sup>176</sup>. Je suis accusé de :

- Participation au site *lasapinière.info* ;
- Participation à la lettre dite des trente-sept ou lettre à Mgr Fellay du 28 février 2013 ;
- Diffusion d'informations fallacieuses au moyen de deux lettres publiées sur le site « *lasapinière.info* ».

Et par là d'avoir injurié l'Autorité.

### a) Qu'en est-il de ma participation au site *lasapinière.info* ?

Je nie catégoriquement avoir eu la moindre participation au site *lasapinière.info* en particulier et à n'importe quel autre, en général. Je n'ai été d'aucune manière impliqué dans sa création, son organisation et son fonctionnement. Je n'en connais pas les responsables.

<sup>175</sup> « Ceux qui conspirent contre l'autorité du Souverain pontife, de son légat ou de leur propre Ordinaire, ou contre leurs ordres légitimes, et aussi ceux qui provoquent les sujets à la désobéissance envers ces personnes, doivent être châtiés par des censures ou d'autres peines ; de plus s'ils sont clercs, qu'on les prive de leurs dignités, bénéfices et autres charges ; s'ils sont religieux, qu'on les prive de voix active et passive et de leur office. »

<sup>176</sup> « Celui qui, directement ou indirectement aura couvert d'injures le Souverain pontife, un cardinal, un légat du pape, les SS. Congrégations romaines, les tribunaux du Siège apostolique et leurs officiers majeurs, ou son propre Ordinaire, en public, dans les journaux, discours ou libelles, et celui qui excite des préventions ou des haines contre les actes, décrets, décisions, sentences des mêmes personnes, doit être contraint par l'Ordinaire, non seulement à la demande de la personne offensée mais même d'office, fût-ce au moyen de censures, à donner la satisfaction voulue, et être frappé d'autres peines ou pénitences convenables, proportionnellement à la gravité de la faute et à la réparation du scandale. »

Après avoir décrit la nature de ce site du § 4.2.1.1 au § 4.2.1.2, l'accusation, par une interprétation totalement abusive qui relève de la technique subversive de l'amalgame, interprète chacun de mes contacts dans le sens d'une participation à *lasapinière.info* qui n'existait pas encore !!! En effet les messages cités couvrent la période du 21 juillet 2012 à janvier 2013. Or le site *lasapinière.info* ne sera créé qu'en février 2013.

Qu'y a-t-il de répréhensible à transmettre une copie de lettre de M. l'abbé Chazal, avec les restrictions mentionnées : « *très confidentiellement sans l'autorisation de son auteur mais avec sa permission présumée* » ?

Mais comment ces quelques mots peuvent-ils fonder le commentaire suivant : « *De la sorte, il présente à M. l'abbé Rioult l'action de l'abbé Chazal comme une possibilité d'action, même si, pour sa part, M. l'abbé Pinaud estime qu'il vaut mieux rester dans la Fraternité pour agir. Le fait de fournir l'intégralité de la lettre de M. l'abbé Chazal fournit des motifs de rébellion à M. l'abbé Rioult.* »

L'accusation y voit « *un indice qu'il est proche des options de M. l'abbé Chazal* » alors que la citation suivante, toujours rapportée par l'accusation, démontre le contraire : « *Pour moi, Chazal gaspille son départ, s'il part maintenant* ».

Les propos rapportés dans le message privé violé du 30 juillet 2012 sont interprétés comme une démarche de ma part pour entretenir l'inquiétude chez les confrères (qui sont en l'occurrence des supérieurs !) et les inviter à agir. Ce sont bien plutôt les paroles du Supérieur de District qui provoquent mon inquiétude :

« *Ab. de Cacqueray me fait part de son inquiétude... Il estime que notre situation est une espèce de réédition de l'Action Française... Le Chapitre a opéré un changement par rapport à 2006 qui signifiait « pas d'accord pratique sans accord doctrinal ». Aujourd'hui c'est OK pour une Fraternité libre dans l'Église conciliaire. Il faut reconnaître que le Chapitre a échoué.... Il m'a dit être catastrophé par le niveau de réflexion de certains capitulants* ».

Ces propos, M. l'abbé Rioult aurait pu les entendre s'il avait été là puisqu'ils ont été prononcés à la table des prêtres présents pendant le repas d'une session *Civitas* à Couloutre.

Le message violé du 12 septembre 2012 qui manifeste que je suis en colère ne contient pas un rejet formel de l'autorité, il est l'expression d'une

perte de confiance fondée sur des faits qui m'avaient scandalisé, et qui me scandalisent encore. Ne sont exprimés là que des sentiments personnels. En conclure qu'ils poussent à une certaine action, tient du roman. En fait je pousserais à l'action, mais je ne ferais rien moi-même ! C'est bien peu me connaître.

Les § 4.2.2.1.4 à 4.2.2.1.7 ne me concernent pas tout simplement, comme la majorité des pièces jointes d'ailleurs<sup>177</sup>.

La conclusion de tout le développement qui précède sur ma participation à *lasapinière.info* du § 4.2.2. au § 4.2.2.1.8. est d'autant plus incroyable que le site "*lasapinière.info*" n'existait pas encore ! **Comment peut-on affirmer en effet que de juillet 2012 à janvier 2013 je suis un conseiller efficace, un coopérateur, peut-être même l'instigateur du site *lasapinière.info* qui ne sera créé qu'à la mi-février 2013** comme nous l'apprend le paragraphe suivant (§ 4.2.2.2.1) ?

Contrairement à ce qui est affirmé en conclusion sans la moindre preuve : je n'ai jamais apporté le plus petit conseil dans l'affaire de *lasapinière.info*. Je nie catégoriquement être un coopérateur de ce site. **D'ailleurs pas une seule fois, dans ces messages rédigés avec la plus grande liberté, il n'est question de projet de site ou d'action à mener.**

Cette période semble plutôt celle de l'activité du site *antimodernisme.info* avec lequel je n'ai pas eu le moindre rapport. À ce sujet, M. l'abbé Salenave m'a adressé le témoignage suivant :

« *Moi, abbé Mathieu Salenave, peut témoigner sur l'honneur avoir eu avec l'abbé Pinaud un contact téléphonique courant décembre 2012 (je ne me souviens plus exactement de la date). L'abbé Pinaud n'avait alors que des soupçons sur mes rapports avec le site « antimodernisme.info » et il m'a dit que l'article polémique concernant l'abbé Lamerand n'avait normalement pas sa place dans ce genre de site où collaborent des prêtres de la Fraternité et qu'il serait bien que cet article soit supprimé en raison de son caractère trop polémique. Il souhaitait alors que j'use de mon influence pour que cet article fût retiré. Je certifie aussi*

<sup>177</sup> **Note de l'avocat.** Ces paragraphes décrivent les actions de M. l'abbé Rioult et M. l'abbé Trincado.



*sur l'honneur que l'abbé Pinaud n'a rien rédigé, ni corrigé, ni diffusé quelque document que ce soit sur le site antimodernisme.info de l'ouverture du site jusqu'à sa fermeture. Je me permets de souligner ces deux éléments pour montrer que la participation de l'abbé Pinaud à ce site a été inexistante.*

*Fait à Sierre, le 12 juin 2013*

**b) À partir de l'ouverture du site lasapinière.info deux actions me sont reprochées :**

Le message adressé à Mgr Williamson au sujet de la Déclaration du 15 avril 2012 et une participation à la lettre à Mgr Fellay du 28 février 2013.

**– Déclaration Doctrinale du 15 avril 2012.**

Depuis le 21 avril 2012 j'avais le plus grand désir de lire ce texte parce que ce jour-là, M. l'abbé de Cacqueray m'avait affirmé que cette déclaration était « scandaleuse, qu'elle portait atteinte à l'honneur de la Fraternité et qu'il s'efforcerait d'en obtenir le retrait solennel à l'occasion du Chapitre ».

Après le Chapitre un de mes anciens collaborateurs qui passa quelques jours en compagnie de Mgr Tissier de Mallerais lui exprima également le désir de connaître le contenu de ce document. Mgr Tissier de Mallerais lui répondit que ce texte était tellement inacceptable, qu'il espérait bien que ce document ne serait jamais publié.

C'étaient des réponses pour le moins très inquiétantes et qui contredisaient Mgr Fellay lorsqu'il affirme n'avoir rien lâché en ce qui concerne la Foi.

M. l'abbé Rioult m'apprit en fin d'année 2012 que Mgr Williamson possédait le texte de cette fameuse déclaration du 15 avril 2012 et qu'il devait le lui transmettre. J'ai adressé alors un message à Mgr Williamson début janvier 2013 pour en obtenir une copie. Mgr Williamson me répondit qu'il se souvenait de la demande de M. l'abbé Rioult mais qu'il était dans l'impossibilité d'envoyer le document avant un mois.

Après mon passage à Suresnes le 12 février 2013, où j'avais évoqué le désir de connaître ce texte, j'ai relancé Mgr Williamson et j'ai envoyé copie de ce message de relance à M. l'abbé Rioult pour l'en prévenir. C'est toute l'histoire de mes relations avec Mgr Williamson.

La possession de ce document, en ce qui me concerne, n'était pas destinée à la publication, mais à me rendre compte si sa gravité alarmante était telle que décrite par plusieurs Supérieurs.

**– Quant à la lettre à Mgr Fellay du 28 février 2013,**

La correction de « *quelques fautes d'orthographe inadmissibles* » ne signifie nullement une participation formelle à la rédaction de son contenu et encore moins à sa diffusion<sup>178</sup>. La préparation d'une retraite et la prédication du carême à Saint-Nicolas qui me fut confiée très tardivement, ne me permettaient pas de consacrer du temps à cela.

La correction de « *quelques fautes orthographiques inadmissibles* » n'est tout au plus qu'une insignifiante participation matérielle<sup>179</sup>. J'ai corrigé

<sup>178</sup> **Note de l'avocat.** Il est en effet important de distinguer. C'est le trouble à l'ordre public qui est réprimé par la loi. Ce n'est que par la participation à la publication, c'est-à-dire à la mise en public, que le bien commun est éventuellement atteint, seul cela peut être jugé par un tribunal et condamné publiquement.

<sup>179</sup> **Note de l'avocat.** Sous-entendu : à la publication, seul objet du jugement.

Cela mérite quelques explications sur les notions de "matériel" et "formel". La distinction est d'importance puisqu'elle revient à déclarer la valeur morale de l'acte.

Commençons par un exemple. Quelqu'un marche sur une croix volontairement, la forme de cet acte, ce qui le définit, est "sacrilège". Mais s'il se promène et marche sur une croix tombée à terre, cachée sous des feuilles, la forme de son action morale est celle de la marche soit, suivant le cas, "détente", "sport", "pèlerinage", etc.

Supposons maintenant que dans le premier cas, il ait marché sur la croix à la demande d'un juge persécutant les chrétiens. Il coopère formellement à l'action du juge parce qu'il communie à la même forme qui est "sacrilège".

Supposons, dans le deuxième cas, que quelqu'un le voit et se réjouit de ce qu'un chrétien ait marché sur la croix. Notre marcheur ne lui a aucunement apporté la forme de son acte, seulement la matière. C'est le spectateur qui a donné la forme "sacrilège" à l'action du marcheur. C'est donc le spectateur qui est coupable, non le marcheur.

*(suite de la note page suivante)*



Maintenant, supposons un cas plus complexe.

Un verrier réalise un vitrail du Christ prêchant aux enfants. Il y met une forme qui est "acte de vertu de religion". Un pasteur protestant trouve le vitrail beau et demande au verrier de le monter dans le chœur de son temple. Le verrier donne alors une nouvelle forme à son acte qui est "participer au culte hérétique". Cette forme morale est mauvaise, sa participation n'est donc pas purement matérielle.

Enfin, dernier exemple. Un homme marié conserve dans son portefeuille pour s'en délecter une lettre exprimant sa passion charnelle à sa concubine. La forme morale est "adultère". Il sera jugé de cela au tribunal de Dieu (confession, jugement dernier). Mais il n'y a pas encore trouble à l'ordre public. Si, au contraire, il publie cette lettre sur Internet, alors la forme morale "adultère" devient publique, juridique, et relève du tribunal pour atteinte aux mœurs.

Il reste un dernier cas : un homme dénonce le trouble apporté à l'ordre public et se fait accuser de subversion pour avoir troublé la tranquillité publique. Tout ordre est tranquille, mais toute tranquillité n'est pas de l'ordre.

Ce petit cours de morale permet de comprendre la défense de M. l'abbé Pinaud et de voir qu'il ne cherche pas une échappatoire, mais d'abord à bien situer l'action juridique. Une fois située elle pourra être jugée.

M. l'abbé Pinaud affirme avoir participé formellement à la rédaction de la lettre et matériellement à sa publication. En d'autres termes on peut lui demander des comptes sur sa participation à la rédaction et au contenu, non sur la publication.

Si l'accusateur estime qu'il a effectivement participé à la publication, il lui revient de le prouver et de prouver de quelle manière : par ses encouragements à la faire publier par son confrère ? Par ses conseils en ce sens ?

L'accusateur estime que cette publication était exprimée dans les termes mêmes de la lettre. On répond à cela qu'une lettre est un acte intellectuel. On peut approuver certaines idées, pas les autres.

Et dans le cas où il y a effectivement eu participation formelle (par exemple des encouragements) sans qu'on puisse le prouver, le crime restera donc impuni ? C'est bien pour cela que Dieu dit dans l'Écriture Sainte : « À moi la justice, je me suis réservé le jugement » et qu'il y aura un jugement général et dernier.

(suite de la note page suivante)

le livre que M. l'abbé Rioult a publié sur sainte Jeanne d'Arc ; ceci ne m'en fait nullement le rédacteur ni le diffuseur.

Et si « *je ne vois pas de modifications à apporter* » ceci n'infère nullement une quelconque responsabilité quant à l'élaboration de ce document mais seulement que les faits rapportés et dont j'ai été témoin, sont rapportés conformément à la réalité.

Je n'ai nullement inspiré le projet de cette lettre à Mgr Fellay du 28 février 2013. Je ne l'ai pas rédigée, je ne l'ai pas diffusée et je puis ajouter que je ne l'aurais pas rédigée ni diffusée, si celui qui en a pris l'initiative ne l'avait pas prise. Sa forme et son style ne sont pas les miens, mais les faits rapportés me troublent gravement car j'ai été témoin direct de certains d'entre eux.

La lettre circulaire du 7 mars 2013 affirme que cette lettre à Mgr Fellay du 28 février 2013 contient des calomnies, de la détraction et des amalgames. Dans son communiqué au sujet de ce même document, M. l'abbé de Cacqueray a employé les expressions suivantes : « *affabulation* », « *attitude qui ne se fonde sur rien d'objectif* », « *méfiance irraisonnée* ».

Il est très facile d'affirmer : affabulation, attitude qui ne se fonde sur rien d'objectif, méfiance irraisonnée, amalgames, détraction, calomnies, mais toutes ces qualifications par elles-mêmes ne réfutent rien des faits mentionnés. Trois confrères m'ont d'ailleurs rapporté que M. l'abbé de Cacqueray regrettait ces expressions inexactes. C'est peut-être la raison pour laquelle ce communiqué n'a pas été publié dans le Bulletin Officiel du district de France.

Le Doyen qui m'a remis mon décret pénal, le 7 mars dernier à Couloutre, m'a dit spontanément : « *Je ne sais pas ce que vous avez fait dans cette affaire, mais sachez que si je ne partage pas la méthode, je suis d'accord avec le contenu de cette lettre.* »

Il est évident que toute cette discussion laisse de côté le fond du problème. Mais ce n'est certes pas du fait de M. l'abbé Pinaud. Si le Chapitre Général, juge naturel en cette question, avait osé rendre un verdict de fond et non un verdict de prudence, nous n'en serions pas là.

Le dimanche précédent, le confrère qui m'accueillit là où je prêchais le carême m'a dit : « Êtes-vous au courant de cette lettre qui vient de paraître ? Personne ne m'en avait parlé, je ne l'ai pas signée, mais je suis le 38<sup>ème</sup>. »

Un assistant du District de France de passage dans un prieuré mi-mars, dit à un confrère, « si le style de la lettre à Mgr Fellay du 28 février est particulier, il faut reconnaître qu'il n'y a pas grand'chose à dire de son contenu ».

Depuis que je suis à Jaidhof, plus d'une dizaine de prêtres de la Fraternité Saint-Pie X, me croyant l'auteur de cette lettre en raison du communiqué de l'abbé Thouvenot, m'ont écrit ou téléphoné à Jaidhof pour me dire la même chose et je sais qu'il y en a d'autres.

Je le répète : je n'ai ni inspiré, ni rédigé, ni diffusé cette lettre – en revanche, son contenu est si angoissant, qu'il ne peut me laisser indifférent... et c'est la raison de cette affirmation – une affirmation privée connue par violation de courrier privé – que j'ai faite le 12 février 2013 dernier devant mes supérieurs au sujet de mes difficultés personnelles : « Je n'éprouve plus qu'un profond mépris envers Menzingen – j'ai moins d'estime envers Mgr Fellay qu'envers de Gaulle. »

Car enfin, cette lettre à Mgr Fellay du 28 février 2013 comporte-t-elle une seule erreur ? Je viens de vous dire que pour ma part, comme pour d'autres confrères, le fond de cette lettre ne peut pas me laisser indifférent parce que les faits qu'elle rapporte sont vrais.

Lorsque je lis, par exemple, dans cette lettre :

« Depuis plus de treize années, Mgr Fellay a autorisé un confrère à ne plus citer le nom du pape et de l'évêque au Canon (c'était à l'occasion de la signature d'un document entre catholiques et protestants) et qu'il confia à ce prêtre qu'il comprenait son choix ! »

Il n'y a là ni calomnie, ni détraction, ni amalgame. Ce n'est pas une *affabulation*. Je connais ce prêtre qui est membre sans histoire de la Fraternité Saint-Pie X. Je pourrais citer son nom, il m'y a autorisé. C'est un confrère d'ordination. C'est donc tout à fait objectif et cela ne me laisse pas indifférent.

Ce que cette lettre à Mgr Fellay du 28 février 2013 rapporte des réponses que Mgr Fellay a faites aux questions posées par nos confrères lors de cette réunion du 9 novembre 2012 à Paris devant quatre-vingts confrères est

vrai. J'ai assisté à cette réunion et j'ai constaté que les réponses de Mgr Fellay n'étaient pas conformes à la réalité des faits.

D'ailleurs au sortir de cette conférence, j'ai demandé au Supérieur du District de France qui m'avait, avec d'autres confrères, informé de certains de ces faits : « Qui a menti, vous ou lui ? ». M. l'abbé de Cacqueray comprenait bien que je faisais allusion à la déclaration qu'il avait publiée à l'occasion du scandale d'Assise 2011. Or la réponse de Mgr Fellay nous affirmant qu'il était en parfait accord avec le texte de ce communiqué, contredisait totalement ce que m'en avait rapporté M. l'abbé de Cacqueray le 21 avril 2012 à Couloutre.

Je n'étais pas le seul à constater ce mensonge puisque mon voisin de table au repas qui suivit cette conférence partageait ma perplexité. Il a même ajouté, sans connaître l'avenir : je pourrais témoigner que Mgr Fellay a menti.

Il n'est plus possible ensuite de parler de « *méfiance irraisonnée* ». Je connais assez bien M. l'abbé Rioult pour être persuadé que si la preuve lui était faite qu'il a publié quelque chose qui ne correspond pas à la réalité, il fasse réparation immédiatement.

Cette lettre à Mgr Fellay du 28 février 2013 est qualifiée « *d'éminemment séditeuse* » et de « *conspiration contre l'autorité* » par le décret pénal du 7 mars 2013 ; elle est qualifiée « *d'entreprise de subversion* » par la circulaire du 7 mars 2013 parce qu'elle « *exige la démission du Supérieur Général et de ses Assistants* ».

Cette lettre à Mgr Fellay du 28 février 2013 n'est rien de tout cela, elle n'est qu'un cri désespéré devant une même situation déjà vécue précédemment par d'autres communautés traditionnelles qui se sont laissés séduire par la main tendue romaine.

Benoît XVI n'a jamais caché ses intentions qu'il rappelait très clairement dans sa Lettre aux évêques du 10 mars 2009 :

« Moi-même j'ai vu, dans les années qui ont suivi 1988, que, grâce au retour de communautés auparavant séparées de Rome, **leur climat interne a changé** ; que le retour dans la grande et vaste Église commune a fait dépasser des positions unilatérales et a atténué **des durcissements** de sorte qu'ensuite en ont émergé des forces positives pour l'ensemble. »

Malgré de telles affirmations du Pape, Mgr Fellay n'hésite pas à écrire aux trois autres évêques de la Fraternité Saint-Pie X le 14 avril 2012, qu'il se sent poussé « à ne plus tarder à répondre aux instances romaines » et il précise : « *Qu'il soit noté au passage que nous n'avons pas cherché un accord pratique. Cela est faux. Nous n'avons pas refusé a priori, comme vous le demandez, de considérer l'offre du Pape. Pour le bien commun de la Fraternité, nous préfererions de loin la solution actuelle de statu quo intermédiaire, mais manifestement, Rome ne le tolère plus* ».

Et cependant l'intention exprimée par le Pape est claire, nul ne peut l'accuser de nous tromper... Dans cette circonstance, est-il injustifié de rappeler ces paroles que Mgr Lefebvre prononça, à Écône, dans sa conférence du 8 octobre 1988 :

*« On les met sous l'autorité de l'Église conciliaire. Alors on est vraiment stupéfait de penser que, malgré les constatations qu'ils doivent faire, et ils le savent bien... Non... Ils restent. Ils ne prennent pas le parti de s'en aller ou de fonder un autre monastère, ou de demander à Dom Gérard de donner sa démission et d'être remplacé... Non, rien... On obéit. [...] c'est lamentable de voir avec quelle facilité un monastère qui est dans la Tradition passe sous l'autorité conciliaire et moderniste. Et tout le monde reste. C'est dommage et vraiment triste de constater cela... [...] Ce transfert d'autorité, c'est ça qui est grave, c'est ça qui est excessivement grave. Il ne suffit pas de dire : on n'a rien changé dans la pratique... C'est ce transfert qui est très grave parce que l'intention de ces autorités, c'est de détruire la Tradition. »*

Je serai heureux qu'on m'explique en quoi la volonté de Mgr Fellay<sup>180</sup>, auteur de la Déclaration du 15 avril 2012, diffère de celle de Dom Gérard en 1988.

<sup>180</sup> Il ne s'agit pas seulement de la Déclaration du 15 avril 2012. D'autres affirmations du Supérieur Général ont manifesté une évolution périlleuse pour la Foi. Cf. DICI n° 256, Conférence à Brignoles le 4 mai 2012... : « *Il reste vrai – comme c'est le droit de l'Église – que pour ouvrir une nouvelle chapelle ou fonder une œuvre, il serait nécessaire d'avoir la permission de l'ordinaire local. Nous avons bien évidemment prévenu à Rome combien notre situation actuelle était difficile dans les diocèses, et Rome est encore en train d'y travailler. Ici ou*

(suite de la note page suivante)

Ceci légitime une résistance contre l'autorité déviante et réfute l'affirmation gratuite de l'accusation : « *Ce péril pour la foi, quand bien même il aurait été réel, ne permettait pas d'inciter les sujets à la rébellion* ».

Mgr Lefebvre répond : « *Ils ne prennent pas le parti de demander à Dom Gérard de donner sa démission et d'être remplacé... Non, rien... On obéit. [...] c'est lamentable de voir avec quelle facilité un monastère qui est dans la Tradition passe sous l'autorité conciliaire et moderniste.* »

L'application de l'article 1373 n'a pas de sens. Une résistance à une autorité déviante n'est pas une rébellion ; ce n'est pas l'autorité qui est contestée en elle-même, mais les idées néfastes que cette autorité diffuse ou favorise dans la Fraternité Saint-Pie X.

Encore une fois, je ne suis pour rien dans la recherche de ces textes, ce n'est pas moi qui les ai mis en forme, rédigés et diffusés. Mais ils ne peuvent me laisser indifférent. Qui oserait accuser notre Fondateur d'avoir poussé les moines et les religieuses du Barroux à la conspiration, à la sédition, à la subversion ?

*« ...les choses étant comme elles sont, j'espère ne pas manquer de respect envers votre office si je suggère que pour la gloire de Dieu, pour le salut des âmes, pour la paix intérieure de la Fraternité et pour votre propre salut éternel, vous feriez mieux de démissionner vous-même comme Supérieur Général, que de m'exclure. »*

À sa première lecture, ce passage de la lettre ouverte du 26 octobre 2012 de Mgr Williamson à Mgr Fellay, m'avait paru audacieux et peut-être même téméraire. Mgr Williamson connaissait des faits que j'ignorais alors. Je n'avais notamment pas encore eu connaissance du contenu de la Déclaration du 15 avril 2012 et je n'avais pas encore été victime d'actes délictueux graves de la part des Supérieurs.

*là, cette difficulté sera réelle, mais depuis quand la vie est-elle sans difficulté ? »*

– *Enfin venons-en à l'incroyable conclusion de l'accusation*

La conclusion au § 4.2.2.3 reconnaît qu'il n'existe aucune preuve à ce dont je suis accusé :

*« Si pris un par un, ces mails sont de simples indices de la participation active de M. l'abbé Pinaud au site lasapinière », cependant en dehors de toute logique cette même conclusion peut abusivement affirmer que « l'ensemble montre avec certitude que je suis un collaborateur actif dont l'action est déterminante dans le site lasapinière » !*

La « convergence » ainsi évoquée ne pourrait avoir de l'intérêt et ne pourrait être retenue que dans la mesure où il aurait été prouvé que toutes les autres possibilités d'explication devraient être exclues. Ceci n'a pas été fait et pour cause !

Aucun tribunal sérieux ne retient ces échanges informels comme une preuve. Ces propos manifestent tout au plus une correspondance de pensée mais non d'action ; M. l'abbé Rioult m'a d'ailleurs souvent reproché de ne rien faire.

Remarquons en outre que jamais la moindre mention, ni même la moindre allusion à la moindre diffusion, au moindre site, à la moindre action n'est faite dans ces différents messages piratés ; leur lecture montre à l'envi qu'ils étaient rédigés avec la plus grande liberté, sans le moindre soupçon qu'ils puissent être lus par d'autres personnes que leur destinataire<sup>181</sup>.

<sup>181</sup> **Note de l'avocat.** C'est-à-dire sans la moindre volonté de troubler l'ordre public, et encore moins d'être séditieux. Il est en effet important de se rappeler que l'Église veut ne pas brimer la pensée, la liberté, l'échange d'opinions. C'est la liberté des enfants de Dieu dont parle saint Paul. Certes les individus peuvent en abuser et penser ou parler mal. L'Église préfère encore cela plutôt que de contrôler tous les actes privés ou, pire, de les interdire. Tout cela se règle au tribunal de la pénitence ou au jugement divin. Ce n'est que lorsque l'expression de ces pensées vient à troubler l'ordre public que le droit de l'Église les réprime. Le respect de cette liberté de pensée et d'échanges est d'autant plus importante aujourd'hui où chacun se trouve, du fait de la crise des autorités, face à des problèmes moraux qu'il doit résoudre personnellement.

Le 15 août 2013, M. l'abbé Rioult m'a adressé le témoignage suivant. À lui seul, il suffit.

*« Moi, l'abbé Olivier Rioult, déclare sur l'honneur, et je suis prêt à jurer sur les Saints Évangiles, ce qui suit :*

*a) Que M. l'abbé Nicolas Pinaud n'a jamais eu la moindre activité sur Internet en général ni en particulier. M. l'abbé Nicolas Pinaud n'a été ni le concepteur, ni le directeur, ni un collaborateur du site "lasapinière.info", site qui fut conçu et créé dans l'urgence en trois jours après la fermeture d'Antimodernisme.info en février 2013.*

*b) Que M. l'abbé Nicolas Pinaud n'a jamais rédigé la moindre lettre (ni celle à Mgr Fellay du 28 février ni une autre ni le moindre passage de lettre), et qu'il n'a jamais diffusé quelque lettre ou document que ce soit.*

*c) Que M. l'abbé Nicolas Pinaud ne m'a jamais présenté l'action de l'abbé Chazal comme une possibilité d'action en me confiant sa lettre à M. l'abbé de Cacqueray, lettre que l'abbé Chazal m'avait d'ailleurs lui-même envoyée dans son intégralité. L'abbé Pinaud est un confrère avec qui je peux parler de tous les sujets librement et comme deux amis nous partageons des choses confidentiellement. De plus, ni l'abbé Pinaud ni l'abbé Chazal n'étaient nécessaires pour avoir des « motifs de rébellion », la politique de la Maison Générale y suffisait largement.*

*d) Que M. l'abbé Nicolas Pinaud ne m'a jamais invité ou poussé au mépris et à la désobéissance. Bien avant son courriel privé du 13 février 2013, j'avais moi-même « perdu définitivement toute confiance » envers Menzingen. En ce qui me concerne, et je l'ai confié à de nombreux confrères : Mgr Fellay est moralement mort depuis le Cor Unum de mars 2012. Sa désobéissance grave et publique aux décisions du Chapitre de 2006, ses discours tordus et ridicules, sa politique imprudente et impudente ont amplement suffi à le disqualifier aux yeux des membres clairvoyants.*

*e) Que M. l'abbé Nicolas Pinaud et moi-même nous avons bien cherché une même chose (la déclaration du 15 avril 2012) mais pour des raisons bien différentes : M. l'abbé Pinaud pour la lire personnellement, moi pour la diffuser publiquement.*

*f) Que M. l'abbé Nicolas Pinaud n'a jamais eu connaissance de tous mes projets ni de tous mes travaux et quand il l'a été, il n'était qu'un spectateur passif ou un confident amical. Les avis de M. l'abbé Pinaud n'ont donc jamais été formellement efficaces sur ma pensée ou mes*



actions sauf en matière orthographique où mes faiblesses nécessitent de ma part une grande docilité envers mes correcteurs...

g) Que M. l'abbé Nicolas Pinaud n'a été en rien mon maître à penser, mon directeur, mon mandant ou mon collaborateur... Plusieurs fois je lui ai même reproché, fermement mais en vain, de penser comme moi mais de ne rien faire.

En conséquence prétendre que le cas de M. l'abbé Nicolas Pinaud relève du canon 1373 du code de 1983 est ridicule et faux : « Qui excite publiquement ses sujets à la contestation ou à la haine contre le Siège Apostolique ou l'Ordinaire à cause d'un acte du pouvoir ou du ministère ecclésiastique, ou bien qui incite les sujets à leur désobéir, sera puni d'interdit ou d'autres justes peines. » Vos éléments de preuves vous permettront certes d'échafauder des interprétations tendancieuses et de faire un procès d'intention à mon confrère, mais ils ne vous permettront jamais de prouver quoi que ce soit. Les preuves vous feront toujours défaut car elles n'existent tout simplement pas. Si l'abbé Pinaud a bien osé penser en privé, il n'a malheureusement jamais rien fait en public.

Je profite de l'occasion qui m'est offerte pour préciser :

– Que je partage le jugement de M. l'abbé Quilton : « ce qui est constitutif [...], c'est la lettre elle-même, non son caractère anonyme. » J'ai moi-même toujours considéré que l'essentiel était le contenu de la lettre et non le nombre de signataires. C'est pourquoi à ce sujet, je m'en suis remis au jugement d'autrui. Mais, comme vous n'avez pu voler qu'une partie de ma correspondance, vous ignorez mon évolution sur ce point. Au début, j'ai en effet cru par négligence que le chiffre de 37 prêtres était « gonflé » mais après information je me suis rendu compte que l'estimation de 37 confrères approuvant la substance de cette lettre (mais pouvant ignorer ou même désapprouver sa stratégie) était une estimation honnête et « a minima ». Ce chiffre, qui de toute façon est secondaire, n'est donc point mensonger.

– Que le reproche fait à l'abbé Pinaud : « Si c'était le pur zèle de la foi qui l'animait, on devrait trouver des marques de sa tristesse que des Supérieurs se soient ainsi trompés, de sa prière, du désir du retour des Supérieurs à de meilleures dispositions..., mais on n'en trouve trace nulle part », s'adresse en réalité à moi. Or, j'ai toujours prié au canon de la Messe pour mes supérieurs et de plus dans la lettre à Mgr Fellay du 28 février, j'ai pris le soin d'écrire : « Monseigneur, vous avez le devoir en justice de dire la vérité, de réparer les mensonges et de rétracter les erreurs. Faites-le et tout rentrera dans l'ordre. Vous savez

comment André Avellin, au XVI<sup>e</sup> siècle, est devenu un grand saint après avoir eu honte d'un mensonge qu'il avait commis par faiblesse. Nous voulons simplement que vous deveniez un grand saint. Excellence, nous ne voulons pas que l'Histoire retienne de vous que vous êtes l'homme qui avez défiguré et mutilé la Fraternité Saint-Pie X. »

Ceci étant dit, libre à vous de continuer à accabler M. l'abbé Pinaud en souffrance depuis six mois à Jaidohf et de condamner cet innocent déjà calomnié publiquement par M. l'abbé Thouvenot. Mais réfléchissez : est-ce là le meilleur moyen d'attirer les bénédictions divines sur notre Fraternité ?

« Celui qui absout le coupable et celui qui condamne le juste sont tous deux en abomination à Yahweh. » (Proverbes 17, 15)

Fait dans le district de France, le 15 août 2013.

Abbé Olivier Rioult, Fsspx. »

Que faut-il de plus pour reconnaître que je suis innocent de ce dont on m'accuse depuis six mois ? La justice exigerait que je réintègre mon ministère dans les plus brefs délais ; un ministère dont je n'aurais jamais dû être privé. M. l'abbé Salenave a été condamné à trois mois d'interdit (réduit à rien d'autre que célébrer la messe) pour ouverture et gestion de site Internet et publication de documents. Avant mon procès, je subis déjà cette peine depuis plus six mois sans avoir rédigé ni publié le moindre texte sur Internet ou ailleurs. Comment cette injustice pourra-t-elle être réparée ?

### c) Qu'en est-il maintenant de l'accusation des deux lettres publiées ?

Quand il n'y a pas d'actes à condamner, on peut toujours essayer d'en inventer. *Quos vult perdere Jupiter dementat, Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre.*

À la lecture des pièces 20 et 21, je constate que les deux documents incriminés ne sont pas deux lettres, mais des passages de lettres privées que j'ai adressées en réponse à des correspondances privées.

Tous ces courriers personnalisés ont été adressés à des destinataires spécifiés. Il n'y a là aucune injure publique à quiconque. Leur parution sur Internet est totalement indépendante de ma volonté et je ne suis nullement responsable de l'interprétation et des modifications qui ont pu être apportées au texte initial. Je n'assume aucune responsabilité quant à leur publication



sur Internet dont je n'ai été informé à aucun moment. Je suis d'ailleurs privé d'accès à Internet depuis le 10 mars 2013.

Je m'étonne que soit exploitée ma réponse à la question suivante posée lors de l'interrogatoire : « *Tenterez-vous d'apporter un démenti ou une réaction à cette publication* » puisqu'il ne m'a pas été permis d'apporter de corrections à cet interrogatoire. Mais je puis préciser ma réponse.

D'abord, il m'est désagréable de constater que ces parutions sur Internet sont, en fait, une conséquence de la mesure conservatoire. Ensuite, n'étant nullement obligé moralement d'intervenir, deux raisons me retiennent de le faire : Je suis convaincu qu'une démarche serait sans effet. Ensuite il est fort à craindre que cette démarche, si elle avait lieu, ne provoque une nouvelle réaction. Enfin si les supérieurs craignaient que d'autres publications sur Internet suivent le document du 26 avril, pourquoi ne m'ont-ils donné aucune consigne ?

Les supérieurs ont accès à Internet et sont chargés du bien commun. Pourquoi n'ont-ils pas pris les dispositions nécessaires ? N'est-ce pas une occasion de combler le vide du dossier et de trouver un semblant de prétexte pour une condamnation ?

Mes correspondants n'ont pas été abusés par mon humour qui n'est prétendu que par l'accusation. Ils ont surtout compris qu'il cachait mes tortures morales comme me l'écrivait un correspondant le 13 juin 2013 :

« *Si vous n'avez pas à souffrir les tortures physiques de Savonarole, les tortures morales peuvent être tout aussi cruelles ! Empêcher un prêtre de donner les sacrements et de dire sa messe en public, c'est aussi contre nature que d'empêcher une mère de famille de donner à manger à ses enfants !...* »

À partir de fin juin 2013, je me suis étonné qu'on ne puisse plus, subitement, m'atteindre directement par téléphone comme cela était possible depuis le 10 mars 2013. Mes parents et ma famille qui n'ont pas été épargnés dans cette affaire, avaient toutes les difficultés à me joindre. J'ai demandé la raison de cette modification, je n'ai jamais reçu d'explication.

Fin juillet 2013, subitement et toujours sans explication la ligne a été rétablie. Ceux qui ont cherché à me joindre n'ont pas manqué de s'interroger sur la signification de ce traitement. Pendant quinze ans j'ai été directeur de collège, et je ne me souviens pas m'être permis, une seule fois, un tel comportement avec un seul de mes élèves.

Quel était le but cherché ? Briser l'homme ?

Parler de ma nomination à Jaidhof est un euphémisme cruel bien plus inadapté que ma traduction de « *Schloss* » par « *forteresse* », qui n'a trompé personne. La mesure conservatoire ne m'apparaît pas autrement qu'une méthode qui cherche à forcer la conscience. Que signifie cette réponse de M. l'abbé Nély à M. Prud'homme qui lui demandait, début août 2013 si je pourrais revenir à Couloutre : « *Ça ne dépend que de lui* » ! ?

Je m'étonne que, depuis six mois, pas un seul supérieur ne se soit inquiété de ce que je pouvais bien faire de mon temps. Quelques confrères, parmi les plus anciens, ont eu la bonté de m'appeler pour me soutenir. L'un d'eux me confiait : « *À votre place, je serai devenu fou* »...

Rendre fou à petit feu, jour après jour, n'est-ce pas le but recherché ? Croyez-moi, dans l'épreuve inhumaine qui est la mienne, l'humour est nécessaire pour rester debout dans la tourmente ; mais je ne peux pas ne pas constater que je suis aujourd'hui affaibli physiquement et nerveusement après ces mois d'isolement moral.

Les faits qui sont rapportés dans ces courriers sont malheureusement vrais et ils étaient connus avant que je rédige ces courriers en réponse à des interrogations. Si certains sont des actes mauvais, ceux qui les ont commis ne sont-ils pas des malfaiteurs ? Qu'ils aient été accomplis par des supérieurs, ne change rien à leur qualification morale. Ce n'est pas moi qui incite au mépris, ce sont les actes commis eux-mêmes et ma forme interrogative n'est pas calomnieuse comme la circulaire de M. l'Abbé Thouvenot.

D'ailleurs l'un des trois avocats que vous m'avez proposés, m'a invité à faire attention. « *Ils sont capables de tout* » m'a-t-il dit – je n'ai pas fait préciser le « *ils* » et le « *capable de tout* » – mais il semblait faire état d'une certaine expérience.

Que signifie cette accusation que l'on me fait « *d'aller jusqu'au bout et de recourir à tous les moyens* » ? Elle était déjà affirmée dans la circulaire de M. l'abbé Thouvenot qui utilisait une réponse de M. l'abbé Rioult abusé par un faux message. **M'accuser d'aller jusqu'au bout et par tous les moyens, quand je n'ai pas commencé d'aller quelque part siuon en exil à Jaidhof et que je n'ai pas posé une seule action ?**

Véritable procès d'intention qui est encore éclairé par l'interprétation de l'emploi d'une citation du sermon de Mgr Tissier de Mallerais. « *...l'Église conciliaire, c'est-à-dire cette secte qui occupe l'Église catholique. C'est un avantage pour nous d'être regardés comme exclus, comme en exil...* » Le

Procureur lit dans ma pensée et il sait ce que je pense : « Une habile citation du sermon de Mgr Tissier applique les propos visant les modernistes à la Maison Générale en l'appliquant à son cas particulier d'exilé ou d'exclu »...

Un commissaire politique soviétique n'aurait pas mieux fait. Cette citation a été faite dans l'esprit de celui qui l'a prononcée et qui a eu la bonté spontanée de m'en adresser l'interprétation dans une lettre du 20 mai 2013 que je joins en annexe<sup>182</sup>, car j'aurai l'occasion de la citer encore.

Enfin, j'ai l'honneur d'être le seul à ne bénéficier d'aucune circonstance atténuante !

Mgr Fellay a reconnu, lui-même, qu'il y avait eu un grave trouble, que le temps n'était plus tant aux appels à l'obéissance mais aux actes significatifs pour regagner la confiance... À la lecture du long commentaire de la Déclaration du 27 juin 2013 par le Supérieur du District de France, il semble que des circonstances atténuantes soient même reconnues aux activités de M. l'abbé Rioult jusqu'à la date de cette déclaration !

Je ne suis coupable d'aucun des actes qui me sont reprochés. Six mois d'interdit minimum pour quoi ? Pour avoir pensé ? **Cette peine devrait même être prolongée à volonté selon le bon plaisir du Supérieur Général tant qu'une réparation, qui n'est pas déterminée, n'aura pas été**

<sup>182</sup> **Note de l'avocat.** Voici le passage de cette lettre : « Et au sermon de la messe, j'ai encore précisé que même si Rome nous proposait de bonnes choses [je n'ai pas dit quelles choses, ni qu'elles fussent réellement bonnes] il faudrait quand même considérer les circonstances [je n'ai pas précisé quibus, quid, ubi, quomodo, quando] et savoir dire comme saint Herménégilde. J'ai aussi donné l'exemple de saint Joseph et de la Ste Famille exilés en Égypte, qui représentaient le noyau de l'Église catholique et qui ont attendu le signe de l'Ange pour rentrer dans la terre d'Israël : appliquant ce modèle à la FSSPX et à la famille de la tradition, qui représentent l'Église catholique, l'Église catholique maintenant en exil, mais portant en elle l'Église même et gardant les « quatre notes de l'Église » : une, sainte, catholique et apostolique, et attendant en cet exil le rappel de l'Ange : « J'ai rappelé mon Fils d'Égypte », ce qui se ferait quand Dieu voudrait [je n'ai pas précisé davantage, mais ai mentionné (sans insister) la mort d'Hérode...] » (Lettre manuscrite de Mgr Tissier de Mallerais à M. l'abbé Pinaud, 20 mai 2013)

**présentée par la victime. Ceci est totalement contraire au droit.** Ce n'est pas la victime qui présente une réparation, c'est le juge qui détermine précisément quelle doit être la réparation. Ceci est d'ailleurs affirmé dans le § 2.2 :

« Le Supérieur Général ayant été mis directement en cause, il n'a pas estimé opportun de juger par lui-même, mais il a délégué M. l'abbé Henry Wuilloud pour porter le décret extrajudiciaire. »

Enfin une Justice dont le juge livrerait la victime à son bourreau porte un autre nom que celui de Justice : « **cette peine devrait être prolongée** » à volonté selon le bon plaisir du Supérieur Général tant qu'une réparation n'aura pas été présentée par la victime.

Du jamais vu ! Imaginez : c'est le plaignant qui détermine quand la réparation lui sera satisfaisante !

**En résumé :** « je suis condamné pour avoir pensé et ma peine prendra fin lorsque je ne penserai plus ! » Ce procès n'a-t-il pas l'allure d'une mise en scène et ne risque-t-il pas d'être considéré comme une parodie de justice et une mascarade ?

## 7. Le cœur du problème

L'essentiel a-t-il été dit ? On pourrait l'espérer ! Et cependant il me semble que le traitement de cette affaire ne peut éviter d'aborder le fond du problème, sans quoi il ne sera pas possible de vider cette affaire. Ceci est d'autant plus vrai en ce qui me concerne, puisque je n'ai pas posé d'actes, c'est donc bien ma pensée qui est incriminée et réprimée.

Lors de cette fameuse réunion privée et confidentielle à Suresnes, évoquant ma perte de confiance envers Menzingen, j'ai également déclaré les paroles suivantes qui ne semblent pas vous avoir été transmises : « Depuis six mois, j'ai le sentiment d'avoir manqué à l'honneur en ne réagissant pas publiquement. »

### a) Pourquoi cette perte de confiance ? Et sur quoi repose-t-elle ?

Je précise que depuis septembre 2011 jusqu'au 7 mars 2013, en dehors des relations d'amitié avec M. l'abbé Rioult, je n'ai jamais contacté de confrères que ce soit par téléphone ou par courrier.

Quelques confrères m'ont contacté de temps en temps. Ma pensée et mon état d'esprit sont donc fondés uniquement sur les textes et sur les quelques contacts que j'ai pu avoir avec les supérieurs. Je vais en faire la chronologie.

– **Novembre 2011**, M. l'abbé Pflüger expose la situation devant les prieurs de France. Je n'étais pas présent à cette réunion ; trois jours plus tard, M. l'abbé J. Laguérie de passage à Couloutre m'en fit un compte-rendu. Il me dit que « *c'était la journée noire de ses trente ans de sacerdoce et que M. l'abbé Pflüger s'était déconsidéré* ».

– En **février 2012**, lors de la session des prieurs Mgr Fellay nous affirme que des signes permettent de constater des changements positifs à Rome. Il nous donne deux exemples : le "ratage" d'Assise 2011 et la béatification de Jean-Paul II. J'en suis resté bouleversé, je n'en crois toujours pas mes oreilles et je considère comme une lâcheté de ma part de n'avoir pas réagi.

– Le *Cor Unum* de **mars 2012** confirme officiellement cette affirmation de changement à Rome de la part de Mgr Fellay.

– Le **21 avril 2012** le Supérieur du District du France vient officiellement à Couloutre et nous réunit avec M. l'abbé Schaeffer. Il nous lit confidentiellement la lettre dite des "trois évêques" et la réponse que cette lettre avait reçue. Il m'en laissa copie.

– À cette occasion, il nous fit part de son jugement sur le contenu de la Déclaration du 15 avril 2012 : « *Elle est scandaleuse et entache l'honneur de la Fraternité. Je ferai mon possible pour en exiger le retrait à l'occasion du Chapitre de juillet 2012* ».

– Le **15 juin 2012**, à l'occasion du baptême des cloches à Couloutre, je peux m'entretenir avec Mgr de Galarreta pendant une demi-heure. Je me souviens de son euphorie m'annonçant que nous venions d'assister à un grand miracle. Lequel, lui ai-je demandé ?

« *Mgr Fellay qui devait signer le 13, me dit-il, n'a pas pu le faire et je n'en connais pas encore la raison.* »

Ce n'était pas un confrère parmi d'autres, c'était Mgr de Galarreta. Je lui ai fait préciser ce « signer » car j'ignorais que nous en étions là. Il m'a confirmé que Mgr Fellay était allé à Rome pour signer.

« *Maintenant, continua-t-il, nous devons profiter du Chapitre pour empêcher à tout jamais que cela se reproduise et surtout faire l'examen de conscience des causes qui nous ont conduits à l'abîme* ».

Je lui fis part de mon doute de rester dans la Fraternité Saint-Pie X si Mgr Fellay et ses deux Assistants étaient toujours aux commandes après le Chapitre.

– « *Non non, vous ne pouvez pas dire cela, me dit-il. Attendez.* »

– « *Monseigneur, pouvez-vous me reprocher ce que je viens de dire ?* »

– « *Non, non, je le comprends très bien, d'ailleurs moi-même, je m'interroge. Mais voyez-vous, Mgr Fellay comprendra qu'il ne peut pas se maintenir car il a déçu ceux qui attendaient un accord et les autres lui diront : tout ça, pour ça !* ».

Le Chapitre a-t-il pris les dispositions évoquées par Mgr de Galarreta ?

– M. l'abbé de Cacqueray me dira **fin juillet 2012** à Couloutre : « *la constatation importante à faire au sujet du dernier Chapitre, c'est que la condition de celui de 2006 a été complètement abandonnée, à savoir : "Pas d'accord pratique sans accord doctrinal"* ».

Et pourtant Mgr Fellay avait écrit dans le *Cor Unum* N° 84 de juin 2006 : « *Vouloir faire autrement, précipiter un accord pratique sans le fondement doctrinal serait un suicide.* » C'est l'une des 34 références du même genre, que j'ai recensées dans *Cor Unum* depuis le N° 50, c'est-à-dire depuis que Mgr Fellay est Supérieur Général.

Il y eut bien les six conditions, mais trois d'entre elles n'étaient que souhaitables et très vite elles furent reconnues imparfaites par des voix autorisées, et l'annonce d'un retrait informel et flou de la Déclaration, n'a pas été un remède pour supprimer les causes d'inquiétude.

#### **b) Oui ou non Menzingen maintenait-il sa volonté d'un ralliement ?**

En septembre, il y a eu la conférence de Mgr Fellay à Écône qui a rassuré un bref instant parce que Mgr Fellay a laissé entrevoir qu'il s'était trompé, mais peu de temps après il a précisé que ce n'était pas tant lui qui s'était trompé que Rome qui l'avait trompé. Il faut cependant bien reconnaître que le Pape n'a jamais varié dans ses exigences depuis sa Lettre aux évêques du 10 mars 2009.

Puis Mgr Fellay a reconnu que le temps des appels à l'obéissance était passé et qu'il fallait maintenant poser des actes pour susciter la confiance. Mais ceci a été suivi par une vague d'exclusion de confrères.

D'autres supérieurs importants se sont exprimés officiellement et leurs paroles ont suscité des doutes. Je pense aux entretiens des abbés Schmidberger publié dans *DICI* n° 261 du 28 septembre 2012 et Pflüger publié dans un *DICI* d'octobre 2012. Certaines paroles prononcées le 13 octobre 2012 par Mgr de Galarreta à Villepreux, restent pour moi, inimaginables :

*« Il est presque impossible que la majorité des Supérieurs de la Fraternité – après discussion franche, analyse à fond de tous les aspects, de tous les tenants et aboutissants –, il est impensable que la majorité se trompe dans une matière prudentielle. Et si cela par hasard, par un impossible arrive et bien tant pis de toute façon on va faire ce que la majorité pense ».*

Paroles extrêmement troublantes.

La conférence de Mgr Fellay du 9 novembre 2012<sup>183</sup> est déjà loin du Chapitre de juillet 2012 et cependant elle fut également troublante surtout en raison des réponses apportées aux questions posées, comme je l'ai expliqué plus haut. À cette occasion, M. l'abbé Koller demanda devant soixante-quinze confrères, qu'une déclaration ferme et sans ambiguïté soit faite pour « l'union des esprits et des cœurs ». Mgr Fellay nous a répondu : « Nous y travaillons »... C'était le 9 novembre 2012.

Puis s'est installée une période confuse jusqu'à l'annonce de Benoît XVI qui déclara transmettre le dossier à son successeur. Les relations avec Rome étaient arrêtées sans l'être : souvenons-nous de cette longue lettre de Mgr Di Noia. Il faut aussi préciser que nous, les membres de la Fraternité Saint-Pie X, n'avions encore aucun accès aux textes les plus importants.

Tout ceci, qui pourrait être augmenté presque à l'infini, montre bien que le Chapitre n'a pas enrayé cette crise de confiance. Pourquoi Mgr Fellay exprime-t-il (§ 4.2.2.1) la volonté expresse de ne s'intéresser qu'aux faits postérieurs au Chapitre ? L'avant et l'après, c'est tout un.

<sup>183</sup> **Note de l'avocat.** Devant les prieurs du district de France à Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

Il faut très peu de temps pour perdre la confiance ; il faut beaucoup de temps pour la reconquérir et la force non seulement ne suscite pas la confiance mais elle est un obstacle à la confiance.

Je résumerai ce malaise insupportable par le fait suivant dont j'ai été témoin le 19 février 2013, à Châteauroux. Au repas du soir qui rassemblait une dizaine de personnes (prêtres, frères), le Doyen nous dit qu'il venait d'avoir au téléphone M. l'abbé Nély. « Nous avons parlé de la situation de la Fraternité et M. l'abbé Nély m'a dit : **'Le seul problème dans la Fraternité, c'est Mgr Fellay, avec son discours ad intra et son discours ad extra'** ».

On pourrait se demander si M. l'abbé Nély n'est pas lui-même un signataire non identifié de cette lettre à Mgr Fellay du 28 février 2013 qui met en évidence ces ambiguïtés et ces équivoques ?

#### *c) Mgr Fellay, oui ou non veut-il un ralliement ?*

Il ne suffit pas de dire : « je ne veux pas faire de compromissions » ou « je ne lâcherai rien » ou même « je jure devant Dieu que je n'ai pas changé »... si les actes manifestent le contraire. Quels sont les actes ?

Nous étions encore dans l'attente de la publication annoncée de la Déclaration du 15 avril 2012 qui avait été l'objet de jugements très alarmants de la part de supérieurs majeurs.

J'ai déjà mentionné le jugement du Supérieur du District de France, je citerai plus loin celui que Mgr Tissier de Mallerais m'a transmis le 20 mai 2013. Ces deux membres entre autres – et je pourrais encore citer d'autres supérieurs majeurs – ne me paraissent pas être des farfelus. Comment dès lors résister à la plus grande méfiance et ne pas avoir l'irrésistible curiosité de lire cette Déclaration inaccessible ? Cette Déclaration avait apparemment été retirée mais elle ne l'avait pas été officiellement... et que signifiait ce retrait... ?

Enfin le *Cor Unum* de mars 2013 a publié le texte de cette déclaration<sup>184</sup> ; mais une lecture attentive montre que non seulement cette Décla-

<sup>184</sup> Comme pour la Circulaire du 7 mars, j'ai demandé à M. l'abbé Thouvenot que ce document officiel me soit adressé. Ceci m'a été refusé. Un confrère



ration n'est pas retirée mais bien plutôt qu'elle est confirmée dans son contenu et aggravée par cette lettre au Pape du 17 juin 2012 qui comporte cette incroyable phrase : « **Malheureusement, dans le contexte actuel de la Fraternité, la nouvelle déclaration ne passera pas.** »

Cette Déclaration « *prétendument retirée* » est devenue depuis sa publication dans *Cor Unum* **une déclaration amplifiée** – comme me l'affirmait M. l'abbé de Cacqueray le 11 juin 2013 – puisque le *Cor Unum* explique qu'elle a dû être retirée non pas en raison de son contenu, mais seulement en raison de ceux qui ne l'ont pas comprise.

Il faut donc reconnaître qu'en elle-même, elle est maintenue.

Il est aisé de comprendre que de tels faits permettent de perdre confiance en Mgr Fellay... et j'ajouterai : encore davantage lorsqu'on apprend de bouche à oreille, l'interprétation de cette phrase : « *Malheureusement, dans le contexte actuel de la Fraternité, la nouvelle déclaration ne passera pas* », que Mgr Fellay a donnée oralement au Supérieur du District de France. Deux confrères me l'ont rapportée pour l'avoir reçue directement de M. l'Abbé de Cacqueray.

**Combien de confrères ont écrit à Mgr Fellay pour lui signifier leur désaccord grave avec ce texte ? Certains d'entre eux m'ont permis de lire leur courrier. Quelques-uns estiment même que ce texte est suffisamment grave pour légitimer de rompre ses engagements avec la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X.** Cette appréciation rejoint d'ailleurs ce qu'écrivait Mgr de Galarreta en octobre 2011 :

« *Le simple fait de nous engager dans cette voie engendrera chez nous le doute, des disputes, des méfiances, des partis, et surtout la division. Beaucoup de supérieurs et de prêtres auront un problème de conscience légitime et s'y opposeront. L'autorité et le principe même de l'autorité seront remis en question.* »

M. l'abbé Schaeffer me rapportait, avoir entendu à Bellaigue à la mi-avril 2013, un Supérieur de District dire, après sa lecture du *Cor Unum* N° 104 : « *L'accord est inéluctable et je ne suis plus en mesure d'exiger de*

compréhensif m'a adressé copie de ces documents officiels... Je m'interroge sur la signification de ce traitement.

*mes prêtres l'obéissance à Mgr Fellay* ». Je n'avais aucune raison de mettre en doute cette information privée que me rapportait M. l'abbé Schaeffer qui en avait été témoin mais qui est décédé maintenant. J'ai tout de même vérifié cette information auprès du Supérieur de district en question, et il me l'a confirmée.

De nombreux confrères m'ont contacté durant mon exil. Parmi ceux-ci, je vous citerai deux témoignages de confrères d'ordination qui viennent donc de fêter leurs vingt ans de sacerdoce. Ils ne sont pas du district de France. Le premier me dit les larmes dans la voix : « *Avons-nous dépensé les vingt plus belles années de notre vie pour en arriver là* » ; et le second m'écrit : « *Les solutions que je médite : Que le Bon Dieu m'envoie un cancer ou un accident pour quitter au plus tôt cette vallée de larmes...* » Allons-nous connaître aujourd'hui dans la Fraternité cette tragédie des années soixante-dix où des prêtres sont morts de chagrin ?...

Je suis bien conscient que c'est un peu bref par rapport à l'importance du sujet, mais ce développement est suffisant, je crois, pour montrer qu'après le Chapitre la situation n'est pas meilleure qu'elle ne l'était avant. Ne serait-elle pas même pire en raison de ce manque de clarification ? Parce que les actes qui réparent n'ont pas été posés par l'autorité, comment peut-on empêcher que se développe le soupçon que cette même autorité ne veut pas rétracter cette déclaration qui a failli nous conduire à l'abîme (pour reprendre les paroles que me disait Mgr de Galarreta le 15 juin 2012) ?

C'est vrai, il y a eu la dernière *Lettre aux Amis et Bienfaiteurs* de mars 2013 ; mais vient-elle seulement s'ajouter à l'interview de Mgr Fellay dans le *DICI* du 7 juin 2012 ou vient-elle la désavouer ?

Je voudrais résumer tous ces faits et cette situation par le passage d'une lettre que Mgr Tissier de Mallerais m'a adressée spontanément le 20 mai 2013 à Jaidhof qu'il qualifie lui-même d'« *exil* ». Après m'avoir fait l'interprétation de son propre sermon du dimanche de Pentecôte, il continue :

« *Je ne m'étendrai pas sur le contenu du dernier N° de Cor Unum, trop déplorable pour être commenté, trop évidemment insatisfaisant pour être approuvé, trop choquant pour ne pas faire honte à qui de droit. Je prie Saint Joseph d'inspirer à notre Supérieur Général, sinon une rétractation de son texte du 15 avril 2012, du moins une vraie déclaration doctrinale qui refasse l'union des esprits et des cœurs !* »



C'est exactement ma pensée. M. l'abbé Wuilloud, abordant le cœur de la question, lors de l'interrogatoire du 7 juin 2013, a utilisé l'exemple de la voiture peut-être en référence au *Cor Unum* 71 de février 2002. Reprenant cet exemple, je dirai : « *Que celui qui conduit la voiture, nous indique clairement la direction qu'il prend, que ceux qui aident à la conduite, prennent leurs responsabilités. Mais qui pourrait empêcher les passagers d'avoir la main sur la poignée de la porte, afin de s'éjecter avant que la voiture ne se désintègre contre le mur, si le mur se profile ?* »

La perspective du mur est toujours là tant que cette Déclaration du 15 avril n'a pas été rétractée solennellement. Et ne croyez pas, pour ma part, que je suis opposé absolument à toute relation avec Rome. Pendant douze ans j'ai été le seul interlocuteur avec les autorités des sanctuaires de Lourdes, et nous en sommes arrivés à ce pèlerinage de 2008 dont M. l'abbé Wuilloud a conservé le souvenir.

Un accord ? Peut-être... mais jamais au prix de l'acceptation du Concile Vatican II, du Nouveau Code et de la Nouvelle Messe. Un accord ? Peut-être... mais **jamais au prix du n° 7 de la Déclaration du 15 avril 2012** :

*« Nous déclarons reconnaître la validité du sacrifice de la Messe et des Sacrements célébrés avec l'intention de faire ce que fait l'Église selon les rites indiqués dans les éditions typiques du Missel romain et des Rituels des Sacrements légitimement promulgués par les Papes Paul VI et Jean-Paul II. »*

Au sujet de cette « *promulgation légitime* », je partage l'avis émis par M. l'abbé de La Roque, l'un des quatre confrères choisis par Mgr Fellay pour assumer, au nom de la Fraternité Saint-Pie X, les confrontations doctrinales avec les théologiens romains, dans sa conférence à Nantes le 18 mai 2012 :

*« Peut-on reconnaître la légitimité de la Nouvelle Messe ou, ce qui revient au même, la légitimité de sa promulgation ? On est là exactement dans le même cas que pour le nouveau Code. Reconnaître la Nouvelle Messe comme légitime voudrait dire que la Nouvelle Messe n'est pas mauvaise en soi. Or, elle est mauvaise en soi, puisqu'elle voile les aspects essentiels de la messe, son sacrifice et sa finalité propitiatoire. Donc on ne peut pas dire que la Nouvelle Messe soit bonne en soi, et donc, on ne peut pas reconnaître au sein de l'Église la légitimité de la Nouvelle Messe, puisqu'une loi mauvaise n'a pas valeur de loi. On ne peut pas. La reconnaître, cela voudrait dire qu'elle n'est pas mauvaise en soi et donc, à la rigueur, que potentiellement elle peut être célébrée*

*et assistée. C'est l'avis par exemple de M. l'abbé de Tanoïarn, qui vous dit : la Nouvelle Messe est légitime. Il a avancé cela voici quatre ans je crois. Quatre ans plus tard, tout récemment donc, il affirme qu'il est tout à fait logique que Rome nous demande d'y participer, de s'y associer. Tout à fait logique. Et le refuser – on brandit à nouveau le spectre du sédévacantisme –, le refuser ce serait être sédévacantiste dans les faits. Sa démarche est logique, à partir du moment où l'on a admis que la Nouvelle Messe est légitime. Donc on ne pourra pas reconnaître la légitimité de la nouvelle messe ou de sa promulgation, cela revient au même. »*

Tous ceux qui ont accepté de jouer avec l'erreur, lui reconnaissant une *promulgation légitime* ont fini par concélébrer dans le Novus Ordo. Le contraire ne serait pas logique. Il est impossible que Mgr Fellay, au nom de la Fraternité Saint-Pie X, reconnaisse la légitimité de la promulgation de la Nouvelle Messe et des Sacrements.

#### Ce serait une trahison.

J'adhère sans restriction et définitivement à ces paroles de Mgr Lefebvre prononcées lors du sermon des sacres du 30 juin 1988 :

*« Vous savez mes bien chers frères, vous savez qu'il ne peut y avoir de prêtres sans évêques. Tous ces séminaristes qui sont ici présents, si demain le bon Dieu me rappelle, et ce sera sans doute sans tarder, eh bien, ces séminaristes, de qui recevront-ils le sacrement de l'ordre ? Des évêques conciliaires, dont les sacrements sont tous douteux parce qu'on ne sait pas exactement quelles sont leurs intentions ? Ce n'est pas possible. Or quels sont les évêques qui ont gardé la Tradition, qui ont gardé les sacrements tels que l'Église les a donnés pendant vingt siècles jusqu'au concile Vatican II ? Eh bien c'est Mgr De Castro Mayer et moi-même. Je n'y peux rien mais c'est comme ça. »*

Vous me direz, tout ça c'est du passé dépassé depuis la déclaration du 27 juin 2013. On peut l'espérer mais n'est-il pas surprenant que le Supérieur du District de France ait dû adresser le 2 juillet 2013 un commentaire plus long que la déclaration elle-même pour la préciser, l'expliquer et rassurer des membres de la Fraternité Saint-Pie X. Quant à moi, j'ai été sensible au passage suivant :

*« Si nous croyons avoir été parfois victimes d'injustices ou d'incompréhensions, ou si nous le sommes réellement, demandons la*

*grâce de savoir nous en réjouir et offrons-les en sacrifices pour ce grand combat de notre Foi. »*

C'est ce que je fais.

Quelques jours après avoir lu ce long commentaire de la déclaration du 27 juin 2013, l'un des trois avocats proposés me disait très librement : *« Mgr Fellay ne peut pas aligner deux mots sans semer le doute dans toute la Fraternité. Il a perdu définitivement toute crédibilité »*.

Un confrère qui me rendait visite fin juin 2013, à Jaidhof, me confiait : *« Les accords avec Rome, c'est pas mon problème, je n'y comprends rien. Mais je n'aurai plus jamais confiance en Mgr Fellay »*.

Enfin un confrère me faisait lire, il y a quelques semaines une lettre d'un membre éminent de notre Fraternité Saint-Pie X qui lui écrivait le 13 juin 2013 : *« Certes nous désirons tous que notre Supérieur sache dire non à l'ennemi. La lettre qu'il avait rédigée pour le Saint-Siège et qui est un non poli n'a pas été envoyée sur la demande de Mgr Di Noia lui-même »*.

On pourrait dire que je rapporte ! Mais n'aurait-on plus le droit dans notre société d'échanger, en privé, avis et informations ? Et puis tous ces propos "rapportés", auraient-ils moins d'intérêt que mes messages privés violés dans ma boîte électronique personnelle ?

Étant donnée la qualité de celui qui a écrit ces lignes, je ne peux pas les mettre en doute. J'entends bien de-ci de-là que les relations avec Rome sont terminées et d'autres formules de ce genre... Est-ce si évident lorsque j'apprends que le « "non" poli » destiné au Saint-Siège *« n'a pas été envoyé sur la demande de Mgr Di Noia lui-même »* ?

Est-ce si évident que le péril soit écarté lorsque, à ma connaissance, rien de ce qui a provoqué, à ce jour, la plus grande crise dans la Fraternité Saint-Pie X, n'ait été désavoué ?

Il y a vingt ans j'avais inscrit la devise de ma race sur mon image d'ordination : *Potius mori quam Fædari*, avec la grâce de Dieu, je veux y rester fidèle avec pertinacité.

Jaidhof, le 20 août 2013  
En la fête de saint Bernard  
Abbé Nicolas Pinaud

## Dernière comparution

Le 26 septembre 2013, M. l'abbé Wuilloud communiquait à M. l'abbé Pinaud la réponse de M. l'abbé Quilton à la défense que nous venons de lire et le convoquait aussi pour le samedi 19 octobre, à Schlieren, aux environs de Zürich.

### La réponse de M. l'abbé Quilton

Quoique cette réponse n'apporte pas d'éléments vraiment nouveaux, il faut en donner les passages nécessaires pour comprendre la dernière déclaration de M. l'abbé Pinaud. Cette réponse commence directement par des préliminaires désignés comme état de la question.

#### État de la question

Après quelques rappels de droit M. l'abbé Quilton énonce que *« Le procureur ou celui qui en tient lieu est d'abord député pour défendre la société et le bien commun.<sup>185</sup>[...] »*

<sup>185</sup> C'est pourquoi lorsque les actes et, surtout, les paroles sont privées, et n'atteignent ni la société ni le bien commun, le procureur n'a aucun pouvoir. M. l'abbé Quilton aurait dû s'en rendre compte.

Puis : « Contrairement à ce qu'allègue M. l'abbé Pinaud, notre tribunal ne juge pas des opinions privées des confrères, mais des délits définis par le droit. C'est pourquoi, les jugements péremptoires et illégitimes portés à l'encontre des Supérieurs par la plaidoirie en la cause ne relèvent pas directement de ce procès. »<sup>186</sup>

### La légitimité des preuves

Le mémoire en défense mêle habilement deux événements distincts, l'accès à la boîte mail de M. l'abbé Rioult et l'hameçonnage à partir d'une adresse mail semblant appartenir à M. l'abbé Pinaud. L'acte d'accusation a exposé les motifs pour lesquels il renonce à cette seconde source d'information, il n'y a donc pas lieu d'y revenir.

L'ensemble des actions séditeuses (c'est-à-dire les actions qui ont pour objet de dresser une partie de la société contre une autre Somme th. II-II q. 42, a. 1) menées depuis le Chapitre (catéchisme de la crise dans la Fraternité, lettres aux confrères, lettre des trente-sept, site lasapiniere ...) menace gravement le bien commun et met en péril l'existence même de la Fraternité Saint-Pie X. Les supérieurs, après avoir patienté pour le catéchisme et les lettres aux confrères, ont jugé ne plus pouvoir rester sans réagir devant de nouvelles attaques sans manquer à leur mission. Saint Thomas écrit (II-II. q. 42, a. 1) : « La sédition est un péché spécial qui, par un côté coïncide avec la guerre et la rixe, et, par un autre côté, en diffère. » M. l'abbé de Mérode, dans son étude sur le secret, citée par la défense, écrit en conclusion : « Elle [l'investigation] n'a pas été conduite en bonne et due forme, mais selon les procédés tout au plus valables en temps de guerre ou à l'égard de criminel avérés. » Au même article saint Thomas précisera : « On peut appeler sédition soit une attaque de ce genre, en acte, soit sa préparation. » Face à des actes de guerre, les supérieurs étaient donc fondés à prendre connaissance du contenu de la boîte mail de M. l'abbé Rioult qui apparaîtra pour un séditieux avéré. À l'article 2 de la même

<sup>186</sup> Pourtant, les termes de la plaidoirie seront bien repris dans le jugement pour condamner M. l'abbé Pinaud : « Il [M. l'abbé Pinaud] n'a eu cesse de formuler des critiques à l'encontre de ses Supérieurs ; dans sa dernière défense, il allait jusqu'à dire [etc.] ; EN CONSÉQUENCE condamnons M. l'abbé Pinaud, etc. »

question, saint Thomas précisera : « Quant à ceux qui défendent le bien commun en leur résistant, ils ne doivent pas être appelés séditeux ; pas plus que ceux qui se défendent ne sont coupables de rixes, nous l'avons dit. » [...]

Au sujet de la participation de M. l'abbé Pinaud au site *lasapiniere.info*, M. l'abbé Quilton juge « que M. l'abbé Pinaud a participé de manière certaine à ce site par la correction de la lettre des trente-sept qui fut publiée sur ce site et envoyée par la poste aux prêtres. » Puis il se demande : « La qualification de participation matérielle convient-elle ici ? »

Il répond : « On parlera de coopération formelle quand le coopérateur a pour fin le péché de l'agent principal. Dans le mail à M. l'abbé Rioult, M. l'abbé Pinaud, après avoir mentionné qu'il avait corrigé quelques fautes d'orthographe, ajoute "Il me semble pouvoir dire que ce document est nettement meilleur que le précédent parce que plus précis et plus méchant ... finalement je ne vois pas de modification à apporter." Cette remarque établit avec évidence que M. l'abbé Pinaud partage la fin séditeuse du document. Sa coopération à la lettre des trente-sept doit donc être dite formelle. »<sup>187</sup>

En conséquence, déclarait M. l'abbé Quilton, quant à la peine requise, « il n'y a pas d'éléments nouveaux susceptibles de changer le premier avis, c'est pourquoi nous le maintenons. »

<sup>187</sup> Un document n'a pas de fin, c'est-à-dire de but, il a un contenu. Ce sont le rédacteur, le correcteur, celui qui publie, le lecteur qui ont une fin, et elle est différente selon l'usage qu'ils font du document. On peut approuver le contenu du document – et M. l'abbé a toujours affirmé approuver celui-ci – sans approuver sa publication ou l'usage qui en est fait.

De même un document ne peut être séditieux. C'est l'auteur, celui qui publie, etc. qui sont – ou ne sont pas – séditeux.

Mais, à partir du moment où on qualifie le document de séditieux en soi, alors le raccourci rend facile l'accusation de sédition contre M. l'abbé Pinaud. Rend facile également de ne pas considérer le problème de fond, ce qui fausse complètement le débat et la justice.

### Déclaration finale de M. l'abbé Pinaud

Cette dernière réponse de l'accusateur à ses arguments demandait de la part M. l'abbé Pinaud une dernière défense. Pour cela, il prononça ce même 26 septembre ce texte écrit à l'avance. C'est un texte majeur.

Après s'être étonné qu'il ait fallu subir huit mois de suspension de ministère sacerdotal et d'exil pour comparaître devant ce tribunal, malgré plusieurs assurances affirmant que l'on faisait tout son « possible » pour que la « comparution ait lieu rapidement », M. l'abbé Pinaud déclara ce qui suit :

\*

« Messieurs les membres du tribunal,

Le 30 septembre 2013, j'ai reçu une *Réponse* à ma *Défense* et je voudrais y apporter les remarques suivantes :

1° – Plusieurs questions de ma *Défense* demeurent toujours sans réponse, notamment, celle, importante, qui concerne les critères de choix du juge.

On constate habituellement que les tribunaux d'exception ne jugent pas selon le droit contre le crime, mais selon la raison d'État contre la rébellion. Nul n'ignore que le tribunal devant lequel je comparais a été fabriqué pour l'occasion. Quelles sont les garanties de son impartialité ?

2° – Je constate encore que la lettre non signée du 26 septembre 2013 qui me convoque à cette comparution, m'annonce la réunion de trois juges. Mais à plusieurs reprises la *Réponse* à ma *Défense* s'en remet à la décision du juge. Y a-t-il trois juges ou un seul juge ?

Le fonctionnement de ce tribunal me paraît également déconcertant. En effet, n'est-ce pas une situation psychologique difficile, et qui favorise l'arbitraire, qu'une même personne, M. l'abbé Quilton, assume la rédaction de l'acte d'accusation puis le rôle de juge ? Cette raison, à elle seule, rend le nouveau Code inapplicable en matière de procédure pénale, surtout quand il n'y a pas les garanties offertes par le recours à la juridiction supérieure.

Après ces remarques importantes, je voudrais apporter les précisions suivantes :

#### I. En ce qui concerne ma participation au site lasapinière :

Je maintiens les termes de ma Défense et nie catégoriquement la moindre participation à ce site comme à tout autre.

Vouloir m'accuser d'une prétendue participation au site lasapinière en raison de la correction « *de quelques fautes orthographiques inadmissibles* » révélée par la violation d'un message privé adressé à M. l'abbé Rioult, c'est ne pas tenir compte de la désapprobation que j'exprime, dans ce même message, sur le possible mode de diffusion de cette lettre à Mgr Fellay du 28 février 2013.

L'accusateur estime que cette phrase est « *probablement* » ironique, mais il ne peut en faire la preuve. Il est donc injuste de me reprocher cette diffusion, d'autant que le témoignage de M. l'abbé Rioult sur ce point est clair et précis.

#### II. À propos de la lettre à Mgr Fellay du 28 février 2013 :

Je maintiens les termes de ma Défense :

« *Je n'ai nullement inspiré le projet de cette lettre à Mgr Fellay du 28 février 2013. Je ne l'ai pas rédigée, je ne l'ai pas diffusée et je puis ajouter que je ne l'aurais pas rédigée ni diffusée, si celui qui en a pris l'initiative ne l'avait pas prise.* »

Sur ce point aussi, le témoignage de M. l'abbé Rioult ne peut être plus clair et plus précis.

Le message adressé à M. l'abbé Rioult qui dit : « *Il me semble pouvoir dire que ce document est nettement meilleur que le précédent parce que plus précis et plus méchant... finalement je ne vois pas de modification à apporter* » est un jugement privé exprimé dans un courrier privé. Qu'est-ce donc si ce n'est une opinion privée ?

Si « *votre tribunal ne juge pas des opinions privées des confrères...* », je vous prie d'en tirer les conséquences. Et si les jugements portés à l'encontre des Supérieurs par la Plaidoirie en la cause « *ne relèvent pas directement de ce procès* », je me demande bien ce que juge ce procès. Je ne peux pas croire, en effet, que la non-rédaction et la non-diffusion de « *quelques fautes d'orthographe inadmissibles* » nécessitent huit mois d'attente pour être jugé.



Huit mois de suspension de ministère sacerdotal pour la correction de « quelques fautes d'orthographe inadmissibles » !

Car je nie cette coopération immédiate qui m'est reprochée par l'accusation. Un correcteur, en effet, n'est jamais considéré comme un co-auteur. Un correcteur n'a aucun droit d'auteur, il n'a aucun des droits de l'auteur. C'est l'auteur et éventuellement son éditeur qui assument la responsabilité, jamais un correcteur. Il s'agit donc bien ici d'une coopération éloignée seulement, car l'orthographe est secondaire par rapport à l'expression de la pensée. J'ai évoqué dans ma Défense une coopération matérielle insignifiante, parce que l'orthographe n'est pas indispensable à l'expression d'une idée qui, elle, est le formel de la rédaction d'un document.

L'accusation invoque une analogie entre la coopération et le péché matériel ou formel pour nier que la correction de quelques fautes d'orthographe soit une insignifiante participation matérielle. C'est confondre le for interne et le for externe, et faire de ce tribunal un confessionnal. L'analogie employée par la Défense est à comprendre tout simplement en lien avec les principes de la nature, et non avec le péché. L'orthographe est à la pensée exprimée par les mots ce que la matière est à la forme dans les êtres naturels.

Ainsi, le principe que la sédition est soit l'acte, soit sa préparation vaut bien en morale, mais il ne vaut pas sur le plan pénal. Le canon 2344 du code de 1917 parle bien d'actes, et même d'actes publics, et non de leur préparation.<sup>188</sup> Il n'y a pas de délit à préparer une sédition, mais seulement à la commettre.

<sup>188</sup> Can. 2344 : *Celui qui, directement ou indirectement, aura couvert d'injures [...] son propre Ordinaire, en public, dans les journaux, discours ou libelles, et celui qui excite des préventions ou des haines contre les actes, décrets, décisions, sentences des mêmes personnes, doit être contraint etc...*

Rappeler cela n'est pas une échappatoire, c'est tenir compte de l'ordre qui existe dans la société et qui doit être respecté. Les fautes privées sont réprimées comme telles, les fautes publiques atteignent la société et sont punies, à un autre niveau, d'une autre manière, par d'autres personnes et avec une autre gravité

(suite de la note page suivante)

### III. Au sujet des passages de courriers privés publiés sur Internet :

D'abord je rappelle que je suis interdit d'accès à Internet depuis le 10 mars 2013. Ensuite, l'acte d'accusation ne s'appuie sur aucune preuve lorsqu'il affirme que je pouvais prévoir sans peine que la lettre du 10 juin allait être publiée. Et il est faux d'affirmer dans votre dernière réponse que je n'ai pas abordé le fait de leur publication.

Je maintiens les termes de ma Défense : « *Leur parution sur Internet est totalement indépendante de ma volonté et je ne suis nullement responsable de l'interprétation et des modifications qui ont pu être apportées au texte initial. Je n'assume aucune responsabilité quant à leur publication sur Internet, dont je n'ai été informé à aucun moment.* »

Enfin, affirmer que la publication de la seconde lettre est volontaire *in causa* manifeste de nouveau cette confusion entre le for interne et le for externe. On voit très bien comment le péché peut être volontaire *in causa*, c'est-à-dire voulu dans sa cause, mais on voit mal comment le délit pourrait l'être. Ici, l'action de publier un courrier n'est éventuellement un délit que pour celui qui le publie<sup>189</sup>.

### IV. En ce qui concerne la légitimité des preuves :

Il est normal que la légitimité des preuves occupe une place importante dans ce procès, puisque ces preuves ont été obtenues par des actes répréhensibles et immoraux.

Pourquoi la *Réponse* à ma *Défense* me prête-t-elle des intentions malveillantes lorsqu'elle affirme que je « *mêle habilement deux événements distincts* » ? Ces événements ne sont pas « *mêlés habilement* » par la

que les fautes privées. Le canon 1933 du code déclare en effet que : « Les délits qui relèvent de la justice criminelle sont les délits publics. »

C'est subvertir cet ordre qui est le début d'une sédition.

<sup>189</sup> L'expression n'est pas correcte, mais l'idée est bonne : on ne peut être tenu pour responsable de toutes les conséquences des actes qu'on pose.

De plus, il ne s'agit pas ici de cause, mais d'occasion. Envoyer une lettre à un ami ne cause pas la publication sur Internet. C'est seulement une occasion dont l'ami se sert, à tort ou à raison, pour commettre un acte qui lui est propre.

défense, mais par les faits eux-mêmes : il s'agit d'actions qui semblent avoir été commises par la même personne, à partir des mêmes moyens.

Ma défense a bien distingué ces deux moyens utilisés :

- l'usurpation de mon identité et les faux et usage de faux qui en ont été faits.
- le piratage de la messagerie de M. l'abbé Rioult.

Il conviendrait encore, pour être complet, de mentionner l'usurpation de l'identité de M. l'abbé Rioult. Une usurpation gratuite, puisqu'elle semble ne pas avoir été utilisée pour créer des faux et en user. Mais cette usurpation est un fait absolument certain.

Je comprends bien que l'usurpation de mon identité, et les faux et usage de faux qui ont été commis à partir de cette identité usurpée, ne sont pas retenus, puisque d'une part ils n'ont rien révélé à charge et que d'autre part ils restent moralement condamnables. Mais les faits sont là, malheureusement.

Comment ne pas s'étonner de la légèreté de la réponse apportée à ma défense sur l'illégitimité de l'usurpation d'identité :

*« L'acte d'accusation a exposé les motifs pour lesquels il renonce à cette seconde source d'information, il n'y a donc pas lieu d'y revenir. »*

Que l'accusateur ne souhaite pas y revenir, cela peut se comprendre pour lui, car c'est un fait extrêmement grave. Mais la victime, elle, comment doit-elle réagir à ces violations ? Comment puis-je accepter comme membre de ce tribunal un accusateur, de surcroît professeur de théologie morale, qui prétend défendre la moralité d'une telle action évidemment immorale ? Comment un juge qui accepte cette action immorale peut-il représenter une autorité qui reconnaît elle-même qu'elle a commis de tels délits ?

Une telle complicité discrédite complètement votre tribunal.

Le 30 août 2013, M. l'abbé Thouvenot, Secrétaire Général de la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X, n'a pas hésité à affirmer à M. [...], l'un des laïcs abusés par les faux de M. l'abbé Wailliez, que ces actes étaient conformes à la morale catholique. L'action de ceux qui sont impliqués dans cette affaire est autrement plus grave que les faits qui me sont reprochés. C'est une honte et un scandale.

## V. Au sujet de l'accusation de sédition :

L'accusation justifie moralement la violation de la correspondance privée de M. l'abbé Rioult, au titre de la lutte contre la sédition. Mais cette sédition n'est pas prouvée par l'accusation, elle est seulement réputée évidente.

Par exemple, lorsque la légitimité des preuves est exposée, c'est sur la base que « l'abbé Rioult apparaîtra pour un séditieux avéré ». Ou encore, l'accusateur affirme que « la prétendue lettre des trente-sept ne porte pas sur la doctrine et la foi, mais est purement polémique ». C'est un peu rapidement affirmé. Soit la sédition est avérée, soit elle ne l'est pas.

Si elle est avérée, par quel jugement ? S'il n'y a pas de jugement, alors comment affirmer que l'accusation n'est pas déjà un jugement, puisqu'elle tranche sans examen la question dont tout dépend ? Si la sédition n'est pas avérée, comment se dispenser de juger du fond, en examinant les motifs qui ont poussé M. l'abbé Rioult à agir ?

Il faut en effet, au préalable, définir ce qu'est la sédition, pour que cette affirmation de "lutte contre la sédition" puisse être recevable.

**Qu'est-ce que la sédition ?** Qui peut être qualifié de séditieux ? Si j'ai bien compris le corpus de l'article 2 de la question 42 de la II-II : *Être séditieux, c'est porter atteinte à l'unité en ne respectant pas le droit et le bien commun.*<sup>190</sup>

**Qui a porté atteinte à l'unité de la Fraternité ?** Quelles sont ces actions qui ont dressé une partie de la Fraternité contre l'autre ?

Dès octobre 2011 Mgr de Galarreta écrivait :

*« Pour le bien de la Fraternité et de la Tradition, il faut refermer au plus vite la "boîte de Pandore", afin d'éviter le discrédit et la démolition. »*

<sup>190</sup> **Note dans le document.** « La sédition est opposée à l'unité de la multitude, c'est-à-dire du peuple, de la cité ou de l'État. Or saint Augustin dit ceci : « Les sages définissent le peuple, non pas une réunion fortuite, mais une association fondée sur la sanction du droit et sur l'intérêt commun. » Il est donc évident que la sédition est opposée à la justice et au bien commun... » II II q. 42 a. 2 c.

*tion de l'autorité, des contestations, des discordes et des divisions, peut-être sans retour. »*

Mgr Fellay a reconnu lui-même que son action risquait de diviser la Fraternité, puisqu'il confiait à CNS le 12 mai 2012 : « *Je ne peux pas exclure qu'il pourrait y avoir une scission.* »<sup>191</sup>

Qui a porté atteinte à l'unité de la Fraternité en ne respectant pas son droit ? Ce droit avait été défini par le Chapitre de 2006 qui déclarait :

*« En effet, les contacts qu'elle entretient épisodiquement avec les autorités romaines ont pour seul but de les aider à se réapproprier la Tradition que l'Église ne peut renier sans perdre son identité, et non la recherche d'un avantage pour elle-même, ou d'arriver à un impossible "accord" purement pratique. »*<sup>192</sup>

Mgr Fellay reconnaîtra lui-même dans une conférence de juin 2012 à Écône : « *Si c'est le Chapitre qui traite, c'est une loi qui vaut jusqu'au prochain Chapitre.* »

La précision apportée par le Conseil Général dans sa réponse à la lettre des trois évêques (14 avril 2012) : « *Qu'il soit noté au passage que nous n'avons pas cherché un accord pratique. Cela est faux. Nous n'avons pas refusé a priori, comme vous le demandez, de considérer l'offre du pape* », n'exonère pas d'une désobéissance au Chapitre de 2006, parce que ce Chapitre déclarait « *impossible un accord purement pratique* ».

Les rapports doctrinaux ayant abouti à un échec, reconnu de part et d'autre, les prescriptions du Chapitre de 2006 ne permettaient pas de succomber à l'offre du pape. **L'unité de la Fraternité a été détruite parce que son droit exprimé par le Chapitre de 2006 n'a pas été respecté.**

Qui a porté atteinte au bien commun de la Fraternité ? Sinon son Supérieur Général et ses Assistants Généraux, lorsqu'ils écrivent :

*« Pour le bien commun de la Fraternité, nous préférierions de loin la solution actuelle de statu quo intermédiaire, mais manifestement, Rome ne le tolère plus. »*<sup>193</sup>

Mgr Lefebvre nous a dit :

*« Ce qui nous intéresse d'abord, c'est de maintenir la foi catholique. C'est cela notre combat. Alors la question canonique, purement extérieure, publique, dans l'Église est secondaire. Ce qui est important, c'est de rester dans l'Église... dans l'Église, c'est-à-dire dans la foi catholique de toujours et dans le vrai sacerdoce, et dans la véritable Messe, et dans les véritables sacrements, dans le catéchisme de toujours, avec la Bible de toujours. C'est cela qui nous intéresse. C'est cela qui est l'Église. D'être reconnu publiquement, cela c'est secondaire. Alors il ne faut pas rechercher ce qui est secondaire en perdant ce qui est primaire, ce qui est le premier objet de notre combat ! »*<sup>194</sup>

*« Le lien officiel à la Rome moderniste n'est rien à côté de la préservation de la foi ! »*<sup>195</sup>

Le bien commun de la Fraternité a encore été gravement malmené par les nombreux exemples d'ambiguïtés et de double langage, qui discréditent l'autorité. Au sujet de ce double langage, un confrère m'écrivait le 27 avril 2013 : « *J'approuve cette lettre des 37 du fond du cœur et je pourrais encore y ajouter d'autres griefs de double langage.* » J'ai rapporté dans ma Défense ces paroles du deuxième Assistant Général : « **Le seul problème dans la Fraternité, c'est Mgr Fellay, avec son discours ad intra et son discours ad extra.** »

*« Constater qu'on vous ment, écrivait Hélié de Saint-Marc, est l'une des expériences les plus cruelles pour un subordonné. »*

<sup>193</sup> **Note dans le document.** Réponse du Conseil Général à la lettre des trois évêques (14 avril 2012).

<sup>194</sup> **Note dans le document.** Conférence à Écône, le 21 déc. 1984.

<sup>195</sup> **Note dans le document.** Réunion au Pointet, 30 mai 1988, notes manuscrites de Mgr Tissier de Maillerais.

<sup>191</sup> **Note dans le document.** « I cannot exclude that there might be a split. »

<sup>192</sup> Ceci du reste corroborait parfaitement ce qu'avait écrit Mgr Fellay lui-même quelques jours auparavant dans *Cor Unum* n° 84 de juin 2006 : « *Vouloir faire autrement, précipiter un accord pratique sans le fondement doctrinal serait un suicide.* »

Est-il vrai que la lettre que Mgr Fellay a envoyée au cardinal Hoyos le 15 décembre 2008 est différente de ce qu'il a ensuite fait connaître à la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X ?<sup>196</sup>

**La sédition est là, dans cette atteinte à l'unité de la Fraternité par le non-respect de son droit et de son bien commun le plus précieux.** Saint Thomas affirme que :

« Le péché de sédition appartient d'abord et à titre de principe à ceux qui excitent la sédition. » II-II q. 42 a. 2 c.

Et la réponse à la troisième objection, qui définit le régime tyrannique comme étant : « Celui qui n'est pas juste, parce qu'il ne tend pas au bien commun... », précise que « c'est davantage le tyran qui est séditieux. »<sup>197</sup>

<sup>196</sup> **Note dans le document.** « Monseigneur Fellay a su adopter progressivement un langage mesuré, qui fait oublier ses déclarations en tous sens du passé, comme les discours agressifs des autres évêques de la FSSPX, et qui enlève des armes à l'« opinion publique » épiscopale (en Allemagne par exemple) cherchant à barrer la bonne volonté du Pape. Ce troisième point – décisif car il n'y a pas de négociation sans donnant-donnant – montre ses capacités diplomatiques, en même temps que la faiblesse de sa marge de manœuvre. Je prends un exemple : après la levée des excommunications, il a envoyé par fax dans tous les prieurés du monde une « lettre aux fidèles » (24 janvier 2009), contenant la citation de sa propre lettre au cardinal Castrillón (15 décembre 2008) qui avait permis la levée des censures : « Nous acceptons et faisons nôtres tous les conciles jusqu'à Vatican II au sujet duquel nous émettons des réserves. » Cette formulation provoqua une telle levée de boucliers que, quelques jours plus tard, une nouvelle version de cette lettre du 24 janvier citait ainsi la lettre au Cardinal : « Nous acceptons et faisons nôtres tous les conciles jusqu'à Vatican I. Mais nous ne pouvons qu'émettre des réserves au sujet du Concile Vatican II, qui etc. » C'est bien entendu la première version qu'a reçue le cardinal Castrillón. La seconde version n'est pas à proprement parler un faux : c'est une traduction à l'usage de l'opinion publique de la FSSPX. » C'est ce qu'écrivait Vini Ganimara, rédacteur en chef du blog *Osservatore Vaticano*, dans un article intitulé « Forces et faiblesses de la diplomatie de Mgr Fellay », publié le jeudi 29 octobre 2009.

<sup>197</sup> **Note dans le document.** Ceci pourrait être avantageusement complété par le *De Regno* I, 3 : « Un gouvernement est donc d'autant plus injuste qu'il

(suite de la note page suivante)

En l'occurrence, la sédition, plutôt que d'être le fait de celui qui pointe le danger du doigt, est le fait de ceux qui ont promu injustement ces nouvelles lignes de conduite de notre Fraternité. À savoir :

a) Le non-respect des prescriptions du Chapitre de 2006.

b) L'abandon du bien commun de la Fraternité sous la pression romaine, tel qu'il est exprimé par la lettre du 14 avril 2012 du Conseil Général de la Fraternité aux trois évêques.

c) La Déclaration du 15 avril 2012, tenue cachée pendant un an aux membres de la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X, et toujours officiellement non publiée à l'usage de ses fidèles.

**Voilà toutes les raisons qui ont détruit l'unité de la Fraternité en portant atteinte à son bien commun et à son droit exprimé par le Chapitre de 2006.**

**C'est là, et nulle part ailleurs, qu'il faut chercher l'entreprise séditeuse.**<sup>198</sup>

*s'éloigne davantage du bien commun.* » (Note Abbé Pivert : Mais qui sait aujourd'hui ce qu'est le bien commun ? Pour les catholiques, c'est la foi et, plus particulièrement pour les membres de la Fraternité Saint Pie X, c'est la foi à travers l'héritage de Mgr Lefebvre.)

<sup>198</sup> **Note dans le document.** Ceci est parfaitement exprimé par la lettre du 27 juin 2012 de notre confrère M. l'abbé Matthew Clifton :

« Les divisions terribles qui minent notre Fraternité aujourd'hui ne sont pas le fruit de la rébellion et la désobéissance, mais sont clairement le résultat d'un changement sismique de principe de la part de nos Supérieurs dans les relations avec Rome. Il s'est avéré que c'était un désastre d'abandonner la sécurité et la prudence de la position adoptée par la Fraternité à la dernière réunion du Chapitre général (2006), à savoir refuser tout accord pratique avec les autorités romaines tant qu'il n'y avait pas de résolution doctrinale des erreurs du Deuxième Concile du Vatican.

Par conséquent, la Fraternité qui a toujours été unie et forte est maintenant divisée et affaiblie – le frère se tourne contre son frère. Aucun argument convaincant n'a été présenté comme justification d'un tel changement fondamental de position – le Saint-Père n'a pas changé, de quelque manière que ce

(suite de la note page suivante)



« Être séditieux, c'est porter atteinte à l'unité en ne respectant pas le droit et le bien commun », enseigne saint Thomas, et **c'est seulement maintenant** que peut être cité le passage suivant de ce même article de la question 42 de la II II : « *Quant à ceux qui défendent le bien commun en leur résistant, ils ne doivent pas être appelés séditieux.* »

**Cette même citation réfute encore l'inacceptable affirmation de l'Acte d'accusation** (Chap. 5, § 3) qui prétend que : « *Ce péril pour la foi,*

*soit, son insistance sur l'herméneutique de la continuité à propos de la Tradition et des enseignements du dernier Concile. Et pourtant, on nous signifie simplement d'accepter le contraire.*

*Cette approche ne pouvait que produire le profond malaise qui touche aujourd'hui notre Fraternité. En outre, l'utilisation abusive du secret à si grande échelle par nos Supérieurs actuels, tout en privilégiant un petit groupe de confiance soutenant la nouvelle politique envers Rome, a contribué à exacerber encore davantage cette situation douloureuse.*

*Par conséquent, il est très clair pour moi que ceux qui portent vraiment la responsabilité de la crise actuelle ne sont pas ceux qui ont tenté de préserver la fermeté de notre Fraternité et la profession sans ambiguïté de la foi catholique envers les autorités conciliaires, mais ceux qui ont choisi d'abandonner la sagesse d'insister sur une véritable conversion de la part de la Rome moderniste, avant d'envisager un accord pratique.*

*À la lumière de tout cela, la décision du Supérieur général d'exclure l'un de ses frères évêques (choisi, comme lui-même, par son Excellence Monseigneur Marcel Lefebvre) de la réunion du Chapitre de Juillet ainsi que le refus d'ordonner les candidats issus des communautés religieuses qui ont toujours partagé avec nous le même combat pour la Tradition, « jusqu'à ce que leur loyauté puisse être assurée », sont profondément inquiétants et injustes.*

*Avoir simplement recours à des sanctions toujours plus grandes contre ceux qui s'opposent à la nouveauté de la nouvelle politique – Mgr Fellay y fait allusion pour la première fois dans l'édition de Mars de Cor Unum – ne servira qu'à créer encore davantage de divisions et faire encore plus de mal à la Fraternité. Au contraire, c'est ma conviction profonde que seul un retour à notre position initiale d'insister sur une véritable conversion doctrinale de la part de Rome avant tout accord pratique, sera en mesure de restaurer une fois de plus la paix et l'unité de notre Fraternité Sacerdotale, à jamais fidèle à l'exemple et l'esprit de notre fondateur bien-aimé, Mgr Marcel Lefebvre. »*

*quand bien même il aurait été réel, ne permettait pas d'inciter les sujets à la rébellion ».*

Par quels arguments l'attitude du fondateur de notre Fraternité pourrait-elle alors désormais être justifiée ?

Et ne me dites pas que vous vous déclarez incompetents sur ce sujet. Car alors vous seriez incapables de déclarer quels sont les actes de sédition. Si vous vous reconnaissez incompetents pour apprécier la cause des actes incriminés, ce procès ne serait rien d'autre qu'un dialogue de sourds comme tous les procès politiques. Dans ce cas, pour échapper au jugement de l'Histoire, il ne vous resterait pas d'autre alternative que de démissionner pour refuser le rôle d'exécutants d'une vaste mise en scène théâtrale de faux-semblant juridique.

L'application de la loi dont vous avez accepté d'être les serviteurs ne peut pas ignorer la foi, et vous ne pourrez espérer refaire notre unité que dans la vérité.

Ceci implique de revenir explicitement sur des fautes contre la vérité comme celle de laisser entendre dans *Cor Unum* n° 104 que le paragraphe III-7 de la Déclaration doctrinale du 15 avril 2012<sup>199</sup> correspond au paragraphe équivalent du Protocole de 1988, sans préciser que le mot « *légitime-ment* » a été ajouté en 2012 !<sup>200</sup>

<sup>199</sup> Protocole du 5 mai 1988 : « (4) Nous déclarons en outre reconnaître la validité du Sacrifice de la Messe et des Sacrements célébrés avec l'intention faire ce que fait l'Église et selon les rites indiqués dans les éditions typiques du Missel Romain et des Rituels des Sacrements promulgués par les Papes Paul VI et Jean-Paul II. »

Déclaration doctrinale du 15 avril 2012 : « 7 Nous déclarons reconnaître la validité du sacrifice de la Messe et des Sacrements célébrés avec l'intention de faire ce que fait l'Église selon les rites indiqués dans les éditions typiques du Missel romain et des Rituels des Sacrements **légitimement** promulgués par les papes Paul VI et Jean-Paul II. »

<sup>200</sup> **Note dans le document.** Il est étonnant de constater que la version allemande de *Cor Unum* n'a pas traduit ce mot : « *légitimement* ». Déclaration originale : III-7. Nous déclarons reconnaître la validité du sacrifice de la Messe

Affirmer que ce mot « *légitimement* » exprime la pensée de Mgr Lefebvre (« *comme Mgr Lefebvre en 1988* »), c'est porter gravement atteinte à son honneur.<sup>201</sup>

En raison des nombreuses concessions qu'elle fait au Concile et aux réformes conciliaires inacceptables, à elle seule, la Déclaration doctrinale du 15 avril 2012 constitue un péril pour la foi qui légitime la révolte, car cette Déclaration doctrinale n'est pas « *un texte minimaliste* », comme l'écrit Mgr Fellay dans l'éditorial de *Cor Unum* N° 102.

Bien au contraire, comme l'a démontré M. l'abbé de Jorna pendant le Chapitre de juillet 2012 :

*« Cette déclaration est profondément ambiguë et pêche par omission contre la dénonciation claire et nette des principales erreurs qui sévissent encore à l'intérieur de l'Église et détruisent la foi des fidèles. Cette déclaration, telle qu'elle se présente, laisse supposer que nous accepterions le présupposé de « l'herméneutique de la continuité ». Un tel*

et des Sacrements célébrés avec l'intention de faire ce que fait l'Église selon les rites indiqués dans les éditions typiques du Missel romain et des Rituels des Sacrements **légitimement** promulgués par les Papes Paul VI et Jean-Paul II.

Version allemande : III-7. Wir erklären, daß wir die Gültigkeit des Messopfers und der Sakramente anerkennen, die mit der Intention vollzogen worden, zu tun, was die Kirche tut, gemäß den Riten, wie sie sich in den Editiones typicae des Römischen Messbuches und der Ritenbücher der Sakramente finden, **die von den Päpsten Paul VI. und Johannes Paul II. promulgiert wurden.**

<sup>201</sup> **Note dans le document.** Après avoir ajouté lui-même ce mot « *légitime-ment* » dans le paragraphe III-7 de la Déclaration du 15 avril 2012, comment Mgr Fellay peut-il affirmer dans sa conférence du 12 octobre 2013 à Kansas :

*« C'est la même chose pour la messe. Ils veulent que nous reconnaissons non seulement que la [nouvelle] messe est valide à condition qu'elle soit correctement célébrée, etc., mais également qu'elle est licite. Je leur ai dit : nous n'utilisons pas ce mot. C'est un peu brouillon, nos fidèles sont déjà assez perdus en ce qui concerne la validité, donc nous leur disons : "La Nouvelle Messe est mauvaise, elle est mauvaise et ils comprennent cela. Point final !" Bien sûr, les autorités romaines n'étaient pas très contentes. »* Et de poursuivre : *« Il n'a jamais été dans notre intention non plus de prétendre que le Concile soit considéré comme bon, ou que la nouvelle messe soit "légitime". »*

*document, principe d'un accord, rendrait celui-ci dès son départ équivoque et favoriserait toutes les dérives subséquentes. »*

Vouloir juger la non-diffusion de « *quelques fautes d'orthographe inadmissibles* » et refuser d'examiner le problème de fond reviendrait à filtrer le moucheron et à avaler le chameau.

En conclusion, permettez-moi de vous dire, Messieurs les membres de ce tribunal, que si vous reconnaissez et acceptez le contenu de cette Déclaration doctrinale du 15 avril 2012, vous participez, vous-mêmes, à cette entreprise séditeuse qui nuit gravement à la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X, et en conséquence, si c'était le cas, je ne pourrais, en conscience, vous reconnaître aucune compétence pour me juger, parce que je suis membre d'une société qui refuse les réformes conciliaires, la légitimité de la promulgation de la nouvelle messe et le nouveau Code de 1983, quelle que soit la volonté personnelle de son Supérieur Général et de ses Assistants Généraux.

Je terminerai avec l'anecdote suivante : après un sermon sur les vérités évangéliques prononcé en présence du roi Louis XIV, des grands du royaume réclamèrent des sanctions contre l'orateur, qui avait fort déplu en prêchant la vérité. La réponse du roi fut la suivante : *« Il a fait son devoir, faisons le nôtre. »*

J'estime avoir fait mon devoir. Comparaisant devant vous sans l'assistance d'un avocat et sans présence de témoin, étant affaibli physiquement et nerveusement après 225 jours de solitude morale et de suspension de ministère sacerdotal, vous comprendrez, Messieurs les membres du tribunal, que j'attendrai désormais votre sentence dans le silence. »

Jaidhof, le 11 octobre 2013  
en la fête de la maternité divine de la Très Sainte Vierge Marie  
Abbé Nicolas Pinaud

## Dernier entretien

Après cette déclaration, un entretien d'une demi-heure s'en est suivi. Voici les passages essentiels de l'entretien tels que dans les minutes :

\*

– Abbé Petrucci : « Pour répondre à votre première objection par rapport au juge : il y a un juge et deux assistants. M. l'abbé Wuilloud est juge, nous sommes des conseillers. M. l'abbé Quilton représente l'accusation<sup>202</sup>. Il y aura la possibilité du recours au juge supérieur : Mgr Fellay. »

– Abbé Petrucci : « À mon avis, un point important c'est la Déclaration doctrinale du 15 avril 2012. Bien sûr, moi, je l'ai rejetée tout de suite et j'ai écrit même à Mgr Fellay. Et Mgr Fellay l'a rétractée à plusieurs reprises, c'est clair.<sup>203</sup> »

– Abbé Quilton : « Qui aujourd'hui tient à cette déclaration doctrinale ? Et s'il faut combattre ceux qui la soutiennent, qui sont-ils ? »

– Abbé Quilton : « En l'espèce, nos supérieurs, quelle qu'ait pu être leur opinion personnelle, leur tendance, leur tentation, nous ont-ils demandé de reconnaître, de signer ou de faire des actes contraires à la foi catholique ? In concreto, est-ce que c'est arrivé ? [...] Je suis responsable de mes actes, je dois juger. En revanche que les supérieurs aient des opinions même erronées, s'ils ne les imposent pas, ai-je autorité pour les juger ? »<sup>204</sup>

<sup>202</sup> Cela ne répond pas à l'objection de M. l'abbé Pinaud, mais la confirme : un des assistants participe à l'acte du jugement bien qu'il ait été auparavant l'auteur de l'acte d'accusation.

<sup>203</sup> Mgr Fellay a retiré le texte, mais en en justifiant constamment le contenu. Or c'est ce contenu qui engage la Fraternité Saint Pie X, que l'accord ait été ensuite signé ou non.

<sup>204</sup> L'argument est spécieux, car, précisément, les supérieurs n'ont pas eu des opinions personnelles mais publiques. *Cor Unum* est un organe public, le pre-

(suite de la note page suivante)

– Abbé Petrucci : « Il y a quand même pas mal de confrères qui sont partis, je trouve que c'est quand même dommage parce que rien n'a été signé en fait, il y a eu des erreurs qui ont été faites, mais je pense que le bien le plus grand, c'est de se resserrer les coudes et de continuer le combat de la foi dans la mesure où le supérieur revient sur ce qu'il a pu faire, sur sa Déclaration, et qu'il ne nous l'impose pas et qu'elle n'a pas été signée. »<sup>205</sup>

– Abbé Petrucci « Le problème de fond, c'est la méthode. (sic) » [...] « Je pense que quand un supérieur se trompe, il a besoin de ses inférieurs [...] mais de là à dire : on fait le coup d'État, on renverse l'autorité. Je ne sais pas si vous êtes d'accord avec ça ? Qu'est-ce que vous dites ? »

– Abbé Pinaud : « Je réponds de mes actes seulement et pas de ceux des autres. »

– Abbé Petrucci : « Mais est-ce que vous êtes d'accord sur ces principes ? Qu'est-ce que vous en pensez ? »

– Abbé Pinaud : « Je ne sais pas, je ne partage qu'une partie seulement des principes que vous avez évoqués et de leur application. Je préférerais avoir ces explications par écrit et j'y répondrais par écrit. Je vous le dis, ça ne le paraît peut-être pas, mais je suis fatigué ; je suis épuisé après 225 jours de suspension de ministère sacerdotal, d'exil, de solitude morale, sans explication. »

– Abbé Petrucci : « Le problème c'est que nous on voudrait porter le jugement aujourd'hui justement pour ne pas prolonger cette situation. C'est juste ça. À mon avis le point clef, c'est qu'il faudrait qu'on sache si vous êtes d'accord sur le fait que quand l'autorité se trompe, on la renverse, comme c'était à mon avis le procédé séditieux de cette lettre publiée dans le but de renverser l'autorité. Vous, est-ce que vous dites : moi j'étais pas d'accord ? »

mier de tous. De même, la Déclaration doctrinale et les justifications apportées par Mgr Fellay, ainsi que sa lettre au Pape engagent bien la Fraternité.

<sup>205</sup> Éternel argument des libéraux : unité dans l'action en laissant de côté la doctrine. C'est particulièrement grave s'agissant de l'Église dont la mission est de prêcher la vérité et la foi.

– Abbé Pinaud : « *Je n'ai pas publié cette lettre. Je m'en suis expliqué. Je suis jugé je crois sur mes actes, donc je ne veux pas entendre parler du reste.* ».

– Abbé Quilton : « *Un instant, je lis dans votre document : la sédition est l'acte de porter atteinte à l'unité de la Fraternité par le non-respect de son droit, etc. Donc vous établissez et vous affirmez avec certitude qu'il y a eu sédition de la part des supérieurs. Est-ce que je me trompe ? [...]* »

– Abbé Quilton : « *Évidemment, une fois qu'on a posé que les supérieurs sont séditieux ! Mais quelle est l'autorité qui permet d'affirmer cette chose-là ?* »

– Abbé Wuilloud : « *Vous posez la question si nous sommes compétents pour juger, mais vous vous êtes posé la question pour savoir si vous étiez compétent pour juger le Supérieur Général ?* »

– Abbé Quilton : « *Et affirmer avec certitude la sédition de leur part. Voyez la difficulté !* »

– Abbé Pinaud : « *Non, il n'y a pas difficulté pour moi. J'ai répondu aux objections qui m'ont été faites et saint Thomas ne parle pas d'autorité comme vous le dites. Encore une fois, je ne veux pas entrer dans cela, parce que je n'ai pas l'esprit suffisamment dispos, je suis fatigué.* » [...] *on veut me faire répondre à des questions qui ne me concernent pas.*

– Abbé Petrucci : « *Vous avez corrigé cette lettre [des trente-sept]. Pour moi c'est l'essentiel. Est-ce que vous êtes d'accord sur les principes de fond de cette lettre ? Vous l'avez corrigée. Le point clef est là. Est-ce que vous êtes d'accord sur le principe de fond de cette lettre qui est une attaque publique. [...]. Êtes-vous d'accord sur le principe que cette lettre devait être diffusée pour déposer l'autorité ? C'était bien ou pas bien ? Juste ça. C'était bien ou pas bien ?* »

– Abbé Pinaud : « *J'ai répondu là aujourd'hui.* »

– Abbé Petrucci : « *Vous pouvez pas me dire oui ou non ? Ça nous aiderait quand même dans notre jugement. C'est un point essentiel. [...]. Est-ce que vous êtes d'accord sur les principes exprimés par cette lettre que vous avez corrigée qui est de déposer, d'agir de telle façon que l'autorité soit déposée, que Mgr Fellay soit déposé ?* »

– Abbé Pinaud : « *J'ai répondu dans les 34 pages. J'ai dit que je partageais le contenu de la lettre. Je l'ai dit très clairement.* »

– Abbé Petrucci : « *Pas le contenu, mais la façon, le but de la lettre parce que la lettre invite à la fin Mgr Fellay à démissionner parce qu'il n'est plus digne.* »<sup>206</sup>

– Abbé Pinaud : « *Dans les 34 pages, j'ai répondu très précisément là-dessus. J'ai répondu. J'ai rapporté les propos de Mgr Lefebvre sur la même question.* »

– Abbé Petrucci : « *Je ne parle pas du contenu, je parle du fond (sic !), que vous accusiez Mgr Fellay de mentir. Que vous disiez ceci ou cela – ça, pas de problème... mais que vous le publiez dans le but de faire...* »

– Abbé Pinaud : « *Je ne l'ai pas publiée.* »

– Abbé Petrucci : « *Je vous ai demandé si vous êtes d'accord.* »

– Abbé Pinaud : « *Ceci ne fait pas partie de la matière de ce procès. Que je sois d'accord ou pas d'accord, cela c'est dans les intentions, c'est du privé. Je suis jugé sur des délits et non sur des intentions.* » [...]

– Abbé Quilton : « *En fait le mode de diffusion par Internet ou par voie postale importe peu fondamentalement. On s'en moque un petit peu. Est-ce une lettre ouverte ou non, c'est ça la question ?* »

– L'abbé Pinaud : « *Je ne peux pas vous répondre.* » [...]

L'abbé Quilton précise alors à l'abbé Pinaud qu'ils vont « *délibérer, puis rédiger la décision.* »

– Abbé Pinaud : « *Dans combien de temps ?* »

– Abbé Quilton : « *Comptez une semaine pour que les choses soient faites sérieusement. Faut au moins 8 à 10 jours, il faut le temps de réfléchir, on ne peut pas faire ça à toute vitesse maintenant.* »<sup>207</sup>

<sup>206</sup> En réalité la fin de la lettre à Mgr Fellay lui demande, non de démissionner, mais de réparer ses fautes : « *Monseigneur, vous avez le devoir en justice de dire la vérité, de réparer les mensonges et de rétracter les erreurs. Faites-le et tout rentrera dans l'ordre. [...]. Excellence, nous ne voulons pas que l'Histoire retienne de vous que vous êtes l'homme qui avez défiguré et mutilé la Fraternité Sacerdotale Saint Pie X.* »



— Abbé Wuilloud : *« C'est pas évident ces choses-là, mais il faut faire la lumière. C'est ce que nous a demandé le Supérieur Général. Avec nos pauvres moyens, on essaie de le faire et on va continuer de le faire. Merci beaucoup. »*

\*

Voici l'essentiel à retenir de cette discussion. Premièrement on peut dire en privé que Mgr Fellay est un menteur, qu'il a compromis la foi par sa Déclaration du 15 avril 2012, qu'il a voulu un accord pratique contraire aux volontés de la Fraternité, qu'il est donc indigne... mais on ne peut pas le dire publiquement, ni en tirer les conséquences pour notre Société et, ce, malgré les opinions de saint Thomas et de Mgr Lefebvre.

Deuxièmement, le juge prétend juger des opinions. M. l'abbé Pinaud ne les a pas manifestées puisque les juges en sont encore à l'interroger sur ce point. S'il répond « oui », alors le délit sera constitué et on pourra le punir. Comment montrer plus clairement que le délit n'est pas constitué ? On est vraiment là dans un procès d'opinion. Le même que celui des premiers chrétiens qui étaient condamnés aux bêtes pour leur foi et non pour leurs actes.

Il serait si simple de mettre fin à cette mascarade en ayant l'honnêteté d'examiner avec les personnes compétentes la question de fond de nos rapports avec Rome ou, plutôt, de la déclaration doctrinale du 15 avril 2012.

---

<sup>207</sup> Mais si M. l'abbé Pinaud avait clairement déclaré ses intentions, alors l'affaire était jugée le soir même !

## Sentence du juge

La sentence a été donnée dès le début du livre. Nous ne la reproduisons donc pas ici.

\*

## **Lettre de recours de M. l'abbé Pinaud à Mgr Fellay**

Le 15 novembre 2013, la veille de son départ Jaidhof, M. l'abbé Pinaud a écrit la lettre qui suit au Supérieur Général.

\*

Monseigneur,

La sentence du 28 octobre 2013 qui me condamne m'a été remise le 8 novembre 2013 par M. l'abbé Frey.

J'en appelle par la présente pour les raisons suivantes :

- 1° – L'avocat que j'avais choisi a été révoqué sans motif suffisant.
- 2° – L'action canonique que vous avez entreprise à mon encontre, ainsi que le procès qui a suivi, reposent de façon exclusive sur des courriers privés, sans parler des usurpations d'identité dont j'ai été victime.
- 3° – L'acte du tribunal me condamnant ne répond que partiellement à ma défense.
- 4° – La sentence portée est disproportionnée par rapport aux actes incriminés. Si l'on ajoute la circonstance que le Supérieur Général est à la fois juge et partie, elle va scandaliser bien des confrères et des fidèles.
- 5° – Le point 6 montre que je suis condamné pour avoir tenu les propos suivants lors de ma comparution le 19 octobre 2013 : « *En raison des nombreuses concessions qu'elle fait au Concile et aux réformes conciliaires inacceptables, à elle seule, la Déclaration doctrinale du 15 avril 2012*

*constitue un péril pour la foi qui légitime la révolte, car cette Déclaration doctrinale n'est pas "un texte minimaliste", comme l'écrit Mgr Fellay dans l'éditorial de Cor Unum n° 102. »*

La privation de mon avocat m'ayant laissé échapper quelques maladroites, je souhaiterais remplacer le terme « révolte » par celui de « résistance », qui est plus conforme à ma pensée ; mais comment pourrais-je éprouver du regret pour avoir estimé que ce qui favorisait un accord pratique sans accord doctrinal serait un grand malheur pour la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X ?

Avec vous je rends grâce « de ce que nous avons été préservés de toute sorte d'accord l'an dernier ». Mais je ne peux m'empêcher de penser, encore aujourd'hui, que les causes principales qui nous conduisaient au malheur sont d'une part le non-respect des prescriptions du Chapitre de juillet 2006 qui excluaient un accord pratique sans accord doctrinal, et d'autre part le refus de tenir compte des nombreux avis sages et légitimes de ceux qui vous suppliaient de ne pas persister dans cette voie d'un accord pratique. Seule l'opinion favorable à un accord pratique était exposée dans nos publications. Les confrères qui ont manifesté, d'une manière ou d'une autre, leur désaccord ont été repris ou sanctionnés.

De plus, les jugements très défavorables émis par des supérieurs majeurs, qui avaient eu connaissance confidentiellement du contenu de la Déclaration doctrinale du 15 avril 2012, favorisaient de graves soupçons au sujet de concessions inacceptables qui auraient été faites. La publication de cette Déclaration, au printemps 2013, a confirmé ces soupçons. Mgr Tissier de Mallerais m'écrivait le 20 mai 2013 : « *Je ne m'étendrai pas sur le contenu du dernier numéro de Cor Unum, trop déplorable pour être commenté, trop évidemment insatisfaisant pour être approuvé, trop choquant pour ne pas faire honte à qui de droit.* »

Il est clair que toute cette affaire tourne autour des positions doctrinales qui sont exprimées par cette Déclaration du 15 avril 2012, non rétractées lors du Chapitre. Vos déclarations subséquentes, tout en retirant ce texte, ne renient pas son contenu et n'apportent pas les corrections doctrinales nécessaires.

– Maintenez-vous votre acceptation de la nouvelle formule de la Profession de foi et du Serment de fidélité pour assumer une charge exercée au nom de l'Église (Déclaration Doctrinale II, note 1) ?

– Maintenez-vous que la nouvelle messe et les nouveaux sacrements ont été légitimement promulgués par les papes Paul VI et Jean-Paul II (Déclaration Doctrinale III, § 7) ?

– Maintenez-vous que Mgr Lefebvre a accepté en 1988 « *la légitimité ou légalité de la promulgation du Nouvel Ordo Missae* » (votre note de présentation de la Déclaration Doctrinale publiée dans *Cor unum* 104) ?

– Maintenez-vous votre acceptation du nouveau Code de 1983 (Déclaration Doctrinale III, § 8) ?

Le fait d'avoir mentionné la Constitution dogmatique *Pastor æternus* en Déclaration Doctrinale III ne supprime pas l'acceptation de la nouvelle Profession de foi qui a été faite au paragraphe précédent, ni ne lève l'ambiguïté des autres affirmations mentionnées ci-dessus, puisque aussi bien il n'y a aucune ambiguïté dans ces affirmations.

En vous assurant de ma prière, je vous prie d'agréer, Monseigneur, mes respectueuses salutations.

Abbé Nicolas Pinaud

## Réponse de Mgr Fellay

+ Menzingen, le 25 novembre 2013

Monsieur l'abbé Nicolas Pinaud

Monsieur l'abbé,

Votre courrier du 15 novembre par lequel vous faites recours contre la décision du tribunal du 28 octobre m'est bien parvenu. Vous serez informé ultérieurement de la suite qui sera donnée à votre recours.

Comme je vous l'écrivais dans le fax que mon secrétaire vous a fait parvenir le 15 octobre, je vous autorise à prendre deux semaines de vacances dans votre famille. À l'issue de ces deux semaines, je vous demande de vous rendre à Montgardin.

L'exécution de la peine prévue par le jugement du 28 octobre est suspendue de par votre recours. En revanche, ce que je vous signifiais dans le fax du 15 octobre demeure, à savoir que, lors du séjour dans votre famille, vous êtes censé éviter de passer dans nos prieurés et vous contenter de célébrer votre messe en privé.

Soyez assuré de ma prière à vos intentions.

+Bernard Fellay

## Désistement de M. l'abbé Pinaud

Le 8 décembre 2013

Monseigneur,

Votre réponse à ma lettre du 15 octobre m'est bien parvenue et je vous en remercie.

Les mesures que vous m'imposez n'étant nullement nécessaires à titre conservatoire, je constate qu'elles ont un caractère de peine, ce qui va contre la présomption d'innocence.

Je suis condamné avant d'avoir été jugé.

Dans ces conditions arbitraires, mon recours n'a plus d'objet et je m'en désiste.

Vous assurant de ma prière, je vous prie d'agréer, Monseigneur, mes respectueuses salutations.

Abbé Nicolas Pinaud



## Dernière réponse de Mgr Fellay

+Menzingen, le 12 décembre 2013

Monsieur l'abbé Nicolas Pinaud

Monsieur l'abbé,

Votre courrier du 8 décembre m'est bien parvenu. Vous vous méprenez sur la nature des mesures que je vous ai signifiées, avant de statuer sur votre recours du 15 novembre. Je vous ai demandé de vous contenter de célébrer votre messe en privé, d'éviter de passer dans nos prieurés durant votre séjour dans votre famille et, à l'issue des deux semaines dans votre famille, de vous rendre à Montgardin, tout simplement en exerçant mon pouvoir de juridiction que j'ai toujours sur vous comme Supérieur général. Contrairement à ce que vous prétendez, ces mesures n'ont aucun caractère de peine (au besoin, vous voudrez bien vous référer au canon 2222 § 2 du Code de droit canonique de 1917).

Quoiqu'il (sic) en soit, je prends acte de ce que vous retirez votre recours du 15 novembre. Le retrait dudit recours implique par conséquent l'entrée en force de la sanction prononcée à votre encontre par M. l'abbé Wuilloud dans le précepte pénal du 28 octobre 2013.

De plus, je vous demande de vous rendre quam primum<sup>208</sup> à Montgardin, où vous devriez être depuis le 1<sup>er</sup> décembre. Selon les informations qui nous sont parvenues, vous ne vous trouvez même pas dans votre famille en ce moment, et ce contrairement à ce que vous m'écriviez le 15 novembre.

Soyez assuré de ma prière à vos intentions.

+Bernard Fellay

---

<sup>208</sup> Quam primum : immédiatement

## **Plainte devant la justice française**

Ainsi se termine cette lamentable histoire, mais elle pourrait rebondir sur la plainte déposée devant la justice française par M. l'abbé Pinaud pour les agissements dont il fut victime, particulièrement l'usurpation d'identité. Il en parle à ses correspondants dans sa lettre (pièce n° 20). M. l'abbé Rioult a déposé une plainte semblable.

Au moment du dépôt de plainte, ceux-ci ignoraient quels étaient les auteurs du délit. Le juge d'instruction a reçu la plainte, mais nous n'en dirons rien pour respecter le secret de l'instruction.

## Table des matières

Définition de quelques termes .....	5
<b>Chapitre 1 La position du problème.....</b>	<b>7</b>
Sentence du juge .....	11
Commentaire.....	14
<i>Tout jugement est un raisonnement</i> .....	14
<i>Valeur et autorité des jugements</i> .....	16
<i>Commentaire littéral</i> .....	18
<i>Le code moderniste est illégitime</i> .....	19
<i>Les pouvoirs et les devoirs du chef</i> .....	26
<b>Chapitre 2 Des règles procédurales bien étonnantes.....</b>	<b>37</b>
Un tribunal d'appel « imparfait ».....	39
Règles établies par le Chapitre de 2006 .....	48
Position officieusement officielle sur le code de 1983 .....	50
<i>Valeur du code de 1983</i> .....	53
Ce que Mgr Lefebvre pensait du code moderniste .....	65
<i>Une nouvelle ecclésiologie</i> .....	68
<i>Droit canon et liturgie</i> .....	68
<b>Chapitre 3 Documents préliminaires.....</b>	<b>71</b>
Communiqué de M. l'abbé Thouvenot .....	73
Décret pénal préalable.....	77
<i>Décret pénal</i> .....	77
Décret d'érection du tribunal .....	81

<b>Chapitre 4 Procès de M. l'abbé Salenave.....</b>	<b>85</b>
Introduction.....	87
Plaidoirie de l'avocat .....	89
Sentence du juge .....	97
Sur le décret pénal .....	97
1. État de la question .....	100
2. Sur les délits commis.....	102
3. Sur les divers revirements .....	106
4. Sur la gravité des délits .....	107
5. Sur l'imputabilité.....	108
6. Sur la peine.....	108
7. Sur les réparations .....	109
8. Voie de recours.....	111
<b>Chapitre 5 Procès de M. l'abbé Pinaud.....</b>	<b>115</b>
Déclaration de procédure .....	117
Les Pièces du dossier d'accusation .....	123
Pièce 1 : Narration des faits.....	124
Pièce 2 : La sapinière : historique.....	125
Pièces 3 & 19 : Lettre à Mgr Fellay.....	126
Pièce 4 : Lettre à nos confrères prêtres n° 3 .....	133
Pièce 5 : Lettre à nos confrères prêtres n° 2 .....	141
Pièce 6 : Rectificatif au sujet de la lettre à Mgr Fellay .....	149
Pièces 7 à 18 : courriels privés .....	151
Pièce 20 : une lettre de l'abbé Pinaud.....	151
Pièce 21 : une autre lettre de l'abbé Pinaud.....	153
Pièce 22 : Protocole du premier interrogatoire .....	155
Acte d'accusation.....	159
1. État de la question .....	159
2. Sur la procédure suivie.....	160
3. Sur la recevabilité des preuves .....	162
4. Sur les faits délictueux dont M. l'abbé Pinaud est accusé .....	165
4.2.1 Participation au site lasapiniere.info.....	169
4.3 Participation à la lettre à Mgr Fellay du 28 février.....	180
4.4 Les deux lettres de M. l'abbé Pinaud publiées sur lasapiniere.info .....	181
5. Sur les circonstances atténuantes.....	185
6. Sur les peines.....	187
Défense de M. l'abbé Pinaud .....	189
1. Status quæstionis .....	189
2. Procédure suivie .....	193
3. Critère de choix et compétence du juge.....	194
4. Origines des sources et leur recevabilité .....	196
5. Enquête.....	198

6. Sur les prétendus faits délictueux reprochés.....	211
7. Le cœur du problème.....	229
Dernière comparution .....	239
<i>La réponse de M. l'abbé Quilton</i> .....	239
<i>Déclaration finale de M. l'abbé Pinaud</i> .....	242
<i>Dernier entretien</i> .....	256
Sentence du juge .....	261
Lettre de recours de M. l'abbé Pinaud à Mgr Fellay .....	263
Réponse de Mgr Fellay .....	266
Désistement de M. l'abbé Pinaud .....	267
Dernière réponse de Mgr Fellay .....	268
Plainte devant la justice française .....	271

On ne peut comprendre la crise  
de la Fraternité Saint Pie X sans  
se référer à la doctrine et à  
l'action de Mgr Lefebvre. Vous  
les trouverez dans un autre livre  
édité par M. l'abbé Pivert :  
*Mgr Lefebvre, Nos rapports  
avec Rome*, recueil de  
nombreux textes de  
Mgr Lefebvre avec quelques  
commentaires explicatifs.

Vous y découvrirez ce que  
Mgr Lefebvre voulait, l'objet de  
toute son action sacerdotale et  
épiscopale : le règne de Notre-  
Seigneur, le Christ-Roi. Quand  
on a compris cela, alors tout le  
reste s'éclaire et on comprend  
sans peine ce qu'il cherchait  
dans ses rapports avec Rome  
qui sont présentés dans  
l'ouvrage de façon complète.

Vous y trouverez aussi des  
éclaircissements sur la situation  
actuelle de la Fraternité Saint  
Pie X.

22 € + port

*Les origines de la crise, lettre  
ouverte à un jeune* brochure de  
32 pages par M. l'abbé Pivert,  
3,50 € + port

Pour les commandes des livres  
de M. l'abbé Pivert : Diffusion  
de la Pensée Française – BP 1 –  
86190 Chiré en Montreuil Tél.  
05 49 51 83 04



## L'auteur

M. l'abbé François Pivert, né en 1952 dans une famille de juristes, entra au séminaire d'Écône après avoir obtenu sa maîtrise en droit.

À la demande du Supérieur de District, il fonda le service des affaires canoniques pour la Fraternité Saint Pie X en France à la tête duquel il demeura pendant dix-neuf ans.

Il est membre de la Commission Saint-Charles-Borromée fondée à la demande de Mgr Lefebvre, dont les compétences juridiques s'étendent sur toute la Fraternité Saint Pie X sous la présidence de Mgr Tissier de Mallerais.

Ceci l'amena à exercer les fonctions de juge, d'avocat et de promoteur de justice, soit dans le District de France, soit ailleurs à la demande de Mgr Fellay et de Mgr Tissier de Mallerais, à donner de nombreuses consultations et à enseigner lors de sessions sacerdotales de formation juridique.

Il est l'auteur de plusieurs livres dont *Des Sacres par Mgr Lefebvre... un schisme ?* (épuisé) aux éditions Clovis et a édité récemment *Mgr Lefebvre, nos rapports avec Rome*.

Depuis vingt ans il prêche des retraites au Moulin du Pin.